

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS



Eglise Saint-Martin.
Dessin de madame la marquise de Courtarvel.

ANNÉE 1979

A LIRE ATTENTIVEMENT

— Adresse de la Société :

Société archéologique, scientifique et littéraire
du Vendomois

Cloître de l'Abbaye - 41100 Vendôme.

— Compte chèque postal : La Source 665-33 J.

— Cotisation annuelle donnant droit au bulletin de la même année : **30 francs minimum.**

Il est agréable au trésorier de remercier les adhérents qui majorent volontairement leur cotisation. Leur générosité nous est précieuse et nous exprimons à tous ceux qui peuvent nous aider ainsi, notre profonde gratitude.

— Pour nos amis dont les cotisations ne sont pas recueillies à domicile, nous souhaitons que chacun ait à cœur de verser sa cotisation dès le début de l'année et prenne conscience du service qu'il nous rend en évitant des frais de poste de plus en plus onéreux.

— **En conséquence, l'envoi du bulletin sera différé lorsque la cotisation précédente n'aura pas été acquittée.**

— Nous avons à envisager une augmentation constante des frais d'impression et d'acheminement postal. Nous pouvons les atténuer en augmentant le nombre de nos adhérents. Il serait souhaitable que chacun fasse un large effort de recrutement parmi les personnes qui pourraient s'intéresser à nos travaux.

Il n'est pas concevable que notre Société dont chacun reconnaît la vocation à couvrir le Vendomois, ne soit représentée dans certain canton que par UN cotisant !

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

Reconnue d'utilité publique par décret du 15 mars 1877

ANNÉE 1979

SOMMAIRE



| | |
|---|----|
| — 316 ^e et 317 ^e assemblées générales | 3 |
| — Admissions nouvelles : année 1979 | 4 |
| — Hommage à nos présidents honoraires décédés | 5 |
| — Nos sorties des 6 mai et 4 août 1979 | 6 |
| — Compte financier pour l'année 1979 | 7 |
| — Chronique de l'année 1979 | 8 |
| — Des informations | 9 |
| — Communiqué des Directions régionales des Antiquités | 10 |
| — La vie du Musée en 1979 | 11 |
| — Dons au Musée | 12 |
| — Bibliothèque de la société | 12 |

Communications et études :

| | |
|--|----|
| — L'enseignement de la philosophie au Collège des Oratoriens et au Lycée Ronsard, de 1623 à 1914, par M. l'abbé J. Boulay | 15 |
| — Les tisserands de chanvre du nord-est de la Sarthe (1880-1920), par M. Hubert Néant | 21 |
| — La société villageoise en Vendomois à la fin de l'Ancien Régime : les enseignements des rôles de taille, par M. Jean Vassort | 23 |
| — Délinquance, criminalité et société en Bas-Vendomois, à la fin du XVIII ^e siècle, d'après les archives de la justice de Montoire-Querhoent, par M. Jean Vassort | 39 |
| — Sauvetages archéologiques au château de Lavardin (L.-et-Ch.) : | |
| - Etude archéologique d'une crypte funéraire, par Claude Leymarios, Daniel Schweitz et Michel Lacroix | 41 |
| - Etude archéologique d'un dépotoir domestique du XIV ^e siècle, par Daniel Schweitz | 55 |
| — La commune de Saint-Martin de Sargé (1789-1792), par M. Jean Arnould | 71 |
| — A propos de l'exposition Roger Reboussin du 15 juin au 15 septembre 1979, au Musée de Vendôme, par Mme Sommier-Page, Conservateur | 76 |
| — Chronique vendomoise : La rue Saint-Jacques, par Mlle Laure Martellière | 79 |

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE du VENDOMOIS

118^e ANNÉE — 1979

316^e Assemblée Générale Séance publique du 25 Avril 1979

Cette assemblée générale s'est tenue selon la tradition un mercredi soir dans la salle d'honneur de la Porte Saint-Georges, à Vendôme. M. Leymarios et les membres du bureau ont accueilli notamment M. de Roquancourt, sous-préfet, et M. Ladevie, maire-adjoint représentant M. Lasneau, empêché.

M. Arnould, vice-président, donne quelques informations. Mais auparavant, il se fait le porte-parole de la Société pour déclarer : « Nous regrettons de ne pouvoir exprimer à M. Lasneau, ainsi que nous l'aurions désiré toute la satisfaction que nous avons éprouvée en apprenant son élévation au grade de chevalier dans l'Ordre de la Légion d'honneur... Au nom de tous nos membres qu'il veuille bien accepter avec nos compliments chaleureux nos déférentes félicitations ».

Dans son intervention préliminaire, après les remerciements d'usage, le président a insisté sur la place que doit occuper la société au plan culturel en Vendomois : « Nous ne sommes pas les détenteurs de la culture... mais nous avons la ferme volonté d'être présents chaque fois qu'il sera question du devenir du patrimoine culturel vendomois »...

« Il y a toujours, à travers les 107 volumes de notre bulletin publié depuis 1862, un ou plusieurs éléments de réponse à des questions que l'on peut se poser sur telle ou telle partie de ce patrimoine »...

...« Il est normal que tous ceux qui se dévouent pour promouvoir le tourisme s'efforcent de l'exploiter, mais il me semble que si ces responsables soignent à juste titre la qualité de l'accueil en Vendomois, il serait également souhaitable que l'on veille à la qualité des textes des dépliants touristiques »...

...« Les travaux de nos anciens sont très normalement dépassés pour certains aspects scientifiques... Il faut donc pour une œuvre ancienne faire une analyse critique préalable et non des emprunts « in extenso ».

M. Lavige, trésorier, présente le compte financier, lequel fait apparaître combien il était urgent de relever les cotisations au vu des augmentations de tarifs et de charges.

M. Hubert Néant, professeur agrégé d'histoire au lycée de La Ferté-Bernard (Sarthe), expose les recherches effectuées par des groupes d'élèves et quelques professeurs s'efforçant de retrouver et d'éclairer le passé régional en utilisant les sources officielles et les témoignages directs ou indirects. Diapositives à l'appui il nous a fait redécouvrir l'artisanat ancien du Perche de nos confins, évoquant avec talent tour à tour, les forges de Vibraye, la tuilerie et la briquetterie, la bourrellerie, la verrerie, la repasseuse... Notre bulletin vous en propose un exemple.

M. Chabot, professeur de collège à Château-du-Loir, succède à M. Néant. Celui-ci, au cœur de la forêt a rencontré les verriers ; parmi eux, Eugène Saulnier. L'enquête a situé l'ouvrier dans son milieu. M. Michel Chabot peut lui prêter sa plume et nous donner « L'es-carbille » ce beau livre d'histoire ouvrière dont l'auteur nous explique son itinéraire de travail et ses motivations profondes.

Le très nombreux public, plus de 150 personnes, et parmi elles beaucoup de Percherons, a été conquis. Pour notre part nous demandons aux personnes qui ont pu se trouver inconfortablement installées de bien vouloir accepter nos excuses.

317^e Assemblée Générale

Séance publique du 28 Novembre 1979

Malgré les rigueurs de la saison cette réunion s'est passée comme la précédente, devant un auditoire intéressé d'une centaine de personnes.

M. Leymarios, président, a particulièrement remercié M. de Roquancourt, sous-préfet et M. Lasneau, maire de Vendôme, lesquels malgré une soirée très chargée, ont tenu à être présents manifestant à notre vieille société tout l'intérêt qu'ils portent à ses travaux.

Le président évoque les débuts de la société, ses membres influents, ses présidents prestigieux. Il regrette d'avoir à remarquer que nous ne soyons pas associés à certaines manifestations alors que ce sont des membres de notre compagnie qui en ont la responsabilité. Nous applaudissons à leur succès ; nous les encourageons, mais nous sommes peiné de ce manque de confiance.

Le vice-président rend hommage au docteur Dattin et au professeur Denizot, nos deux anciens présidents, décédés, y associant nos membres disparus cette année. Une minute de silence est observée pour honorer leur mémoire.

Le rapport moral et d'activité qui est présenté se retrouve pour l'essentiel dans la partie générale de ce bulletin. Les actes de la société se terminent par le re-

nouvellement partiel du Bureau. Il s'agit de pourvoir au remplacement du tiers élu en 1976 : MM. le docteur Dattin (décédé), Jeulin, Mésange et Pélicier. L'assemblée accepte les propositions du bureau et élit MM. Claude Bayle, Jean Vassort, André Motheron. M. Gérard Jeulin bibliothécaire, est reconduit dans ses fonctions.

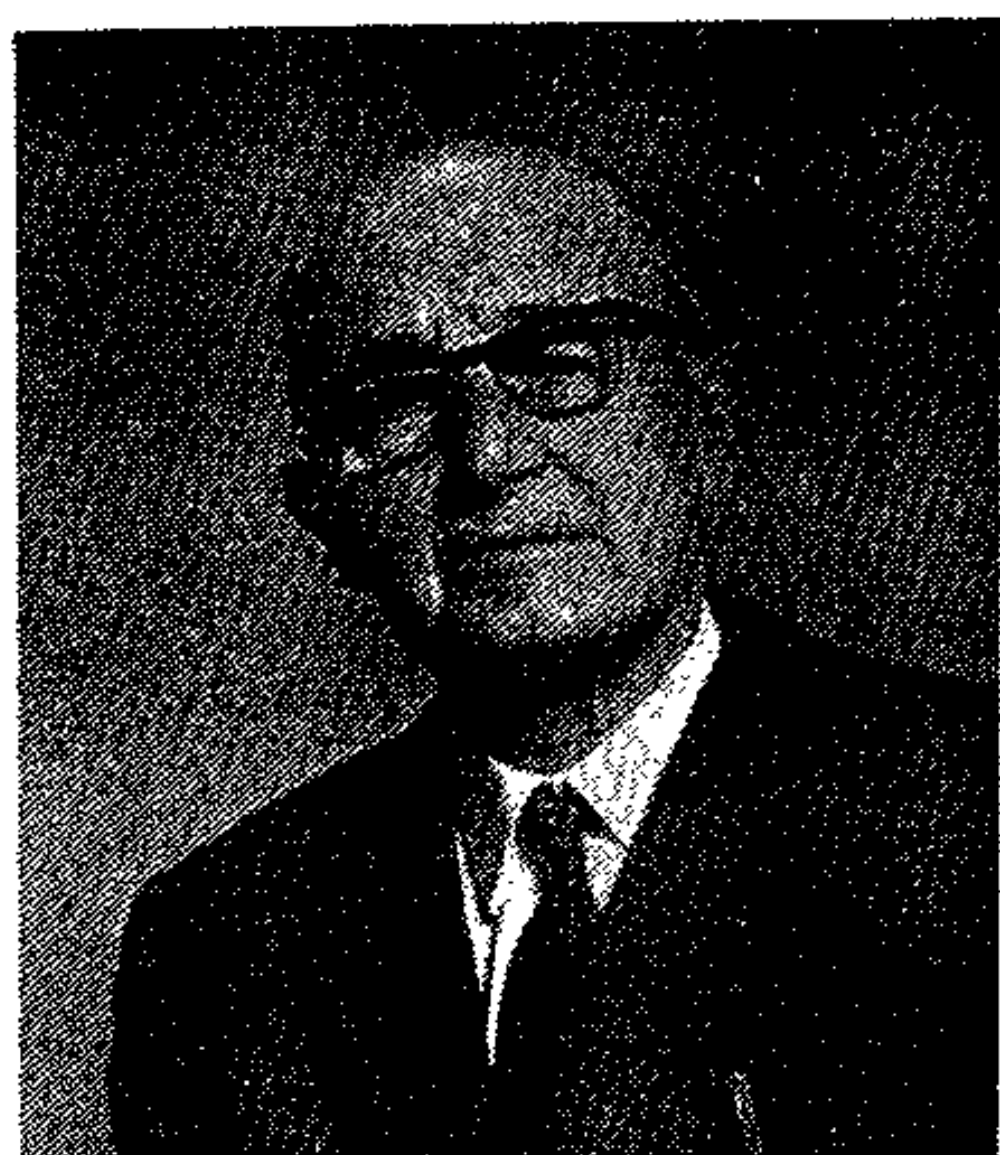
C'est M. Jean Vassort justement, professeur agrégé d'histoire que nos auditeurs connaissent bien, qui va nous faire profiter une fois encore des recherches qu'il entreprend tournant autour de la thèse de doctorat qu'il prépare. Il a choisi de parler de « La vie sociale en Bas-Vendomois à la fin de l'ancien régime : les enseignements des archives de la justice du marquisat de Montoire-Querhoent ».

M. Vassort a l'art de tenir son auditoire en haleine. On voudrait être de ses élèves. Précis, minutieux, d'une clarté totale, avec la pointe d'humour qu'il faut, il nous a promené de dossier en dossier parmi le petit monde des justiciables de Montoire. Avec un art consommé c'est-à-dire les qualités de l'historien témoin il éclaire par ces « faits divers » la vie sociale de l'époque fortement marquée par les structures d'un long passé. On trouvera dans ce bulletin une analyse de ce remarquable exposé.

ADMISSIONS NOUVELLES

(année 1979)

- M. DESPERT Jean, instituteur honoraire, 41100 Selommes.
M. ESNAULT André, 41800 Les Roches l'Evêque.
M. GUERENA Jean-Louis, 42, chemin des Vignes, 41100 Saint-Ouen.
M. PIERRE-FRANÇOIS Jacky, instituteur, 41100 Azé.
M. BELLANGER Jack, 10, rue Jean-Duverger, 41100 Vendôme.
M. QUILLOUT Alain, 6, Impasse des Grillons, 41130 Selles-sur-Cher.
M. CHEREAU Philippe, 9, rue de la Scellerie, 37000 Tours.
M. LEGRAND Bernard, président de la Société dunoise, 30, rue de Saint-Avit, 28200 Saint-Denis-les-Ponts.
M. RIBY Jacques, résidence du Parc, 41100 Vendôme.
M. CANARD Marcel, Bois-Neuf, 41160 Morée.
Mme PALISSON-REGNIER, La Charronnerie, 41270 Fontaine-Raoul.
M. LASSELIN, 45, rue Sanitas, 41100 Vendôme.
M. BECHER Johan, 18, rue Frincambault, 41100 Vendôme.
M. GAUTHIER Bernard, rue Pasteur, 41800 Couture-sur-Loir.
M. COLONNIER Claude, rue du Perche, 41100 Vendôme.
M. DUGIED Jacques, 8, rue Arnoux, 92340 Bourg-la-Reine.
M. LAPRESLE Pierre, 135, rue Laurendeau, 80000 Amiens.
M. BODET Pierre, 37330 Saint-Laurent-de-Lin.
M. MARTIN P.-PARDESSUS, 4, impasse Boisleau, 41000 Blois.
M. NALLET Joseph, rue de la Gare, 41400 Chissay-en-Touraine.
Mme COUSIN, 51, rue du Stade, 41160 Fréteval.
M. GRENET Jean, 78, rue du Général-Leclerc, 41800 Montoire.
M. COURIVAUD Robert, Cidex 510, Fréteval, 41160 Morée.



HOMMAGE A NOS PRÉSIDENTS HONORAIRES

*Monsieur le Docteur DATTIN,
Monsieur le Professeur DENIZOT*

La Société archéologique du Vendomois est particulièrement affectée par la perte, cruellement ressentie de nos présidents honoraires, M. le docteur Dattin, M. le professeur Denizot.

Nous nous souvenons. C'est le dimanche 13 mai 1962 que fut célébré, à Vendôme, le double centenaire de la Société archéologique fondée en 1862 et fondatrice elle-même, à la même date du Musée de notre ville.

M. le docteur Dattin était alors président en exercice. Il eut la satisfaction de présider les fêtes du Centenaire. Ce lui était surtout un honneur mérité. Réentendons ses paroles : « L'émotion que j'éprouve est d'autant plus profonde que ma génération aura vécu, dans son enfance, parmi un certain nombre de fondateurs ou de contemporains des fondateurs de notre Société ».

C'est que le premier président de la Société archéologique fut Emilien Renou, arrière-grand-oncle du docteur Dattin. Par une coïncidence émouvante l'arrière-neveu assure la pérennité de la même institution cent ans plus tard ! N'est-elle pas symbolique cette continuité, ces deux présidents d'une même famille se donnant la main par-delà un siècle d'existence et de travaux.

M. le docteur Dattin, son père, son grand-père sont un cas exemplaire de fidélité à notre Société. Le fait n'est pas unique. Mais de ces familles vendomoises, fières de leur ville, conscientes de ce que représente la Société archéologique pour la cité et la région, il ne sera jamais assez parlé. Elles se sentent tenues de servir et de soutenir la société la plus désintéressée qu'il soit au service du renom de Vendôme.

M. le chanoine Gaulandau ayant pris en mains les destinées de la Société archéologique, M. le docteur Dattin devint un vice-président dévoué et précieux. Sa simplicité, sa gentillesse, sa courtoisie, son désintéressement, alliés à son désir d'être utile en firent le plus distingué des conseillers. Assidu aux réunions de bureau, ses avis toujours marqués au coin de la raison et de la mesure, présentés avec tact et modestie, lui valurent le respect et la sympathie de tous. Ces derniers temps, plus fatigué, il nous était reconnaissant lorsque nous allions l'entretenir de la vie de sa chère société. Il a contribué avec le chanoine Gaulandau à rassembler,

à faire de notre compagnie cette amitié bien soudée au service de la petite patrie.

De M. le professeur Denizot, son ami, le docteur Dattin parlait en ces termes le jour du Centenaire : « Pendant la période où il présida à la vie de la Société, l'abbé Plat fut aidé par deux collaborateurs de premier plan qui ont été également présidents... le commandant de l'Eprevier et M. Denizot, professeur à la Faculté des Sciences de Montpellier, vieux Vendomois spécialiste de la géologie et de la préhistoire. Il est l'auteur d'études approfondies sur les emplacements préhistoriques de la vallée du Loir, parues dans nos bulletins. M. Denizot, maintenant en retraite à Vendôme, restera, nous l'espérons un précieux collaborateur ».

Nous savons que cela fut. Même en ces dernières années, éprouvé par le deuil le plus cruel et par l'âge, à chacune de nos visites, M. Denizot s'intéressait au devenir de la Société et songeait encore à mettre au net des études pour notre bulletin.

Nous ne rappellerons pas toutes les étapes d'une carrière fructueuse. Né à Vendôme, élève de son lycée, c'est en 1926 qu'il est agrégé de géologie. Sa thèse est intitulée : « Les formations continentales de la région orléanaise ». Il donne entre 1927 — « La Beauce vendomoise » — et 1963 — « Les anciennes routes autour de Vendôme » — un certain nombre de communications insérées dans nos bulletins. Portant un vif intérêt au Musée il classe ses collections et les enrichit de ses propres apports concernant notre région. Membre influent de plusieurs sociétés d'études scientifiques, sa réputation avait dépassé nos frontières nationales.

M. le docteur Dattin, M. le professeur Denizot nous laissent ce message déjà si bien exprimé par M. le chanoine Gaulandau le jour du Centenaire : « Nous pouvons, il me semble, Mesdames, Messieurs, garder l'espoir de passer à d'autres, bien vivante et plus prospère, l'œuvre qui nous a été léguée à nous-même. Nous n'avons pas d'autre ambition ».

Ainsi nos trois présidents restent près de nous, nous parlent et nous tracent la voie. Unis dans le même effort, nous leur restons fidèles et nous ne les décevrons pas.

Jean ARNOULD.

Nous nous excusons d'être dans l'impossibilité de publier une photographie de M. le professeur Denizot.

VENDOMOIS EN PAYS CHARTRAIN

Notre sortie annuelle du 6 Mai 1979

Après plusieurs années d'infidélité à son Loir familial au profit d'une Loire captatrice, la Société Archéologique Scientifique et Littéraire du Vendomois a décidé de remonter aux sources (ou presque) en s'enfonçant dans ce Perche, si proche sur la carte et pourtant méconnu de la plupart d'entre nous. Et le dimanche 6 Mai, au rendez-vous matinal de Cloyes, c'est l'ancien prieuré bénédictin d'Yron qui accueille plus de quatre-vingts fidèles, au seuil d'une journée déjà heureusement ensoleillée.

Sans plus attendre, notre dévoué collègue, M. Bouyssou, Blésois d'adoption mais Chartrain d'origine, nous présente la modeste chapelle romane à nef unique, ornée de très belles peintures murales à fresques : l'Adoration des Mages, la Flagellation du Christ, la Trahison de Judas, les Apôtres. Un dernier regard sur le portail rustique à pierres taillées en pointes de diamant et la longue caravane s'étire pour traverser un pays onduleux, coupé de bois et de taillis, qui a le charme de ses petites vallées creusées par les affluents rive droite du Loir : l'Yerre de Courtalain, l'Ozanne de Brou et la Foussarde de Frazé, terme de la deuxième halte.

Frazé, c'est un château, c'est plusieurs demeures, et surtout c'est un site, un site unique dans un cadre unique. Sous la conduite de M. le Baron de Loture, nous passerons de la motte (médiévale ?) à l'ensemble fortifié caractérisé par ses tours aux toitures en poivrières, neuves, du plus bel effet ; longeant les communs si bien conservés, le petit logis renaissance, les jardins à la Française en terrasses au-dessus de l'ancien étang artificiel. En un mot, cette demeure au charme indéfinissable, toute chargée d'histoire, était bien faite pour enchanter un public aussi épris de pittoresque que d'archéologie.

La matinée s'achèvera à l'église d'Yèvre, imposant édifice qui va du XII^e au XVII^e siècle. M. le Curé, avec son érudition coutumière, tient à mettre en valeur l'intérieur de son église, riche de ses remarquables boiseries classiques, de son autel principal au rétable orné de six colonnes torsées. Le souvenir d'artistes locaux ou ambulants, comme le sculpteur Charles Roscôt (1683) est resté à tout jamais gravé dans la chaire rehaussée des effigies des vertus, dans le banc d'œuvre, dans les vantaux de la porte de la chapelle des fonts, etc. Mais le véritable trésor réside peut-être — n'est-ce pas, Mesdames ? — dans le chasublier qui renferme une collection soigneusement conservée d'ornements des XVII^e et XVIII^e siècles.

C'est l'heure de la détente dans l'agréable salle du Plat d'Etain à Brou, repas parfaitement servi qui voit notre vice-président, M. Arnould évoquer la mémoire de celui qui fut si longtemps l'âme de ces sorties et dont le souvenir est toujours si présent, M. le Chanoine Gaulandau, excuser l'absence de notre président, Claude Leymarios, retenu en famille et féliciter tous les artisans responsables de ce cru 1979.

Quittons maintenant Brou la Noble, pour Alluyes la Coquette, Alluyes où les Montoiriens ont la surprise d'être accueillis par l'un des leurs, M. Reschœur, le directeur de l'établissement, qui va nous faciliter la visite des lieux. Une nouvelle fois, M. Bouyssou est mis à contribution pour présenter ce qui subsiste d'une ancienne chapelle romane en voie de restauration. Puis le gros de la troupe mettra un point d'honneur à participer à l'assaut, tout pacifique, du haut donjon cylindrique classé monument historique, vieille tour à fière allure, seule rescapée de l'ancienne forteresse des Barons d'Alluyes d'où, paraît-il, on risque d'apercevoir les fameuses tours de Chartres.

Et le plus curieusement du monde, notre journée rive droite se termine rive gauche, à quelques pas du Loir, dans l'église paroissiale, fière à juste titre de sa statue ouvrante de la Vierge en bois peint du XVI^e, et dont les peintures murales — en assez mauvais état — ont été minutieusement décrites par l'ancienne secrétaire de la Société, Mademoiselle Trocmé.

Visites du Samedi 4 Août 1979

Pour compléter notre sortie de printemps, une mini-sortie d'été axée sur les donjons du Perche, sur l'initiative de Messieurs Legrand pour le Dunois et Arnould pour le Vendomois, était risquée en pleine période de vacances. Ce fut une totale réussite.

Et tôt dans l'après-midi, visages connus et inconnus se retrouvaient groupés au pied du Pot à Beurre de Mondoubleau par un temps radieux.

Notre président Claude Leymarios, spécialiste des forteresses médiévales était tout indiqué pour tirer le meilleur parti possible des ruines grandioses et presque inquiétantes de ce qui fut le donjon, partie du château et des fortifications de la ville de Mondoubleau, imposant ensemble qui domine la vallée de la Grenne, dont il ne reste que peu de vestiges. C'est pourquoi cette tour inclinée, en grès roussard, reste avec ses 35 mètres de hauteur un témoin précieux qui permet d'avancer une datation relativement précise quant à l'époque de construction.

Tout autre se présente le donjon de Bois-Ruffin, donjon circulaire de plaine, dissimulé par les bosquets percherons, situé à la limite du Loir-et-Cher et de l'Eure-et-Loir. Si l'origine de l'ancienne seigneurie de Bois-Ruffin se perd dans la nuit des temps, sa tour ne semble pas remonter au-delà du XII^e siècle.

Grâce à Mademoiselle Marie-Laure Simon, la mise en valeur de Bois-Ruffin se poursuit patiemment. Les portes sont aujourd'hui grandes ouvertes pour la visite de l'ensemble et sous la conduite de nos collègues du Dunois, chacun aura tout loisir d'interroger la masse énigmatique du fier donjon qui risque de garder encore longtemps ses secrets.

G. JEULIN.

COMPTES FINANCIERS (année 1979)

| RECETTES | | DÉPENSES | |
|---|-----------|-----------------------------------|-----------|
| Cotisations | 13 370,00 | Impression du bulletin | 11 866,30 |
| Dons | 1 245,00 | Expédition et distribution | 1 230,00 |
| Legs du chanoine GAULANDEAU | 10 000,00 | Abonnements et cotisations | |
| Subvention de la ville de Vendôme | 2 000,00 | à diverses sociétés | 845,00 |
| Subvention du Conseil Général | 10 000,00 | Sortie annuelle : dépenses | 5 015,00 |
| Vente de bulletins et d'ouvrages | 9 876,80 | Imprimés et frais de bureau | 1 696,43 |
| Sortie annuelle : encaissements | 5 212,00 | Frais d'obsèques et divers | 624,77 |
| Intérêts de la Caisse d'Epargne | 1 783,35 | | |
| Total des recettes | 53 487,15 | Total des dépenses | 21 277,50 |
| BALANCE | | | |
| Recettes | 53 487,15 | | |
| Dépenses | 21 277,50 | | |
| Excédent de recettes | 32 209,65 | | |
| Reliquat de l'exercice 1978 | 12 932,83 | | |
| Avoir de la Société au 31-12-1979 | 45 142,48 | | |
| se décomposant comme suit : | | | |
| Avoir au Compte Courant Postal | 2 107,33 | | |
| Livret de Caisse d'Epargne | 42 786,38 | | |
| Espèces | 248,77 | | |
| Total | 45 142,48 | | |

Le Trésorier,
H. LAVIGE.

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 1979

DEUILS

Nous avons appris avec peine le décès de : M. Carlier, industriel à Saint-Ouen ; de M. Sauvaget, directeur honoraire d'école publique à Vendôme ; de M. Fouchard, rue Ferme à Vendôme ; de M. Marcel Carayol, président de « Ceux de Verdun » à Vendôme ; de M. le chanoine Champeau, à Saint-Firmin-des-Prés ; de Mlle Lemann, à Vendôme ; de M. le commissaire général de la marine, François Masse, à Paris ; de M. Faix, à Onzain ; de Mlle Blanche Valin, directrice honoraire d'école normale, à Vendôme ; de nos présidents honoraires M. le docteur Dattin, M. le professeur Denizot ; de M. de Marchéville, au château du Moulin à Lassay-sur-Croisne.

Très attaché à notre compagnie, M. de Marchéville était le président de la Société d'Art et d'Archéologie de Sologne. Nous lui devons surtout d'avoir été en 1969 le président fondateur du Comité archéologique de Loir-et-Cher, base du succès et de l'ampleur des travaux archéologiques enregistrés depuis dix ans dans le département.

Nous dédions à la mémoire de nos amis, une pensée attristée et nous offrons à leurs familles toute notre respectueuse sympathie.

DISTINCTIONS

M. Marcel Carayol, le regretté président de « Ceux de Verdun » a été nommé chevalier dans l'Ordre de la Légion d'honneur.

M. Félicien Granger, maire de Sargé-sur-Braye a été nommé chevalier dans l'Ordre national du Mérite.

M. Claude Bayle, professeur au lycée de Vendôme a été nommé chevalier dans l'Ordre des Palmes académiques.

Ont obtenu la médaille d'honneur départementale et communale :

— médaille de vermeil : M. Robert Girond, conseiller général et maire de Saint-Ouen ;

— médaille d'argent : M. Robert Lasneau, conseiller régional, maire de Vendôme ; M. Roger Laurilleau, secrétaire de mairie à Lignières.

M. Jean Chavigny a reçu de l'Académie française une médaille distinction qui couronne son ouvrage historique sur Saint-Dyé-sur-Loire.

Nos compliments et nos bien vives félicitations.

DÉPART... ET ARRIVÉE

C'est avec regret que nous avons appris le départ de M. et Mme de Roquancourt. Nos vœux respectueux les accompagnent dans l'accomplissement des nouvelles fonctions qui attendent M. le sous-préfet.

La société archéologique n'oubliera pas que M. de Roquancourt a toujours manifesté pour ses travaux et ses réunions le plus vif intérêt. Elle le remercie pour l'appui et le réconfort trouvés auprès de lui au moment de la disparition de notre regretté président, le chanoine Gaulandau.

A M. de Villiers de Saintignon qui lui succède nos vœux déferents de bienvenue.

TRAVAUX

Nous avons le plaisir de vous informer du succès mérité de notre collègue, M. Jackie Despriée, lequel a soutenu le 26 novembre 1979, une thèse de doctorat d'université intitulée : « Les industries du paléolithique inférieur et moyen de la vallée du Loir vendomois dans leur contexte géologique ». (Université Aix-Marseille I).

Chacun se réjouira de cette réussite qui couronne un labeur acharné mené avec compétence et sérieux par quelqu'un qui honore notre compagnie autant par son savoir que par sa modestie.

UN HOMMAGE

C'est celui que la municipalité de Vendôme a décidé de rendre à M. le professeur Denizot en donnant son nom à une des salles du Musée de Vendôme.

QUELQUES NOUVELLES

En archéologie l'année a été féconde. M. Leymarios et son équipe ont accompli la 11^e campagne de fouilles sur le site de Fréteval. Des visites, des animations y ont eu lieu. A Montoire, MM. André Michel et André Motheron ont poursuivi leurs travaux. Nous vous invitons à visiter le site féodal rénové de Coulommiers-la-Tour aménagé par la municipalité et des bénévoles. MM. Leymarios et Guichard y ont dirigé un stage d'une semaine en septembre, pour un groupe d'enfants, sur le thème « découverte archéologique d'un terroir ». Les élèves de l'école primaire de Fréteval ont consacré un trimestre à la préhistoire avec le concours du Comité départemental de l'environnement dont notre président. Cela s'est clos par une excellente exposition que vous avez pu visiter.

Les chantiers archéologiques du département ont été présentés à l'assemblée générale du Comité archéologique de Loir-et-Cher, le 28 avril. On a parlé d'Ouchamps, de Neung-sur-Beuvron, de Fossé... et bien sûr de Montoire et Fréteval. La journée s'est terminée par une conférence de M. de Kisch, directeur des Antiquités de la région Centre sur « l'urbanisation de la Provence du 1^{er} au IV^e siècle ».

Le 4 août après-midi, nous avons organisé une sortie dans le Perche vendomois. En compagnie de membres de la Société dunoise, de son Président et de son secrétaire, 80 personnes ont pu s'attarder au pied du donjon de Mondoubleau et découvrir celui, peu connu, de Blois-Ruffin (commune d'Arrou). Que Mlle Marie-Laure Simon et M. Simon veuillent bien trouver ici l'expression de nos remerciements pour l'excellent accueil qu'ils nous ont réservé.

Notre collègue M. Henri Mésange, maire de Villiers a pris l'heureuse initiative de faire exécuter des travaux à l'église et à la sacristie de sa commune afin d'y protéger et de mettre en valeur les objets classés que Villiers est fier de posséder et que nos sociétaires auront plaisir à revoir particulièrement durant la période touristique.

La ville de Vendôme, dans le cadre de la mise en valeur des bâtiments de l'ancien lycée a décidé d'ouvrir la chapelle Saint-Jacques à des manifestations culturelles. La Société archéologique s'est exprimée à ce sujet dans le bulletin municipal d'avril 1979. Ceci nous amène à remercier la municipalité laquelle depuis plu-

sieurs années nous a ouvert ses bulletins municipaux pour y tenir une chronique.

L'association de Sauvegarde des Amis de la vieille église d'Artins a édité un ouvrage intitulé : « Artins, un des plus vieux villages de France ». Nous avons noté avec intérêt que plusieurs de nos sociétaires y ont collaboré avec le président Jean-Claude Mercier.

Le journal municipal « Aujourd'hui Vendôme » d'octobre 1979 signale la parution enfin prochaine d'un « Guide du Vendomois ». C'est un travail important auquel nous souhaitons d'être un digne successeur du « Guide du touriste dans le Vendomois » que la Société archéologique présenta en 1883 sous ses auspices. Ce nouveau guide est une œuvre collective à laquelle la Société archéologique, son président et plusieurs de ses membres n'ont pas ménagé leur concours.

Pour l'année du patrimoine 1980, à l'invitation de l'autorité préfectorale, nous acceptons volontiers de faire partie du comité créé autour de M. Martin-Demezil, directeur honoraire des archives départementales.

Nous vous avons fait part d'inquiétudes très précises. Le Conseil général de Loir-et-Cher a bien voulu nous accorder une importante subvention. Nous prions Messieurs les Conseillers généraux et l'Administration préfectorale de bien vouloir accepter l'expression de notre gratitude et nos vifs remerciements.

Une information touchera vos cœurs. Dans ses dispositions testamentaires, M. le chanoine Gaulandau a légué à notre société une somme de 10 000 F. Nous n'aurons jamais assez de mots et de reconnaissance pour exprimer tout ce que nous devons à notre regretté président. C'est aussi un dernier signe de sa part. Publier devient difficile mais c'est ce qu'il faut essentiellement prélever.

Une excellente façon d'aider nos finances est de recruter, puisque chaque année nous perdons par décès, départs ou démissions, un nombre toujours trop important de sociétaires. Nous osons compter sur chacun.

Nous devons à la municipalité de Vendôme l'octroi d'une subvention annuelle et les avantages découlant de la Convention de 1867 passée entre le maire et le président de la Société. Avec l'heureux développement du musée le conseil municipal nous a fait aménager de nouveaux locaux dans le bâtiment D du quartier Rochambeau. Notre bibliothèque est en cours de transfert sous la direction de M. Jeulin avec le concours des services techniques de la ville.

Cette séparation matérielle et la fonctionnarisation de la Conservation n'affecteront en rien les liens qui nous unissent au Musée que la Société a créé. C'est notre position. C'est celle de M. le Maire de Vendôme. Nous allons conjointement nous employer malgré les changements intervenus à ce que la collaboration fructueuse entretenue 118 ans durant, se poursuive.

DES INFORMATIONS

I. — Le vieux parler tourangeau (Maurice Davau).

Paru début 1979, aux éditions C.L.D., cet ouvrage de plus de 500 pages est dû à M. Maurice Davau, co-auteur du « Dictionnaire du Français vivant », publié chez Bordas.

Le volume, tiré seulement à 2100 exemplaires, est illustré de gravures anciennes.

Sa conception est très originale ; le livre comprend trois parties :

1. — La phonétique locale, où la prononciation est étudiée, lettre par lettre, son par son ;

2. — Le glossaire, présenté alphabétiquement dans une orthographe aussi proche que possible de la phonétique. M. Davau y recense, en plus de 3000 mots patois, près de 7 500 termes français à la prononciation déformée par rapport à celle du français actuel et plusieurs centaines de mots français s'écrivant et se prononçant comme dans notre langue officielle, mais avec une signification toute particulière ;

3. — Enfin, un chapitre de grammaire exposant l'utilisation locale des articles, des noms, des adjectifs, des mots invariables et des verbes avec leurs conjugaisons.

M. Davau, dans sa bibliographie, n'omet pas de mentionner l'excellent « Glossaire du Vendomois » de Paul Martellièrre publié, rappelons-le, sous les auspices de notre Société — ceci en 1893 — et récemment réédité.

« Le vieux parler tourangeau » est un très bel ouvrage qui fait honneur aux études de linguistique régionale.

II. — Objet : Liste d'habitants de la forteresse de Huningue originaires de notre région au XVIII^e siècle.

M. Gérard Boutry, généalogiste, habitant 8, rue Saint-Marc, Osenbach 68570 Soultzmatt, a exécuté bénévolement un dépouillement sur fiches des registres paroissiaux de la place forte de Huningue au XVIII^e siècle. La direction des services d'archives du Haut-Rhin par l'entremise de la direction des services d'archives du Loir-et-Cher nous communique la liste des individus originaires de notre département découverts dans ces registres. Nous l'insérons bien volontiers pour le cas où des chercheurs seraient intéressés par cette émigration.

Loir-et-Cher :

Anne Portrez, de Blois ; épouse André Chardin, du Pays Messin, soldat régiment Douroy, compagnie de Champaux, dont Pierre baptisé 14-5-1736 (398).

Charles Chavigny, de Chaumont-sur-Loire, fils Pierre et Marie Roulet ; épouse 5-5-1698 (63), Claudine Nau-det (Laudan), de Villerfaux (?), archevêché de Besançon, fille Georges. Dont postérité.

Guillaume Pillon, de Vendôme, paroisse La Madeleine, caporal Cie Mr Delaval, Rgt Feuquières, fils de Jacques ; épouse 15-10-1691 (41), Anne Colaert, de Hautes-Rivières en Ardennes, fille de Jean, veuve Jean Peron dit l'Espérance, soldat Cie Mr Laval.

Noël-Marin Guérin de Beaumont Nouvallon, de Blois, capitaine Rgt Ponthieu, décédé à 40 ans le 29-4-1719 (123).

Les numéros entre parenthèses sont ceux des folios du registre paroissial.

Communiqué des Directions Régionales des Antiquités Préhistoriques et Historiques du Centre

DEPARTEMENT DE LOIR-ET-CHER

Pendant l'été 1979 un article relatif à l'utilisation des détecteurs de métaux est paru dans la presse départementale.

De son côté, le directeur régional des Antiquités historiques du Centre demande d'assurer une large diffusion à un texte relatif aux chercheurs de trésors, texte extrait du Journal Officiel.

Nous avons réuni ces deux documents en un seul, lequel a été à ce jour adressé aux élus du département, aux administrations qui ont à traiter de l'aménagement du territoire, à la gendarmerie, au monde agricole, au tourisme et aux enseignants.

« Les organes de presse se font l'écho, lorsque cela se produit, des pillages dont sont trop fréquemment l'objet nos musées, nos églises ou nos châteaux. Et la majorité d'entre nous, nous indignons devant ces vols commis au détriment de notre patrimoine culturel et artistique.

Le musée de Vendôme, le château de Talcy (à diverses reprises) et plusieurs de nos églises rurales du Loir-et-Cher ont ainsi été visités par des individus souvent bien organisés et agissant pour le compte de réseaux de vente internationaux.

Depuis quelques années, les pouvoirs publics ont commencé à s'émouvoir devant une nouvelle forme de pillage commise par des « prospecteurs » munis de détecteurs de métaux et qui, sur certaines zones archéologiques sensibles, peuvent en quelques instants s'approprier des objets métalliques dont la seule valeur est bien souvent scientifique à la condition qu'ils puissent être étudiés dans leur contexte d'origine.

Il est difficile de surveiller ces sites archéologiques, car il n'existe aucun moyen matériel de protection, mais cependant des moyens légaux.

C'est la raison pour laquelle nous avons diffusé dans la presse départementale l'article que nous reprenons ci-dessous dans son intégralité.

« Il nous paraît important de porter à la connaissance du public les précisions données par le bureau des Fouilles et Antiquités du Ministère de la Culture et de la Communication sur la réglementation relative aux recherches d'objets métalliques enfouis, effectués en utilisant un détecteur de métaux.

Ces précisions peuvent se résumer en trois points :

— De telles recherches sont soumises à une autorisation préalable prévue par l'article 1^{er} de la loi du 27 septembre 1941 qui stipule :

« Article premier. - Nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages à effet de recherches de monuments ou d'objets pouvant intéresser la préhis-

toire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sans avoir au préalable obtenu l'autorisation.

La demande d'autorisation doit être adressée au Ministère des Affaires culturelles ; elle indique l'endroit exact, la portée générale et la durée approximative des travaux à entreprendre ».

Toute infraction pouvant être sanctionnée par des peines correctionnelles.

— Des sondages ou recherches entrepris clandestinement sur un chantier de fouilles archéologiques régulièrement agréé par l'autorité de tutelle peuvent être assimilés à des actes de vandalisme et punis de peine d'emprisonnement.

La soustraction frauduleuse d'objets exhumés par la personne les ayant mis au jour constitue un vol et peut également être punie de peine d'emprisonnement.

Nous tenons donc à mettre en garde tous les propriétaires de terrains et principalement les agriculteurs contre ces nouveaux chercheurs de trésor équipés de détecteurs de métaux qui procèdent dans certaines régions à des pillages systématiques de notre patrimoine et qui appartiennent bien souvent à des circuits organisés pour la revente tant en France qu'à l'étranger des objets ainsi illicitement récupérés.

Cette prospection qui s'accompagne de sondages intentionnels en vue de la récupération des objets détectés ne peut en rien être assimilée aux découvertes fortuites de surface réalisées principalement à l'occasion des labours. Pour celles-ci, il est simplement fait obligation de les déclarer, soit à la mairie, soit à la gendarmerie, soit à l'autorité de tutelle. En Loir-et-Cher, de nombreux cultivateurs qui nous signalent directement leurs découvertes afin que ces objets puissent être étudiés et éventuellement publiés et que des cartes de répartition de sites soient établies, permettent ainsi progressivement une meilleure connaissance de l'implantation de l'homme dans notre région aux différentes périodes de son histoire.

Les personnes qui, en toute bonne foi, ont acquis des détecteurs de métaux dans le but de faire une telle prospection et qui souhaiteraient s'informer plus amplement peuvent s'adresser par écrit au signataire du présent article.

Monsieur le Colonel commandant le Groupement de gendarmerie de Loir-et-Cher a donné des instructions à toutes les brigades du département pour que soient signalées les personnes qui utiliseraient ces appareils de manière frauduleuse ».

Claude Leymarios
Correspondant départemental
des Antiquités préhistoriques
La Touche - Fossé
41330 La Chapelle Vendomoise

Ce patrimoine que nous vous demandons de nous aider à protéger ne nous appartient pas, ne vous appartient pas : c'est le patrimoine que nous ont légué les hommes qui se sont succédés depuis des millénaires sur notre sol et qui génération après génération ont contribué à former l'actuel acquis de notre civilisation.

Par ailleurs, la Direction régionale des Antiquités historiques du Centre nous a adressé le texte ci-joint (extrait du J. O. du 15 février 1979) en nous demandant d'en assurer une large diffusion :

Chercheurs de trésor : statut

2 septembre 1978. — M. Claude Fuzier appelle l'attention de M. le ministre de l'Environnement et du Cadre de vie sur le problème des « chercheurs de trésor ». Selon certaines estimations, ils sont actuellement au nombre de 50 000 et regrettent de ne pouvoir bénéficier d'un statut définissant leurs droits et leurs devoirs. Le seul texte existant actuellement est la loi archéologique de 1941, selon laquelle nul n'a le droit de gratter la terre, même en surface, sans une autorisation écrite du ministère des Affaires culturelles. Il apparaît évident qu'il faille éviter les abus et rendre moins floue la limite entre le « toléré » et « l'interdit ». Il lui demande en conséquence :

1. S'il ne lui apparaît pas nécessaire d'établir un statut de chercheur de trésor, en liaison avec l'archéologie officielle ;

2. Quelles leçons il tire de l'exemple de la Grande-Bretagne où le législateur s'est inspiré du permis de chasse classique. (Question transmise à M. le ministre de la Culture et de la Communication).

Réponse. — Notre législation archéologique a notamment pour objectif d'éviter les déprédations que pourraient causer aux gisements des fouilleurs incompetents. Ces gisements constituent en effet de véritables « archives du sol » et sont souvent le seul moyen de connaissance de notre passé ; à ce titre, ils méritent d'être protégés avec la plus grande attention. C'est la raison pour laquelle la loi du 27 septembre 1941 validée soumet toute fouille ou tout sondage archéologique à autorisation préalable et ce, quelle qu'en soit l'ampleur, les risques de perturbation grave d'un site n'étant pas liés directement à cette ampleur. Il ne me paraît donc pas souhaitable de modifier les textes actuels par la création d'un « statut » des chercheurs de trésor qui les soustrairait aux contrôles scientifiques et administratifs pesant sur les autres fouilleurs : ces contrôles sont essentiels à la protection de notre patrimoine archéologique déjà fortement menacé par ailleurs. La création d'un statut spécifique s'alignant sur le permis de chasse classique, évoquée par l'honorable parlementaire, ne pourrait avoir pour ce patrimoine que des conséquences catastrophiques. Contrairement au gibier, les sites archéologiques ne se reproduisent pas et le nombre de « chercheurs de trésor » existants ou potentiels ferait peser sur eux la menace de perturbations d'objets témoins de notre passé. De plus, dans notre droit, à l'exception des trésors au sens strict de l'article 716 du code civil, les biens mobiliers intégrés dans le sol ne sont pas, à la différence du gibier, considérés comme res nullius. Une modification de la réglementation dans le sens évoqué par l'honorable parlementaire nécessiterait donc que le Parlement ait, au préalable apporté une importante atténuation aux principes fondamentaux du droit de propriété qu'expriment les articles 551 et 552 de notre code civil.

LA VIE DU MUSÉE EN 1979

Huit expositions temporaires ont été organisées au cours de l'année écoulée :

— Vie quotidienne à la fin du Moyen Age et au début de la Renaissance - 22 décembre 1978 - 22 janvier 1979 prêtée par le Château de Blois.

— Présence de René-Guy Cadou - prêtée par la Librairie Larousse - 23 février - 19 mars 1979.

— Mammifères sauvages de Loir-et-Cher organisée par la Société d'Etude et de Protection de la Nature de Loir-et-Cher - 28 mars - 24 avril 1979.

— Vie rurale en Vendômois collections du Musée de Vendôme et prêts particuliers, coïncidant avec la réouverture au public de la salle d'Arts et Traditions Populaires - 27 avril - 4 juin 1979.

— Roger Reboussin 1881-1965 - (voir article) - 15 juin - 15 septembre 1979.

— La forêt en Loir-et-Cher hier et aujourd'hui - 6 octobre - 28 octobre 1979.

— Peintres de Gevelsberg - 1^{er} novembre - 18 novembre 1979.

— Images de l'Indépendance des Etats-Unis, prêtées par le Musée national de la coopération franco-américaine du Château de Blérancourt - 23 novembre 1979 - 6 janvier 1980.

Le nombre de visiteurs s'élève à 13 363, soit 1870 visiteurs de plus qu'en 1978, ce qui représente une augmentation globale de 16 %. Plus de 6500 élèves ont fréquenté le Musée soit à l'occasion d'expositions temporaires soit pour faire connaissance avec le passé local et les collections du Musée : l'Abbaye de la Trinité au Moyen Age, les Arts et Traditions Populaires, la Préhistoire et l'époque gallo-romaine sont les sujets les plus souvent traités. Ces visites d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire sont toujours suivies d'une exploitation en classe.

D'une façon générale la fréquentation du Musée apparaît comme de plus en plus liée au succès des expositions temporaires. Ainsi en 1979 sept mois sur douze connaissent une affluence de plus de mille visiteurs mensuels (toutes catégories confondues, entrées payantes et gratuites) ce qui n'était le cas que deux mois par an en 1977. Quatre mois (Janvier - Mai - Août - Octobre) reçoivent plus de mille cinq cent visiteurs mensuels en 1979, aucun en 1977. Leur répartition dans l'année indique clairement que cette affluence record est liée au sujet des expositions temporaires et non à un concours de touristes de passage.

Ce sont, en effet, essentiellement les Vendômois, jeunes et adultes qui fréquentent de plus en plus leur Musée.

DONS AU MUSÉE 1979

- De M. Brudieux, 19, rue Lasègue, 92320 Châtillon.
 - 3 gravures au burin sur cuivre : La Capitainerie, Vendôme, n° 979.2.1 ; Orée du bois, Huchigny, n° 979.2.2 ; Le Murier (Allée perpendiculaire au Château de Meslay), n° 979.2.3.
- De Mlle Prenveille Claude, impasse des 4 Vents, 41800 Montoire.
 - 3 claies à pain en osier : n°s 979.3.1, 979.3.2, 979.3.3.
- De M. Jacques Urbain-Koenig, 104, rue du Bac, 75007 Paris.
 - 2 gravures : Une route de France (Vendôme), Eau forte, n° 979.4.1 ; Le Pont de Vendôme (Vendôme), Burin, n° 979.4.2.
- De M. Guilgue, 29, faubourg Chartrain, 41100 Vendôme.
 - 1 pièce de monnaie, fleurs de lys, bronze datée 1575, n° 979.5.1.
- De la ville de Vendôme : 12 toiles se trouvant dans la salle des Actes - Lycée Ronsard.
 - Professeur Alban Ribemont-Dessaignes par J. Aviat, n° 979.6.1 ;
 - Cardinal de Bérulle, n° 979.6.2 ;
 - Louis XI Cardinal, 5° duc de Vendôme, n° 979.6.3 ;
 - Henri Derouin par A. E. Renouard, 1918, n° 979.6.4 ;
 - Révérend Père Muly, n° 979.6.5 ;
 - Révérend Père Gault, prêtre de l'Oratoire, n° 979.6.6 ;
 - Portraits de Dessaignes et de Mareschal en médaillons, n° 979.6.7 ;
 - Révérend Père Bourgoin, n° 979.6.8 ;
 - Monseigneur Caumartin, ecclésiastique, n° 979.6.9 ;
 - Révérend Père Lavalette, n° 979.6.10 ;
 - César, duc de Vendôme, n° 979.6.11 ;
 - Louis III, 6° duc de Vendôme, n° 979.6.12.
- 2 bustes en terre cuite .
 - Buste de Jean-Philibert Dessaignes, n° 979.6.13 ;
 - Buste de Victor Dessaignes, n° 979.6.14.
- De la Communauté du Saint-Cœur :
 - Portrait de M. Charles Mareschal, Huile sur toile, n° 979.7.1 ;
 - Portrait de Madame Charles Mareschal, son épouse, Huile sur toile, n° 979.7.2 ;
 - Portrait de Monsieur Mareschal fils, Huile sur toile, n° 979.7.3 ;
 - Portrait de Mademoiselle Noémie Mareschal, fille, n° 979.7.4 ;
 - Portrait de Monsieur Jabre Duplessis Dominique, grand-père de Monsieur Mareschal (Dessin au crayon), n° 979.7.5 ;
 - Portrait de Mademoiselle Angélique Jabre Duplessis, sœur de Madame Mareschal, Gouache, n° 979.7.6 ;
 - Portrait de Monsieur Mareschal fils, Huile sur toile, Autoportrait, n° 979.7.7 ;
 - Portrait d'une jeune enfant, 1882, n° 979.7.8 ;
 - Portrait de Monsieur l'Abbé Jabre Duplessis, oncle de Madame Mareschal, Huile sur toile, n° 979.7.9 ;
 - Portrait du Chanoine Hahusseau, Huile sur toile, n° 979.7.10 ;
 - Portrait de l'Abbé Bretteau, curé de la Madeleine, Huile sur toile, n° 979.7.11 ;
 - l'Angelus de Millet signé F. Jacques, Gravure, n° 979.7.12 ;
 - Les glaneuses de Millet, annoté, Gravure, n° 979.7.13.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

Liste des ouvrages entrés à la bibliothèque en 1979

I - DONS D'AUTEURS

— De notre confrère, M. Jackie DESPRIÉE, sa thèse présentée pour l'obtention du doctorat d'université : **Les industries du paléolithique inférieur et moyen de la vallée du Loir vendomois dans leur contexte géologique** (Université d'Aix - Marseille - 26 novembre 1979).

— De notre président, M. Claude LEYMARIOS, correspondant départemental des Antiquités Préhistoriques pour le Loir-et-Cher, sa note circulaire concernant **les chercheurs de trésors et l'utilisation des détecteurs de métaux**. — **Coulommiers-la-Tour**, découverte archéologique d'un terroir, compte-rendu du stage du CDPNE de Loir-et-Cher, du 2 au 8 septembre 1979.

— De notre confrère, M. Henri MÉSANGE, maire de Villiers-sur-Loir, **La Guerre de 1870-71**, faits de guerre et anecdotes vécus à Villiers. — **Le bulletin municipal de Villiers**, n°s 7, 8, 9, 10.

— De notre confrère, M. Jean-Claude MERCIER, président des **Amis du Vieil Artins**, association de sauvegarde de la vieille église d'Artins et autres vestiges du passé : **Artins, un des plus vieux villages de France**, remarquable étude préfacée par M. L'Ambassadeur Guy de la Tournelle.

— De notre confrère M. André MICHEL, responsable du chantier de fouilles : **Château féodal de Montoire**, présentation archéologique, architecturale et touristique.

— De MM. Jean-Jacques LOISEL et Max SAILLARD : **Vieux mots de Ternay** (et du Bas-Vendomois).

— **Fidélité Vendômoise**, bulletin de liaison des anciens élèves du Lycée Ronsard.

— **Le Loir Dunois - Vendômois**, n° 1 - juin 1979 - Bulletin de liaison du Syndicat d'Initiative du Loir Dunois - Vendômois.

— **Bulletin municipal de Naveil**, numéros 2 et 3.

II - AUTRES DONs

— De l'AMBASSADE DE L'AFRIQUE DU SUD EN FRANCE, *Panorama*, revue sud-africaine, mensuels 1979.

— *Guide à l'usage des chercheurs en sciences sociales et humaines dans la région Centre*. 7^e édition. Année 1979-1980. Orléans. Services d'archives du Loiret.

— De M. BAILLY, à Melun :

- P. de Ronsard : *Les Odes* par Ch. Guérin, 1952.
- M. Raynouard : *Les Etats de Blois*, tragédie en 5 actes précédée d'une notice historique sur le duc de Guise. Paris, 1814.
- L. Barron : *La Loire*. Les fleuves de France, 1888.
- Jacques Soyer : *Les Bretons à Blois à la fin du 5^e siècle. Un saint du Blésois, Victor, évêque du Mans*. Notes de numismatique orléanaise.
- Abbé Nouel : *Répertoire des monuments mégalithiques de la région sud du Bassin parisien*. - *Répertoire illustré des nouvelles découvertes préhistoriques* (1969-1970).
- P. de Félice : *Mer, son église réformée*, 1885.
- R. Ranjard : *La découverte des restes de Ronsard*, Paris 1933.
- E. de Ganay : *Un chancelier de France sous Louis XIII : Jehan de Ganay*, Paris 1932.
- Duc de Lévis-Mirepoix : *François 1^{er}*, Paris 1953.
- P. de Barante : *Jeanne d'Arc*, Paris 1935.
- Jules d'Auriac : *La véritable Jeanne d'Arc*, Paris 1920.
- Un poète Blaisois : *Edouard Blau* (1836-1906).
- R. Gérard : *Sur un prieuré bénédictin de la route des pèlerinages : St Gilles de Montoire (XI^e)*.
- Jean Chavigny : *Saint-Dyé-sur-Loire, ville d'autrefois, Blois 1978*.
- A. Félibien : *Vues des Châteaux du Blésois au XVII^e siècle* - Paris 1935.
- J. de Broglie : *Histoire du château de Chaumont*, 1944.
- Abbé C. Chevallier : *Le Château de Chenonceaux*, Tours 1869.
- *Correspondance du Marquis et de la Marquise de Favras pendant leur détention*, 1659.
- *Exposition de tapisseries, meubles et œuvres d'art du XVI^e siècle*, au château de Blois, en 1926.
- *Le journal de la Sologne et de ses environs*, numéros 6, 17, 18.
- *Le bulletin n° 206 de la Société Archéologique et Historique de l'Orléanais*, 1914.

Nous prions les généreux donateurs d'agréer nos vifs remerciements.

III - ENVOI DES SOCIÉTÉS SAVANTES, ÉCHANGES

— Académie des Beaux-Arts, les années 1974-1975.

— Académie des Inscriptions et Belles Lettres, comptes rendus des séances, avril, juin, juillet, octobre, novembre, décembre 1978, janvier, mars 1979.

— *Revue de l'Agenais*, numéro 4, 1978, numéros 1, 2, 1979.

— Société nationale des Antiquaires de France, les bulletins des années 1974, 1975, 1976.

— *Antiquités Nationales*, bulletin publié par le Musée des Antiquités nationales et la Société des Amis du Musée et du château de Saint-Germain-en-Laye, numéro 10.

— Société d'histoire naturelle et des Amis du muséum d'Autun, bulletins numéros 88, 89, 90.

— Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers, 5^e série, volumes XI, XII, XIII, XIV des années 1975, 76, 77, 78.

— Société de Borda (DAX), numéros 372, 373, 374, 375.

— Société scientifique et littéraire de Cannes et de l'arrondissement de Grasse, annales tome XXXVII - 1975-76.

— Académie du Centre (Châteauroux) avec numéro spécial du Berry et du Centre relatant les communications faites à l'occasion de la célébration du Centenaire de l'Académie du Centre et revue de l'année 1978.

— *Cahiers du Centre de recherche préhistorique*, publication de l'Université de PARIS I, année 1978, numéro 6.

— Société archéologique et historique de la Charente, bulletins 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 pour 1979.

— Société des Amis du Vieux Chinon, tome VIII, numéro 3, 1979, commémorant le 550^e anniversaire de l'épopée de Jeanne d'Arc.

— Institut d'histoire et d'archéologie de Cognac et du Cognaçais, années 1974, 1975, 1976, tome III, numéro 6.

— Commission des Antiquités du département de la Côte d'Or. *Mémoires*, tome XXX, année 1976-77.

— Société d'émulation du Doubs, nouvelle série, numéro 20.

— Société Dunoise, tome XIX, numéros 271 et 272-273.

— Sociétés archéologiques d'Eure-et-Loir, bulletins de la société, numéros 75, 76, 77, 78.

— Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher, bulletin nouvelle formule des années 1978 et 1979.

— Société d'histoire et d'art du diocèse de Meaux, numéro 29, année 1978.

— Académie de Montauban, 3^e série, tome LXIX, années 1975-76.

— Groupe d'étude d'Onzain et de sa région, bulletin numéro 6.

— Société archéologique et historique de l'Orléanais, bulletin numéro 49, année 1978.

— Société des Antiquaires de l'Ouest et musées de Poitiers, 4^e série, tome XIV, 1^{er}, 2^e, 3^e trimestre 1978.

— Le Pays Bas-Normand (Flers) bulletin de la société ornaise d'histoire et d'archéologie, numéros 150, 151, 152, 153.

— Société des Antiquaires de Picardie, 2°, 3°, 4° trimestres 1978, 1^{er} trimestre 1979.

— Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo, année 1978. J.-M. Dunoyer de Segonzac y relate le passage du général Charette, à la tête de ses zouaves pontificaux, dans notre région.

— Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, numéros 532 à 537 et le volume des Mémoires, 1978.

— Sites et Monuments, bulletin de la Société pour la protection des paysages et sites et de l'esthétique générale de la France, numéros 84, 85, 86.

— Société d'art et d'archéologie de la Sologne, avec dans le numéro du 2° trimestre 1979 un article de notre confrère J. DESPRIÉE « quelques témoins de l'âge du bronze au Musée du Carroir Doré à Romorantin ».

— Académie de Stanislas (Nancy). Mémoires de l'Académie, 7^e série, tome IV, années 1974-75 et 1975-76.

— Société archéologique de Touraine, bulletin 1978, tome XXXVIII. Mémoires de la Société, tome LX, Tables des publications concernant les bulletins des tomes XXVII à XXXV et les Mémoires in-8° et in-4°.

— Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, année 1978, 110^e volume.

— Institut archéologique liégeois, tomes LXXXIX et XC, années 1977 et 1978.

— Smithsonian Year, (Washington) Statement by the secretary, 1978.

IV - ABONNEMENTS

— Bulletin monumental, tome 137, numéros 1, 2, 3. Le numéro 2 donne une liste d'immeubles classés monuments historiques. Relevons pour notre région, sur Naveil, les deux polissoirs de Mondétour, chemin rural n° 18 au lieu-dit « le polissoir », section ZM du cadastre et la voie gallo-romaine dite « voie de Jules César », touchant les communes de La Colombe, Semerville, Verdes, Membrolles.

— Société Préhistorique Française, comptes rendus des séances mensuelles pour l'année 1979. Tome 75.

— L'année balzacienne, 1979.

— Archéologia, les numéros 126 à 137.

— Les dossiers de l'Archéologie, les numéros 32 à 39.

— Cercle Généalogique du Centre, les numéros 14, 15, 16, 17, 18.

V - ACHATS

— Vallée de la Cisse. Bulletin de la section culturelle du syndicat d'initiatives de la Vallée de la Cisse. Les numéros 1 (réédition) et 4.

— L'homme à travers l'Archéologie (Ecole de Fréteval).

— Chartres, les constructeurs, par John James, 2 volumes (1977-1979) édités par la Société Archéologique d'Eure-et-Loir.

Le bibliothécaire-archiviste,
G. JEULIN.

L'Enseignement de la Philosophie au Collège des Oratoriens et au Lycée Ronsard, de 1623 à 1914

par M. l'Abbé J. BOULAY

Cette conférence est le fruit tardif d'une promesse arrachée à l'amitié.

Il y a 12 ans déjà, un soir, notre Chanoine et moi-même longions les murs de notre vieux lycée. Et à sa manière habituelle, aimable et efficace, comme l'eau qui passe sous la porte, notre Chanoine me dit : « Savez-vous que Gabriel Marcel a enseigné ici ? ». « Il y aurait bien des choses intéressantes à dire sur l'enseignement de la philosophie dans ce vénérable lycée depuis sa fondation ». Je ne pouvais refuser. Et un délai me fut accordé. Un délai de 12 ans, c'est un peu long... Parler des professeurs de philosophie après dîner, quelle audace ! Et d'ailleurs, qu'est-ce que la philosophie ? Aussi, vous me pardonnerez de mêler, à ces propos sérieux, quelques notes d'humour.

Gaston Bachelard racontait en pleurant de joie dans son immense barbe, l'histoire qui lui était arrivée chez un coiffeur de village. L'homme de l'art s'attaquait à son énorme perruque et lui dit soudain : « Vous êtes de passage, Monsieur ? Est-il indiscret de savoir ce que vous faites ? » — « Professeur », dit Bachelard — Ah ! tiens, tiens... et professeur de quoi ? « De Philosophie... » Le coiffeur resta le peigne en l'air, stupéfait. « De Philosophie... » répéta-t-il, au comble de l'étonnement. « Ça s'enseigne, ça ? » Et il ajouta dans un soupir : « Enfin !... » (sous-entendu : quelle époque !) « Pourquoi pas ? » dit Bachelard. « Il est vrai que de nos jours, dit le coiffeur, parce que la Philosophie, c'est quand on se fout de tout ! » Grâce à Dieu, l'auditoire que j'ai devant moi ce soir ne partage pas ces vues discutables.

Paul Valéry avait sur la philosophie des lumières plus précises que celles de notre coiffeur. Il a dit un jour avec humour : « Quand un professeur parle et que les élèves ne comprennent plus, c'est déjà de la métaphysique. Mais quand le professeur ne comprend plus, nous sommes en pleine métaphysique ».

Or, mon propos aujourd'hui, c'est de vous parler de l'enseignement de la philosophie dans notre vieux lycée, notamment dans le Collège des Oratoriens. Pour ma part, j'ai l'impression d'avoir à peu près compris ce que j'ai l'intention de vous dire. Nous ne serons donc jamais en pleine métaphysique ; mais si nous ne traversons

pas cet océan à la nage, du moins nous allons y prendre un bon bain. J'ose espérer que vous ne le regretterez pas. Paul Valéry — encore lui — disait : « Je fais à mon lecteur l'honneur de le croire intelligent ». En ce qui vous concerne, ce sera mon propos. Mais, comme le disait Bergson : « On ne peut tout expliquer avec des mots simples ».

Nous nous imaginons toujours que notre époque est l'une des pires que notre histoire ait connue. C'est une belle illusion ! Transportons-nous au début de ce grand XVII^e siècle. Les guerres de religion viennent de prendre fin. Des guerres longues, affreuses, inexpiables. La France est un champ de ruines. Le bon Roi Henri est enfin sur le trône. Henri IV aimait les lettres. Ses premiers soins après « labourage et pâturage » furent de se préoccuper de la réforme de l'enseignement. Il nomma pour cela une commission de gens fort célèbres à l'époque, inconnus aujourd'hui. Cinq ans plus tard, ayant repoussé les statuts de Charles VII, la commission rédigea un projet que le Parlement approuva et que le Roi promulgua. Mais les régents, habitués à une longue oisiveté, se révoltèrent, firent grève — déjà ! — on les mit au cachot et neuf ans plus tard, la réforme entra en application. Une jeunesse nombreuse retrouva le chemin de l'école (1). Le but de cet enseignement est la sagesse et l'éloquence. Dès la 6^e, on apprend le latin et le grec — et le latin est étudié dans une grammaire elle-même écrite en latin ! Dès la 3^e, on lit Cicéron à pleines pages. Dans les hautes classes, on doit être capable de rédiger un beau discours latin ou grec. Une omission étonnante : le français n'est pas étudié ; il n'a pas encore droit de cité. Ne nous étonnons pas. Quels sont les auteurs que nous connaissons bien, au-delà du XVI^e siècle ? Et le *Discours de la Méthode* est, nous le savons, le premier texte rédigé en français. Le latin est alors une langue universelle. En veut-on une preuve ? On lit dans la vie de Descartes que, dans une ville de Hollande, il se trouva à lire un placard (texte placardé). C'était un problème de mathématique écrit en flamand.

(1) Je serais navré que l'on puisse tirer de ces propos des suggestions destinées à Mme Alice SAUNIE-SEITE, pour résoudre les actuels conflits de son ministère.

Descartes demanda à son voisin de le lui traduire en latin, ce que l'autre fit incontinent, à condition que ce militaire puisse lui en donner la solution. On voit mal à Vendôme de pareils faits se produire.

Une omission étonnante est celle des Sciences. Car enfin, Kepler, Newton, Leibniz, Euler, sont de cette époque. L'Université deviendra vite le lieu de la routine et de l'ennui.

Et pourtant, à côté de l'Université, se développent de nouveaux Collèges dont il faut bien dire un mot : le Collège des Jésuites et celui des Oratoriens. Au début du XVII^e siècle, les Jésuites ont déjà 13 000 élèves. Le Jésuite de ce temps est d'abord un prêtre. Ce n'est pas un élève qu'il a devant lui, un produit artificiel, mais un garçon dont il veut faire un homme et un chrétien. Il vit mêlé à eux, côte à côte avec eux. Les liens qui les attachent les uns aux autres sont profonds. Le latin est la langue usuelle, sauf aux récréations et aux jours de congé. Le latin et le grec restent la base des études, mais on y ajoute l'histoire, l'étude des mœurs des différents peuples (les Jésuites sont missionnaires jusqu'en Amérique du Nord), et des éléments de Sciences. L'équitation, la natation, la danse, donnant au corps vigueur et souplesse.

Il est temps de venir à Vendôme et aux Oratoriens. L'Instruction Publique avait été dirigée par le Chapitre de Saint-Georges, fondation due à la Comtesse Agnès, femme de Geoffroy Martel, et antérieure de quelques années à la fondation de la Trinité (1040). Jeanne d'Albret, mère de Henri IV, avait fondé un Collège à Vendôme en 1567, mais les excès des Huguenots, ses coréligionnaires, qui pillèrent la ville, le rendirent très populaire.

Ce furent les habitants eux-mêmes qui, un an après la mort de la Reine de Navarre, résolurent de fonder un Collège dans une grande maison appelée « Maison Chicheray », à l'enseigne de l'« Ane Vert », à l'emplacement de l'hôpital actuel. « L'Ane Vert », singulière enseigne pour une maison d'éducation ! Ce Collège eut bientôt 600 élèves : le nom seul est parvenu jusqu'à nous.

En 1623, le Duc César le transféra dans un nouveau local et le confia aux Oratoriens. César était né en 1594, fils d'Henri IV et de celle que le « Vert Galant » appelait « notre belle, chère et bien-aimée Gabrielle d'Estrées ». Il légittima aussitôt l'enfant dont il était immensément fier. Ce n'est pas le lieu de raconter ici la vie aventureuse de César de Vendôme, mais seulement de dire rapidement comment il fonda notre lycée.

L'hôpital Saint-Jacques, ou Maison-Dieu, occupait au bord du Loir un espace assez étendu. Il avait vu défiler au Moyen-Age la ruée des pèlerins qui se rendaient à Saint-Jacques-de-Compostelle. Cet hôpital était géré par une Communauté de prêtres qu'on appelait « *Fratres Condonati* », parce qu'ils se donnaient eux et leurs biens, à la Congrégation. Le flot des pèlerins s'était tari. On dédommagea les frères et l'on chercha des professeurs. Le Duc pensa d'abord aux Jésuites. Ils refusèrent. Ils venaient d'ouvrir à Blois leur Collège (près de l'actuelle Eglise Saint-Vincent) devenu la recette principale des P. et T. Le Duc se tourna alors vers les Oratoriens.

C'est le 11 novembre de l'année 1611, qu'une poignée de prêtres s'étaient réunis pour vivre en communauté. Non pas un ordre religieux, mais une congrégation tout à fait originale. J'ai souvent remarqué que les chrétiens les plus avertis ne comprennent à peu près rien aux distinctions des divers ordres religieux. Il est vrai que ceux-ci sont prodigieusement différents, aussi différents que les différentes espèces de chiens ! « *Domini canes*

sumus », disaient les Dominicains, ou *Dominicani*. Un lévrier n'est pas un épagneul, ni un setter... Essayons de comprendre. Saint-Benoît avait regroupé les moines dans des monastères. Ils y demeuraient à vie, faisaient des vœux perpétuels. Saint-François envoya ses petits pauvres sur les routes ; mais ils se retrouvaient dans des couvents où ils vivaient ensemble. Eux aussi s'engageaient par des vœux.

Ignace de Loyola, ancien capitaine, forma une sorte de légion thébaine, directement soumise à Rome, où l'initiative et l'obéissance étaient celles du guerrier au combat, où l'oraison personnelle était une cuirasse contre les flèches de l'ennemi. De Berulle ne voulait rien d'autre que d'aider les prêtres à vivre la sainteté de leur état.

Un personnage étonnant, ce Cardinal de Berulle ! Fils d'un conseiller au Parlement de Paris, il était cousin de cette Madame Acarie dont le salon rassemblait l'élite du Paris dévôt. Elève des Jésuites, ami des Chartreux, admirateur des Capucins, il se décida à être simplement prêtre séculier, en y ajoutant le vœu — méritoire pour l'époque — de n'accepter jamais aucun bénéfice.

C'est Henri Bremond, dans sa monumentale « *Histoire Littéraire du Sentiment Religieux en France* » qui l'a tiré du Purgatoire littéraire où il attendait patiemment la résurrection de sa mémoire. Cet ami de François de Sales et de Vincent de Paul, eut sur son époque une influence considérable, non seulement par sa spiritualité, mais aussi par son action. Il introduisit les Carmélites en France, ces Carmélites réformées par la grande Thérèse d'Avila. Mais surtout, il se passionna pour la réforme du clergé français. C'est dans ce but qu'il fonda l'Oratoire, une congrégation parfaitement originale. Aucun engagement n'était demandé. L'Oratorien pouvait chaque jour faire sa valise et partir. C'est-à-dire que, chaque jour, il épousait sa communauté. Pas de général exerçant l'autorité. C'est l'Assemblée, tous les 3 ans, qui avait tout pouvoir pour choisir ses chefs ou les désapprouver. A noter que ce régime démocratique était en usage depuis le IV^e siècle dans les monastères où le grand principe de Karl Marx « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » était déjà appliqué. Bien plus, aucune directive ne devait être donnée concernant les opinions libres dans l'Eglise. Autrement dit, chacun pouvait élaborer la philosophie de son choix. Il n'est pas étonnant de trouver, dès le début de l'Oratoire, des hommes de caractère, ni que l'on ait glissé dans l'oreille du Roi-Soleil qu'ils étaient républicains ! Il y avait de nombreux esprits libres parmi eux, qui rêvaient de réconcilier la Science et la Foi et de rendre à la Foi catholique son ancien lustre. C'était bien nécessaire après les guerres de religion. Voltaire ironisera, avec quelle verve facile, sur ces chrétiens qui, durant cent ans, s'étripèrent gaillardement pour être fidèles à Celui qui a dit : « Aimez-vous les uns les autres ».

Or, à la même époque, vivait, tantôt en France, plus souvent en Hollande, un homme étrange que l'on a beaucoup étudié et qui reste, malgré tout, secret. On l'a appelé « l'homme au masque ». Il était né à La Haye le 31 mars 1596, si bien qu'il n'avait guère que 17 ans à la naissance de l'Oratoire. René Descartes avait été élève des Jésuites au Collège de La Flèche, « une des plus célèbres écoles de l'Europe », dira-t-il lui-même.

Durant son adolescence, il se crut appelé à la littérature et à la poésie. Il en était « amoureux ». Mais « je me plaisais surtout aux mathématiques à cause de la certitude et de l'évidence de leurs raisons et je m'étonnais que sur des fondements aussi solides, on n'ait rien bâti de plus relevé ». Quant à la philosophie, elle n'est pour lui que « l'art de parler de tout pour se faire

admirer des moins savants ! ». Cette pensée de Descartes me visite parfois, quand j'entends parler philosophie à la télévision...

Sitôt que l'âge le lui permit, il partit pour l'armée, non par amour des armes, mais pour voyager commodément et observer les différentes mœurs des hommes et « lire dans le grand livre de la nature ». Il écrit en passant un *Traité de Musique* et c'est le 10 novembre 1619, dans son poêle de Bavière, qu'il a l'intuition de sa Méthode. L'enthousiasme dont il parle est à prendre au pied de la lettre. Il y a dans la vie des grands génies des moments où ils sont soulevés au-dessus d'eux-mêmes, visités par l'inspiration, où ils sentent que l'idée leur est donnée dans une joie inexprimable.

Quelle est cette intuition ? C'est la fameuse Méthode, objet du « *Discours* ». « D'où vient le succès des mathématiques ? », se dit Descartes. De ce que l'on part d'une idée claire et distincte. De ce que l'on procède ensuite selon un ordre logique. On arrive ainsi à une certitude absolue. En philosophie, on part de la confusion, on continue dans l'obscurité, pour arriver à un affreux galimatias. Il faut balayer tout ce passé, recommencer à zéro et appliquer à la métaphysique et aux sciences la méthode des mathématiques. La restauration de la métaphysique est une œuvre urgente, d'autant que les sceptiques, les libertins, sont déjà là. Le XVIII^e siècle est déjà présent dans le début du XVII^e. Et sans la présence d'un Descartes et d'un Pascal et le poids d'un Louis XIV, les libertins auraient vite pullulé.

De même que l'argument du « pari » de Pascal s'adresse à des joueurs, de même la méthode cartésienne s'adresse à des esprits qui mettent tout en doute. On comprend qu'un Berulle ait encouragé Descartes et lui ait fait un devoir de conscience de livrer au monde le fruit de ses travaux. Rien de plus aisé à résumer que le fameux itinéraire de Descartes : « Je puis douter du monde extérieur, de mon corps lui-même. Doutons donc. Mais si je doute, je pense et si je pense, je suis. *Je suis donc une chose dont toute l'essence est de penser. Mon âme, c'est moi* ». Beau début, un peu angélique, dont nous dirons plus loin les ambiguïtés. Tout cela est bien beau. « Descartes, ce cavalier qui partit d'un si bon pas ! », dira Péguy. Mais me voilà enfermé en moi-même ? Non, car en faisant l'inventaire de mes recherches, j'y trouve l'idée de *parfait*. Avec cette échelle, je puis sortir. Je ne puis avoir cette idée, être imparfait moi-même, que si Dieu, Etre Parfait, existe. C'est le vieil argument de Saint-Anselme, à peine repeint aux couleurs du jour. Si Dieu est parfait, il ne me fait pas de « cinéma », si je puis m'exprimer ainsi. Donc, mon corps existe, et le monde existe. Mon corps, il fait partie des choses ; c'est une machine compliquée, certes, mais les automates qu'on voit sur le Pont Neuf le sont aussi (2). Quant aux animaux, ils ne sauraient être que des machines. « Ça sonne comme une cloche », dira, paraît-il, Malebranche en donnant un coup de pied à sa chienne. Ce qui scandalisera le bon La Fontaine et éloignera de Descartes et de sa philosophie, au cours des siècles, des bataillons de cœurs sensibles.

Quant à la matière, elle se réduit à l'étendue et au mouvement. Ce sera l'application des mathématiques à la Science, le commencement de la Science moderne dont la mathématique deviendra la langue merveilleuse et universelle. Il retrouvera ici la géniale intuition de Pythagore qui avait su discerner, derrière toutes les sensations, l'aspect mathématique qu'elles renfermaient,

au point d'avoir pu calculer le nombre de vibrations auxquelles correspondaient les notes de musique. Physique mathématisée, reprise ensuite par Platon, mais repoussée malheureusement par Aristote.

On comprend l'enthousiasme que devait susciter dans des esprits épris de clarté et d'harmonie, un édifice qui paraissait si solide. D'autant plus qu'en face, la vieille philosophie thomiste du XIII^e siècle donnait des signes de vieillissement.

A noter d'ailleurs que « l'effarement des scolastiques devant cette invasion des mathématiques est comique et un peu pénible ». C'est le Père Sertillanges, thomiste lui-même, qui s'exprime ainsi. En vertu de la grande liberté laissée aux Pères de l'Oratoire de choisir la philosophie qu'ils préféraient, on conçoit qu'ils se précipitèrent en grand nombre vers ce qu'on appelait alors « les nouveautés ». Un des plus célèbres cartésiens du temps est le Père Poisson. Il n'avait que 13 ans à la mort de Descartes dont les médecins avaient prévu la fin avant 20 ans et qui réussit à les faire mentir jusqu'à 54 ans. Ce fut l'amour immodéré de la philosophie chez Christine de Suède, âgée de 20 ans, qui entraîna la mort de notre philosophe. La Reine Christine voulait faire quelque chose de grand. Elle désirait compléter la gloire des armes par celle des lettres. Aussi insista-t-elle tellement que Descartes se résigna à se rendre « au pays des ours et des glaces ». A peine arrivé, il songe à repartir. On lui fait une guerre sourde. Notre philosophe se levait toujours très tard. La Reine le fait lever avant l'aurore pour se faire expliquer, à cinq heures du matin, la beauté de l'âme pensante et du corps machine. La machine de notre philosophe, mal accoutumée à ce traitement barbare, n'y résista pas. Il prit froid, refusa les traitements molièresques d'un Diafoirus allemand, mit ordre à ses affaires, reçut fort dévotement les secours de la religion catholique. Puis, il dit d'une voix claire : « Ça, mon âme, il faut partir ». Parole admirablement cartésienne — et laissa son âme émigrer, de la glande pinéale vers un monde meilleur...

Sa mort causa dans le monde scientifique du temps une grande désolation et chez la Reine un grand étonnement, car Descartes lui avait laissé espérer prolonger indéfiniment la vie humaine.

Le Père Poisson avait 13 ans à la mort du grand philosophe. Il était né en 1637, l'année même où paraissait le fameux « *discours de la Méthode* ». Il entre à l'Oratoire à 23 ans, en même temps que le célèbre Malebranche que certains tiennent pour le plus grand philosophe français. Nous ne savons pas quand il fut nommé à Vendôme, mais il est sûr qu'en 1670, il est Supérieur du Collège. Ce n'est pas à la philosophie qu'il se donne d'abord, mais à la physique moderne, c'est-à-dire mathématisée qui fait alors de prodigieux progrès. C'est en 1668 que le Père Poisson publie le « *Traité de Mécanique* » de Monsieur Descartes qu'il traduisait du latin en français. Deux ans plus tard, il faisait imprimer à Vendôme « *Remarques sur le Traité de la Méthode de M. Descartes* ». Un ordre du Conseil de l'Oratoire lui défendit de jeter cet écrit dans le public. Le Roi, en effet, était anti-cartésien pour des raisons qui m'étonnent un peu, car le Dieu de Descartes est la projection transcendente du Roi-Soleil. N'ayant pu arrêter à temps l'impression, on le pria du moins d'apporter à Paris tous les exemplaires imprimés. En fait, ils furent enfermés dans la bibliothèque de l'Oratoire de Vendôme. La censure est la meilleure des publicités. L'ouvrage dut, malgré tout, sortir de sa cachette, puisque, en 1685, le Conseil de l'Oratoire exigea que l'ouvrage soit mis sous clef. On le vendit pourtant à Paris. Les remarques finales du Père Poisson protestaient de son obéissance en tout

(2) Mon âme et mon corps sont unis entre eux par les esprits animaux. L'âme, elle-même, a son siège dans la glande pinéale.

aux ordres de l'Eglise et du Roi. Les amis de Descartes, connaissant la compétence du Père Poisson en Science et en philosophie, le suppliaient de faire paraître une vie de l'illustre philosophe. Mais les choses se gâtèrent à l'occasion d'un voyage à Rome où le Père Poisson était chargé d'une mission secrète auprès du Pape Innocent XI qui n'aimait pas les Jésuites. Le Père Poisson remit au Pape une liste de 65 Maximes de « morale relâchée » collectées dans les œuvres des bons Pères, dans une belle épître latine rédigée par les évêques de St-Pons et d'Arras. La Cour prit très mal la chose ; en dépit de l'amitié personnelle du Pape, le Père Poisson dut quitter Rome précipitamment. Le Conseil de l'Oratoire lui enjoignit de gagner Lyon.

« Vers l'automne de 1678, il réussit à revenir à Vendôme d'où il dut déloger au plus vite, à cause de certains propos qu'il aurait tenus au Curé de Montoire, car il avait des espions à ses trousses ». (Bouhours). C'était une vengeance personnelle de Monsieur de Harlay, évêque de Paris, qui donnait en morale plus facilement des conseils que des exemples. Le Père Poisson, interrogé par les Cardinaux sur cet évêque, avait parlé avec trop de sincérité.

De là, on l'expédia à Nevers où il sut se concilier les faveurs de l'Evêque du lieu, Monseigneur Edouard de Vallot. Il essaya vainement de plaider sa grâce par l'intermédiaire du Père de la Chaise, confesseur du Roi, dont les réponses constituent des chefs-d'œuvre de littérature ecclésiastique, dans le mauvais sens du mot.

Il dut repartir à Lyon à la mort de son protecteur et il mourut à 70 ans, ayant refusé jusqu'au bout de signer le formulaire anti-janséniste et anti-cartésien. « C'était un vieillard vénérable qui avait la physionomie d'un homme d'esprit, homme de bon conseil et très réglé dans ses mœurs », a dit un contemporain.

Tout près de lui, à Angers, le Père Lamy avait, lui aussi, de grandes difficultés. Finalement, sur l'ordre du Roi, la 16^e Assemblée Générale de 1678 imposa à tous les Oratoriens la signature d'un formulaire où le jansénisme et le cartésianisme étaient condamnés. On y défendait d'enseigner en théologie les théories de Jansenius et en philosophie, celles de M. Des Quartes, que l'on écrivait comme la fièvre du même nom. Le Roi veilla de très près à l'application de cette règle qui allait contre les traditions de liberté des fils de Berulle.

Le grand Roi mourut enfin. Et commença le XVIII^e siècle, époque passionnée et fiévreuse où tombent les masques. Dans les dernières années du règne de Louis XIV, selon Saint-Simon, « tout suait l'hypocrisie ». Et Fénelon s'épouvantait d'entendre gronder au loin « ce grand bruit d'impiété ».

Toutes ces querelles théologiques et philosophiques portées devant le grand public, soutenues par des factions, ne faisaient guère que semer le scepticisme et l'anticléricalisme (3). Les Jésuites en furent les premières victimes. Ils s'étaient faits des ennemis nombreux. On les expulsa en 1762. L'Université de Paris hérita ainsi de ces Collèges qui lui faisaient concurrence, notamment Louis le Grand. En province, beaucoup de villes confièrent les Collèges jésuites aux Oratoriens.

Ce qui eût dû être une cause de progrès pour la Congrégation accéléra sa chute. On ne trouve plus au XVIII^e siècle, dans la Congrégation, de ces grands noms

qui illustrèrent le siècle précédent : Malebranche ou Massillon. Les causes de ce dépérissement venaient sûrement de la lassitude des luttes menées, des épreuves subies de la part des puissants, de l'abandon d'excellents sujets, d'une difficulté de recrutement. En outre, l'enseignement donné à l'Oratoire était *gratuit*. Mais oui, déjà ! Les premiers Oratoriens acceptaient volontiers un salaire de misère. Ils avaient renoncé, en entrant dans la Congrégation, à l'argent et aux honneurs. Mais pour remplir leurs obligations envers leurs nouveaux Collèges, ils durent faire appel à de nombreux laïcs. Mal payés, soumis à un labeur harassant, beaucoup de ces jeunes professeurs refusaient d'être prêtres, tout en restant dans la Congrégation. En 1791, l'Oratoire comptait 236 prêtres, 394 confrères et 121 prêtres domestiques. Cette assemblée était bien différente de cette poignée de prêtres groupés naguère autour de Berulle et animée de cette foi qui bouscule les montagnes. La Révolution trouva à l'Oratoire des partisans zélés et des adversaires résolus. Il espéra un instant subsister, faisant valoir la place qu'il avait toujours réservée à l'éducation de la liberté. Le 18 août 1792, l'Oratoire était supprimé, ainsi que les autres Congrégations. Un certain nombre d'Oratoriens firent des martyrs fort convenables, d'autres se débrouillèrent admirablement, dont l'un, professeur de logique et qui nous intéresse particulièrement : Fouché.

Il avait enseigné la Logique à Vendôme, de 1785 à 1787. Au début de la Révolution, il était préfet des études à Nantes. Il comprit vite que l'enseignement mène à tout, à condition d'en sortir et, par le biais du métier d'avocat, il se lança dans la politique. Il siège à la Montagne, vote la mort du Roi, fait régner la Terreur à Lyon, se heurte à Robespierre et le fait tomber, végète quelque temps sous le Directoire, découvre ce « Corse à cheveux plats » dont a parlé Barbier, devient Ministre de la Police sous Napoléon, tout en faisant des faveurs aux Nobles émigrés, trahit à temps l'Empereur en faveur des Bourbons, siège au Conseil du Roi... Il finira sa vie, exilé à Trieste en 1816.

Différent en cela de son confrère et compère Talleyrand, il n'avait jamais été prêtre. Et pourtant, jusqu'en 1793, il signera : Fouché, oratorien. Aux jours de sa plus haute faveur, il revenait souvent à Juilly où il avait enseigné les mathématiques et aimait à retrouver ses anciens confrères, notamment le Père Crenière, un Vendômois. Il fit don au Collège de Juilly d'un beau rétable du Cardinal de Berulle. Nul ne s'étonnera que l'âme de Fouché ait dissimulé de telles complexités.

Notre Collège de l'Oratoire qui commence avec Berulle, se termine avec Fouché. Après, c'est une autre histoire qui commence : tout ce long XIX^e siècle qui verra notre Collège oratorien, après bien des péripéties, devenir le Lycée Ronsard. Les professeurs de Philosophie qui s'y sont succédés n'ont pas laissé de noms dans notre histoire, sauf deux dont je parlerai dans un instant : Louis Lavelle et Gabriel Marcel. Je plains en tout cas les professeurs de Philosophie de cette époque. Descartes avait prétendu mettre de l'ordre et de la clarté dans « l'effroyable tintamarre des idées philosophiques » et unir Science et Philosophie. Les scientifiques triomphent : physiciens, chimistes descendant du malheureux Lavoisier, biologistes avec Claude Bernard et Pasteur. Le XIX^e siècle est un grand siècle scientifique. Quant à la Philosophie, sa situation est pire que jamais.

Le Dieu de Descartes a été rejeté par Kant qui substitue un Dieu garant seulement de la morale. Puis, à la notion de Dieu, on va substituer celle d'une « nature », elle-même plus ou moins déifiée. Voltaire disait déjà qu'on parle de la Nature quand on n'ose plus parler de Dieu. A la fin du XIX^e siècle, on décréta légalement

(3) Il serait ridicule de traiter ces combats d'idées comme des westerns ou des combats de catch. Les Péripatéticiens n'avaient pas tous les torts.

l'abandon, dans l'enseignement public, de la Morale fondée sur Dieu. Jean-Paul Sartre, au lendemain de la guerre, dans une conférence célèbre où les auditeurs se sentent, à la lettre, écrasés (l'existentialisme est un humanisme) résume parfaitement ce propos : « Lorsque, dit-il, vers 1880, les professeurs français essayèrent de constituer une Morale laïque, ils dirent à peu près ceci : Dieu est une hypothèse inutile et coûteuse ; nous la supprimons. Mais il est nécessaire, pour qu'il y ait une morale, une société, un monde policé, que certaines valeurs soient prises au sérieux et considérées comme existant *à priori*. Il faut qu'il soit obligatoire, *à priori*, d'être honnête, de ne pas mentir, de ne pas battre sa femme, de faire des enfants, etc... Nous allons donc effectuer un petit travail qui permettra de montrer que ces valeurs existent tout de même, inscrites dans un monde intelligible, bien que Dieu n'existe pas. Autrement dit — et c'est la tendance de ce qu'on appelle en France le radicalisme — rien ne sera changé si Dieu n'existe pas. Nous retrouverons les mêmes normes d'honnêteté, de progrès, d'humanisme et nous aurons fait de Dieu une hypothèse périmée. Dieu mourra de sa belle mort ».

On sait la suite de la pensée de Sartre... Il approuve Dostoïevsky, disant : « Si Dieu n'est pas, rien n'est vrai, tout est permis ». Il s'agit du Sartre de 1946.

On ne sait jamais ce que vont faire les enfants que l'on met au monde. Descartes eût été bien étonné si quelqu'un lui avait prédit que sa distinction brutale de la pensée et de l'étendue, de l'âme et du corps, provoquerait l'avènement de l'idéalisme de Hegel, suivie de la violente réaction matérialiste de Marx et de celle, mystique et personnaliste, de Kierkegaard. Et que le monde contemporain, ayant merveilleusement réussi sa science expérimentale, mais dépourvu de toute orientation métaphysique, serait, dit Malraux, « dans une situation unique dans l'histoire de l'humanité ». « A quoi bon aller sur la lune si c'est pour s'y suicider ? » a dit Malraux. Quant aux savants, ils constatent avec Jean Rostand : « Qu'est-ce que l'homme ? D'où vient-il ? Où va-t-il ? Je mourrai dans l'ignorance des réponses à ces questions essentielles. La Science ne résout pas ces questions, car elle ne les pose pas ». Et il ajoute : « Tout ce que nous savons, c'est à dire tout ce que nous pouvons, s'oppose à ce que nous sommes ».

N'y a-t-il pas de réponse ? Et si la question avait été mal posée ? Au lendemain de la guerre 1914-1918 en Allemagne, au lendemain de 1940 chez nous, s'est développée une philosophie qui rencontra une vogue extraordinaire et que l'on appela l'Existentialisme. On écrivit sur ce sujet un peu n'importe quoi, pas toujours avec le sérieux désirable. Ces philosophies où l'on rencontrait des athées comme Sartre ou des croyants comme Gabriel Marcel, n'avaient pas en commun les réponses mais la façon, du moins, de poser la question. Le philosophe existentialiste se situe aux antipodes du mathématicien. « En mathématiques, a dit Bertrand Russell, on ne sait pas de quoi on parle et l'on ne sait pas si ce que l'on dit est vrai ». L'existentialisme se veut une philosophie du concret. Une œuvre, pour être authentique, doit éprouver ce que Gabriel Marcel a appelé « la morsure du réel ».

Gabriel Marcel est né à Paris en 1889. Il était agrégé de philosophie à 21 ans. Vendôme fut son premier poste. Il y prononça le discours classique de Distribution des Prix et disparut de notre Lycée. Intéressant ce discours, quand on connaît l'orientation de la pensée de notre philosophe ! Le thème en est la vocation personnelle de chacun des élèves. L'affirmation réitérée est que chacun

de nous est unique et ineffable, indéfinissable, et que le bonheur consiste à accomplir ce pour quoi on est fait.

Tout Gabriel Marcel se trouve déjà là pour qui sait lire. Il a commencé d'écrire son journal, non à la façon de Gide, de Mauriac ou de Green, mais à la manière du philosophe qu'il est : « un journal métaphysique ». Quand il le commence, il essaie d'être cartésien ; quand il le termine, il s'est trouvé, il a trouvé les autres et a trouvé Dieu. Il ne le sait pas. C'est Mauriac qui n'est pas philosophe, mais qui se révèle sensible à une certaine musique des idées chrétiennes, qui le lui écrira. Gabriel Marcel se fera baptiser à 40 ans, « cerné, submergé par le christianisme », comme il le dira lui-même. Son itinéraire, en dépit de sa complexité, des retouches continues apportées à sa pensée, est relativement simple à suivre. A noter qu'il s'est exprimé surtout par de nombreuses pièces de théâtre qui ont eu peu de succès. Les nuances de la pensée permettent difficilement de créer de ces mots d'auteur qui font exploser une salle.

C'est dès le fameux « cogito » qu'apparaît, d'après Gabriel Marcel, l'ambiguïté radicale de la philosophie cartésienne. Je me connais, mais je réduis les autres à la pensée que j'ai d'eux. C'est le mot féroce de Pascal parlant de Descartes : « Il me prendrait pour une proposition ! ». Il n'est pas vrai que la connaissance que j'ai de moi soit première. Je me connais d'abord dans le regard de l'autre, un regard qui n'est pas homicide comme celui dont parle Sartre dans « *Huis Clos* ». C'est par l'autre que j'existe ; c'est dans son regard d'amour que je me trouve. « L'enfer, c'est les autres », dit le Sartre du *Huis Clos*. En sortant de cette pièce, Gabriel Marcel, critique dramatique, dira simplement : « Le ciel, c'est les autres ». C'est dans le dialogue entre deux « TOI » que l'homme se découvre et s'affirme comme personne. D'où l'importance métaphysique de la *rencontre* qui me révèle à moi-même. Gabriel Marcel s'étonne au passage que les philosophes ne se soient jamais intéressés à l'amitié, à l'amour, à la joie, à l'angoisse, alors qu'ils se sont passionnés pendant des siècles pour le fondement de l'induction ou le problème des idées innées.

Second sujet de réflexion, essentiel à l'œuvre de Gabriel Marcel. « Etre » et « Avoir » : il y a des choses que j'ai et des choses que je suis ; des idées que j'ai, des idées que je suis. Je ne puis dire ni « j'ai un corps » ni « je suis un corps », mais « je suis un être incarné ». Nous revenons là à une idée ni claire ni distincte que Descartes avait cru abolie et qui est le vieux thème d'Aristote contre Platon. La médecine psychosomatique est la réaction salutaire et tardive contre la conception cartésienne de l'homme. Ma destinée, ou plutôt ma vocation, je ne la vis pas seul ; j'ai conscience de participer à une certaine aventure unique, à un certain mystère central de la destinée humaine. « Ensemble, dit-il, nous sommes appelés à vivre, à aimer, à être aimés, à souffrir, à décliner et à mourir. L'existence commencée est une sorte de ténèbre, et tout cela serait absurde si ce cri de l'homme vers l'infini ne rencontrait qu'une réponse, ou plutôt s'il n'était pas d'abord une réponse à un appel insistant et mystérieux ». Dieu est. Non le Dieu de Descartes, le Dieu des philosophes et des savants, mais, comme le dira Pascal, existentialiste avant la lettre, « le Dieu de Jésus-Christ » Un Dieu personnel. La foi, pour Gabriel Marcel, ce n'est pas de croire quelque chose, ce n'est pas l'adhésion d'un esprit à des vérités, ni d'une volonté à des règlements, c'est l'engagement dans l'amour d'une personne envers une autre personne. « JE crois en TOI ». Il retrouve, pour parler de la foi, la vieille expression du XVII^e siècle où l'on engageait sa foi envers quelqu'un. La foi ressemble au lien conjugal,

avec son mélange de certitude et d'aventure. Quand il regarde le monde que nous avons construit, Gabriel Marcel est sévère. Nous avons « cassé » le monde. Nous avons brisé « le lien nuptial » entre l'homme et les choses. L'excès de confiance dans les techniques, l'absence de contemplation, tendent à jeter les hommes les uns contre les autres, et l'AVOIR tend à tuer l'ETRE.

Certains observateurs pressés, n'ayant lu qu'une partie de son œuvre, ont pu le croire pessimiste. Il n'en est rien. Rien dans son œuvre de la frénésie d'un Kierkegaard. La foi, chez lui, n'a pas été un refuge. « Elle est née chez moi, a-t-il écrit, dans un moment où j'étais dans un état d'équilibre moral, où je me sentais exceptionnellement heureux ». Le jour de son baptême, il note : « J'ai été baptisé ce matin dans une disposition intérieure que j'osais à peine espérer. Aucune exaltation, mais un sentiment de paix, d'équilibre, d'espérance, de foi ». L'âme cartésienne, c'était la pensée. L'âme, pour Gabriel Marcel, c'est l'espérance. « L'âme n'est que par l'espérance », écrit-il. L'espérance tisse la toile de fond de sa vie. L'espérance est peut-être l'étoffe dont son âme est faite.

Développement de nos puissances d'émerveillement, goût retrouvé pour le mystère, défiance pour les réductions de l'abstrait, ouverture aux autres et à l'Autre qui est en même temps plus moi-même que moi, telles sont sans doute les caractéristiques de la philosophie concrète de Gabriel Marcel que j'ai eu le front de vous dire rapidement, car, par définition, elle se refuse à se poser en système.

Il me reste à dire un mot de Louis Lavelle qui fut deux ans chez nous en 1909 et 1910, avant de s'envoler

vers Paris. Rassurez-vous, je n'essaierai pas de vous faire entrer dans sa philosophie... Je vous dirai seulement ceci : quand je préparais à Paris la licence de philosophie, je séchais un certain nombre de cours, mais jamais je ne manquais celui de Louis Lavelle au Collège de France. Il arrivait toujours exactement à l'heure et il parlait une heure durant, sans aucune note, d'une voix douce, dans une langue merveilleusement belle. Vous savez ce qui se passe au concert où la musique crée le silence ? Ce qu'il disait était plus beau que la musique, c'était la musique du cœur, du cœur au sens de Pascal, où intuition intellectuelle et intuition affective sont liées. Il nous faisait entrer dans le monde des idées que Platon et Malebranche lui avaient révélé et où l'on ne peut guider les autres sans une lente et longue ascension que je ne puis entreprendre. Celui que nous avions devant nous parlait de ce qu'il vivait. Quand nous quittions la salle, dans une grande émotion, nous avons failli à plusieurs reprises être victimes des voitures parisiennes dont les chauffeurs énervés avaient autre chose à faire qu'à visiter le paradis des philosophes.

Il n'y a pas, il ne saurait y avoir de conclusion à ce parcours long et rapide à travers l'histoire de la pensée. Certains en retireront une impression de pessimisme et diront comme Pascal, que « toute la philosophie ne vaut pas une heure de peine ». Pour moi, quand j'essaie d'entrer dans une pensée comme celles que j'ai cherché à vous expliquer, j'en retire, au contraire, un très vif sentiment de la grandeur et de la misère de l'homme, pour parler comme Pascal, mais surtout d'admiration pour ces explorateurs qui ne se lassent pas d'escalader les cimes. La grandeur de l'homme n'est pas autre chose que cette tentative, incessamment renouvelée, d'atteindre cette vérité qui, à la fois, nous désespère et nous comble.

Les Tisserands de chanvre du nord-est de la Sarthe (1880-1920)

par M. Hubert NÉANT

Dans sa communication du 25 avril 1979 à notre assemblée générale, M. Hubert Néant a évoqué les activités du groupe de recherches d'histoire régionale créé au Lycée de la Ferté-Bernard en 1966. En dehors de deux études plus ponctuelles (La Ferté-Bernard pendant la guerre de 1870-1871 ; La Résistance dans la région fertoise), les travaux ont surtout concerné l'histoire économique et sociale et particulièrement la destinée des petites industries rurales et de l'artisanat villageois dans une zone qui fait partie du Perche. Sont successivement abordés le tissage du chanvre, les métiers du bois, les forges et fonderies de Vibraye, la verrerie du Plessis-Dorin ; les principaux apports de ces enquêtes apparaissent à travers les commentaires de diapositives.

Ne pouvant reproduire les commentaires sans les photographies, nous donnons ici — à propos des tisserands de chanvre — un exemple de ce que les témoignages directs peuvent apporter à l'histoire.

La partie Est et Nord-Est de la Sarthe a connu, du XVII^e au XIX^e siècle, une importante activité textile, particulièrement vouée au chanvre. Les derniers tisserands à domicile, encore nombreux vers 1880 dans les régions de Mamers, La Ferté-Bernard et Saint-Calais, ont totalement disparu peu après la guerre de 1914-18. D'abord parce que la mécanisation de la filature et du tissage avait rendu leur travail trop lent et trop peu productif ; ensuite, parce que l'évolution des goûts condamnait la « toile », c'est-à-dire le tissu de chanvre ou d'un mélange de chanvre et de coton.

D'une série d'entretiens accordés par des personnes ayant encore pratiqué ce tissage, on peut dégager quelques remarques sur les conditions de travail, les modes de vie et les mentalités. Remarques d'autant plus précieuses qu'elles ne figurent pas dans les archives officielles, peu intéressées par un groupe professionnel longtemps stable, donc jugé banal, et trop peu structuré pour être socialement remuant.

Le tissage est souvent affaire de famille. On apprend à faire fonctionner le métier dans la cave paternelle. Parfois, la mère tisse également. Le dévidage, indispen-

sable pour ravitailler le tisserand en « trames » est confié aux femmes (les dévideuses ne font même que cela), aux enfants, rétribués d'une simple piécette, ou aux ouvrières et ouvriers plus âgés dont la vue a faibli. Il s'opère sur un rouet spécial, assorti d'un dévidoir.

A moins qu'on ne les lui livre — chose rare —, le tisserand va chercher avec une brouette les cylindres de fil de chaîne que distribue le fabricant. Puis il « monte la chaîne » : cette opération, qui consiste à installer le rouleau de fils sur le métier, demande une certaine force et beaucoup de mains, de façon à passer tous les fils dans le peigne ; c'est pourquoi il est nécessaire de s'entraider d'un ménage à l'autre.

Les témoins n'ont pu oublier le caractère pénible du travail du tisserand. D'une part, il est accompli dans une cave, le seul endroit du modeste logement qu'on puisse encombrer du gros outil de production, et le seul local dont la température soit régulière et le degré d'humidité satisfaisant pour travailler le textile ; d'autre part, en raison de la modicité des salaires, versés selon le métrage, les journées sont chargées (12 à 14 heures) et mordent sur les nuits. De sérieuses menaces pèsent sur la santé des tisserands : cave humide et mal chauffée l'hiver, poussières de chanvre et de coton, produits de teinture de mauvaise qualité, éclairage insuffisant (la médecine familiale recommande de laver les yeux fatigués avec de la sève de vigne), surmenage... Avec la maladie, un fragile équilibre se trouve rompu : malgré une éventuelle indemnité de la société de secours mutuels, l'ouvrier en arrêt de travail, en général père de plusieurs enfants, rejoint temporairement le groupe des indigents.

Le souvenir pressant de cette insécurité faisait dire à une ancienne tisseuse de La Ferté-Bernard : « Où ils ont été les plus heureux, mes parents, c'est quand ils ont été à l'usine ». La formule surprendra peut-être. Il faut la comprendre ainsi. Vers 1900-1910, l'entreprise de tissage mécanique Béalet, provenant d'un regroupement de fabricants de La Ferté-Bernard, produisait surtout de la toile d'emballage et versait 3 francs pour des journées de 10 heures environ. Or, le tisserand à domicile, en dépit d'un labeur harassant, ne peut espérer

dépasser 50 à 55 sous, simple moyenne, puisqu'il est payé à la tâche selon la longueur et le fini de la pièce qu'il rapporte au fabricant. Ajoutons aussi que l'usine, dans cette région peu urbanisée, n'est pas un milieu d'affrontement social, que le patron était déjà connu comme distributeur de travail aux ouvriers en cave, et qu'il continue d'entretenir des rapports tout à son avantage avec ses salariés isolés et ignorants de tout syndicalisme.

Pourtant, si l'entrée à l'usine apporte à certains le sentiment d'échapper à la misère, la mémoire collective nous transmet un écho différent : rien ne valait la liberté du tisserand, qui, maître de son temps, ignorait la servitude d'un horaire. Une Fertoise qui a tissé dans sa cave jusque vers 1930, affirme : « C'était le rêve. On était libre. On était bien décidé ? On en faisait une bonne journée. Si on se trouvait un jour moins en train, ou si on avait du travail à la maison, eh bien, on était tranquille ».

Le dimanche n'est pas forcément jour de repos, du moins le matin. L'après-midi, parfois, la famille ramasse de l'herbe pour les lapins. Mais les tisserands ont l'habitude de faire le « petit lundi » ; le matin, ils se rendent au marché, et l'après-midi à la pêche (sans que cette règle soit absolue). La journée, même la plus dure, comporte de petits agréments : les deux sous de « goutte » presque toujours consommés dès le matin chez le cafetier proche, les désaltérantes potées de cidre, le tabac à priser ou à chiquer, la compagnie d'une tourterelle, d'un merle ou d'un geai apprivoisé, et selon l'humeur, sur les lèvres, une chanson.

Cette liberté relative permet aussi la rentrée de modestes revenus complémentaires. Quelques tisserands exercent une sorte de métier d'appoint : pompier, fossoyeur ; beaucoup savent rendre de petits services, entretiennent des jardins, réparent sabots et galoches, rentrent et fendent le bois des particuliers. A l'époque du cidre, il en est même qui vont de ferme en ferme récupérer les pépins de pommes. Chez eux, ils les passent au crible, les mettent soigneusement à sécher, puis les vendent aux pépiniéristes de l'Orléanais ou de l'Anjou, au prix de... 2 sous le kilo !

Mais l'opération la plus fructueuse reste la moisson en Beauce qui provoque chaque été la ruée de nombreux Sarthois vers l'Eure-et-Loir. Aux journaliers, aux ouvriers de la forêt que la saison rend disponibles (bûcheurs, écorceurs, etc...) s'ajoutent les tisserands valides, et parfois leurs femmes qui les suivront comme ramasseuses. Si certains témoins insistent sur les conditions pénibles de ce séjour (chaleur accablante, manque de sommeil, nourriture parfois médiocre, rudesse des employeurs, risques de bagarres entre moissonneurs), tous reconnaissent que la moisson apportait une somme ap-

préciable, qui pouvait tripler le salaire d'un mois et servait à payer le loyer, le pain des précédentes semaines, le bois pour l'hiver, les pommes à cidre ; elle permettait aussi de saler du beurre, et plus rarement, un peu de porc.

Car, durant l'année entière, le souci de ménager l'argent se retrouve dans les habitudes alimentaires. Le pain constituant la base des repas, reviennent, sans grandes variations, le midi, de la soupe, des rilles et quelques légumes ; le soir, de la soupe et des tartines aux haricots rouges ou blancs, avec du gros sel. On se nourrit aussi de fromage et de crêpes. Quand un lapin est sacrifié, sa consommation s'étend sur une semaine. Presque tous les tisserands disposent d'un jardin et font leur cidre.

Le tisserand sarthois se distingue encore par son attitude politique. Sous le Second Empire, il boudait les candidats gouvernementaux. Au début du XX^e siècle, il accorde d'ordinaire son soutien aux représentants du parti radical et surtout au député de la circonscription de Mamers depuis 1898, Joseph Caillaux, dont le portrait est épinglé dans bon nombre de caves, et dont le programme et l'action alimentent les conversations du café. Lors de la campagne précédant les élections législatives de 1902, l'adversaire de Caillaux, l'égyptologue Sénart, tenait à La Ferté-Bernard une réunion, avec le renfort du général Mercier, violent antidreyfusard. Les contradicteurs intervinrent si brusquement qu'il fallut reconduire en hâte à la gare les invités parisiens.

Mais point de traces de luttes sociales, de conflits du travail. Les tisserands de chanvre, dont l'activité décline, ne représentent pas une force agissante. Sans doute manquent-ils aussi d'instruction politique. Ils ne lisent pratiquement pas (quand le pourraient-ils ?), sinon, par hasard, un quotidien comme *le Petit Journal*, acheté en se cotisant. Ils ignorent les auteurs socialistes. Dans la commune de Cormes, proche de La Ferté-Bernard, on citait comme un phénomène le père Narcisse Ménager, né en 1850, tisserand passionné de lecture et seul de son espèce ; mais ses auteurs préférés et exclusifs s'appelaient Balzac et Victor-Hugo !

Quelques titres de travaux publiés par le Club d'histoire du Lycée R. Garnier de La Ferté-Bernard (Sarthe).

Métiers oubliés ou disparus (enquêtes dans le Perche sarthois) 1^{re} série, 1974 ; 2^e série, 1977.

Recherches sur les forges et fonderies de Vibraye depuis le milieu du XIX^e siècle.

Santé, hygiène et médecine dans la Sarthe (XIX^e - milieu XX^e siècle).

La société villageoise en Vendomois à la fin de l'Ancien Régime : LES ENSEIGNEMENTS DES ROLES DE TAILLE

par Jean VASSORT

Les documents fiscaux constituent une des principales sources de l'histoire sociale. Daniel Viaud en a fait la démonstration dans ce Bulletin, en 1976, en analysant une société urbaine à la veille de la Révolution, celle de Vendôme, à partir des rôles de taille de l'année 1789 (1). La présente étude a été conduite dans le même esprit, et à partir du même type de document. Seul l'objet en a changé : ce n'est plus une société urbaine qui est en cause, mais une société rurale, ou mieux, la société villageoise en Vendomois à la fin de l'Ancien Régime. De cet objectif différent découle on le verra une méthode d'analyse quelque peu modifiée. Celle-ci a été imposée notamment par l'ampleur des données à traiter : en effet, outre la ville qui en est le chef-lieu, l'élection de Vendôme — carte 1 (2) — ne compte pas moins de 85 collectes (3) qui rassemblent près de 40 000 habitants (4), et il a fallu dans certains cas, pour appréhender une telle masse, retenir des paroisses-types représentatives de leur petite région.

C'est donc sur les rôles de taille de l'année 1789 — les seuls qui subsistent, ce qui interdit pratiquement toute étude rétrospective à partir de cette source — que repo-

sent pour l'essentiel les analyses et les conclusions qui suivent. Ces rôles sont conservés aux Archives Départementales (5). Sans doute la collection en est-elle incomplète, puisque ceux de 13 des 85 collectes sont perdus (6). L'inconvénient cependant n'est pas considérable, parce que l'analyse peut encore porter sur plus de 4 paroisses sur 5 (85 % exactement). Surtout, les lacunes sont géographiquement dispersées, ce qui n'interdit pas le recours à la méthode des paroisses-types qui a été retenue. En outre, un document complémentaire, émanant des bureaux du département de Châteaudun et Vendôme de l'Assemblée Provinciale de l'Orléanais, fournit pour l'ensemble des paroisses du Vendomois, sans exception, une donnée importante : le montant du principal de taille dû par chaque collecte (7).

De format varié et de qualité inégale, les rôles qui subsistent ont été établis au début de l'année 1789 par la municipalité de chaque paroisse (8). Ils portent, le plus souvent par ordre alphabétique (des prénoms, comme c'est alors l'usage), parfois par secteurs géographiques (comme à Naveil, où se succèdent le « côté de Villaria » et le « côté de Villiers ») les noms de tous les imposés

NOTES

(1) Daniel VIAUD, *Société et fiscalité à Vendôme à la fin de l'Ancien Régime*, Bull. de la Soc. Arch. Sc. et Litt. du Vendômois, 1976, p. 43-61.

(2) L'élection est sous l'Ancien Régime une subdivision de la généralité, et donc une circonscription fiscale (cf. note 8). Comme l'élection de Vendôme — à laquelle se borne cet article — partage plusieurs paroisses avec l'élection de Châteaudun (Boursay, Busloup, Pezou) et plusieurs autres avec celle de Blois (Lancôme, Landes, Villefrancœur), il en résulte sur la carte 1, au niveau de ces paroisses, une limite incertaine, schématisée par un pointillé. De toutes façons, l'impossibilité de fixer avec précision la superficie et la population de leur partie vendômoise a conduit à exclure ces paroisses de l'enquête, et notamment à ne pas les prendre en compte pour l'établissement des cartes 2 et 3.

(3) La collecte est sous l'Ancien Régime l'unité fiscale à l'intérieur de laquelle est élaboré le rôle de taille. Le terme est souvent confondu avec celui de paroisse, bien que ces deux mots n'aient pas rigoureusement le même sens, la paroisse étant d'abord un cadre religieux. En Vendômois cependant, l'assimilation peut être faite sans grand inconvénient, les deux types de circonscription coïncidant le plus souvent, selon une règle qui ne souffre que peu d'exceptions (à Epiais cependant, la collecte ajoute au territoire de la paroisse d'Epiais celui de La Chapelle-Enchérie).

(4) Ce total a été établi à partir des chiffres de population qui figurent dans les Tableaux de Mendicité de 1790 (A. D. L.-et-Ch., L 417) et en ce qui concerne les paroisses de Monthon et du Sentier, aujourd'hui en Indre-et-Loire, à partir du *Dictionnaire d'Indre-et-Loire*, de CARRE DE BUSSEROLLE. Il est entaché d'une certaine approximation, du fait de l'imprécision de ce Dictionnaire, dont les premières indications ne remontent qu'à 1801, et surtout parce que l'élection de Vendôme partage certaines paroisses avec les élections voisines de Château-

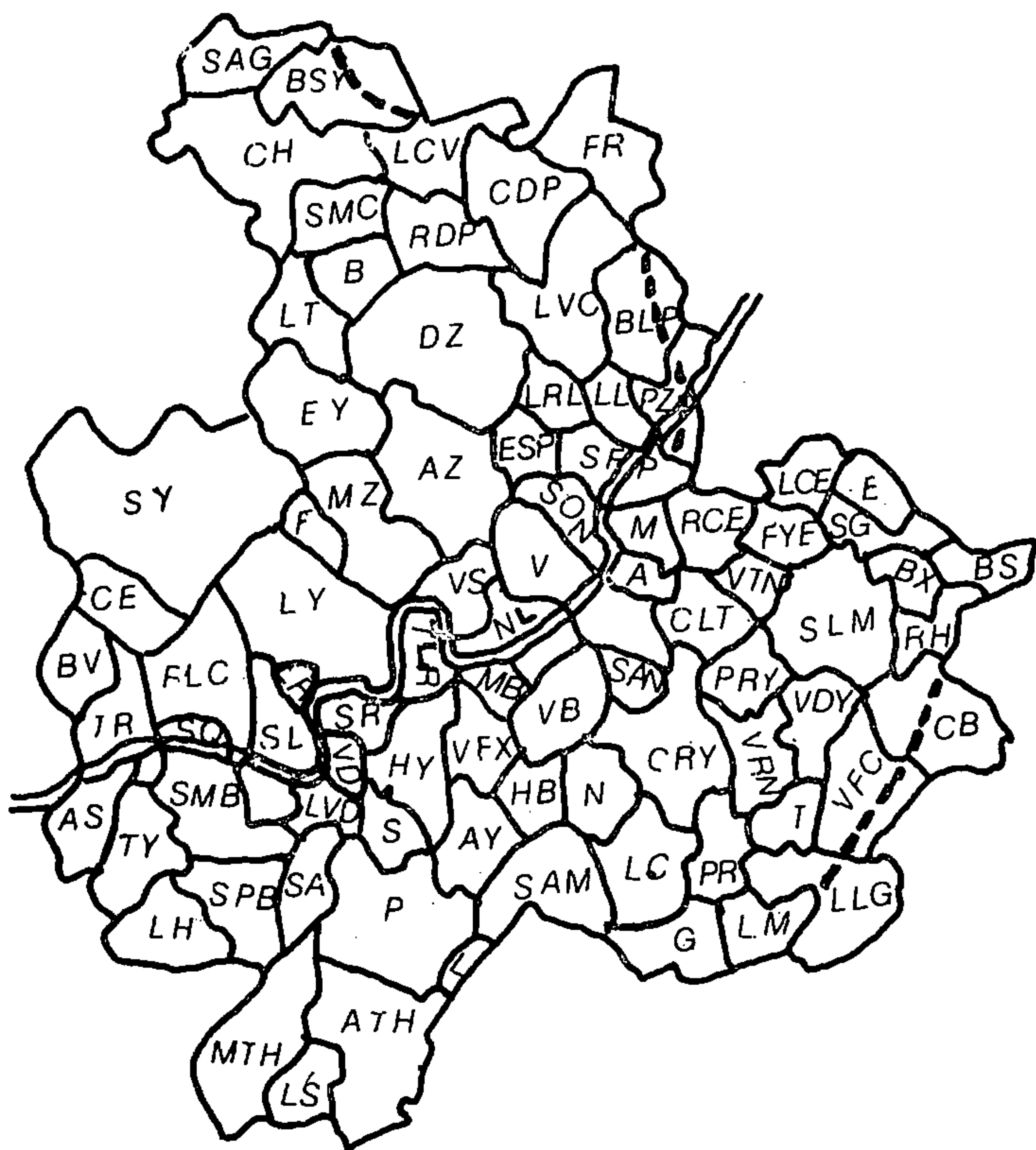
dun et de Blois (cf. note 2), sans qu'il soit possible de déterminer avec certitude la proportion de la population qui revient à chacune des élections concernées. D'où une part d'arbitraire, inévitable, dans les calculs, qui impose de ne considérer leur résultat que comme un ordre de grandeur. Ajoutons que les deux paroisses montoiriennes de Saint-Laurent et Saint-Oustrille (2720 habitants à elles deux), prises en compte dans ce total, seront la plupart du temps négligées dans les analyses qui suivent, en raison de leur caractère urbain.

(5) A. D. L.-et-Ch., C 222 et C 226.

(6) Les rôles perdus sont ceux des paroisses de Boursay, Boisseau, Champigny, Coulommiers, Lancôme, Landes, Le Sentier, Monthon, Prunay, Rhodon, St-Amand, St-Firmin, Savigny.

(7) A. D. L.-et-Ch., C 259. Sur le montant principal de la taille, cf. note 8.

(8) C'est le lieu ici de rappeler le mécanisme de la taille sous l'Ancien Régime. La taille est un impôt de répartition dont le montant global (on disait le brevet), fixé par le roi, est ensuite réparti entre les quelque 30 généralités du royaume, puis dans chaque généralité entre les élections, et dans chaque election entre les paroisses. C'est ensuite dans chaque paroisse aux habitants eux-mêmes de répartir entre eux l'impôt qu'il leur revient de payer — c'est-à-dire le montant principal de la taille, à partir duquel sont ensuite calculés, selon un rapport constant, les accessoires et la capitation, qui viennent s'ajouter à la taille proprement dite. L'établissement de l'assiette et la levée de l'impôt constituaient traditionnellement une des principales attributions de l'assemblée des habitants, lesquels étaient solidairement responsables de son paiement. Depuis la réforme de 1787 (cf. infra, note 43) qui a institué des municipalités villageoises, c'est à elles que reviennent les tâches afférentes à la levée de l'impôt.



Carte 1 :
L'ÉLECTION DE VENDÔME

— Limite de l'élection.
- - - Limite de l'élection, lorsqu'elle partage une paroisse.
— Limite de paroisse.
~ ~ ~ Le Loir.

| | | | | | | | |
|-----|-------------|-----|---------------------|-----|------------|-----|------------------|
| A | Areines | F | Fortan | M | Meslay | SMB | St-Martin-des-B. |
| AS | Artins | FLC | Fontaine-en-B. | MB | Marcilly | SMC | St-Marc-du-Cor |
| ATH | Authon | FR | Fontaine-Raoul | MTH | Monthodon | SO | St-Oustrille |
| AY | Ambloy | FYE | Faye | MZ | Mazangé | SON | St-Ouen |
| AZ | Azé | G | Gombergean | N | Nourray | SPB | St-Pierre-du-B. |
| B | Beauchêne | HB | Huisseau-en-B. | NL | Naveil | SQ | St-Quentin |
| BLP | Busloup | HY | Houssay | P | Prunay | SR | St-Rimay |
| BS | Boisseau | J | St-Jacques | PR | Pray | SY | Savigny |
| BSY | Boursay | L | Longpré | PRY | Périgny | T | Tourailles |
| BV | Bonneveau | LC | Lancé | PZ | Pezou | TLR | Thoré |
| BX | Baigneaux | LCV | La Chapelle-Vicomt. | RCE | Rocé | TR | Trôo |
| CB | Champigny | LH | Les Hayes | RDP | Romilly | TY | Ternay |
| CDP | Chauvigny | LL | Lisle | RH | Rhodon | V | Vendôme |
| CE | Cellé | LLG | Landes-le-G. | S | Sasnières | VB | Villerable |
| CH | Choue | LM | Lancôme | SA | St-Arnoult | VD | Villavard |
| CLT | Coulommiers | LR | Les Roches | SAG | St-Agil | VDY | Villemardy |
| CRY | Crucheray | LRL | Le Rouillis | SAM | St-Amand | VFC | Villefrancœur |
| DZ | Danzé | LS | Le Sentier | SAN | Ste-Anne | VFX | Villiersfaux |
| E | Epiais | LT | Le Temple | SFP | St-Firmin | VRN | Villeromain |
| ESP | Espéreuse | LVC | La V.-aux-Clercs | SG | Ste-Gemmes | VS | Villiers |
| EY | Epuisay | LVD | Lavardin | SL | St-Laurent | VTR | Villetrun |
| | | LY | Lunay | SLM | Selommes | | |

(St-Laurent et St-Oustrille sont les deux paroisses de la ville de Montoire).

c'est-à-dire des chefs de famille (ou plus précisément de feu, selon la terminologie fiscale de l'époque) suivis en général de leur profession (9) et naturellement de leur cote d'impôt (10). La liste des imposés se termine par l'énumération des « nouveaux » (entendez les nouveaux imposés) dont le rejet en fin de rôle s'explique par le

fait que ce document est en général établi à partir de celui de l'année précédente — et par celle des exploitants ou hors-tenants, qui regroupe ceux qui sans résider dans la paroisse en tirent des revenus. Le rôle se complète de la liste des « invalides à 6 deniers » ou « à obole » (11), de celle des « domestiques des privilégiés non tail-

NOTES

(9) Mais celle-ci n'est pas toujours indiquée. Elle est omise par exemple à St-Arnoult, à St-Jacques-des-Guérets, à Ternay, à Artins...

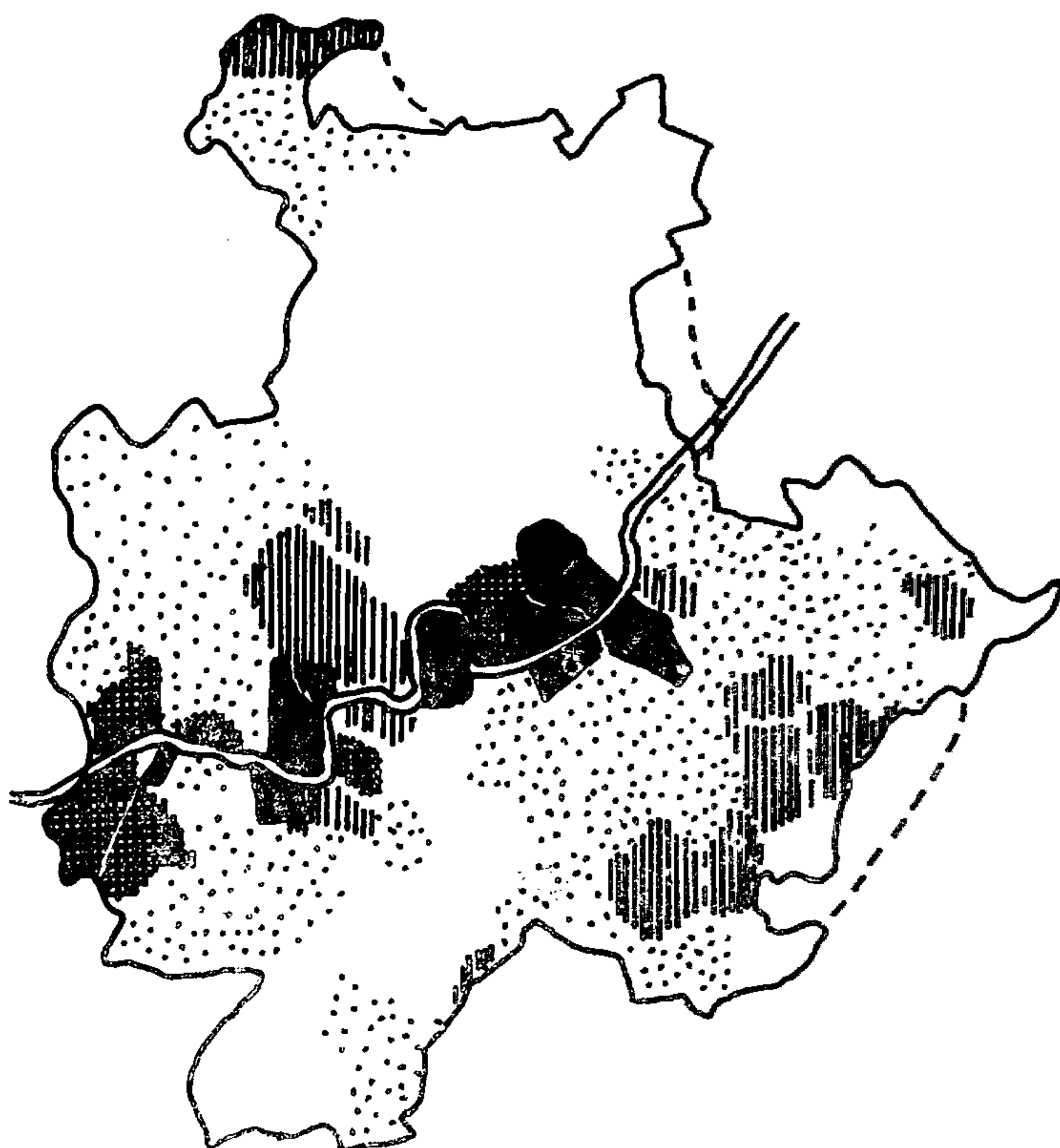
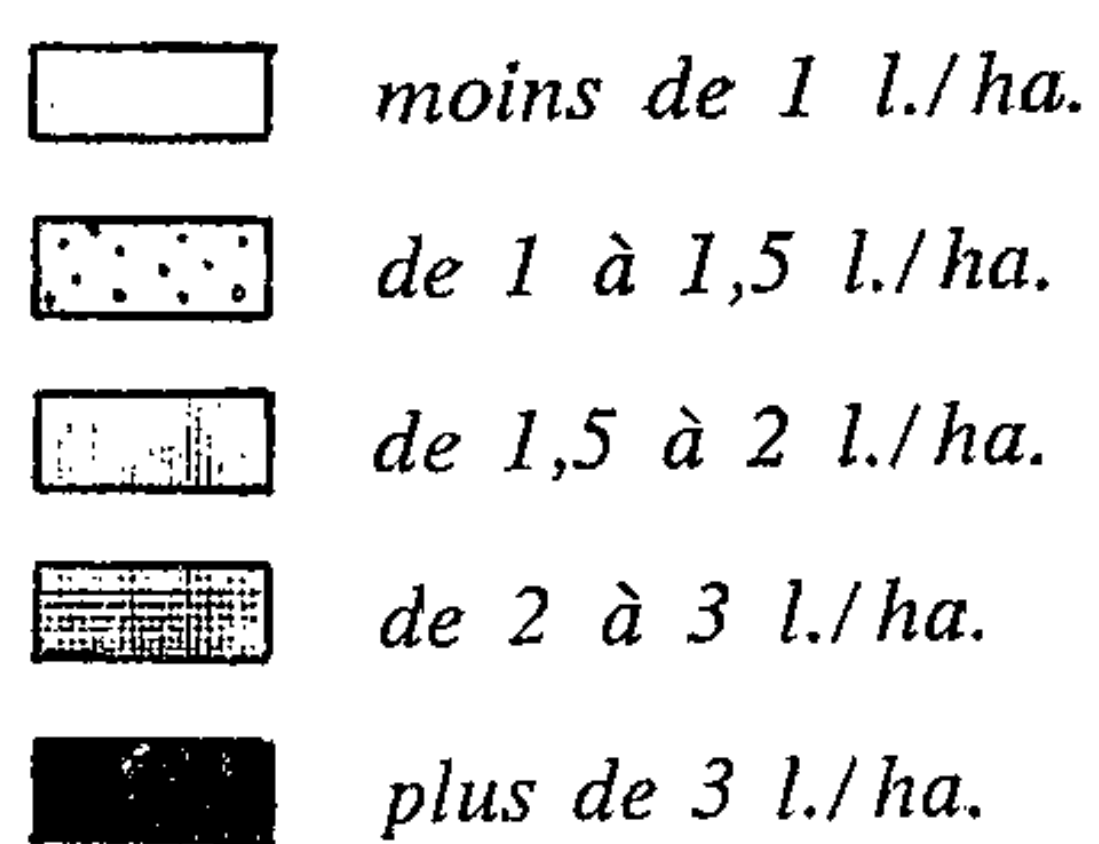
(10) Pour évaluer l'impôt royal direct d'un contribuable dont on connaît la cote de taille, il suffit de savoir que l'ensemble de la capitation et des accessoires de taille se monte à la fin de l'Ancien Régime à une somme équivalente à la taille augmentée d'environ 1/8. Soit un contribuable acquittant 40 livres (l.) de taille. Sa capitation et ses accessoires monteront à 45 livres. Il

paiera donc en tout, au titre de l'impôt royal direct, 85 livres. Mais dans cet article, sauf indication contraire, on raisonnera toujours sur la seule cote de taille, comme l'a fait Daniel Viaud dans son étude précitée sur Vendôme.

(11) La rubrique des « invalides à obole » rassemble ceux à qui leur indigence ne permet de payer aucune taxe. Leur imposition est symbolique (la somme infime de 6 deniers qu'ils sont censés acquitter n'étant même pas reprise dans les totaux en fin de rôle) et ils ne sont mentionnés qu'afin qu'on ne puisse pas les confondre avec les privilégiés exempts.

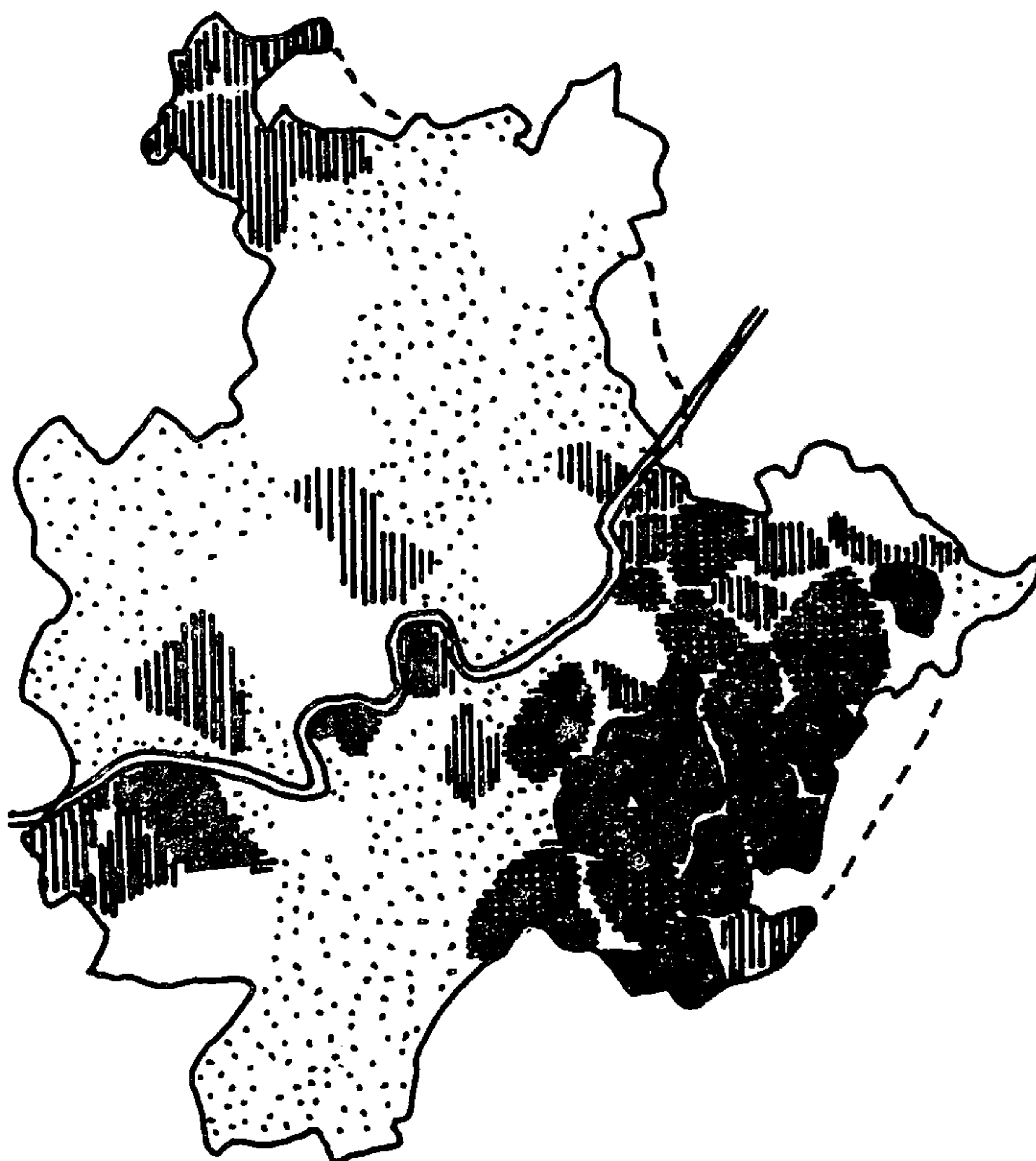
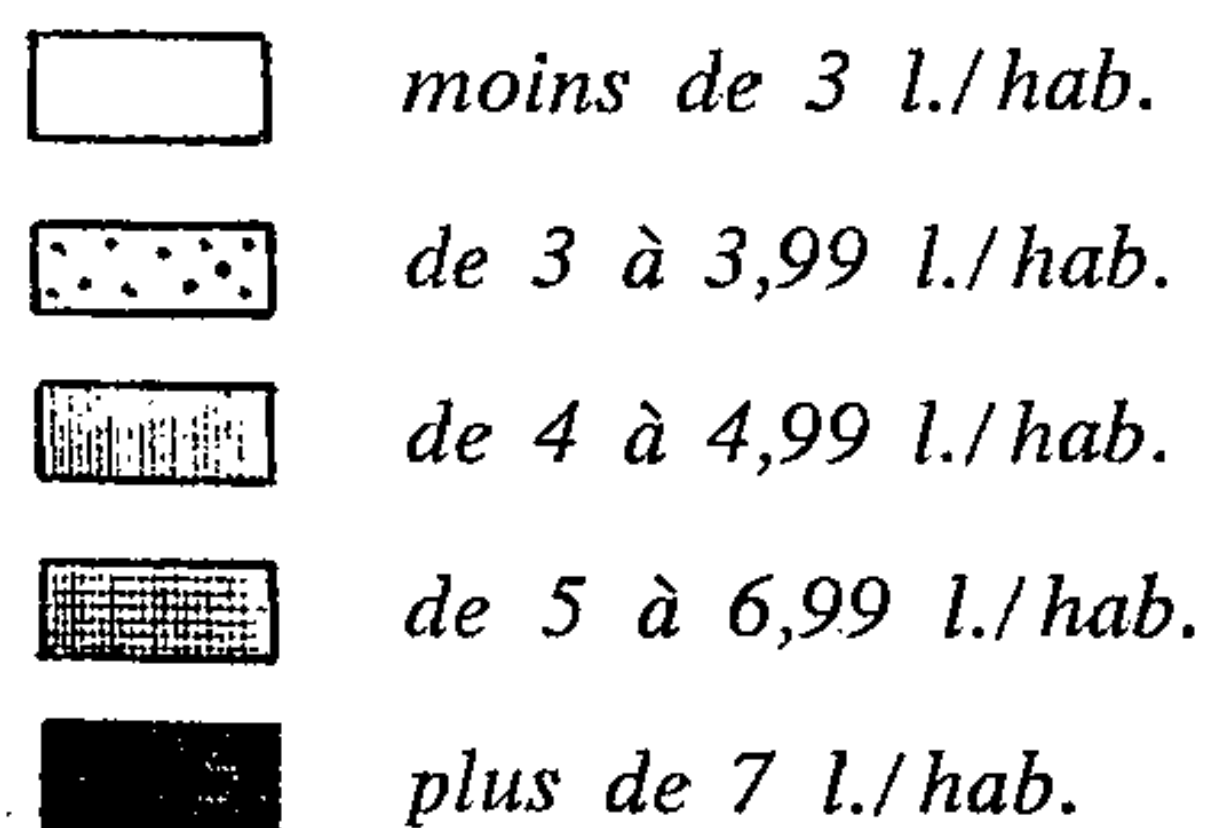
Carte 2 :

MONTANT DE LA TAILLE
PAYÉE PAR HECTARE EN 1789.



Carte 3 :

MONTANT DE LA TAILLE
PAYÉE PAR HABITANT EN 1789.



lables sujets à la capitation », payée d'ailleurs par leur maître (12), de celle des exempts, nobles, ecclésiastiques ou privilégiés — et enfin d'une récapitulation des différentes sommes qui y sont portées. Ainsi est-ce bien l'ensemble de la société villageoise de l'époque qui nous est présentée, à travers le prisme du système fiscal alors en vigueur.

Ces données permettent une première approche, d'ordre géographique, qui consiste à apprécier dans chaque paroisse le montant de la taille par rapport à la terre et par rapport aux hommes, en d'autres termes à calculer le taux de taille à l'hectare et par habitant — l'objectif étant d'appréhender, par-delà l'impôt, le niveau de richesse des différentes régions et des différentes communautés du Vendomois. Il ne faut pas dissimuler la part d'incertitude que comporte une telle méthode. Sur le fond d'abord : la taille est un indice de richesse pour le moins déformant, dans la mesure où elle pèse bien davantage sur les revenus fonciers que sur ceux des autres activités économiques, commerce et artisanat par exemple (13). Mais cette réserve ne vaut guère pour les paroisses rurales, à activité principalement sinon exclusivement agricoles, qui sont très majoritaires dans l'élection. Il est assez habituel aussi de récuser la taille comme instrument d'analyse socio-géographique à cause des injustices qui présideraient à sa répartition entre les différentes paroisses et viendraient fausser ses indications. Longtemps invoqué, l'argument tend aujourd'hui à être minimisé par les historiens, moins sensibles que naguère aux plaintes évidemment intéressées des villageois de l'époque. Du reste, les officiers de l'élection connaissent bien le domaine relativement petit soumis à leur juridiction : hommes de terrain, ils savent apprécier la qualité des différents terroirs, et les imposer en conséquence. D'autres difficultés tiennent aux règles propres à la levée de la taille. Toutes les terres en effet ne sont pas soumises à cet impôt : lui échappent celles qui appartiennent à des privilégiés qui les exploitent eux-mêmes. C'est le cas sans doute de certains bois, mais beaucoup plus rarement de terres agricoles, celles-ci étant en général affermées, et de ce fait soumises à la taille (14). Autre problème : les exploitants hors-tenants dont l'existence empêche de faire coïncider avec précision une communauté et son terroir. En réalité, le total des cotes de ces hors-tenants est toujours faible, et pratiquement négligeable par rapport à l'impôt global de la paroisse. De plus, c'est à des achats ou à des baux, à des échanges ou à des héritages que les hors-tenants doivent le plus souvent d'exploiter quelque terre dans une paroisse étrangère à celle de leur résidence — mais généralement limitrophe —, et ce phénomène ne joue naturellement pas entre deux paroisses, à sens unique : aussi ne fausse-t-il guère la statistique. Dans l'ensemble

donc, et à condition de ne les considérer que comme de simples indicateurs, les cartes établies à partir des taux de taille à l'hectare et par habitant méritent d'être prises en considération. Du reste, la cohérence de leurs indications à l'intérieur des différentes régions du Vendomois et leur concordance, on le verra, avec celle de sources établies selon des règles différentes témoigne en faveur de leur valeur.

La première de ces cartes, relative au taux de taille à l'hectare — carte 2 —, révèle d'assez beaux contrastes régionaux. Ainsi individualise-t-elle d'abord le *Perche vendomois*, qui connaît la charge fiscale la plus faible de toute l'élection. La moyenne de cette zone, calculée sur une quinzaine de paroisses, s'établit à 0,70 l./ha, et pratiquement aucune paroisse n'atteint le seuil d'1 l./ha, quelques-unes, comme Le Temple et Fontaine-Raoul, descendant même au-dessous du taux extrêmement bas de 0,5 l./ha (15). Dans ce secteur, la charge fiscale ne s'élève guère que sur les marges, vers l'Ouest et la vallée de la Braye (à Savigny, Cellé, Bonneveau), vers le Nord (où les taux moins médiocres de Choue et surtout de Saint-Agil semblent annoncer une situation meilleure dans le Perche proprement dit, qui est extérieur à l'élection), et surtout vers le Sud et la vallée du Loir.

Les résultats de la *Gâtine* sont à peine supérieurs à ceux du Perche vendomois. Sans doute quelques paroisses (Authon, Saint-Arnoult, Saint-Pierre-du-Bois, Les Hayes) dépassent-elles le taux d'1 l./ha. Mais le plus souvent, c'est de justesse. D'autres au contraire (Ambloy, Houssay, Prunay) n'atteignent pas ce niveau, si bien que la moyenne d'ensemble ne s'élève qu'à 0,92 l./ha.

La *Beauce vendomoise*, celle de Selommes et de St-Amand, présente une image plus brillante. Pratiquement toutes les paroisses atteignent ici le taux d'1 l./ha. Plusieurs (Baigneaux, Lancé, Pray, Villeromain, Villemardy, Périgny) dépassent même celui d'1,5 l./ha, parfois assez nettement (Villemardy : 1,93). Dans ces conditions, la moyenne d'ensemble s'élève à 1,45 l./ha, plus du double donc de celle du Perche vendomois, et 50 % de plus que celle de la Gâtine. La Beauce se place donc, et de loin, au premier rang des plateaux du Vendomois. Elle le doit à l'évidence à la qualité de ses sols.

Elle est cependant devancée, et sensiblement, par la *vallée du Loir* (du moins dans sa partie aval, à l'Ouest de Vendôme, la seule qui s'individualise sur nos cartes). Sans doute l'analyse est-elle ici perturbée par le fait que beaucoup de paroisses combinent dans leur terroir un secteur de vallée et un secteur de plateau. Mais en dépit de ce trait, qui tendrait plutôt à gommer l'originalité de la vallée, trois zones apparaissent particulièrement favorisées : les paroisses bien pourvues de pré qui s'éten-

NOTES

(12) Les domestiques des privilégiés entraînent en effet pour leur maître le paiement d'une taxe (de capitation et non de taille) variable selon leur qualification. A titre d'exemple, on trouve chez M. de Verthamont, d'Ambloy, une femme de chambre (pour laquelle son maître acquitte 4 livres 10 sols de capitation), un cuisinier (4 l. 10 s.), un garde-chasse (3 l.), un jardinier (2 l.), trois domestiques de livrée (1 l. pour chacun), une servante (1 l.). Précisons encore qu'un concierge entraîne une taxe de 3 l., un charretier 2 l., un valet 1 l.

(13) Paul BOIS souligne bien cet aspect dans son ouvrage *Paysans de l'Ouest* (1971), quand il relève, p. 190-191, que « la taille avec ces accessoires et la capitation (est) fonction de la rente foncière présumée de la terre, c'est-à-dire pour un fermier de son loyer » et quand il précise « que le fisc d'Ancien Régime ne frappait pas, sauf par l'impôt indirect, les revenus du travail salarié, mais seulement ceux de l'exploitation, logement et jardin étant considérés comme tels ».

(14) L'exemple de la terre de la Blotinière, étudié par Daniel VIAUD (*Un domaine rural en Vendôme : la Blotinière, paroisse de Lunay, à la fin du XVIII^e siècle*, Ann. Hist. de la Rév. Fr., 1978, n° 1) montre comment un domaine qui appar-

tient à une famille d'officiers du baillage personnellement exempts de la taille — les de Trémault — est en fait soumis à cet impôt, puisque presque entièrement affermé : sur 130 arpents (soit 86 hectares), 123 sont effectivement affermés et donc imposés — et il n'est pas sûr que les 7 arpents restants, exploités d'une manière particulière (sous forme d'une sorte de corvée) ne soient pas soumis également à l'impôt royal. Il n'est pas douteux en revanche que les bois échappent davantage à l'impôt quand ils appartiennent à un privilégié : il faudra à l'occasion tenir compte de ce facteur lors de l'analyse géographique.

(15) C'est ici qu'il convient de faire jouer les bois, notamment dans le secteur de Fontaine-Raoul et La Ville-aux-Clercs, où ils sont abondants (49 % de la surface du sol à Fontaine-Raoul à l'époque de l'établissement du premier cadastre, vers 1830, 31 % à La Ville-aux-Clercs). Nul doute que s'il était possible de ne pas les faire intervenir dans les calculs, la moyenne régionale se trouverait quelque peu relevée. Il ne faut cependant pas exagérer ce phénomène. Les bois ne sont pas très étendus au Temple (10 %, toujours d'après la même source) ou à Epuisay (3 %), et pourtant les taux de taille à l'hectare sont aussi faibles dans ces paroisses qu'à Fontaine-Raoul ou La Ville-aux-Clercs.

dent à l'Est de Montoire (Lavardin, Villavard, St-Rimay), pour lesquelles la moyenne s'établit à 1,81 l./ha ; les paroisses également herbagères, qui s'étendent de part et d'autre du Loir, à hauteur de Trôo, où le taux moyen s'élève à 2,35 l./ha ; et enfin le vignoble vendomois (Naveil, Villiers, Thoré), dont la moyenne atteint le niveau de 3,30 l./ha. Ici comme en Beauce, mais à une échelle différente, ce sont les aptitudes des sols (pour les prés comme pour la vigne) qui rendent compte de ces taux élevés (16).

A ces données d'ordre naturel, la carte de la taille payée par habitant — carte 3 — combine un autre paramètre, celui de la densité humaine. Elle doit à cette particularité une physionomie assez différente. Le privilège de la *Beauce* — qui domine nettement tous les autres secteurs, vallée du Loir comprise — y éclate au premier regard. Cette zone est incontestablement la plus taxée, ce qui signifie que ses habitants sont parmi les ruraux du Vendomois ceux qui disposent, en moyenne des revenus les plus élevés : le taux d'imposition s'établit en effet dans pratiquement toutes les paroisses, de Saint-Amand et Gombergean à Rocé et Sainte-Gemmes, au-delà de 5 l./hab. C'est qu'elle ajoute à ses bonnes aptitudes agricoles, céréalières notamment, les effets de la plus faible densité humaine de toute l'élection (17). Ainsi se dessine l'image d'une région productrice et faiblement consommatrice, donc exportatrice. De là une ouverture sur l'extérieur et une mentalité commerciale qu'il importera de ne pas négliger lors de l'examen des structures sociales de cette zone.

Dans la *vallée du Loir*, le secteur herbager conserve, de Saint-Rimay à Artins, un relatif avantage, inégal d'ailleurs selon les paroisses. Il en va différemment dans le vignoble vendomois : activité de main d'œuvre, la viticulture s'accompagne de densités humaines élevées, si bien qu'en dépit des bonnes aptitudes du sol, la moyenne de taille payée par habitant s'en trouve notablement abaissée. Son niveau ne tranche guère, cette fois, sur ceux qu'on constate dans les paroisses du *Perche vendomois* et de la *Gâtine*. Dans ces dernières zones, la médiocrité des taux moyens s'explique, sur cette carte comme sur la précédente, par le fait qu'elles ne présentent pas d'aptitudes particulières : ce n'est guère, une fois encore, qu'à l'extrême Nord de l'élection (Choue,

Saint-Agil) que le taux de taille/hab. se relève (au moment où s'affirment les caractères du *Perche* proprement dit.

Au terme de cette première enquête, ne prenant en compte que le montant global de la taille payé dans chaque collecte, plusieurs milieux géographiques, aux personnalités somme toute assez marquées, s'individualisent donc en Vendomois. Une deuxième étape s'impose maintenant dans l'analyse : il s'agit pour chacun de ces milieux d'aller plus loin dans la description de la société villageoise en cherchant à appréhender, à l'intérieur même des paroisses, comment s'organisent les rapports entre les différents groupes de la population.

Lorsque l'on passe à cet examen de la société villageoise, ce sont d'abord les privilégiés, ecclésiastiques et nobles (18), qui se détachent. Leur présence sur les rôles, même limitée à la mention de leurs domestiques, ou à celle de leur exemption, souligne la permanence des formes d'encadrement les plus traditionnelles dans la société rurale du Vendomois de la fin de l'Ancien Régime.

Sans viser à une analyse précise de la situation de ces privilégiés — les rôles ne le permettraient guère — il est possible de dégager quelques traits de leur emprise. En ce qui concerne les ecclésiastiques, il peut s'agir, exceptionnellement, de communautés religieuses. Outre celles des villes de Vendôme et de Montoire, les rôles mentionnent l'abbaye de Saint-Georges à Saint-Pierre-du-Bois, l'abbaye de l'Etoile à Authon, celle des Dames de la Virginité aux Roches et enfin le Chapitre Saint-Martin de Trôo. La concentration de ces communautés dans la vallée du Loir et la Gâtine tient pour l'essentiel à des conditions bien antérieures au XVIII^e siècle, liées vraisemblablement aux voies mêmes de la christianisation et des défrichements médiévaux. Mesurée à partir d'autres documents, leur fortune, principalement foncière, n'est pas négligeable (19). Les rôles de taille ne permettent quant à eux que de relever l'importance de leur domesticité : une dizaine de personnes à l'abbaye de l'Etoile, 6 chez les Dames de la Virginité, 4 à l'abbaye de Saint-Georges. A l'échelle du Vendomois, ce sont là des chiffres fort honorables.

Les curés, le plus souvent seuls à représenter localement le clergé (20), n'atteignent sans doute pas un tel

NOTES

(16) Il n'est pas sans intérêt de comparer, secteur par secteur, la taille moyenne payée par hectare en 1789, d'après nos rôles, et le revenu moyen à l'hectare d'après le premier cadastre, établi en général vers 1830. Ce calcul a été fait pour 14 paroisses du *Perche vendomois*, 5 paroisses de la *Gâtine*, 15 paroisses beauceronnes, 5 paroisses herbagères de la basse vallée du Loir (qui s'étendent de St-Quentin à Artins) et 3 paroisses du vignoble vendomois (Naveil, Villiers, Thoré). En voici les résultats :

| | Taille/ha en 1789 (en livres, d'après rôles) | Revenu/ha vers 1830 (en F., d'après 1 ^{er} cadastre) |
|---------------|--|---|
| Vignoble | 3,30 | 17,48 |
| Vallée herbag | 2,35 | 13,43 |
| Beauce | 1,45 | 5,77 |
| Gâtine | 0,92 | 8,03 |
| Perche | 0,70 | 30,59 |

En dehors de l'inversion des positions du *Perche* et de la *Gâtine*, qui tient sans doute au sort différent fait aux bois d'un calcul à l'autre, la concordance est totale entre les deux hiérarchies : les trois premiers rangs sont occupés dans les deux colonnes par les mêmes secteurs, classés dans le même ordre, et qui à chaque fois précèdent nettement les zones plus médiocres du *Perche* et de la *Gâtine*. Ces permanences viennent utilement confirmer la validité des conclusions qu'on peut tirer des indications figurant dans les rôles de taille.

(17) Calculée à partir des paroisses prises en compte pour l'établissement du tableau de la note 15, la densité des différents secteurs du Vendomois s'établit aux niveaux suivants (chiffres

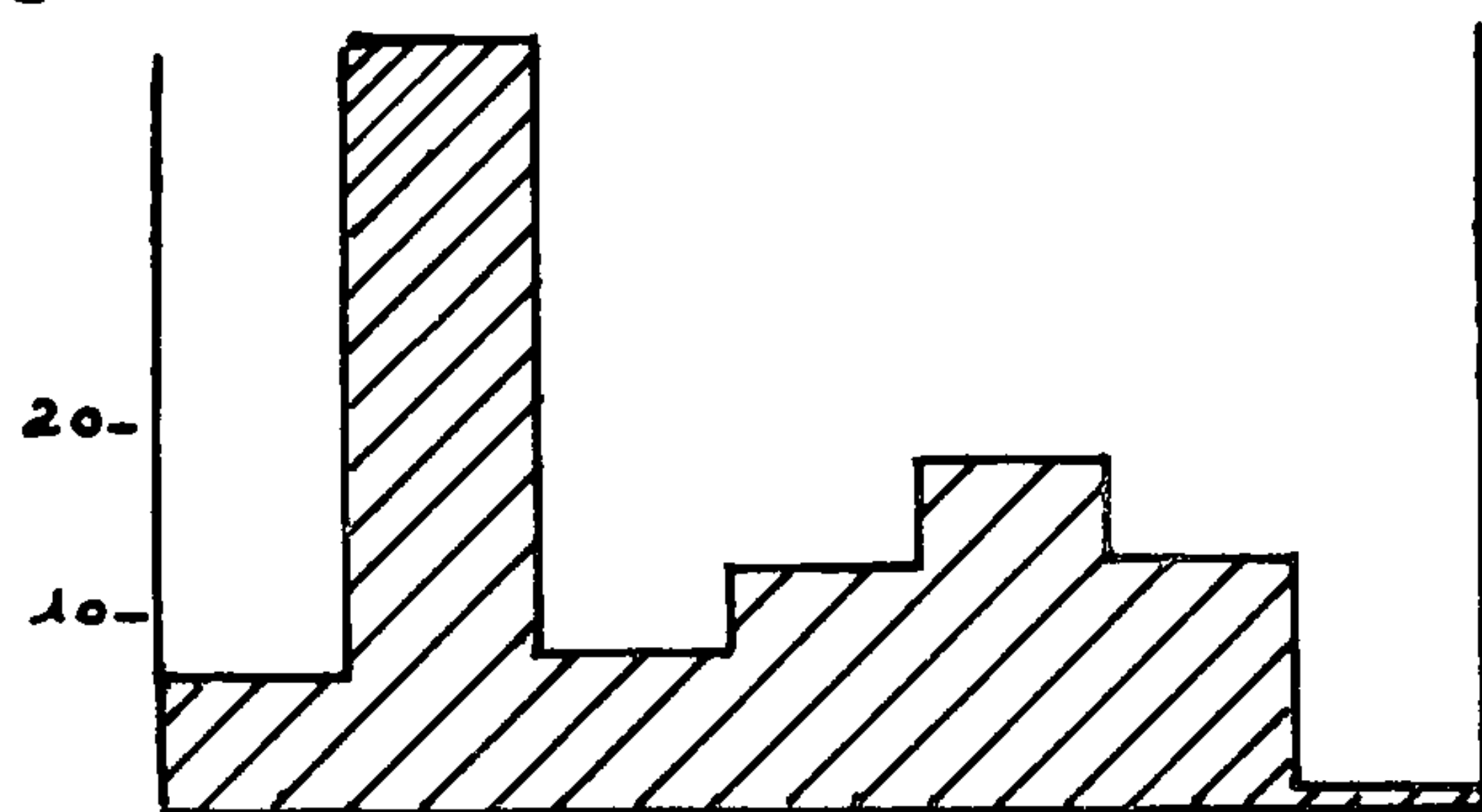
arrondis à l'unité la plus proche) : 21 hab./km carré en Beauce 23 dans le *Perche*, 27 dans la *Gâtine*, 60 dans la vallée herbagère, 85 dans le vignoble.

(18) A la vérité, nobles et ecclésiastiques n'épuisent pas la liste des privilégiés. A Vendôme, voire à Montoire, nombre de gens n'appartenant pas aux deux premiers ordres sont néanmoins exempts de la taille. Tel est le cas des officiers du bailliage, de l'élection, des Eaux et Forêts, et encore des employés des fermes et régies (aides et droits réunis, traites et gabelles). Mais à la campagne, cette situation est exceptionnelle. On ne la voit guère apparaître que dans le cas des maîtres de poste. Ainsi à Pezou. Reste le cas particulier de Trôo, où le rôle énumère une impressionnante quantité d'exempts. Sans doute faut-il voir là l'effet d'un privilège particulier. Mais il n'a pas été possible d'éclaircir ce point.

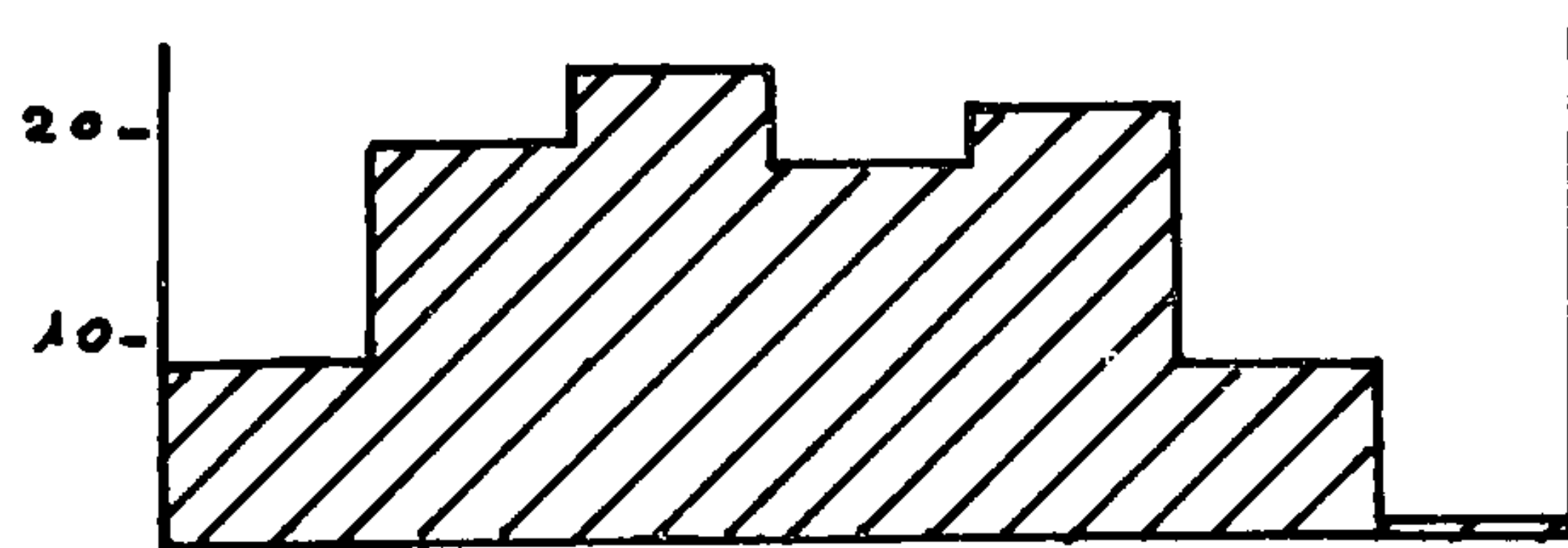
(19) D'après le *Dictionnaire du Vendomois*, de SAINT-VENANT, l'abbaye de l'Etoile possède une dizaine de métairies, qui seront vendues nationalement pendant la Révolution. En 1791, la seule vente de 3 d'entre elles, ainsi que de l'église et des bâtiments conventuels, rapporte 90500 livres. De la même manière, les biens de l'abbaye de St-Georges sont vendus nationalement en 1791 pour 86100 livres, ceux de l'abbaye de la Virginité pour 31295 livres. La même année, la vente des seuls biens du Chapitre de Trôo contenus dans le territoire de cette paroisse rapporte 58655 livres.

(20) En effet, curieusement, alors que d'autres sources (notariales, judiciaires...) indiquent que la présence de vicaires est assez générale dans les paroisses, seuls deux rôles — ceux de Naveil et de Villiers — en mentionnent. Partout ailleurs, seul le curé apparaît au titre du clergé paroissial.

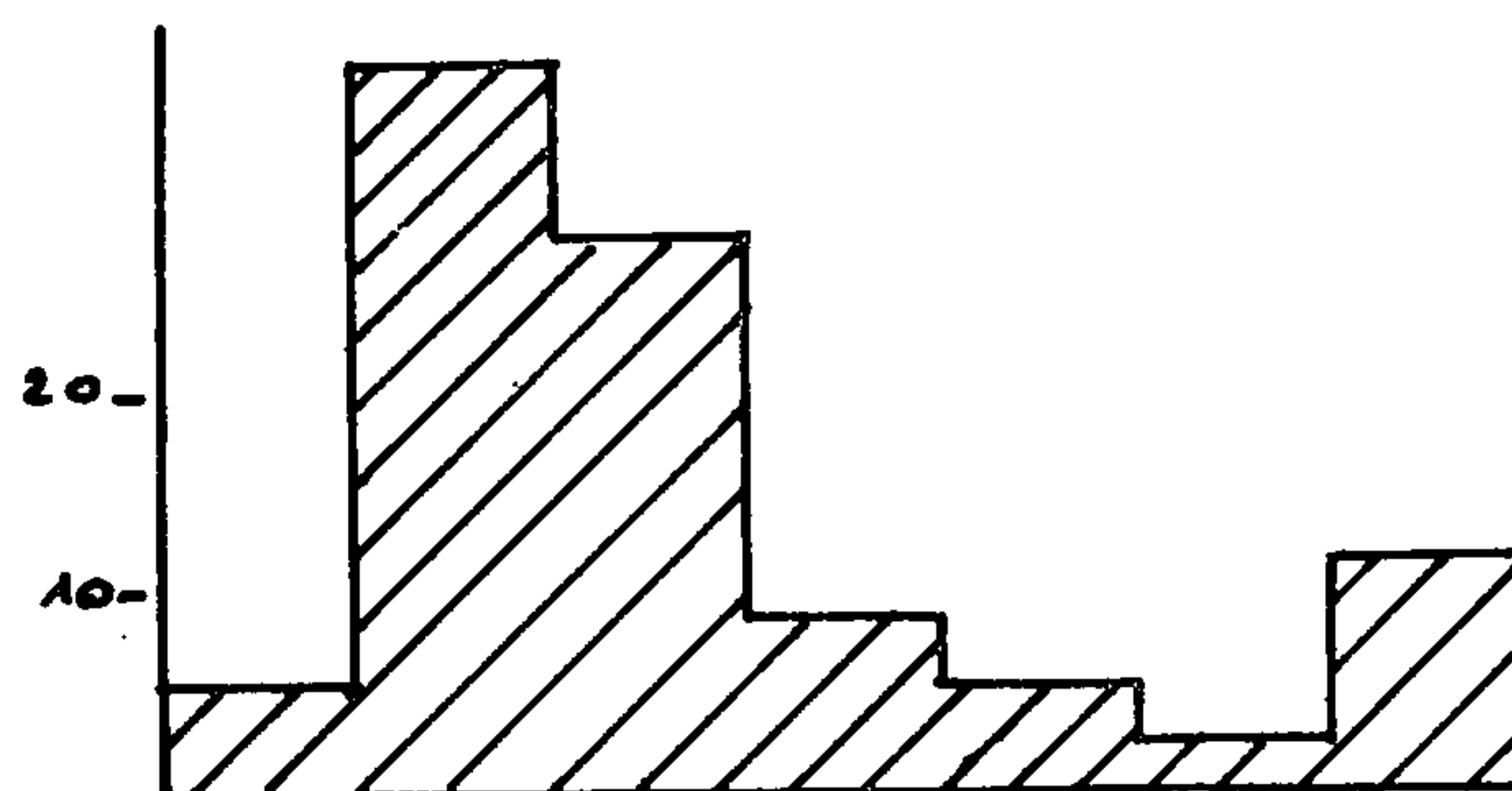
% cotes



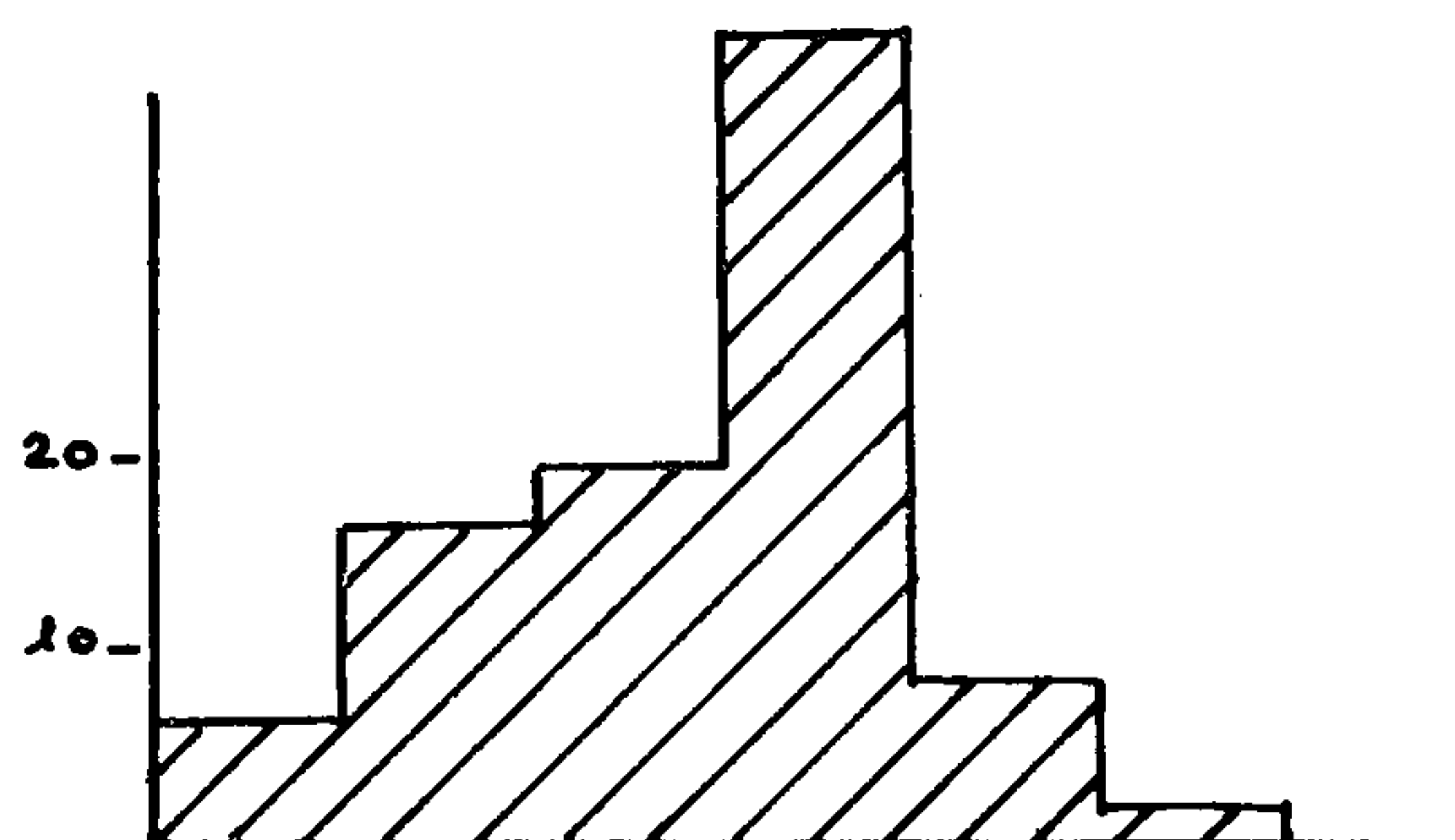
GRAPHIQUE 1 : *CHOUE*



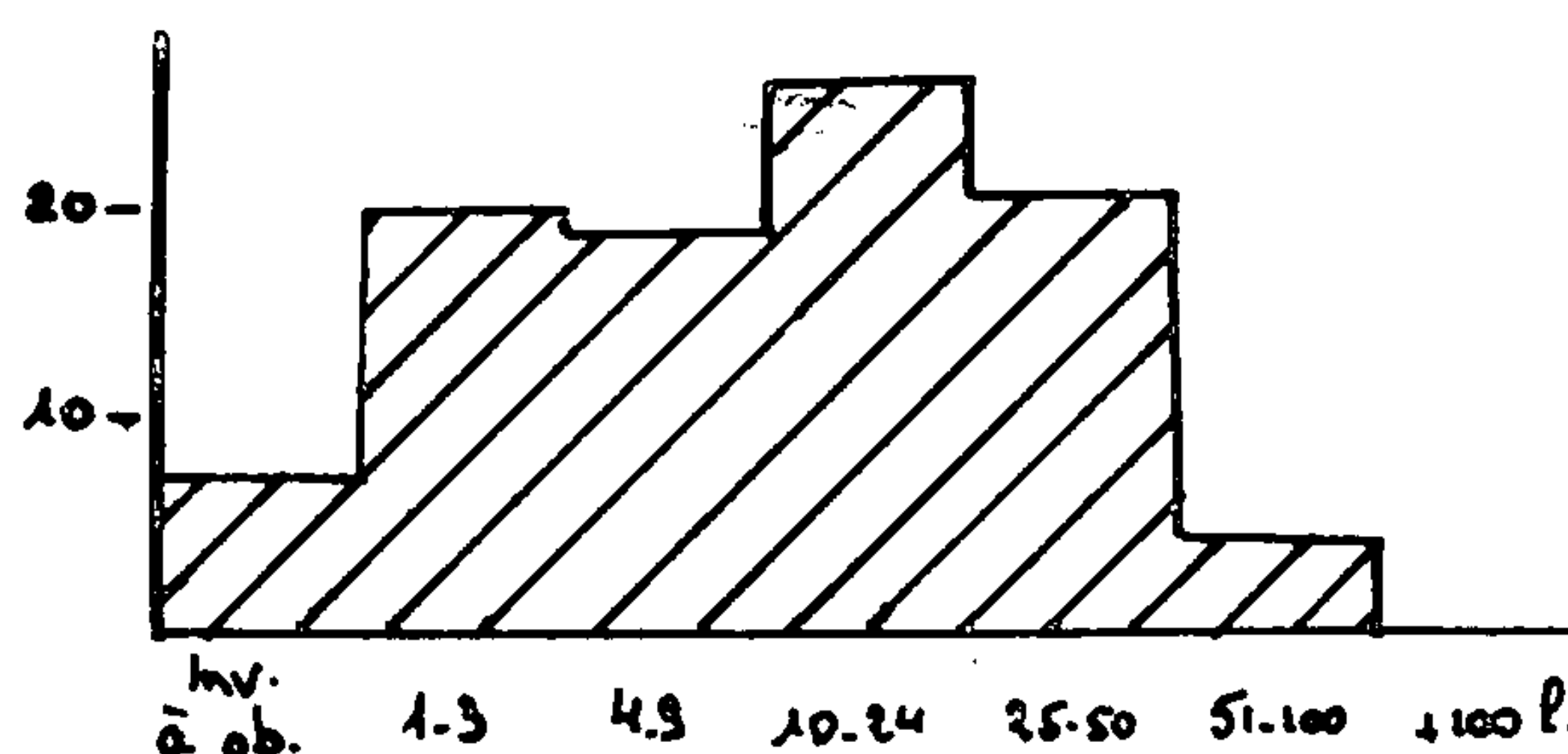
GRAPHIQUE 2 : *AUTHON*



GRAPHIQUE 3 : *LANCE*



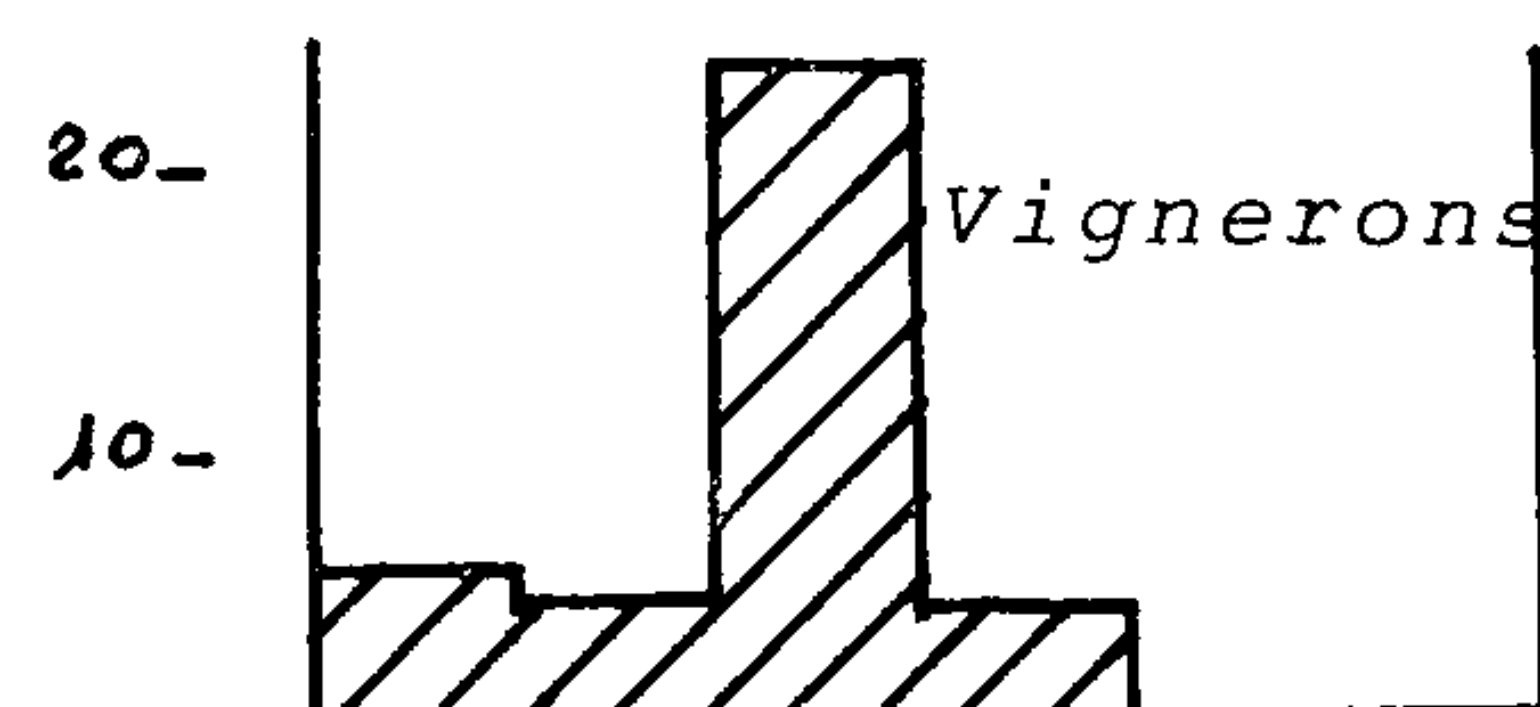
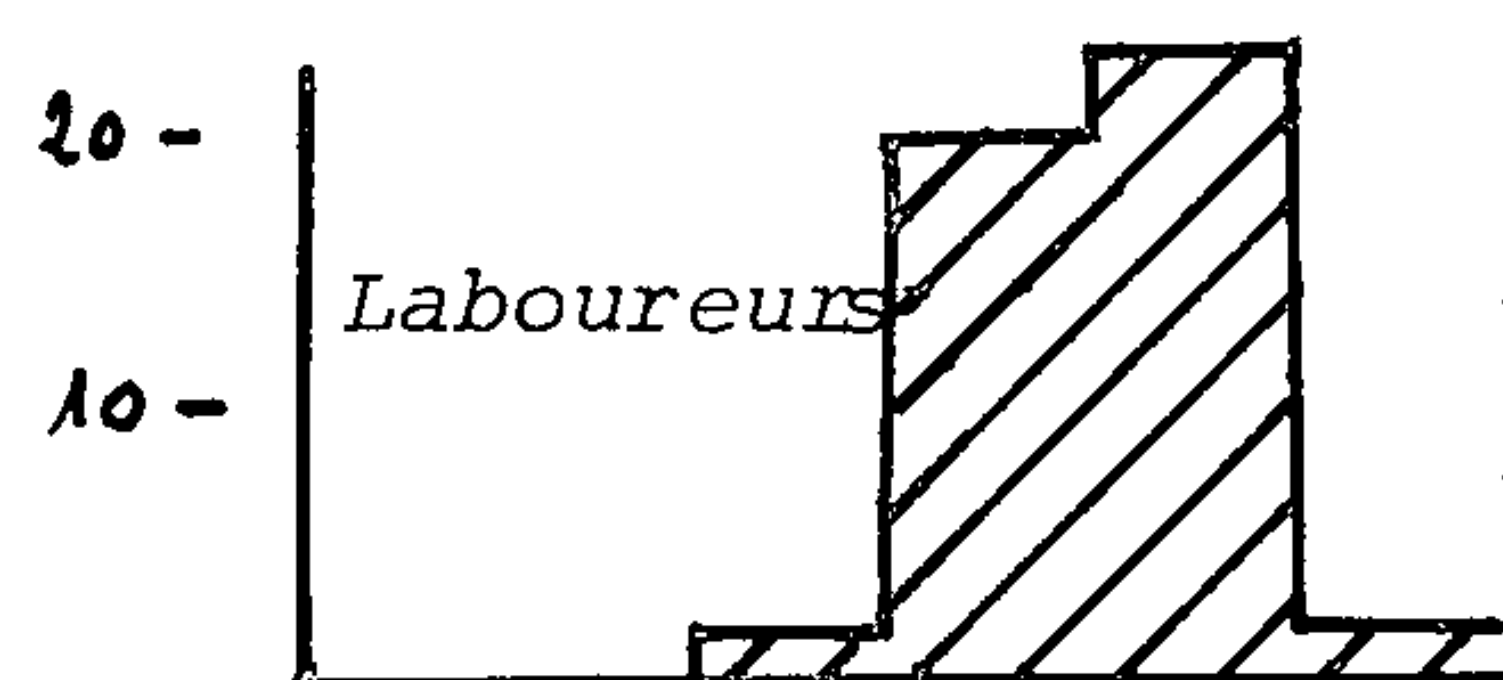
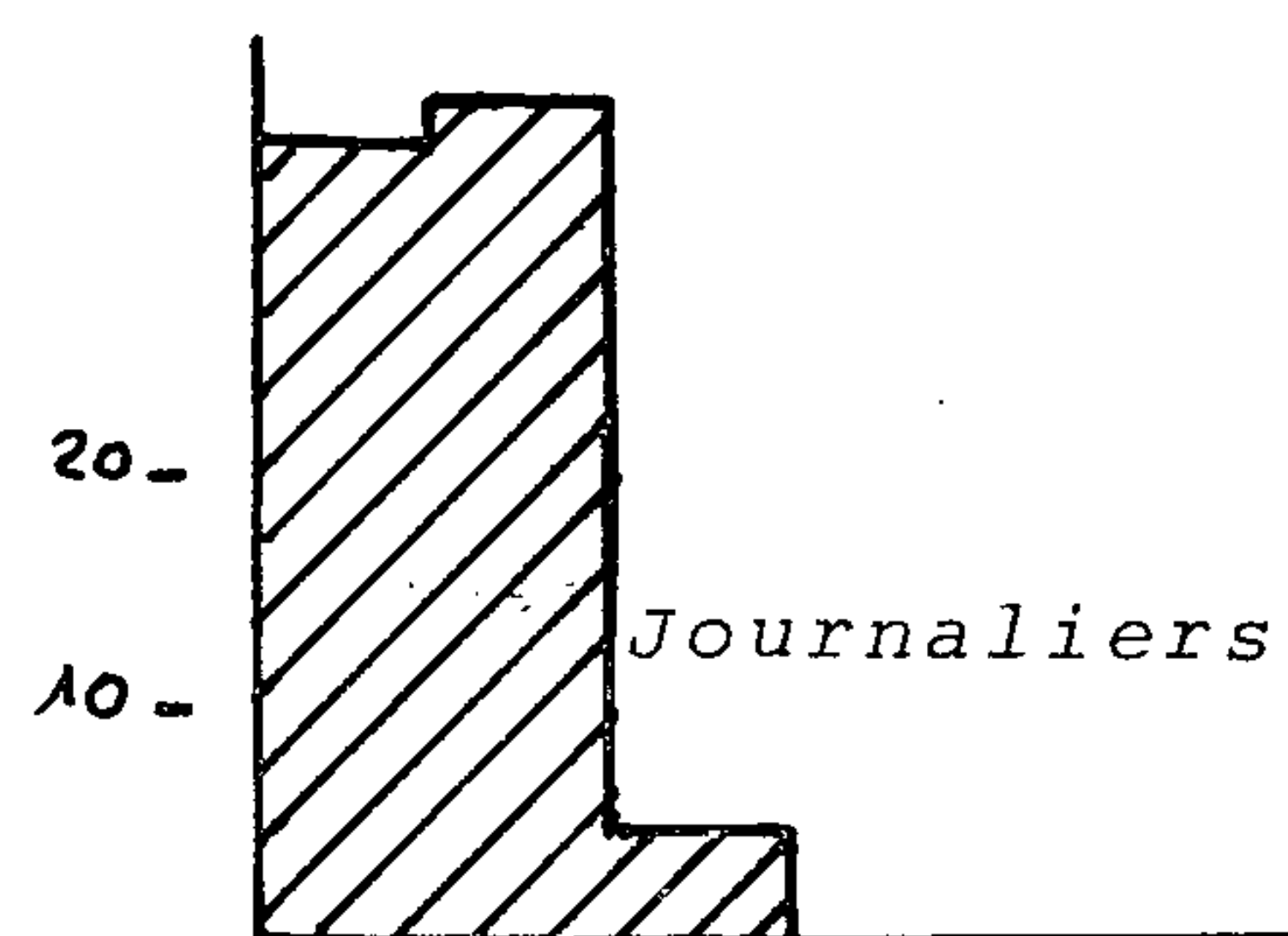
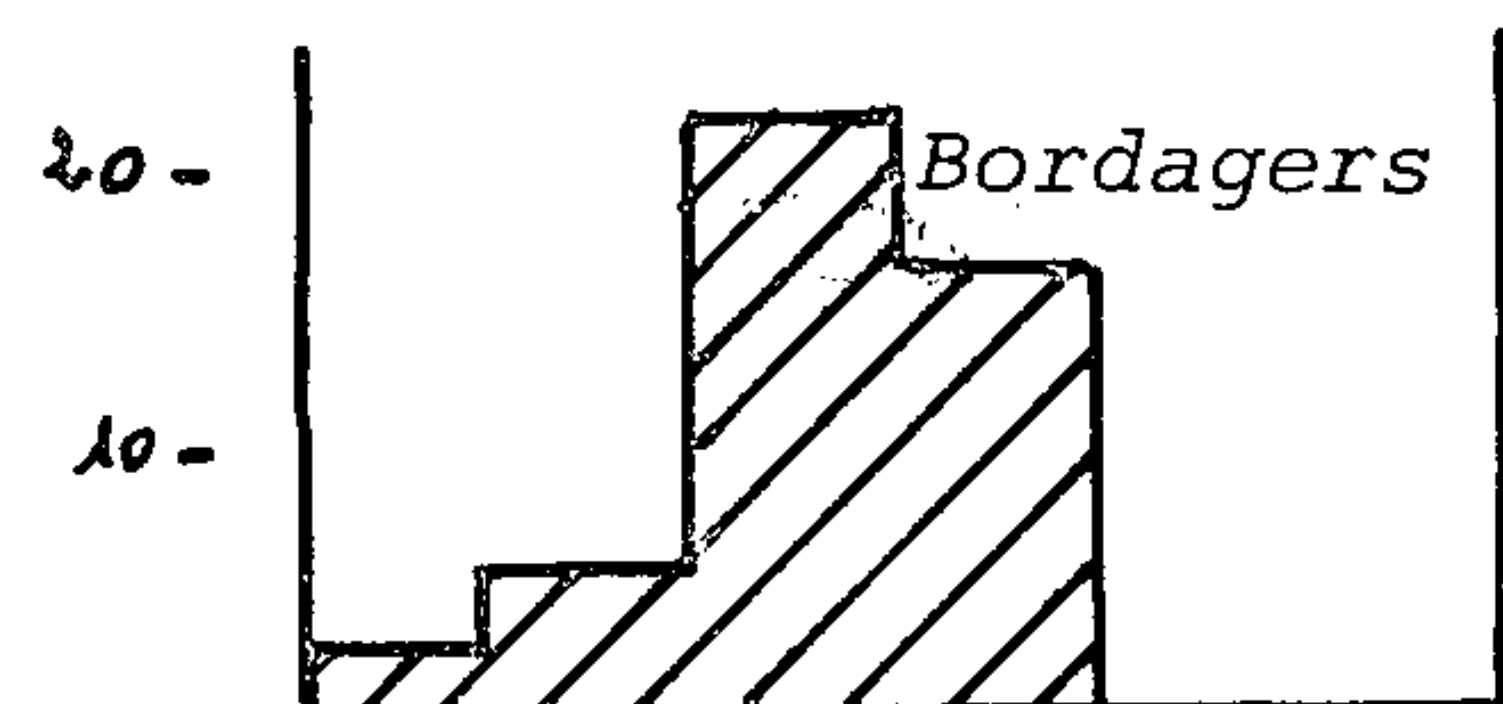
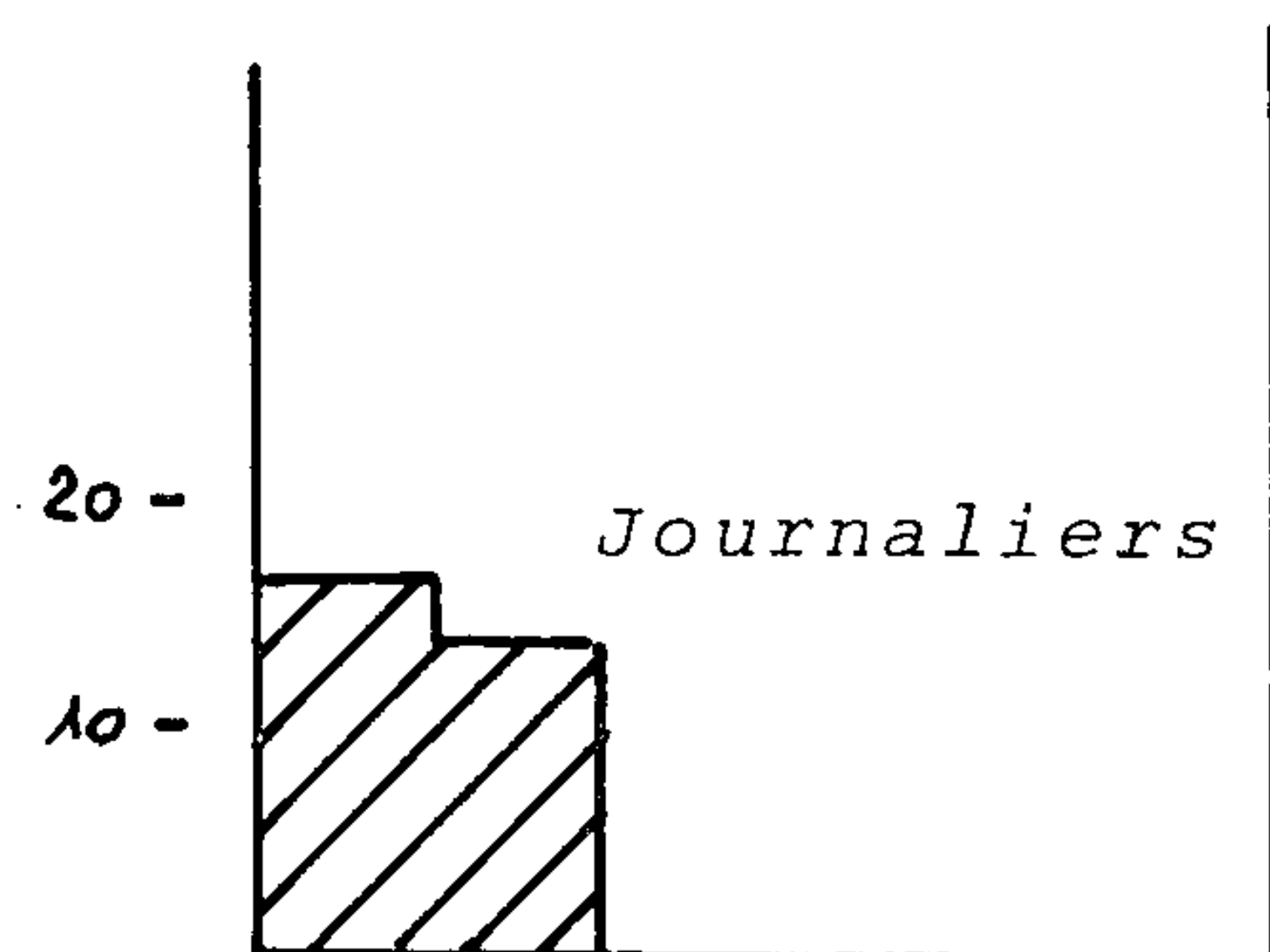
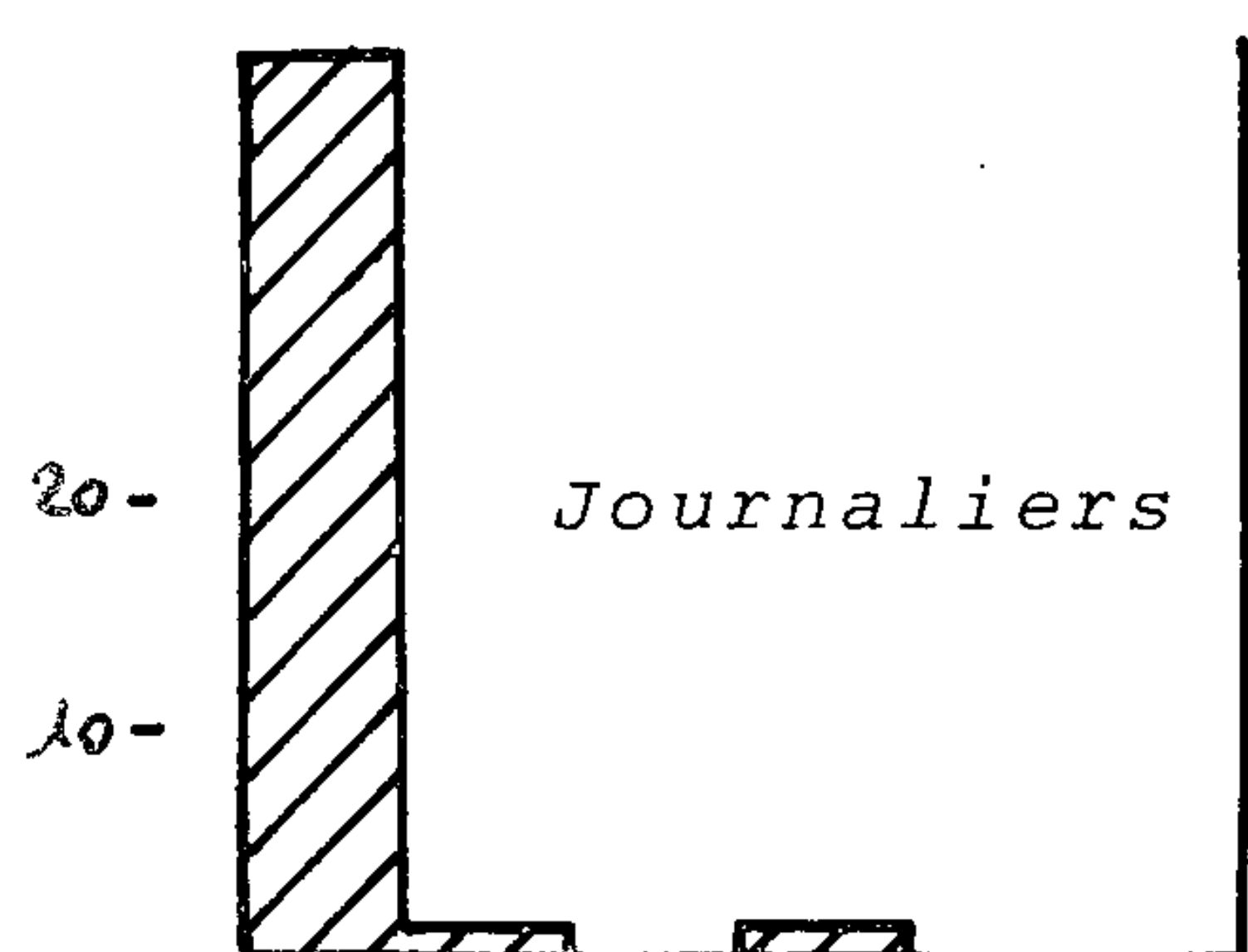
GRAPHIQUE 4 : *VILLIERS*



GRAPHIQUE 5 : *LUNAY*

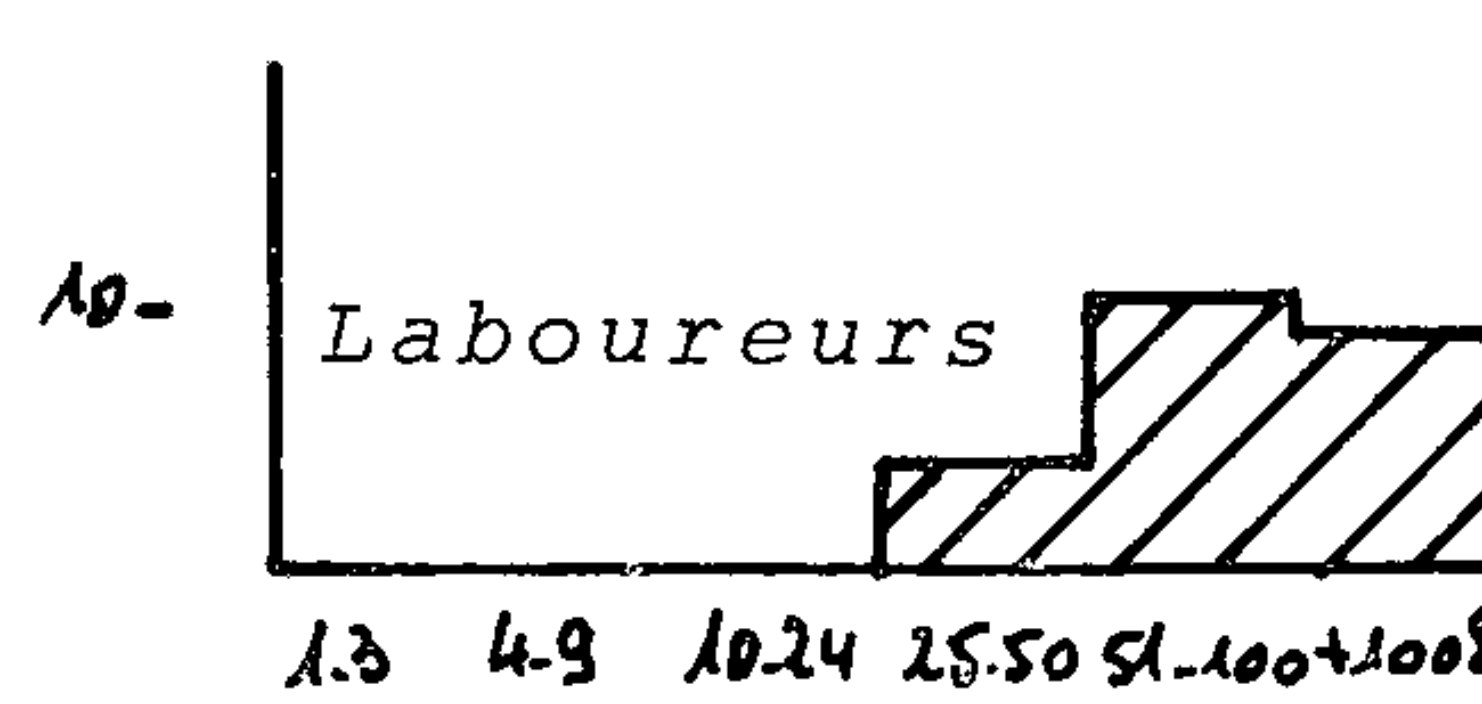
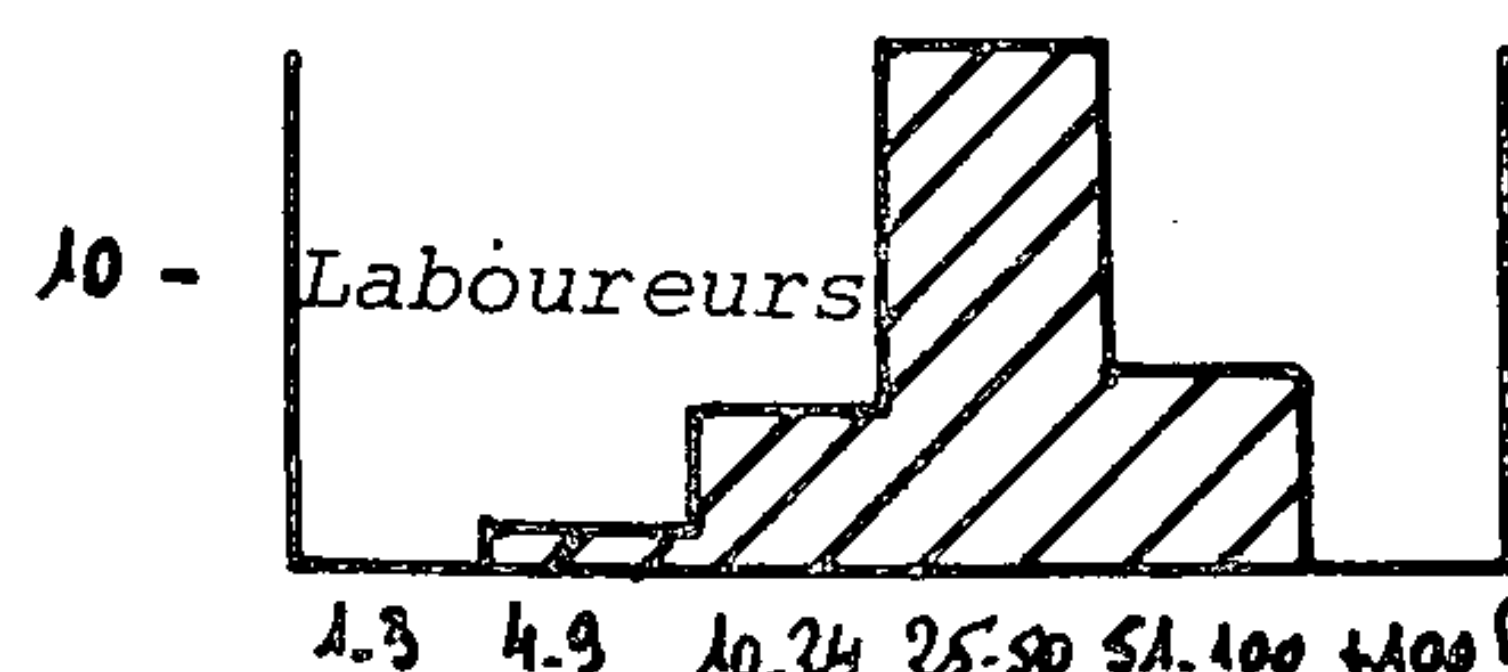
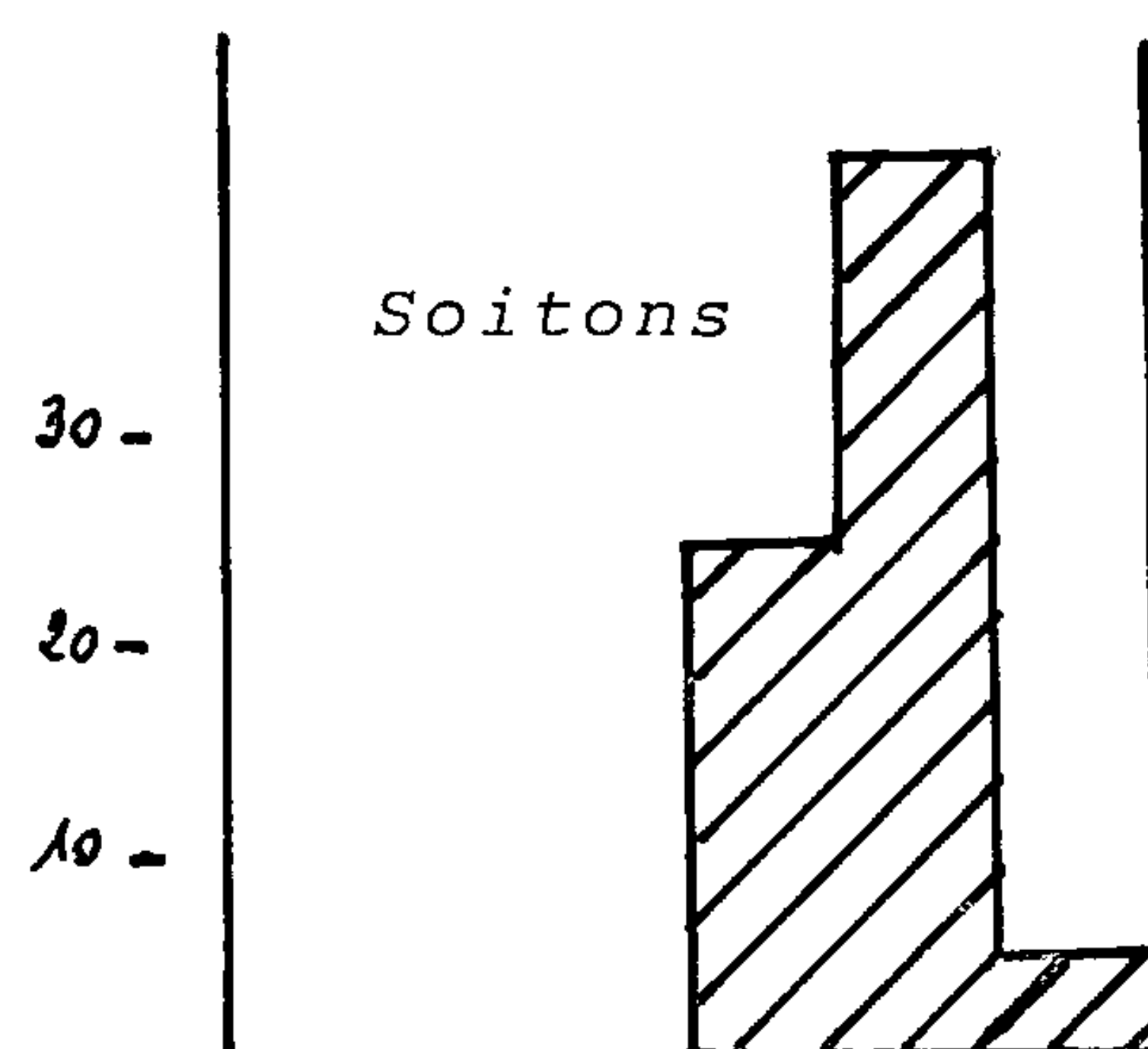
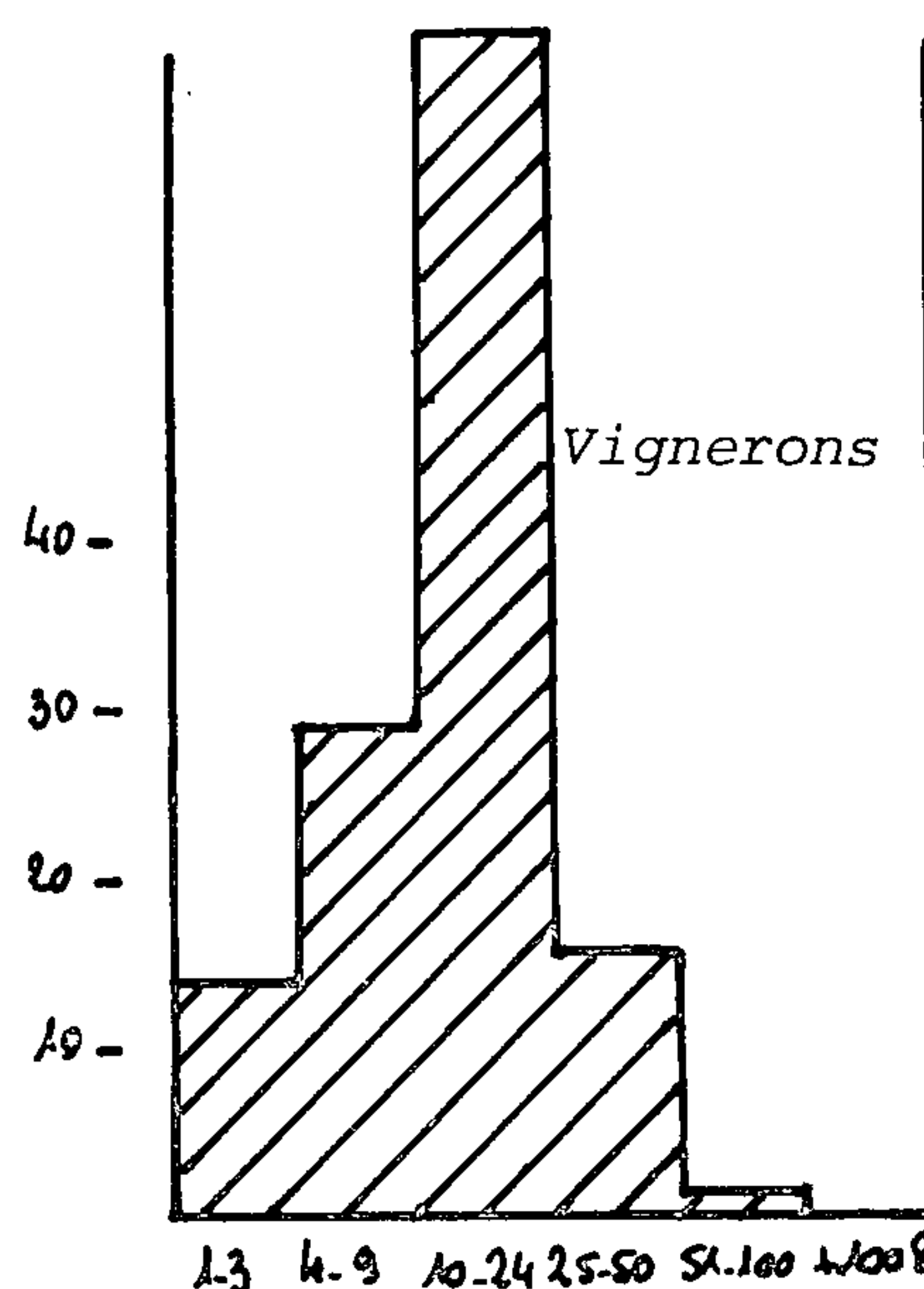
STRUCTURES SOCIALES VILLAGEOISES EN VENDOMOIS (FIN XVIII^e S.)

Répartition des chefs de feu en fonction de leur cote de taille (d'après roles 1789)



GRAPHIQUE 6 : CHOUE

GRAPHIQUE 8 : LANCE



1-3 4-9 10-24 25-50 51-100 +100%.

GRAPHIQUE 7 : AUTHON

1-3 4-9 10-24 25-50 51-100 +100%.

GRAPHIQUE 9 : VILLIERS

1-3 4-9 10-24 25-50 51-100 +100%.

GRAPHIQUE 10 : LUNAY

REPARTITION DES COTES DE TAILLE DES DIFFERENTS TYPES DE PAYSAN,
PAR PAROISSE, EN VENDOMOIS, A LA FIN DU XVIII^e SIECLE.

niveau. Il n'est cependant pas indifférent de relever que sur les 66 curés qui apparaissent sur les rôles, 5 seulement n'ont pas de domestiques — on les trouve généralement dans les petites paroisses. En revanche, 25 en ont un, ou une, 32 en ont deux et 4 en ont même trois. A la lecture des rôles, on peut considérer le curé pourvu de deux domestiques — un valet et une servante — comme assez représentatif de l'ensemble du groupe (21). On est donc loin de l'image longtemps présentée de curés d'Ancien Régime survivant à la limite de la misère. En Vendomois comme en bien d'autres lieux, le curé se signale au contraire, à la fin du XVIII^e siècle, par sa relative aisance. Il doit du reste à cette aisance — ainsi qu'à sa culture et au rôle administratif que lui confie localement le gouvernement monarchique — une influence réelle, qui en fait sans doute un notable du village : le phénomène est d'importance, dans la mesure où il se répète dans toutes les paroisses de l'élection.

La situation des nobles est encore plus difficile à cerner que celle des ecclésiastiques. C'est que les limites du groupe ne sont pas claires. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer la liste des nobles figurant sur le Catalogue des gentilshommes qui ont pris part en 1789 aux assemblées de la noblesse pour l'élection de députés aux Etats-Généraux avec celle qui ressort du dépouillement du rôle de la capitation des nobles et privilégiés dans l'élection de Vendôme pour la même année 1789 — et avec celle qui peut être établie à partir des renseignements figurant aux chapitres des exempts ou de la domesticité des nobles et privilégiés, sur les rôles paroissiaux (22). Disons d'emblée que pour notre propos — l'étude des rapports sociaux au village — c'est la dernière source qui apparaît la plus précieuse, en dépit de la lacune que représente l'absence de 13 rôles. Seule à avoir été établie au niveau local, et à partir d'indications très concrètes — celle de la résidence, ou celle d'une domesticité qui suppose en général des passages périodiques — elle serre de plus près la réalité de la présence et donc de l'influence nobiliaires. De fait, la plupart des familles aristocratiques implantées à travers les campagnes du Vendomois s'y retrouvent (23). Il resterait, pour chacune, à établir la nature et la profondeur des liens — de patronage... ou d'hostilité — qui l'unissent aux villages où elle se rencontre, et à déterminer dans quelle mesure elle réside, si elle détient la seigneurie locale, etc... Sans anticiper sur cette étude qui reste à faire, et qui dépasserait le cadre de cet article, on peut provisoirement se contenter de mesurer sommairement l'importance de cette influence nobiliaire, en appréciant la proportion de paroisses où la présence des nobles est attestée par les rôles de taille. Cette proportion apparaît assez constante, de l'ordre de 55 à

60 %, dans la vallée du Loir, dans la Gâtine (qui étaient déjà des zones d'implantation de communautés religieuses) et dans le Perche. Elle s'effondre en revanche en Beauce, où le pourcentage tombe à 27 % : il n'est pas excessif d'évoquer à propos de cette dernière région un véritable sous-encadrement nobiliaire (24).

L'analyse de la position sociale des autres habitants du village — l'immense majorité — peut être conduite avec beaucoup plus de précision du fait de l'indication précise de leur cote de taille, qui permet de regrouper les villageois chefs de feu en quelques catégories, selon leur niveau d'impôt. La définition de ces catégories posait certes quelques problèmes, un tel choix présentant toujours une part d'arbitraire. Puisqu'il fallait trancher, on a finalement repris les limites retenues par Daniel Viaud dans son étude sur Vendôme : 1-3 l. ; 4-9 l. ; 10-24 l. ; 25-50 l. ; 51-100 l. ; plus de 100 l., à quoi s'ajoute évidemment une dernière catégorie, celle des « invalides à obole ». C'est sur cette base qu'ont été dépouillés les rôles d'une bonne douzaine de paroisses réparties à travers l'ensemble du Vendomois. Le tableau 1 rassemble les résultats de ce dépouillement, et les graphiques 1 à 4 présentent la structure sociale de quelques paroisses choisies comme représentatives de chacun des secteurs géographiques du Vendomois : Choue (pour le Perche), Authon (pour la Gâtine), Villiers (pour le vignoble) et Lancé (pour la Beauce).

L'examen de ces graphiques révèle d'emblée des différences considérables. A Choue, près de 50 % des contribuables paient 3 livres, ou moins, de taille : ils s'opposent aux contribuables plus riches qui paient de 10 à 100 livres, et qui eux aussi représentent près de 50 % de l'ensemble. Mais l'homogénéité de ce second groupe, dominé par ceux qui paient 30 ou 40 livres, est évidemment bien moindre que celle du premier. Dernière caractéristique du graphique de Choue : le très petit nombre de contribuables acquittant plus de 100 livres de taille.

Comparée à celle de Choue, la structure sociale d'Authon apparaît moins différenciée. Elle n'en est pourtant pas très éloignée. Sans doute la cote médiane (qui partage l'ensemble des contribuables en deux groupes numériquement égaux, ceux qui acquittent un impôt inférieur et ceux qui paient une somme plus élevée) se situe-t-elle ici aux alentours de 9 livres, alors qu'elle n'était que d'environ 3 livres à Choue. Mais hormis ce trait (25), qui ne se retrouve du reste guère ailleurs dans la Gâtine, Authon ressemble beaucoup à Choue : même maximum secondaire au niveau des 25-50 livres, et même faiblesse de l'effectif des gros contribuables acquittant plus de 100 livres.

NOTES

(21) La situation des chanoines du Chapitre de Trôo ne semble pas très différente, sous ce rapport, de celle des desservants de paroisse. Certains ont à leur service un valet et une servante, d'autres une servante.

(22) Catalogue des gentilshommes de l'Orléanais. Blaisois, Beauce et Vendômois qui ont pris part... aux assemblées de la noblesse pour l'élection des députés aux Etats-Généraux de 1789, LA ROQUE et BARTHELEMY, Paris, 1864.

Rôle de la capitation de la noblesse dans l'élection de Vendôme pour l'année 1789, A. D. L.-et-Ch., C 259

Tout le problème, et toutes les différences entre ces listes, proviennent de ce que les nobles ont souvent des attaches géographiques dispersées. Tel noble apparaît sur un rôle de paroisse parce qu'il y entretient un personnel domestique, qui ne figure pas sur le rôle de la capitation, tout simplement parce qu'il est imposé ailleurs. Des raisons analogues expliqueront sa présence, ou son absence, sur le Catalogue de La Roque et Barthélémy.

(23) Parmi les principaux noms, et sans prétendre être exhaustif, on peut citer ceux de Verthamont à Ambloy, La Roche-Boisseau à Artins, Legrand de Marizy à Authon, de Trémault à

Azé, Lunay, Crucheray, de Rouvray à Chauvigny, Bulté de Chéry à la Chapelle-Vicomtesse, Montigny aux Hayes, Musset à Mazangé, Sarrazin à Nourray, Angrand d'Alleray à St-Agil, Ginestous à St-Quentin, Rochambeau à Thoré, La Voûte de Jouffroy à Trôo.

(24) Sans doute les paroisses beauceronnes sont-elles peu peuplées, et on pourrait à partir de ce fait estimer qu'un faible encadrement par rapport aux paroisses correspond à un encadrement normal par rapport à la population. Mais raisonner ainsi serait faire bon marché de la réalité de la paroisse, difficilement contestable pourtant. Ce serait surtout négliger le fait qu'en Beauce la présence nobiliaire est généralement le fait d'une seule famille par paroisse, alors qu'ailleurs en Vendômois il n'est pas rare qu'une paroisse compte 2, 3 ou 4 familles nobles. Quelle que soit l'approche adoptée, la faiblesse de la présence nobiliaire en Beauce vendômoise demeure.

(25) Ce caractère peut s'expliquer par la manière dont travaillent ici les collecteurs. Mais il semble dû surtout à la présence d'un secteur artisanal plus développé que dans la plupart des autres paroisses étudiées, et qui a pour effet de gonfler la tranche des contribuables acquittant 4 à 9, voire 10 à 24 livres.

| | Inval. à obole | 1 à 3 livres | 4 à 9 livres | 10 à 24 l. | 25 à 50 l. | 51 à 100 l. | plus de 100 l. | Nombre total de cotes |
|---------------------|-------------------|-----------------|-----------------|---------------|---------------|----------------|-------------------|-----------------------------|
| Choue | 6,7 | 40,9 | 7,9 | 12,7 | 17,9 | 13,1 | 0,8 | 252 |
| Epuisay | 2,9 | 35,6 | 20,7 | 21,3 | 18,4 | 1,1 | 0 | 174 |
| La Ville-aux-Clercs | 14,0 | 25,9 | 26,4 | 22,3 | 8,3 | 2,1 | 1,0 | 193 |
| Authon | 8,4 | 19,9 | 22,9 | 18,1 | 21,7 | 8,4 | 0,6 | 166 |
| Saint-Arnoult | 0 | 47,6 | 25,2 | 9,7 | 11,7 | 5,8 | 0 | 103 |
| Lancé | 5,3 | 37,7 | 28,1 | 8,8 | 5,3 | 2,6 | 12,3 | 114 |
| Selommes | 10,4 | 30,6 | 13,9 | 22,9 | 9,0 | 2,8 | 10,4 | 144 |
| Périgny | 10,0 | 18,3 | 30,0 | 15,0 | 10,0 | 8,3 | 8,3 | 60 |
| Crucheray | 7,5 | 20,0 | 20,0 | 10,0 | 16,3 | 8,7 | 17,5 | 80 |
| Villiers | 6,0 | 17,0 | 24,7 | 42,6 | 8,1 | 1,7 | 0 | 235 |
| Naveil | 7,7 | 11,5 | 31,4 | 34,0 | 10,6 | 3,8 | 1,0 | 312 |
| Lunay | 7,7 | 20,1 | 19,8 | 26,7 | 21,2 | 4,4 | 0 | 363 |
| Meslay | 32,2 | 32,2 | 20,0 | 6,7 | 4,4 | 1,1 | 3,3 | 90 |
| Saint-Martin-des-B. | 5,5 | 31,5 | 28,3 | 17,3 | 4,7 | 9,5 | 3,2 | 127 |
| Artins | 2,4 | 36,2 | 25,2 | 20,5 | 9,5 | 4,7 | 1,6 | 127 |

TABLEAU 1 : RÉPARTITION DES CHEFS DE FEU
EN FONCTION DE LEUR COTE DE TAILLE

(Les nombres figurant dans les 7 premières colonnes sont des pourcentages, arrondis au dixième le plus proche, et calculés par rapport au nombre total des cotes de la paroisse, qui est porté en dernière colonne).

Toute différente est la situation de Lancé : les petits contribuables demeurent très nombreux (plus de 40 % des cotes sont inférieures ou égales à 3 livres, près de 30 % sont comprises entre 4 et 9 livres), mais l'originalité de la paroisse tient à l'effondrement des catégories intermédiaires (à peine 17 % des contribuables paient entre 10 et 100 livres, contre 44 % à Choue et 48 % à Authon), compensé par l'exceptionnel développement du groupe des gros contribuables : plus de 12 % des cotes sont supérieures à 100 livres. Cette particularité vaut à Lancé de présenter à un degré inégalé ailleurs l'image d'une société contrastée, divisée entre une majorité pauvre et une minorité très riche (26).

C'est à un constat pratiquement opposé que conduit l'examen du graphique de Villiers. Ici, plus de 50 % des contribuables acquittent entre 10 et 50 livres : c'est le triomphe de la classe moyenne des ruraux. Cette prééminence des catégories moyennes se mesure aussi au fait, exceptionnel sur nos graphiques, qu'elles dominent en nombre les humbles, ceux dont la taxe ne dépasse pas 10 livres (48 % des cotes seulement) et plus encore peut-être à la quasi-absence de gros contribuables : moins de 2 % des cotes dépassent 50 livres, aucune n'atteint 100 livres. En d'autres termes, moins de 2 % des contribuables de Villiers acquittent un impôt supérieur à 50 livres, contre 9 % à Authon, 14 % à Choue, 15 % à Lancé.

A la lumière de ces graphiques, et de ceux qui pourraient être établis pour d'autres paroisses (27), il paraît difficile de nier les différences de structure sociale qui distinguent les différentes régions du Vendomois. L'existence de paroisses de transition, combinant les traits de deux régions voisines, constitue une sorte de confirmation du phénomène. Un des plus beaux exemples en est sans doute fourni par Lunay, dont le terroir unit un secteur de vallée viticole (Asnières, les Monts...) et un secteur de plateau (au Nord du bourg) et dont très logiquement le graphique — graphique 5 — fait la synthèse des caractères de ceux de Choue et de Villiers. Reste, après avoir constaté cette diversité, à essayer d'en rendre compte — et l'analyse des structures professionnelles ouvre ici une piste essentielle. Reste aussi à tenter d'en mesurer la portée.

L'analyse des structures professionnelles de la société villageoise peut être conduite à chaque fois que les rôles le permettent, ce qui est on le sait le cas le plus fréquent. A dire vrai, l'indication qu'ils portent à la suite du nom des taillables n'est pas toujours strictement professionnelle. Ainsi les membres de l'assemblée municipale de la paroisse sont-ils le plus souvent notés simplement comme tels, sans davantage de précision. Mais ils sont peu nombreux, et leur cote permet en général de les situer facilement. Les veuves forment l'autre grand groupe dont la profession n'est pas indiquée, et elles

NOTES

(26) Toutes les paroisses beauceronnes étudiées ne reproduisent pas aussi nettement les caractères présentés par le graphique de Lancé, et notamment l'effondrement des tranches comprises entre 10 et 100 livres : celles-ci représentent 33 % des cotes à Périgny, 35 % à Selommes et Crucheray (ces pourcentages restant toutefois bien inférieurs à ceux qui se rencontrent dans les autres secteurs du Vendômois). En revanche, le gonflement de la catégorie des gros contribuables s'observe partout en Beauce : il atteint même un niveau-record à Crucheray, où 17,5 % des cotes sont supérieures à 100 livres.

(27) Il resterait à élucider le cas des paroisses herbagères de la vallée du Loir occidentale. Mais il est difficile de trouver dans cette zone des rôles qui se prêtent à une analyse comparable à celle que permettent ceux des autres paroisses-types.

Celui de Trôo est trop particulier, ceux d'Artins, Ternay et St-Jacques-des-Guérets ne portent pas d'indications professionnelles. On a cependant dépouillé Artins, malgré cette lacune, et St-Martin-des-Bois, bien que cette paroisse soit plutôt marginale par rapport au secteur herbager, si du moins on s'en rapporte à la carte 2. A dire vrai, l'analyse de ces rôles (dont les résultats sont portés sur le tableau 1) ne révèle pas de traits particulièrement originaux, rien en tout cas qui se puisse comparer à la singularité des structures sociales du vignoble. On retrouve dans les deux paroisses, et à quelques nuances près (St-Martin-des-Bois présente un maximum secondaire au niveau de la tranche des 50-100 livres, qui n'existe pas à Artins) des traits très voisins, fort semblables dans l'ensemble à ceux qui s'observent dans les régions voisines du Perche et de la Gâtine.

sont sensiblement plus nombreuses, puisqu'elles représentent communément 10 à 15 % des cotes (9 % à Choue, 13 % à Lunay, 14 % à Villiers et Authon, 15 % à Lancé, 16 % à La Ville-aux-Clercs). L'état de veuve ne préjuge certes pas d'une position économique précise, et il en est (des veuves de laboureur par exemple) de très bien placées sur l'échelle de la richesse. Mais le plus souvent, et surtout dans les catégories les plus modestes de la population — qui sont majoritaires — le veuvage tend à entraîner une certaine paupérisation : significatif est à cet égard le fait que la moyenne des cotes de veuves se situe généralement à un niveau inférieur à celui de la moyenne de l'ensemble des cotes (28).

Les taillables dont la profession est indiquée sont cependant, et de loin, les plus nombreux. Parmi eux figurent d'abord des non-agriculteurs. Les artisans forment ici les gros bataillons, mais on trouve aussi des marchands, des aubergistes, des meuniers, des notables de village (notaires, chirurgiens...) et des gens exerçant des activités plus particulières à telle ou telle région : fendeurs ou scieurs au long à La Ville-aux-Clercs, à proximité de la forêt de Fréteval, tonneliers à Naveil et Villiers, paroisses de vignoble, cotonnadiers à Meslay, où est implantée une manufacture, tisserands dans l'Ouest, à Choue par exemple, qui prolonge en Vendomois une activité particulièrement développée dans le Maine (29). Mais au-delà de ces notations qualitatives, qui n'ont d'ailleurs rien d'exhaustif, l'analyse devient plus délicate. La raison en est le mécanisme même de la taille, qui s'attache davantage aux revenus fonciers qu'à ceux des autres activités, aux terres qu'aux bâtiments. Ainsi s'expliquent les cotes généralement modestes de ces non-agriculteurs. Quand d'aventure l'un d'entre eux s'élève sensiblement au-dessus de la moyenne de sa catégorie, c'est le plus souvent parce qu'il joint à son activité officielle une exploitation qui lui vaut un impôt plus élevé. Malheureusement, les rôles permettent rarement de préciser davantage. Un exemple, particulièrement spectaculaire peut cependant illustrer ce phénomène : alors que les cotes des notaires tournent généralement autour de 10 ou 15 livres, ce qui est plutôt modeste, on voit l'un d'entre eux, Cuvier, de Lancé, taxé à 136 livres. C'est qu'il est fermier du prieuré.

En dépit de ces imprécisions, la lecture des rôles de taille permet de distinguer parmi les paroisses celles où le secteur artisanal connaît un développement particulier, qui contribue à leur conférer une allure de bourg. Tel est le cas, entre autres, de La Ville-aux-Clercs, de Lunay, d'Authon. Au contraire, Choue (trop proche de Mondoubleau), Meslay et Naveil (limitrophes de Vendôme), Lancé et Epuisay (paroisses à la population modeste) apparaissent plutôt sous-équipées sous ce rapport. Des nuances se font jour aussi d'un secteur économique à l'autre. Ainsi les tisserands apparaissent-ils généralement avec des cotes très modestes, plus modestes que celles des artisans qui travaillent à loger, équiper, chausser,

voire nourrir les villageois : à Choue, la moyenne des tisserands s'établit à 2 livres, celle des autres artisans à 3 ; à La Ville-aux-Clercs, les taux correspondants sont respectivement de 4 et 8 livres, et à Selommes de 5 et 7 livres. Les ouvriers des manufactures ne sont guère mieux lotis : à Meslay, la cote moyenne des cotonnadiers n'atteint pas 4 livres. Celle des travailleurs de la forêt de La Ville-aux-Clercs n'est guère plus élevée (7 livres à peine). Un peu meilleure, la moyenne des tonneliers (8 livres à Naveil, 10 à Villiers) ne tranche guère dans des paroisses où de tels taux d'imposition sont monnaie courante, on le verra, chez les vigneron. Modeste aussi la moyenne des chirurgiens, huissiers, notaires, maîtres d'école et autres « bourgeois » : 8 livres à Villiers, 11 à Authon, 14 à Selommes. Sans commune mesure en tout cas avec le rôle que leur compétence et leur culture devraient conférer à ces gens dans le village.

En fait, il n'y a guère que quelques catégories bien limitées de non-agriculteurs pour dépasser ces modestes taux, qui sont le lot commun de la majorité du groupe. En premier lieu, les meuniers, qui atteignent des niveaux exceptionnels : sur les 27 d'entre eux qu'on rencontre dans 9 paroisses réparties à travers l'ensemble du Vendomois (30), un seul acquitte une taxe inférieure à 30 livres alors que 20 paient plus de 50 livres (dont 5 approchent ou dépassent la cote très élevée de 150 livres), la moyenne de l'échantillon s'établissant à 76 livres, très voisine donc de celle des 8 meuniers de Vendôme (73 livres). C'est qu'au village comme à la ville, la valeur locative du moulin — à partir de laquelle est calculée la taxe — est élevée. Un tel taux d'imposition, auquel ne peut se comparer on le verra que celui des paysans les plus riches, souligne la place tout-à-fait éminente occupée par le meunier dans le monde rural, que ce soit dans la vie économique — où il n'est pas besoin de souligner la position-clé qu'il détient dans l'écoulement de la production — ou plus généralement dans la vie sociale : il n'est guère douteux que sa richesse et sa familiarité avec les circuits du marché et de l'argent conduisent le meunier à jouer un rôle déterminant dans l'intégration des campagnes à ces circuits. A un degré moindre, car leurs cotes sont moins élevées, les marchands, du moins ceux qui paient une taxe suffisante, comme à Authon (31), où leur imposition moyenne est de 31 livres, présentent bien des traits semblables : la similitude entre les deux groupes est d'ailleurs confirmée par l'existence d'une catégorie de transition, celle des marchands-meuniers. On retrouve, mais à un niveau également plus modeste, les mêmes caractères chez certains aubergistes, ceux de La Ville-aux-Clercs par exemple (qui acquittent en moyenne près de 19 livres de taille). Comme les meuniers, ils doivent à la valeur locative élevée des locaux nécessaires à l'exercice de leur profession leur taxe relativement importante ; et comme eux ils tirent de la nature de leur activité une ouverture sur l'extérieur et les circuits commerciaux : ils sont

NOTES

(28) C'est le cas dans toutes nos paroisses-types, à Choue, où les veuves acquittent en moyenne 18,96 l. contre 20,61 l. pour l'ensemble des cotes, à Authon (15,64 l. contre 21,80), à Lancé (18,93 contre 26,67), à Villiers (11,6 contre 13,39). Ce l'est aussi à Lunay (11,02 contre 18,24), à Epuisay (9,43 contre 12,73), à La Ville-aux-Clercs (5,81 contre 12,97)... Les rares exceptions tiennent à la présence de quelques veuves très imposées, qui relèvent sensiblement la moyenne de leur catégorie. Ainsi à Naveil, où les veuves acquittent en moyenne 23,56 l. contre 13,5 l. seulement pour l'ensemble des cotes : sans la présence, au haut de l'échelle, de deux « riches » veuves de laboureur, elles perdraient cet avantage. De même à Selommes, où l'exceptionnel avantage des veuves (70,4 l. contre 31,68) s'explique par l'existence d'une veuve acquittant la cote de 355 l., la plus haute qui ait été rencontrée dans tous les rôles dépouillés !

(29) On peut encore signaler, à Naveil, un carrier et un pêcheur, qui témoignent par leur présence d'activités spécifiques à la vallée du Loir, avec l'exploitation de la rivière et des coteaux qui la bordent.

(30) Cet échantillon a été constitué en rassemblant tous les meuniers rencontrés dans 9 paroisses, soit 2 paroisses du Perche (Choue et La Ville-aux-Clercs) qui en comptent 6, 4 paroisses de la vallée du Loir (Meslay, Naveil, Lunay et Saint-Martin-des-Bois) qui en comptent 10, une paroisse de la Gâtine (Authon) où il y en a 8, et 2 paroisses de Beauce (Crucheray et Périgny) qui en possèdent 3.

(31) Car il en est de beaucoup plus modestes : ainsi à Epuisay, où leur moyenne s'établit à 5 livres.

souvent voituriers en effet, et de ce fait tendent à cristalliser une partie des échanges dans lequel le village est partie prenante.

La population non agricole des paroisses rurales n'est donc pas négligeable : du fait de sa compétence et de sa culture, dans le cas des « notables » de village que sont les notaires et les chirurgiens ; à cause de sa fortune et de l'argent qui lui passe par les mains, dans celui des aubergistes et surtout des meuniers ; et surtout parce qu'elle réside presque toujours au cœur même du village, près de cet autre notable qu'est le curé, à proximité de l'église où se tient l'assemblée paroissiale. Mais pour n'être pas négligeable, cette population non agricole n'en est pas moins très minoritaire face aux paysans qui partout constituent le gros des contribuables, et vers lesquels il faut maintenant se tourner pour rendre compte des graphiques présentés tout-à-l'heure — les non-agriculteurs étant trop peu nombreux pour se signaler sur ces graphiques autrement que par des nuances (32).

Le paysan, faut-il le souligner, est une création abstraite d'administrateur et de citadin. Le terme n'apparaît jamais sur les rôles de taille. Ceux-ci, rédigés par des villageois engagés dans l'agriculture, ou ce qui revient ici au même sous leur contrôle, présentent une réalité infiniment plus nuancée, qui se reflète aussi bien dans le vocabulaire qu'au niveau des cotes de taille. Presque partout, la société paysanne se caractérise par une division tripartite, avec un étage inférieur constitué de *journaliers* (dont les cotes moyennes s'échelonnent de 2 à 5 livres) et un étage supérieur regroupant les *laboureurs* : ici, les cotes moyennes varient, selon les lieux, de 33 à 99 livres. Entre les deux, une catégorie intermédiaire, formée de *bordagers* dans le Perche et en Gâtine,

de *soitons* en Beauce et dans la vallée du Loir, qui acquitte en moyenne 11 à 29 livres. A part, les *vignerons*. Sans doute leurs cotes moyennes (12 livres à Naveil, 13 à Lunay, 15 à Villiers) les placent-elles au niveau des bordagers et des soitons. Mais on verra qu'en réalité ils se juxtaposent plus qu'ils ne s'intègrent à la hiérarchie paysanne habituelle (à Lunay par exemple) quand ils ne l'oblitérent pas complètement (comme à Villiers). Ces distinctions, qui à des nuances près se retrouvent dans l'ensemble du Vendomois — comme en témoigne le tableau 2 (33) — sont fondamentales. Non seulement elles renvoient aux réalités les plus concrètes de la société villageoise de l'époque, telles que les ressentaient à n'en pas douter les contemporains eux-mêmes, mais elles rendent encore compte des hiérarchies qui s'y établissent : la comparaison entre les graphiques 1 à 5, qui présentent cette hiérarchie par paroisse-type, et les graphiques 6 à 10 qui précisent, toujours par paroisse, la répartition des différents types de paysans en fonction de leur cote de taille, est à cet égard particulièrement éloquente.

Peut-on s'essayer à préciser davantage la physionomie de chacune de ces catégories paysannes ? Divers renseignements permettent d'esquisser cette description (34). Ainsi des journaliers, qui par définition sont des salariés. Quelques-uns exploitent certes quelques terres, à titre de propriétaire ou de locataire, ce qui leur vaut d'acquitter un impôt supérieur à celui de leurs congénères. Mais ils ne sont pas les plus nombreux. La masse des journaliers, ceux qui paient deux ou trois livres, sont imposés uniquement pour la maison qu'ils habitent et le lopin qui l'entoure. Ceux-là sont dans la totale dépendance des employeurs. Ils sont sous la menace constante d'un accident de santé, et à la merci d'une conjoncture éco-

TABLEAU 2 : COTE MOYENNE ACQUITTÉE PAR LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PAYSANS DANS QUELQUES PAROISSES DU VENDOMOIS (en Livres).

| Paroisses | Laboureurs | Bordagers (B) ou Soitons (S) | Journaliers | Vignerons |
|---------------------|------------|---------------------------------|-------------|-----------|
| Choue | 55 | 19 (B) | 2 | — |
| La Ville-aux-Clercs | 39 | 12 (B) | 5 | — |
| Epuisay | 33 | 12 (B) | 3 | — |
| Naveil | 63 | — | — | 12 |
| Villiers | — | — | — | 15 |
| Lancé | 99 | 11 (S) | 4 | — |
| Selommes | 69 | 16 (S) | 5 | — |
| Authon | 40 | 12 (B) | 5 | 4 |
| Lunay | 48 | 29 (S) | 4 | 13 |
| St-Martin-des-Bois | 81 | 13 (S) | 3 | 6 |

NOTES

(32) Simple question de rapport numérique en effet. En laissant de côté les « invalides à obole » et les veuves, difficiles à partager entre agriculteurs et non-agriculteurs, il apparaît que les paysans représentent au moins 63 % des cotes à Lancé, 64 % à Choue, 65 % à Authon, 69 % à Villiers, 71 % à Lunay.

(33) Précisons que la situation présentée par le tableau se complique parfois dans le détail, sans d'ailleurs que ces nuances remettent en cause le schéma d'ensemble. Ainsi existe-t-il à Lancé des catégories de transition : on les a fait disparaître en regroupant dans la rubrique laboureurs les laboureurs et les laboureurs-fermiers, et en comptant comme soitons les soitons et les laboureurs-soitons. Autre problème, celui des fermiers. Le terme est assez rare, mais son sens n'est pas toujours le même. En Beauce, il s'applique aux plus puissants des laboureurs, qui sont à la tête de grosses exploitations. Ailleurs son usage est plus limité. On le voit toutefois utilisé à Authon : mais les quelques exploitants auxquels il s'applique ici n'atteignent que des cotes de bordager.

(34) Notamment quelques sondages dans les minutes notariales, en particulier pour la Beauce. Et aussi des indications provenant d'études consacrées à des régions voisines, mais fort semblables à certains secteurs du Vendômois : ainsi le bordager du Perche ne semble-t-il guère différent de celui que Paul BOIS présente dans son ouvrage précité, *Paysans de l'Ouest*.

Soulignons ici d'emblée qu'un problème, pourtant important, ne sera qu'à peine effleuré dans cette description, parce qu'il n'y a pas dans les rôles de taille matière à le traiter avec précision : c'est celui de la propriété et de ses rapports avec l'exploitation. La taille, en effet, frappe le revenu de l'exploitation, et non pas la propriété (qui fait l'objet d'un autre impôt, le vingtième). Les paysans seront donc présentés essentiellement en tant qu'exploitants. L'inconvénient est du reste limité tant que l'on s'en tient à l'analyse de la société villageoise, qui est l'objet de cette étude. Il serait évidemment plus grand si l'on voulait passer à l'examen approfondi des rapports entre cette société villageoise et le monde extérieur, celui des villes par exemple.

nomique ou météorologique toujours incertaine, qui peut à tout moment les précipiter dans la catégorie des « invalides à obole », voire les contraindre à l'émigration ou les réduire à la mendicité. Ils mènent une existence difficile, sans véritable espoir de lui échapper : les inventaires de leurs biens, établis après leur mort par le notaire, attestent qu'ils ne laissent que des hardes... et souvent des dettes. La survie à la limite de la misère, tel semble bien être le lot de ce groupe qui dans la plupart des paroisses de Beauce, du Perche et de la Gâtine rassemble entre le quart et le tiers de la population rurale totale, et souvent près de la moitié de la population proprement paysanne.

A l'autre extrémité du monde paysan, les laboureurs présentent évidemment une toute autre image (35). Disposant de moyens matériels importants (par définition il possède un attelage), le laboureur est normalement un exploitant. Peu importe ici qu'il s'agisse d'un propriétaire ou d'un fermier. On manque de rôles de vingtièmes pour le préciser, même si l'on devine que le fermage l'emporte, notamment en Beauce. L'essentiel est ailleurs : il tient à la puissance que donne au personnage sa triple qualité d'exploitant (de plusieurs dizaines d'hectares) (36), d'employeur (de valets et de servantes engagées à l'année, de journaliers embauchés lors des grands travaux) et de vendeur (notamment de grain). On imagine sans peine l'influence qu'il peut avoir sur les journaliers du fait qu'il les emploie, et qu'à l'occasion il laboure leur lopin de terre. Les inventaires après décès des laboureurs — naturellement très différents de ceux des journaliers — révèlent une autre voie de cette influence : outre qu'ils mentionnent davantage de meubles et de vêtements, ils n'indiquent pas de dettes, mais au contraire des créances — sur d'autres villageois. Ces créances sont généralement modestes (et cette modicité même confirme la précarité de l'existence des humbles) mais leur présence témoigne du rôle déterminant que son aisance permet au laboureur de jouer dans la vie de la paroisse (37).

Les bordagers du Perche et de la Gâtine constituent à bien des égards une catégorie intermédiaire, et pas seulement au niveau des revenus. Exploitants et parfois même employeurs, ils tendent par ces traits à se rapprocher des laboureurs. Mais leur exploitation est beaucoup plus petite. Aussi, et même s'ils en sont propriétaires, elle ne leur évite pas toujours la dépendance — à l'égard justement du laboureur dont est sollicitée l'assistance matérielle — et elle les rend plus vulnérables à toutes les difficultés qui menacent en permanence l'agri-

culture d'Ancien Régime. Homme de pays d'habitat dispersé, le bordager a certes le sentiment d'être son maître. Mais il paie cette indépendance d'un niveau de vie médiocre, et fragile. La situation des soitons de Beauce ou de la vallée du Loir rappelle par bien des côtés celle des bordagers percheros : les revenus notamment sont fort comparables, comme l'atteste la similitude des cotes de taille. Mais le vocabulaire (sinon la pratique que la documentation fiscale ne permet guère de saisir) suggère que la réponse à cette situation n'est pas la même ici que là. En effet, soiter signifie — explique Martellière (38) « s'entendre avec un voisin pour certains travaux, le prêt d'un cheval, d'une voiture. Un bordager qui n'a qu'un seul cheval s'entend avec un voisin qui lui prête le sien pour faire ses labours et réciproquement ». C'est donc par la solidarité que le soiton chercherait à réagir à sa situation matérielle et non pas d'abord, comme semble le faire le bordager percheros, en termes d'indépendance individuelle. Sans doute les conditions d'habitat et de circulation sont-elles plus favorables en Beauce que dans le Perche à un tel développement des services réciproques. Il n'est pas assuré cependant qu'elles suffisent à rendre compte de l'opposition entre les deux types sociaux.

Si les vigneron, en dépit de cotes de taille comparables à celles des bordagers et des soitons, constituent un monde original, c'est d'abord à cause de leur concentration géographique : relativement peu nombreux par rapport à la population de l'ensemble de l'élection, ils tirent leur importance du fait qu'ils sont majoritaires, ou à tout le moins en nombre notable, dans quelques paroisses de la vallée du Loir, en aval de Vendôme - Naveil, Villiers, Thoré, Lunay... (39). Mais leur originalité tient aussi à leur spécialité : le travail de la vigne a ses rythmes et ses règles, qui ne sont pas les mêmes que ceux des autres cultures, et la vie de ceux qui l'accomplissent s'en ressent naturellement. Sur le plan économique, le vigneron ne se distingue pas moins des autres paysans : c'est que, vendeur de vin et acheteur de pain, il n'a pas les mêmes intérêts qu'eux. Son attitude par rapport aux problèmes économiques a quelque chance d'en être modifiée (dans un sens d'ailleurs qui la rapproche de celle des citadins). Tous ces éléments contribuent à distinguer les vigneron du reste du monde rural, et par contraste à les rapprocher les uns des autres, d'autant qu'en raison de la dimension plus réduite des exploitations, les relations de voisinage dans le travail sont plus poussées ici que chez les autres paysans (40). Mais la singularité et la cohésion vigneronnes ne s'arrêtent pas là : elles tiennent aussi à la finalité du travail

NOTES

(35) Avec des nuances d'un secteur à l'autre : le tableau 2 souligne à cet égard, au niveau de la moyenne des cotes, le privilège du laboureur de Beauce ou de la vallée du Loir par rapport à celui du Perche ou de la Gâtine.

(36) A titre indicatif, et afin d'évaluer à quelle dimension d'exploitation correspond telle ou telle cote de taille, on peut partir d'un document relatif à une paroisse extérieure à l'élection, mais qui en est proche, celle de Villebout, dans le Perche (A. D. L.-et-Ch., C 259) : il y est expliqué que l'alivrement (c'est-à-dire le taux) de la taille est dans cette paroisse de 20 sols (1 livre) par arpent de terre en blé, ce qui fait en réalité 1 livre pour 3 arpents exploités puisque, assolement triennal oblige, un tiers seulement des terres est chaque année cultivé en blé. Compte tenu de la contenance de l'arpent de Villebout, qui est celui de Droué (0,4221 ha), un tel alivrement revient à faire payer environ 1,26 livre de taille (non compris accessoires et capitation) par hectare exploité, les 3 soles confondues. Dans ces conditions, une cote de 50 livres correspond à une exploitation d'environ 40 hectares (à moins qu'interviennent d'autres revenus). Et une cote de 12 ou 13 livres à une exploitation d'une dizaine d'hectares : cette dernière indication recoupe celle que donne Paul Bois à propos du Maine. Il ne fait guère de doute cependant que ces dimensions devraient être diminuées en Beauce et dans le vignoble : c'est ce que suggèrent en tout cas les cartes présentées au début de cet article.

(37) Encore les rôles de taille n'en donnent-ils pas toujours la mesure exacte. Il n'est pas exclu en effet que des laboureurs utilisent leur puissance sociale pour obtenir une réduction de leur cote de taille. On touche là au problème de la sous-imposition des gros exploitants, du fait de leur intervention ou de celle de leur propriétaire (celui-ci préférant qu'ils consacrent leurs ressources au paiement du fermage plutôt qu'à celui de l'impôt royal). Les rôles de taille ne permettent évidemment pas de mesurer l'ampleur du phénomène. Mais cela importe finalement assez peu pour notre propos, dans la mesure où ces manœuvres, si manœuvres il y a, n'empêchent pas la puissance des laboureurs de se manifester avec une particulière netteté.

(38) Paul MARTELLIERE, *Glossaire du Vendômois*, Orléans-Vendôme, 1893.

(39) Au contraire, là où ils sont minoritaires, leur situation semble beaucoup moins favorable, comme l'atteste la médiocrité de leurs cotes moyennes à Authon ou St-Martin-des-Bois.

(40) Cf. à cet égard la réflexion significative de François Latron, de Naveil, en 1760 : « On voyait les bourgeois d'un clos à l'autre le 25 avril » (*Journal d'un vigneron vendômois* publié par E. NOUEL, Bull. Soc. Arch. Sc. et Litt. du Vendômois, 1875).

du vigneron — la production de vin. Du fait du prestige quasi-symbolique dont jouit ce produit, du fait aussi de la complexité des opérations qui président à son élaboration, le vigneron tire de son travail un véritable orgueil professionnel, qui le conduit à considérer son activité comme la plus noble de toutes celles qui se pratiquent dans le monde paysan. Ce sentiment — que vient sans doute renforcer le fait qu'il est le plus souvent propriétaire de sa vigne — transparaît constamment à travers son attitude, et il tend à s'imposer au-delà du cercle des seuls véritables vignerons. Il est en effet, frappant de constater comment, dans les paroisses du vignoble, les paysans optent systématiquement pour l'appellation de vigneron — à leurs yeux la plus chargée de dignité — alors que leur activité est loin, souvent, de se limiter au travail de la vigne (41).

Les traits que présente ainsi chaque groupe de la société rurale sous-tendent à n'en pas douter une bonne partie des relations sociales qui s'établissent au village — et pas seulement celles qui tiennent aux rapports économiques d'employeur à employé et de vendeur à acheteur rapidement évoqués tout-à-l'heure —. Sans doute les rôles de taille ne sauraient-ils suffire à une approche complète de la sociabilité villageoise : dans la mesure où ils ne s'intéressent qu'aux chefs de feu, ils ne touchent guère que des hommes, en dehors du cas particulier des veuves ou, exceptionnellement des filles ; en aucun cas ils ne permettent d'appréhender les rapports entre hommes et femmes, ou entre générations, ou encore à l'intérieur des familles, qui représentent pourtant des composantes essentielles de la vie sociale ; peut-être aussi donnent-ils de la société rurale une image de stabilité excessive, laissant trop dans l'ombre les marginaux, les pauvres qui n'apparaissent que fugitivement à travers la rubrique des « invalides à obole » — et aussi les migrants (souvent les mêmes au demeurant) auxquels la rubrique des « nouveaux » ne fait qu'un sort très incomplet (42). Sur d'autres plans cependant, les rôles de taille donnent de précieuses indications. Ainsi permettent-ils d'apporter un début de réponse au problème de savoir qui décide, qui dirige, qui impose son opinion au sein de la société villageoise.

C'est que celle-ci n'est pas par essence démocratique, loin s'en faut. Des mécanismes institutionnels et des pesanteurs sociologiques se conjuguent pour donner à certains habitants une influence supérieure à celle de leurs voisins. Les assemblées paroissiales qui se tiennent le dimanche, à la sortie de la messe ou des vêpres, pour délibérer sur les problèmes qui concernent les villageois, permettent de prendre une mesure concrète du phénomène. La parole de tous les habitants n'y pèse pas du même poids, au point que beaucoup d'entre eux ne l'y prennent pas, et même s'abstiennent d'assister à ce genre de réunion. Le notaire qui établit le procès-verbal de ces assemblées ne s'y trompe d'ailleurs pas quand, après

avoir énuméré quelques-uns des villageois les plus notables, il précise que ceux-ci forment « la plus considérable » (ou « la plus saine ») partie de la population de la paroisse. On manque certes de documents qui permettent de pénétrer plus avant le déroulement de ces réunions, et la manière dont l'autorité de quelques-uns s'y affirme. Mais les rôles de taille permettent de cerner le groupe dominant qui se dégage ainsi.

La plupart du temps en effet, ils indiquent les contribuables qui sont membres de la municipalité de village. Ceux-ci sont désignés conformément aux règles établies par l'édit de juin 1787 qui prévoit leur élection par un vote auquel prennent part tous les villageois acquittant 10 livres d'impôt, seuls ceux qui en paient 30 pouvant être élus (43). Comme l'édit de 1787 prend en compte tous les impôts, et notamment la capitation, les seuils qu'il établit se ramènent en ce qui concerne la seule taille aux alentours de 4 et 12 livres. Il n'en reste pas moins que ce système — qui répond à la volonté déjà ancienne de la monarchie de concentrer le pouvoir local aux mains d'une oligarchie villageoise à ses yeux plus crédible — a pour effet d'exclure du vote et à plus forte raison de l'éligibilité pratiquement tous les journaliers et bon nombre d'artisans, voire de bordagers. La limite est d'importance. Mais elle n'en laisse pas moins aux électeurs une marge de manœuvre non négligeable pour choisir parmi les autres habitants ceux à qui vont être confiées les rênes des affaires villageoises. C'est à examiner l'usage qui est fait de cette marge qu'il faut maintenant s'attacher (44).

A la vérité, les résultats des élections, tels que les résument les graphiques 11 à 13 ne sont guère surprenants. Ils sont conformes dans l'ensemble à ce que suggérerait l'analyse sociale. Ainsi en Beauce le choix des villageois se porte-t-il sur les laboureurs les plus riches, ces gros fermiers dont l'autorité sociale reçoit de la sorte une consécration institutionnelle : les soïtous et les habitants moins fortunés, bien que majoritaires au sein du corps électoral, ne songent pas à remettre en cause à cette occasion une prééminence si évidente dans tous les aspects de la vie quotidienne qu'elle ne se discute même pas. Très différente, inverse même se présente la situation des paroisses du vignoble vendômois, Naveil et Villiers. Ce n'est pas que les élections soient en théorie tellement plus ouvertes ici qu'elles le sont en Beauce : que ce soit au niveau des gens admis à voter (75 % ici contre 60 à 70 % en Beauce) ou à celui des éligibles (50 % de la population ici, 35 à 50 % là), l'avantage du vignoble n'apparaît pas décisif. Ce qui est déterminant en revanche, c'est l'état d'esprit des vignerons, incontestablement plus démocratique que celui des paysans beaucerons. En témoigne l'attitude qui consiste dans le vignoble à ne pas choisir systématiquement les membres municipaux parmi les plus riches habitants ; et surtout le fait que les vignerons n'hésitent pas, quand ils choisissent ces membres, à descendre assez bas —

NOTES

(41) Le cas de Villiers est ici particulièrement éclairant. Voici une paroisse où d'après le premier cadastre (début XIX^e s., mais il n'y a pas lieu de supposer de bouleversement radical par rapport à 1789), 30 % du sol est couvert de vigne (ce qui est beaucoup et la place même au premier rang en Vendômois sous ce rapport) mais où les terres labourables l'emportent néanmoins nettement, puisqu'elles occupent une surface presque double (53 % de la superficie totale). Or que voit-on ? Tous les paysans se qualifient de vigneron, et à lire les rôles de taille, on croirait que la paroisse ne cultive que de la vigne. A ce niveau, le phénomène n'est plus seulement social : il devient culturel.

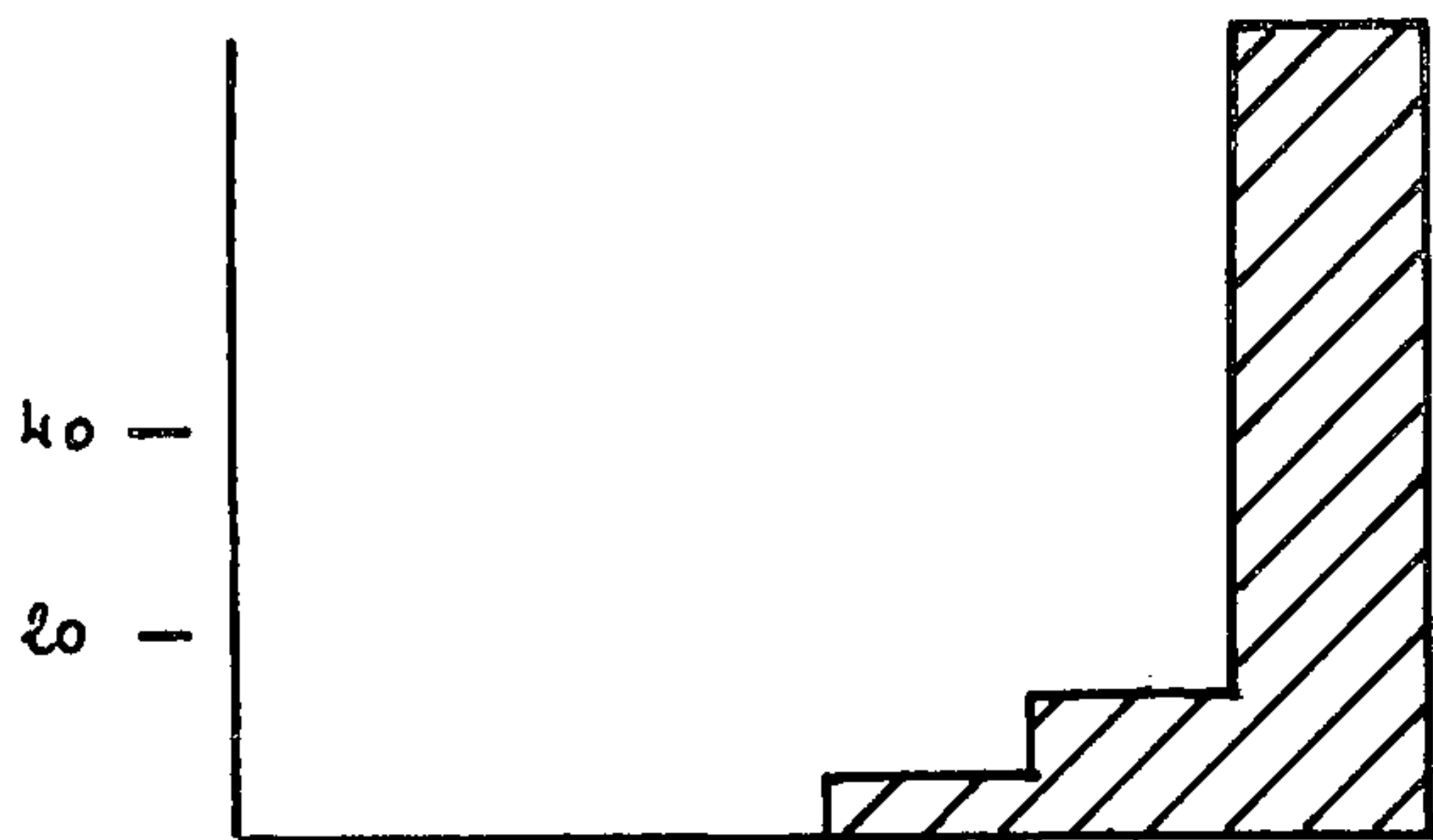
(42) Le dépouillement des archives judiciaires, et si elle était possible la comparaison minutieuse des rôles de taille d'une même paroisse pendant plusieurs années consécutives viendraient sans doute utilement nuancer cette image de stabilité.

(43) Précisons encore que l'assemblée municipale comprend

aux termes de l'édit de 1787 3, 6 ou 9 membres, selon que la communauté compte moins de 100, de 100 à 200 ou plus de 200 feux (mais l'application de cette règle ne paraît pas toujours très rigoureuse en Vendômois, du moins dans sa partie percheronne) ainsi que le curé et le seigneur, qui en font partie de droit, mais ne participent pas à la désignation des autres membres.

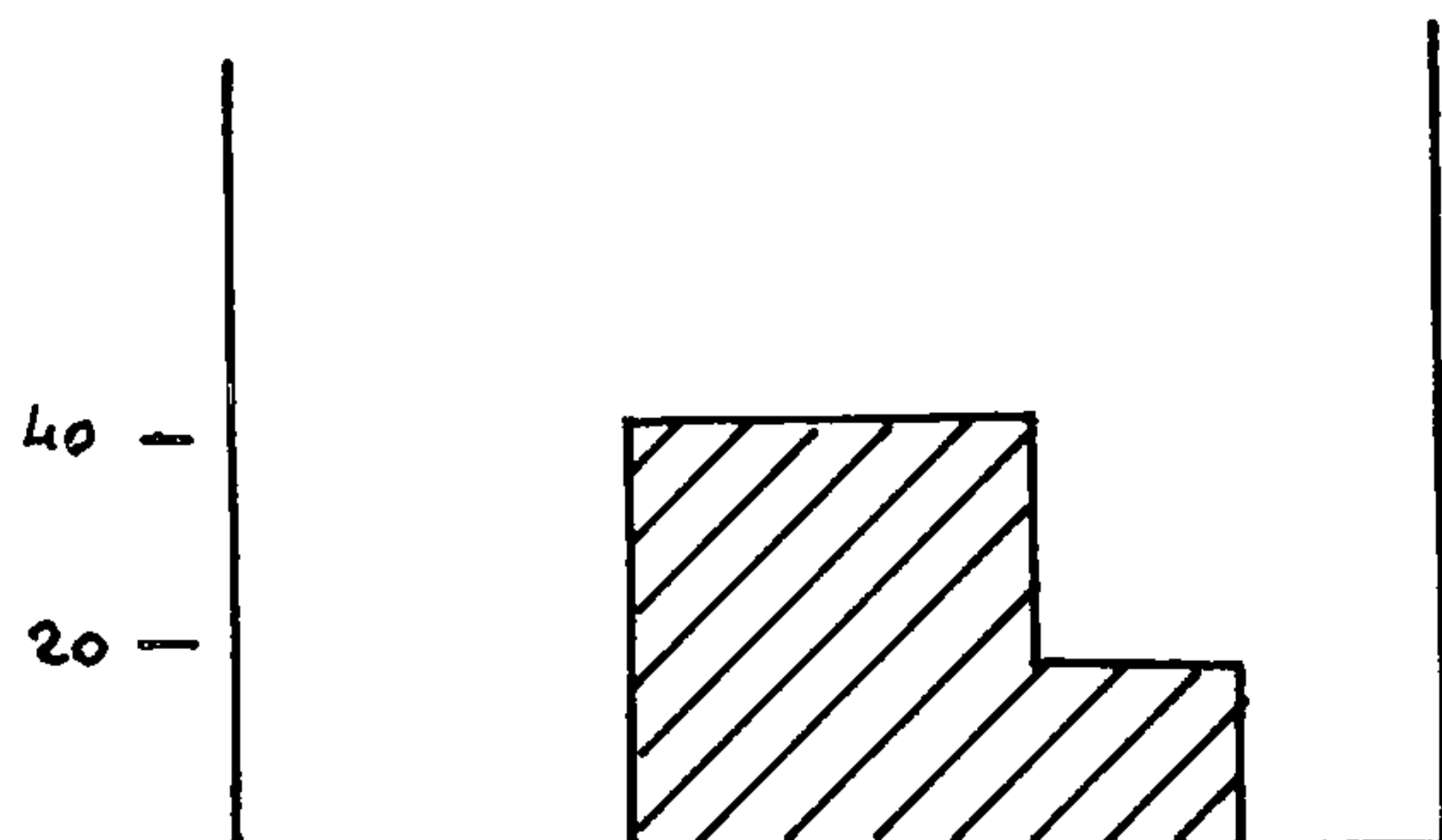
(44) Cette étude sur les assemblées municipales peut être menée, en ce qui concerne les paroisses beauceronnes et vigneronnes, à partir des rôles de taille de 1789, où membres et syndics sont généralement mentionnés. Pour le Perche, les rôles sont moins satisfaisants, mais leur imprécision est plus que compensée par l'existence de procès-verbaux de désignation d'assemblées municipales, au nombre de 17, pour l'année 1787 (A. D. L.-et-Ch., IC 32).

% membres



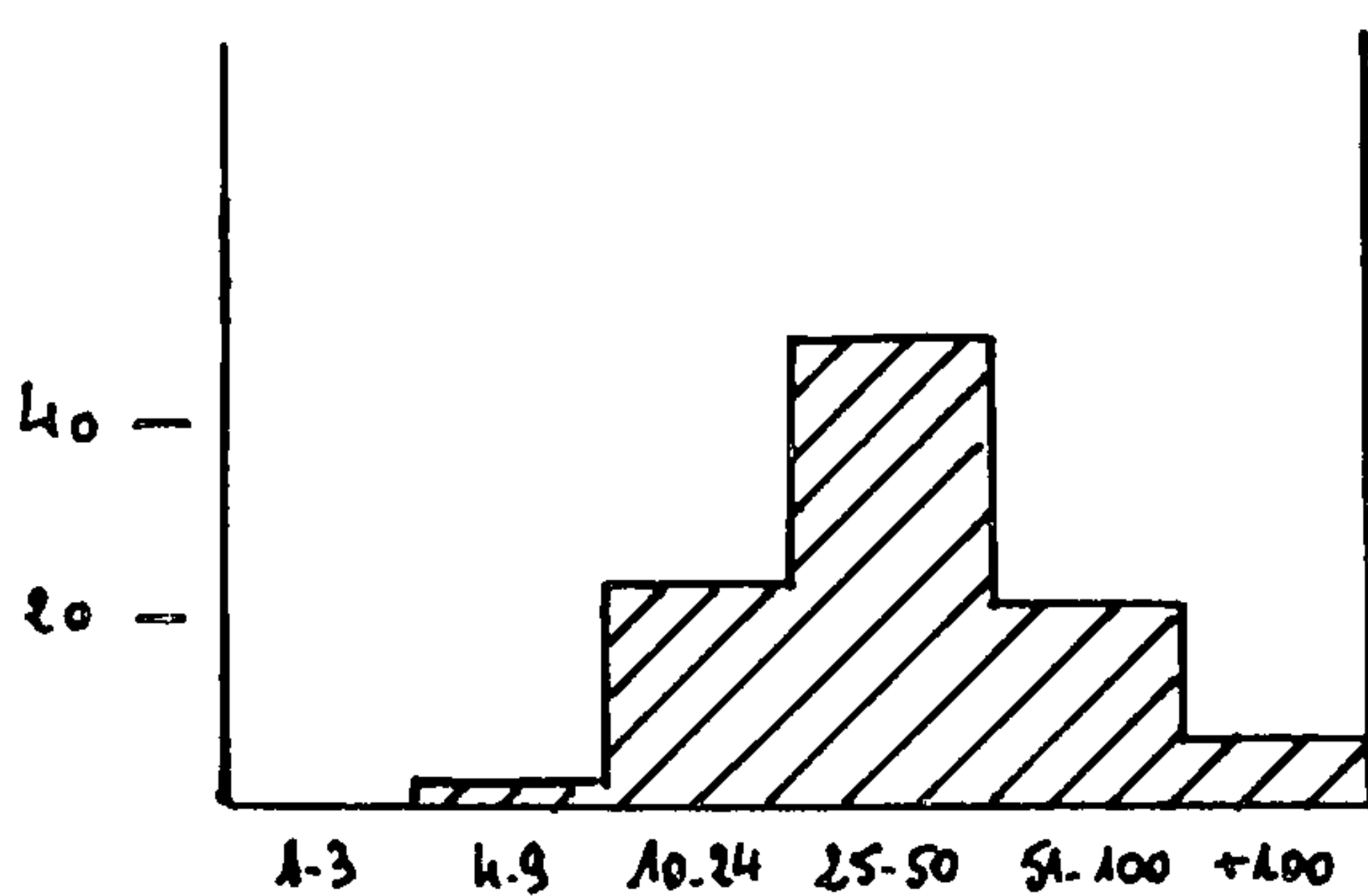
GRAPHIQUE 11 : *BEAUCE*

4 paroisses en 1789 (Lancé, Selommes, Crucheray, Périgny)



GRAPHIQUE 12 : *VIGNOBLE*

2 paroisses en 1789 (Villiers, Naveil)



GRAPHIQUE 13 : *PERCHE*

17 paroisses en 1787 (d'après A.D. L.&.C. IC32)

REPARTITION DES COTES DE TAILLE DES MEMBRES DES MUNICIPALITES
DE VILLAGE EN VENDOMOIS A LA FIN DU XVIII^e SIECLE.

aussi bas pratiquement que le permet l'édit de 1787 — dans l'échelle de la richesse : plus de 40 % des « membres » mentionnés dans les rôles de Naveil et de Villiers y figurent pour une cote inférieure à 25 livres, ce qui n'est jamais le cas en Beauce. Dans le Perche enfin, où la proportion des électeurs et des éligibles par rapport à l'ensemble de la population est voisine de celle de la Beauce (environ 60 % d'électeurs, 35 à 45 % d'éligibles) (45) apparaît un troisième type de comportement : le riche laboureur n'est pas systématiquement rejeté, puisque 25 % des membres désignés en 1787 acquittent au moins 50 livres de taille, parmi lesquels 5 % paient même plus de 100 livres. Mais il ne retrouve en rien ici la position dominante qui est la sienne en Beauce. C'est que le monde des laboureurs, et singulièrement des gros laboureurs, est ici numériquement très faible en face de celui des bordagers (et des laboureurs moins importants). C'est sans doute aussi que les laboureurs percherons ne disposent pas d'une puissance analogue à celle de leurs confrères beaucerons — du fait peut être d'une moindre richesse ; du fait aussi, sans doute, d'un système agraire faisant la part moins belle aux relations de service entre paysans. Toujours est-il que les postes de membres sont ici accaparés par les laboureurs de moindre rang et par les bordagers : en chiffres ronds, la moitié des membres ont une cote comprise entre 25 et 50 livres, et un quart paient moins de 25 livres. Ce n'est pas le triomphe de la classe moyenne paysanne, tel qu'il est réalisé dans le vignoble. Mais c'est tout de même, sur fond d'individualisme bocager, l'affirmation de son existence.

Une analyse plus complète des élections aux assemblées municipales apporterait sans aucun doute d'autres indications sur les choix des villageois. Malheureusement la documentation ne permet guère une telle étude que pour les paroisses du Perche. Il n'est cependant pas sans intérêt d'observer comment dans cette région s'effectue la désignation du syndic, élu en même temps que les membres de l'administration municipale, mais dont la fonction est différente : alors que ces derniers exercent réellement un pouvoir à l'intérieur du village, dans le cadre naturellement des limites fixées par l'Etat monarchique, le second a uniquement pour rôle d'exécuter les décisions émanant de leurs délibérations. De là des caractères particuliers au groupe des syndics : ceux-ci apparaissent dans l'ensemble plus jeunes, moins imposés mais, fonction oblige, plus alphabétisés que les membres (46). Il n'est pas assuré cependant que ces conclusions puissent être généralisées à l'ensemble du Vendomois : à la lumière des indications limitées des rôles de taille, les situations apparaissent à cet égard fort diverses. On trouve en effet des paroisses où la cote moyenne des membres l'emporte sur celle des syndics, conformément au modèle percheron. C'est le cas à Périgny, à Naveil, à Lunay. Mais ailleurs, c'est l'inverse, et la moyenne des syndics devance celle des membres : ainsi à Villiers, à Selommes, à Crucheray, à Saint-Martin-des-Bois (47). Autant dire que la question demeure ouverte sur ce point.

Reste un dernier problème : celui des rapports qui s'établissent dans les bourgs entre les paysans et les notables qui y exercent une activité non agricole. Le procès-verbal de l'élection de la municipalité de Savigny permet assez bien d'en saisir les données, compte tenu de la relative importance de ce bourg — qui en fait pratiquement une petite ville — et de l'étendue de son terroir, qui suppose une population paysanne nombreuse. En effet, le choix des 165 délibérants (un notaire, 4 bourgeois, un marchand et 159 autres, « tous laboureurs, marchands et artisans ») réunis le 9 septembre 1787 est très clair. L'élection des membres se faisant par ordre, sont d'abord désignés un bourgeois, le notaire et un marchand, tous trois ayant des cotes de taille relativement modestes, de l'ordre de 10 à 15 livres ; ensuite seulement sont élus 6 laboureurs, bien qu'ils soient plus imposés, puisque leurs cotes de taille s'échelonnent, en chiffres arrondis, de 35 à 100 livres. Preuve qu'à Savigny au moins les paysans ne rejettent pas l'autorité des bourgeois ruraux — ce qui n'est d'ailleurs pas très étonnant si l'on veut bien se rappeler les moyens d'influence dont disposent ces derniers. Mais il ne faut pas exagérer la portée de cette conclusion : élus certes, et en premier, à la municipalité, ces bourgeois n'y sont cependant pas majoritaires. En outre, cet accès des bourgeois ruraux aux fonctions municipales ne peut se réaliser que dans les bourgs où leur présence est suffisamment affirmée. C'est naturellement le cas à Savigny. Mais c'est beaucoup plus rare ailleurs dans le Perche : plus de 83 % des membres désignés en 1787 dans cette région sont des paysans — des laboureurs — pour l'essentiel. Et en dépit des obscurités que laissent subsister à cet égard les rôles de taille, il n'est guère douteux que cette proportion de paysans se retrouve ailleurs aussi forte, sinon plus : on imagine mal les vigneronns de la vallée du Loir se dessaisissant de la direction des affaires de leur village ; et en Beauce, la question ne se pose même pas, du fait de l'inexistence des bourgs (48).

Au terme de cette étude d'une société rurale considérée à travers sa fiscalité, deux séries d'enseignements semblent pouvoir être retenus : les premiers se situent au niveau régional, les seconds s'inscrivent dans le cadre plus restreint de la paroisse.

A l'échelle de l'ensemble du Vendomois, l'étude des rôles de taille confirme d'abord l'existence de milieux géographiques bien individualisés. Sur les cartes de taille par habitant ou de taille par hectare comme sur les graphiques présentant la structure fiscale du village ou les choix administratifs de ses habitants au moment de la désignation de leur municipalité, le Perche et la Gâtine, la zone du vignoble, la Petite Beauce enfin apparaissent nettement différents. Différents donc complémentaires : ce qui souligne la position tout-à-fait éminente de Vendôme, centre unificateur de ces milieux par ses fonctions administratives comme par son marché. A cet égard, le Vendomois répond parfaitement au schéma classique du « pays traditionnel », établi de

NOTES

(45) Ces chiffres, comme ceux qui concernent la Beauce et le vignoble, sont purement théoriques : ils indiquent le pourcentage de chefs de feu admis à voter, et non la proportion de ceux qui prennent effectivement part au vote, proportion bien inférieure si l'on en juge par ce qui se passe dans le Perche, seule région pour laquelle nous sommes renseignés sur ce point. A titre d'exemple, à Choue, où environ 130 chefs de feu acquittent une taxe qui leur permet de participer à l'assemblée paroissiale où sont désignés les membres, 30 seulement y sont présents. A La Ville-aux-Clercs, ces effectifs sont respectivement de 115 et 55.

(46) 35 % seulement des syndics ont plus de 45 ans contre 56 % des membres ; 47 % des syndics ont une cote de taille

inférieure à 25 livres, ce qui n'est le cas que de 24 % des membres. Mais 93 % des syndics signent le procès-verbal, contre seulement 37 % des membres.

(47) A Périgny, la moyenne des membres s'établit à 119 livres, celle des syndics à 66. Les mêmes taux sont respectivement de 38 et 12 l. à Naveil, 48 et 9 l. à Lunay, 29 et 38 l. à Villiers, 102 et 105 l. à Selommes, 191 et 239 l. à Crucheray, 58 et 132 l. à St-Martin-des-Bois.

(48) Dans cette zone, la population moyenne d'une paroisse n'est en effet que de 257 habitants. Deux communautés seulement comptent plus de 400 habitants : Lancé (500) et Selommes (652).

longue date par les historiens. Mais sa géographie présente des particularités originales, que révèlent certains traits de vocabulaire : on a vu que si les termes de journalier, de laboureur et de vigneron sont employés d'un bout à l'autre de la région, ceux de bordager et de soiton, en revanche, s'excluent. Le premier, qui est celui du Maine et plus largement de l'Ouest du pays, se retrouve dans le Perche et la Gâtine, tandis que le second apparaît typique de la Beauce, tout en s'avancant dans la vallée du Loir, à Lunay et St-Martin-des-Bois par exemple (49). Cette juxtaposition est le signe — et la confirmation — de la position de contact qu'occupe le Vendomois entre deux zones de vocabulaire — c'est-à-dire plus largement entre deux aires culturelles. Il n'est pas sans intérêt de le constater en 1789, au moment où les événements révolutionnaires sont sur le point d'orienter dans des sens opposés le destin des deux ensembles qui se rencontrent ainsi dans la région.

Mais c'est sans doute au niveau de la société villageoise que l'analyse des rôles de taille est la plus riche d'enseignements, d'interrogations aussi. Elle suggère en effet des structures économiques et par-delà des relations sociales sans aucun doute déterminantes pour expliquer certaines attitudes, certains comportements. La relative homogénéité et la cohésion du monde des vignerons, l'impressionnante puissance des riches laboureurs beaucerons — d'autant plus frappante que la noblesse ne semble guère en mesure de la limiter du fait de sa présence réduite —, la position privilégiée qui semble être celle de certains notables non paysans (meuniers ou notaires par exemple) sont trop spectaculaires pour ne pas influencer sur les rapports entre les villageois comme sur ceux que ces villageois, considérés dans leur ensemble, entretiennent avec la société englobante — celle des villes, des privilégiés, de l'Etat. Hérités d'une histoire rurale pluriséculaire, ces caractères sont donc essentiels à la compréhension de la société villageoise et de ses choix (comme l'a confirmé l'étude des élections des

municipalités de village) et leur importance en 1789, quelques années à peine avant que les tensions révolutionnaires les fassent jouer à plein, est ici encore évidente.

Sans doute serait-il abusif de tirer à partir de là des conclusions excessives, marquées au coin d'un déterminisme mécanique. L'examen des rôles de taille révèle des virtualités plus qu'il annonce des choix : si le contraste entre le laboureur et le journalier beaucerons ne fait pas de doute, et si le jeu complexe d'opposition et de solidarité qui les unit se laisse facilement deviner, la question de savoir si les laboureurs prendront la tête du monde villageois face à la société englobante ou si au contraire ils prendront parti pour celle-ci contre le reste des paysans reste posée, et ne peut être résolue à partir de cette seule source (50) ; de même serait-il abusif de préjuger de l'attitude des vignerons face à la ville ; ou de préciser si la structure sociale observée dans les paroisses percheronnes débouchera sur une rupture de la société villageoise, et à quel niveau ; ou encore d'annoncer la manière dont évolueront les rapports entre bourgeois ruraux et paysans. Seul l'examen attentif des événements permettra de répondre à ces questions. Mais il n'est pas douteux qu'alors les structures sociales révélées par l'analyse des rôles de taille fournissent des éléments d'explication de premier ordre — comme elles continueront selon toute vraisemblance à en fournir fort avant dans le XIX^e siècle, sinon plus tard.

(49) On trouve bien quelques bordagers, très minoritaires au demeurant, à Lunay. Mais l'exception n'est qu'apparente, dans la mesure où le Nord de cette paroisse appartient déjà au Perche.

(50) On retrouve ici le problème évoqué plus haut des rapports entre propriétaires et exploitants (cf. note 34).

Délinquance, criminalité et société en Bas-Vendômois, à la fin du XVIII^e siècle

D'après les archives de la justice de Montoire-Querhoent

par M. Jean VASSORT

La justice du marquisat de Montoire est une justice seigneuriale — aux mains de la famille de Querhoent pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle — qui a juridiction sur la majeure partie du Bas-Vendomois. Ses audiences, qui se tiennent le mercredi, jour de marché, à l'Hôtel Fredureau, contribuent à animer la ville. Exercée par des professionnels, comme il est de droit, elle a aussi pour effet d'entretenir à Montoire un noyau de juges et d'avocats ouverts aux idées du siècle, et dont la présence n'est pas négligeable : plusieurs prendront part aux débats de l'époque révolutionnaire, et joueront un rôle actif dans les administrations alors mises en place.

Cette justice est amenée à traiter un nombre considérable de dossiers, comme en témoigne l'abondance de ses archives. Dans certains cas, elle juge : ainsi pour les affaires de famille qui débouchent sur la nomination d'un tuteur, ou encore pour tous les conflits nés d'achats impayés, de contrats non respectés, de propriétés disputées. Dans d'autres, ceux qui touchent au criminel — vols, violences, meurtres — elle ne procède qu'à la première phase d'une instruction qui se poursuit ensuite au bailliage de Vendôme, juridiction royale la plus proche à laquelle revient la conduite de ce type de procès. Du moins quand procès il y a, c'est-à-dire que le coupable a été arrêté et qu'il ne s'est pas évadé. Considéré à travers les archives montoiriennes, le système judiciaire, administratif et policier de l'Ancien Régime apparaît en effet souvent bien défaillant... De là des attitudes à nos yeux étonnantes de la part des victimes — réelles ou potentielles — qui procèdent elles-mêmes à des arrestations (« à la clameur publique ») et n'hésitent pas à poursuivre un voleur pendant plusieurs jours à l'autre bout de la province.

Même en s'en tenant au seul criminel (soit une quarantaine de dossiers, légués par les quinze dernières années de l'Ancien Régime), les juges du marquisat ont à connaître des affaires d'ampleur très inégale. Elles vont de la simple dispute à l'échange de coups et au viol, de la rapine et du chapardage à l'agression violente motivée par le vol : dans la dernière décennie de l'Ancien Régime, des fermes et des moulins isolés reçoivent ainsi la visite nocturne de voleurs décidés à tout — y compris à tuer, ce qu'ils font à plusieurs reprises — pour se faire remettre son argent par le maître des lieux. Leurs agissements entretiennent à n'en pas douter un climat — sinon une psychose — de violence dans les campagnes du Bas-Vendomois au temps de Louis XVI.

Mais les archives judiciaires ne parlent pas seulement sur la délinquance et la criminalité. En cherchant à cerner les faits, les interrogatoires des prévenus et les dépo-

sitions des témoins sont amenés à en préciser les circonstances et les conditions. Notations précieuses pour l'historien à qui elles fournissent autant d'instantanés d'une vie sociale saisie dans l'épaisseur de son déroulement le plus quotidien. Il n'est pas possible de résumer ici tout ce qui peut en être déduit quant à la vie matérielle : mobilier et vêtements, quant à la diversité alors vitale des activités économiques pratiquées par chacun, quant à la sociabilité villageoise et plus généralement quant à la mentalité populaire (et notamment son sens du concret). Il importe cependant de souligner la mobilité qui, à la lumière des témoignages, anime cette société. Sans doute la source utilisée, qui fait la part belle aux marginaux, a-t-elle pour conséquence d'accuser ce trait : on signale effectivement à plusieurs reprises des contrebandiers de la gabelle. Mais tous les migrants n'agissent pas dans l'illégalité : témoins les colporteurs, ou les hommes qui convoient les animaux de boucherie d'une province à l'autre, et bien d'autres encore... Mieux : c'est en fait l'ensemble de la population qui voyage à un moment ou à un autre. L'horizon familial de l'habitant du Bas-Vendomois ne se limite pas alors au clocher de son village. Il s'étend au bas mot à quinze ou vingt paroisses, souvent plus, que de multiples raisons l'amènent à traverser ou à visiter : marchés, foires, recherche de travail, pèlerinages... Tous ces déplacements, qui justifient l'existence d'auberges et de cabarets, multiplient évidemment les occasions de rencontre. Mais en mettant en présence des inconnus, ils ont aussi pour effet de faire naître des sentiments de défiance.

Enfin, la délinquance et la criminalité témoignent par leurs caractères mêmes sur la société dans laquelle elles se développent. Ainsi ne fait-il pas de doute que plus d'un vol a pour origine la pauvreté, sinon la misère, et qu'il est conçu comme un moyen d'y remédier. L'attitude est classique, mais elle tire une force particulière dans les années 1770-1789 des difficultés économiques qui s'accumulent alors — comme en font foi, entre autres indices, les hauts prix du blé sur le marché de Montoire.

Tous les comportements répréhensibles n'obéissent cependant pas à cette seule inspiration, rationnelle quoiqu'illicite. Certaines attitudes — comme celle des meurtriers qui mangent sur le lieu de leur forfait, une fois leur crime accompli —, certaines naïvetés aussi, qui tournent à l'inconscience, attestent que bien d'autres motivations, beaucoup moins marquées au coin de la raison, contribuent à en rendre compte. C'est en termes de défoulement, de revanche, voire de fête — ou mieux, de célébration — qu'il convient de les interpréter, et leur origine est sans doute à rechercher au plus profond des frustrations populaires.

SAUVETAGES ARCHÉOLOGIQUES au CHATEAU de LAVARDIN (Loir-et-Cher)

Note préliminaire

Les études archéologiques, consacrées au château de Lavardin, que nous présentons ci-après, donnent un aperçu du grand intérêt scientifique de ce site qui, s'il avait été correctement étudié, aurait livré des renseignements d'ordre historique et ethnographique extrêmement précieux tant à l'échelon régional que national.

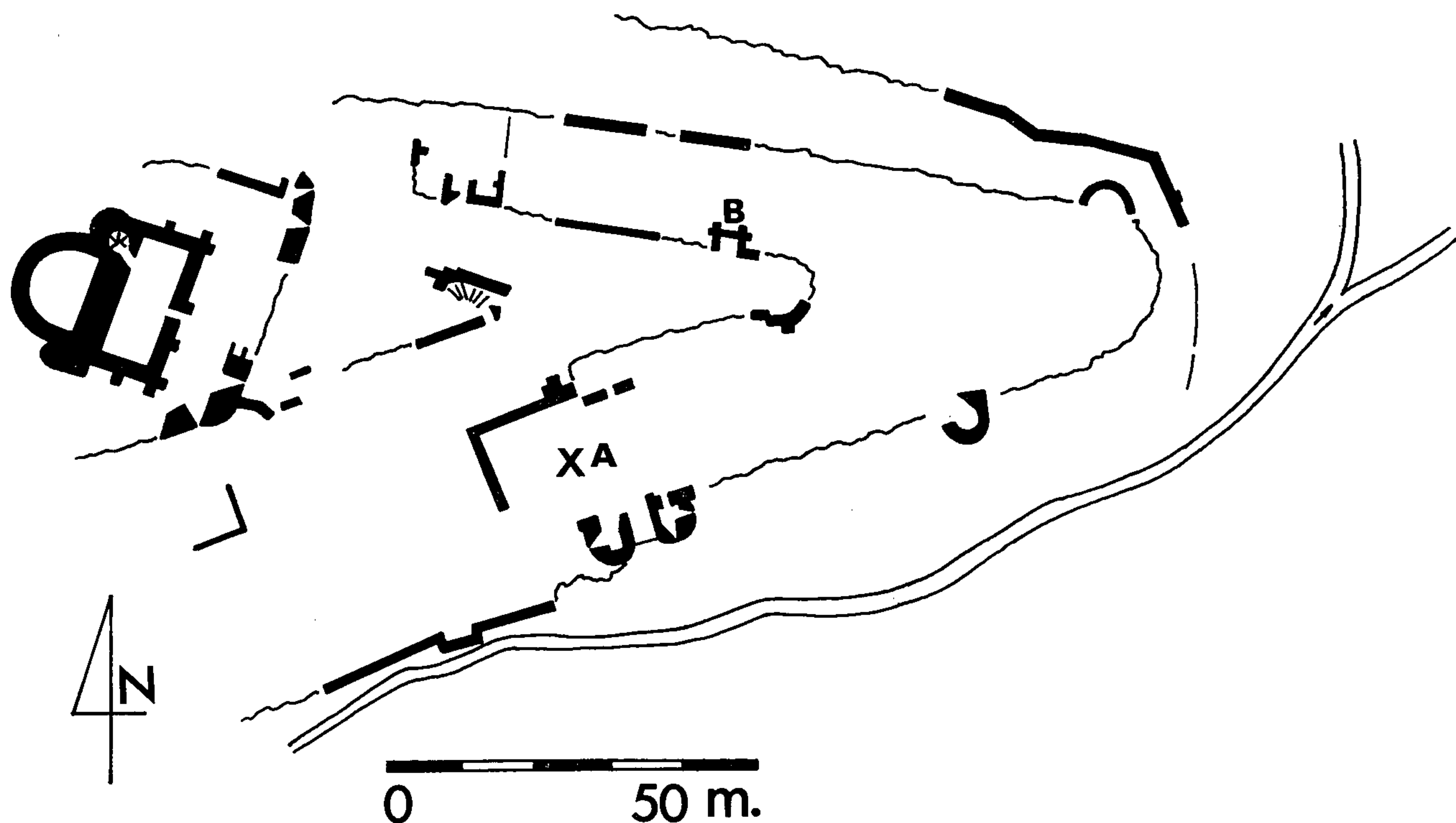
On ne peut donc que regretter les vastes bouleversements subis — à la pelle ou à la pioche — par ce site dont le riche patrimoine se trouve en grande partie détruit.

Les restaurations entreprises n'auraient eu que plus de valeur si elles avaient été précédées par une fouille archéologique fine du sol et du sous-sol.

Celà, les grands spécialistes français et européens de l'Archéologie Médiévale le déplorent profondément et certains ont eu l'occasion de le dire lors de la visite du site en septembre 1974, dans le cadre du colloque international du Château Gaillard qui s'est tenu à BLOIS.

Ces deux sauvetages ont été effectués dans le respect de la législation française en vigueur (Loi de septembre 1941) et sous la tutelle administrative des autorités compétentes.

Claude LEYMARIOS.



Plan du château de Lavardin (d'après l'Abbé PLAT, 1925) A - Crypte funéraire ; B - Dépotoir

Étude archéologique d'une crypte funéraire du Haut Moyen Age au château de Lavardin

par Claude LEYMARIOS, Daniel SCHWEITZ et Michel LACROIX

I. — INTRODUCTION

Le 13 Mars 1974, nous assistions au Conseil d'Administration de la Nouvelle Association de Sauvegarde du château de Lavardin, en tant que représentant de la Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois.

Au cours de ce Conseil d'Administration, il était indiqué que, *durant l'année 1973, et à plusieurs reprises, des tentatives avaient été faites à l'insu de l'Association, pour mettre au jour 3 sarcophages se trouvant sous l'esplanade des cuisines actuelles.*

Le Président Gadiou nous demanda d'intervenir auprès de Monsieur le Directeur des Antiquités Historiques afin d'obtenir l'autorisation, dans un but de sauvetage, de retirer ces sarcophages pour les mettre en lieu sûr.

M. de Ternay, propriétaire du château de Lavardin, présent à cette réunion, donna son accord.

Le 14 Mars 1974, nous écrivions à Monsieur Martin Demezil, Directeur des Archives Départementales de Loir-et-Cher et Correspondant Départemental des Antiquités Historiques, pour qu'il transmette la demande de la Nouvelle Association de Sauvegarde du château de Lavardin à la Direction Régionale des Antiquités Historiques du Centre.

Monsieur Lagrange, secrétaire de la Nouvelle Association de Sauvegarde du château de Lavardin, nous signalait, par lettre en date du 9 Mai 1974, que de nouvelles tentatives de fouilles clandestines avaient eu lieu sur ces sépultures et qu'il avait dû reboucher lui-même le début de la galerie qui avait été creusé.

Lors de sa réunion du 1^{er} Juin 1974, le Conseil d'Administration de l'Association décidait d'écrire directement à Monsieur le Professeur Picard, Directeur Régional des Antiquités Historiques du Centre.

Après une visite en date du 6 Juillet 1974, Monsieur Martin Demezil, dans son rapport à la Direction des Antiquités Historiques, écrivait : *il ne s'agit pas d'une crypte, mais d'une excavation dans le tuffeau sommairement aménagée de main d'homme. Une sépulture avait été ouverte et soigneusement recouverte de planches et d'une bâche plastique ; l'état des planches montre que la fouille remonte à plusieurs années, donc presque certainement à la période d'activité du Club du Vieux Manoir. Je dois préciser que le corps contenu dans cette sépulture n'a pas été touché. Il ne s'agit pas d'un sarcophage mais d'une sépulture taillée directement dans le tuffeau. Elle devait être fermée d'un couvercle, retrouvé en deux morceaux, à côté de la tombe (1). Aucun élément de datation. La forme est de « type mérovingien » mais j'imagine que ce type a dû se prolonger assez tard dans le temps. D'autres sépultures entourant celle-ci, il pourrait être intéressant d'y faire, sur un périmètre très restreint, une petite fouille fine...*

Monsieur le Professeur Picard ayant donné l'autorisation de sauvetage nécessaire en date du 4 Août 1974, ce sont les 15 et 16 Août 1974 que nous réalisons celui-ci.

Participaient aux travaux :

— M. Claude Leymarios, responsable de l'autorisation de fouille ; Mme Claude Lacroix ; Mme Sylvie Pichard-Nicol ; Mme Christine Toulhier-Vallée ; M. Patrick Boucher ; M. Michel Lacroix ; M. Bernard Pichard ; M. Daniel Schweitz ; M. Bernard Toulhier ; M. Jacques de Quillien.

1) Ce couvercle avait été, avant notre intervention, transporté dans la salle d'exposition à l'entrée du château, par les soins de l'Association de Sauvegarde du château de Lavardin.

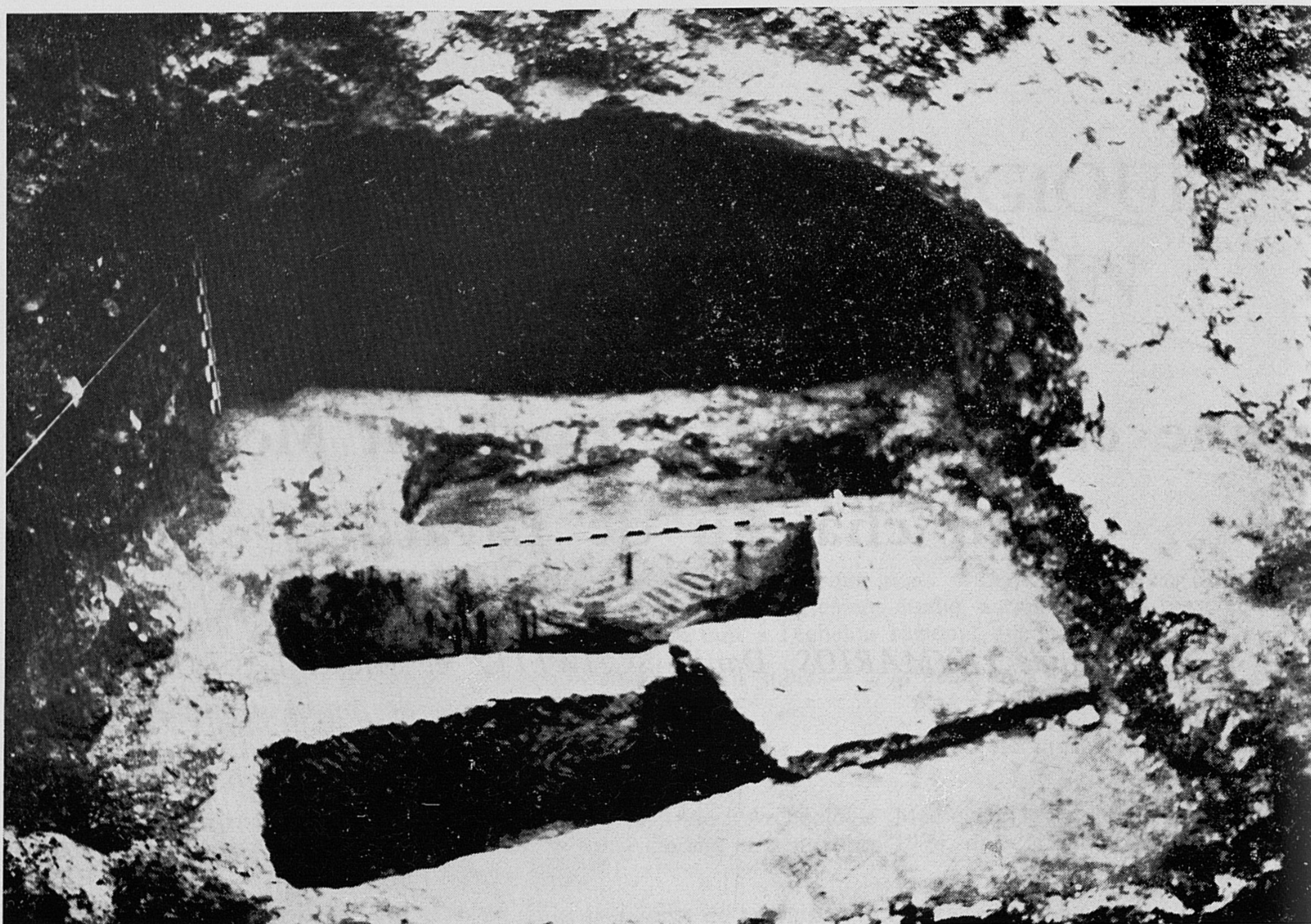


Photo 1

M. Lagrange, Secrétaire de la Nouvelle Association de Sauvegarde du Château de Lavardin, assista à une grande partie de nos travaux.

II. — SITUATION TOPOGRAPHIQUE ET DESCRIPTION

En pénétrant dans le château par la grande poterne, qui domine le ravin protégeant le site sur son flanc sud, on arrive dans une « basse-cour » limitée à l'ouest et au nord par les murs d'enceinte et de soutènement sur lesquels furent appuyés les bâtiments du palier supérieur.

A la base de l'un de ces murs, presque en face de la grande poterne, s'ouvre une vaste cavité souterraine, taillée dans le substratum naturel de craie, prolongée par une galerie débouchant sur l'autre versant de l'éperon, au nord, près de l'emplacement de la chapelle.

Dans cette « basse-cour », à 15 mètres environ au Nord-Ouest de la poterne, a été creusée dans le substratum de craie, une cavité qui, compte tenu du relief naturel, s'ouvre à flanc de pente (photo 1).

Cette cavité a 3,50 m de long, 2,10 à 2,20 m de large et une hauteur moyenne de 0,90 m (Plan 01, figures A.C.D.E.). Dans la paroi Nord-Est est taillée une niche de 2 m de long, 0,60 m de large et 0,90 m de hauteur (Plan 01, figures A et B).

Taillées dans le sol de craie de la crypte, six cuves sépulcrales, de 1,80 m de long et 0,40 de large, chacune, sont séparées par des banquettes naturelles de 0,10 à 0,15 m de largeur (Plan 01, figure A).

Une autre cuve sépulcrale, de dimensions sensiblement égales aux précédentes, se trouve dans la niche de la paroi Nord-Est (Plan 01, figure B).

Les sépultures se poursuivent à l'extérieur de la crypte, jusqu'à la limite de rupture de pente de la craie et il y a là deux nouvelles cuves.

Au total, ce sont donc neuf sépultures qui se trouvent groupées en cet endroit :

— huit se trouvent sensiblement orientées Nord-Est/Sud-Ouest ;

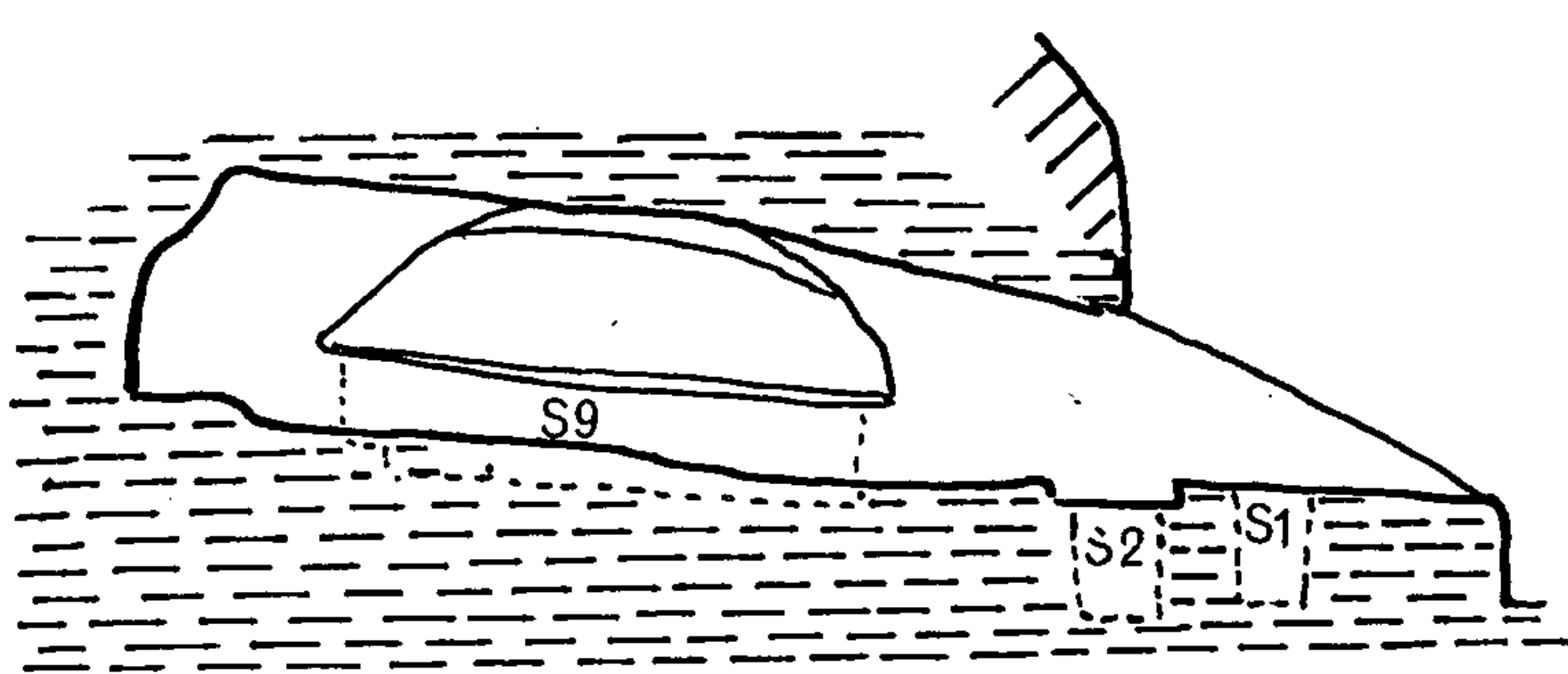
— la dernière — S9 — est orientée perpendiculairement aux autres (Sud-Est/Nord-Ouest).

La dénivellation observée entre le fond de la crypte et le bord externe de la première sépulture n'est que de 0,40 m (Plan 01, figure D).

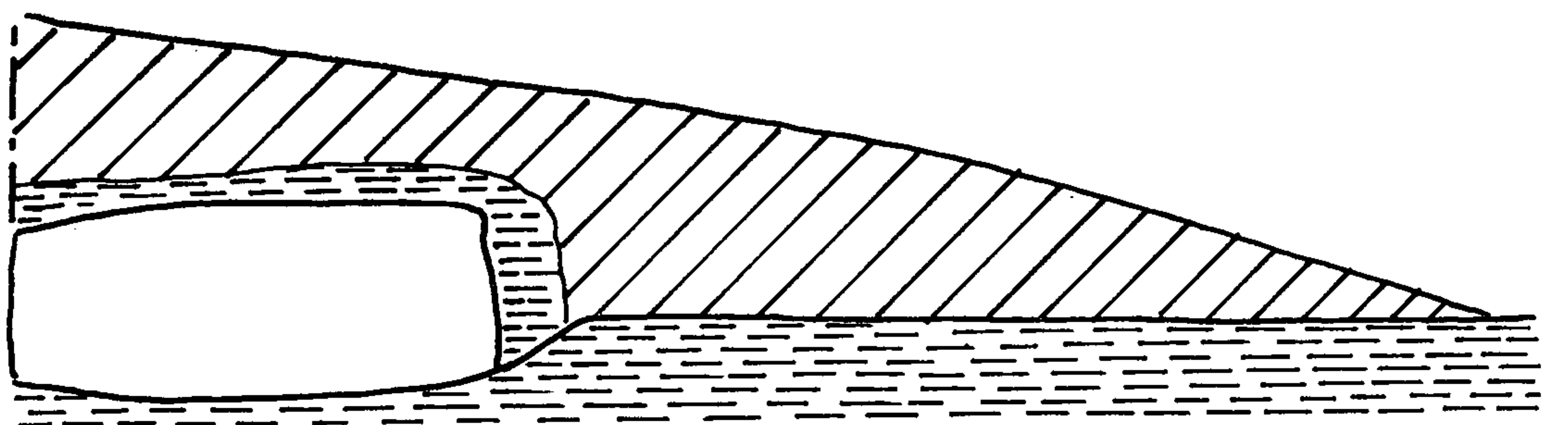
Lors de notre arrivée sur le site, les sépultures S1 et S2 — qui possédaient encore des fragments de couvercle — avaient été partiellement fouillées et recouvertes de planches et de plastique. Cette fouille — compte tenu de l'état de désagrégation des planches — devait remonter à plusieurs années : vraisemblablement 1966, ou 1967, époque à laquelle le Club du Vieux Manoir avait effectué d'importants « terrassements » dans le secteur de la grande poterne.

Les sept autres sépultures, visibles dans la crypte dégagée de toute terre, étaient intactes.

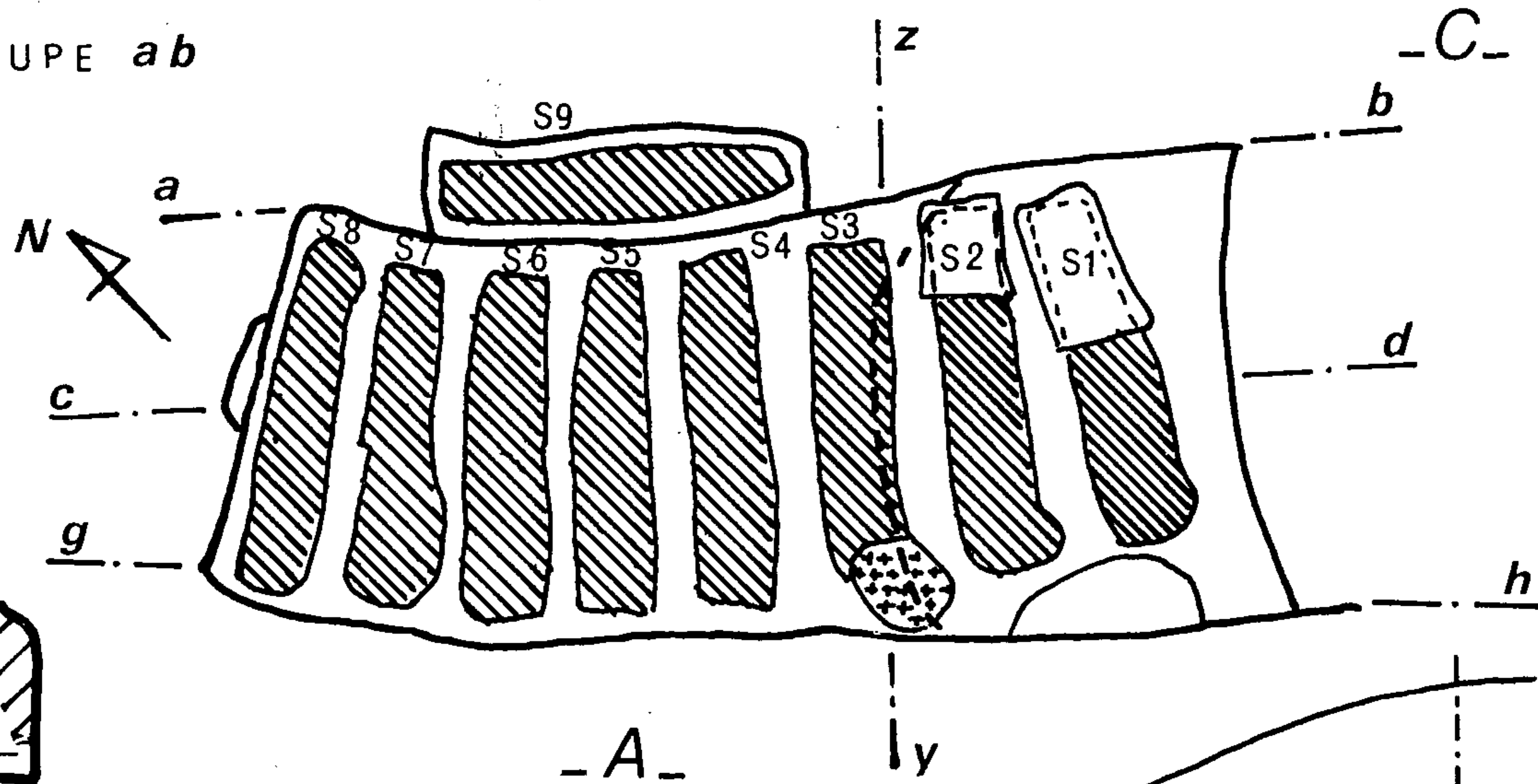
La tâche que nous avait confiée la Direction Régionale des Antiquités Historiques du Centre consistait à pour-



B COUPE *ab*

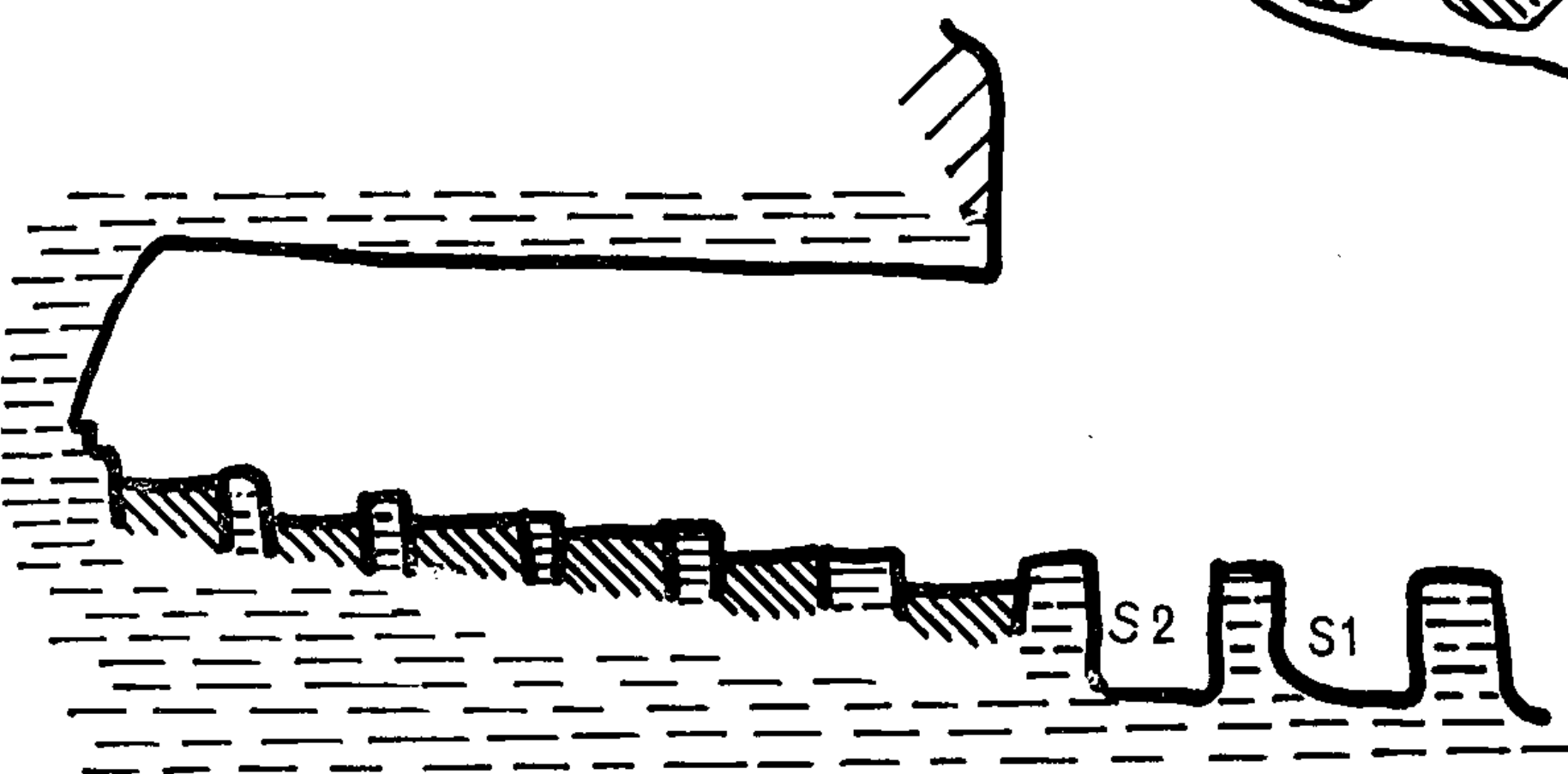


C COUPE *yz*



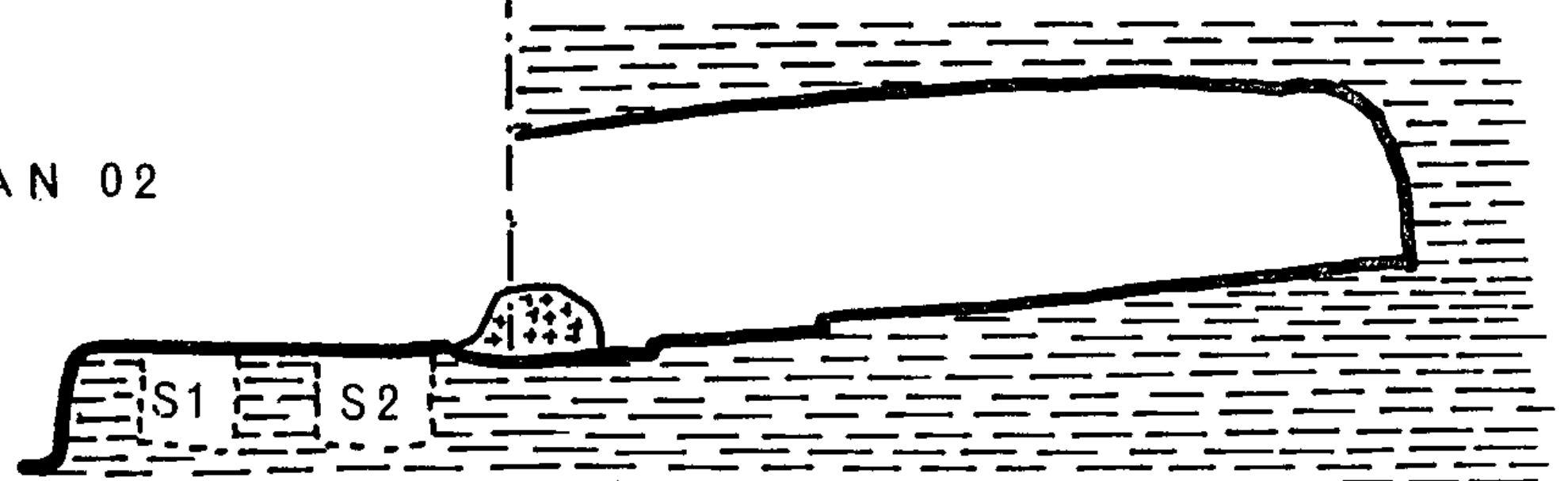
A

0 1 2m



D COUPE *cd*

PLAN 02

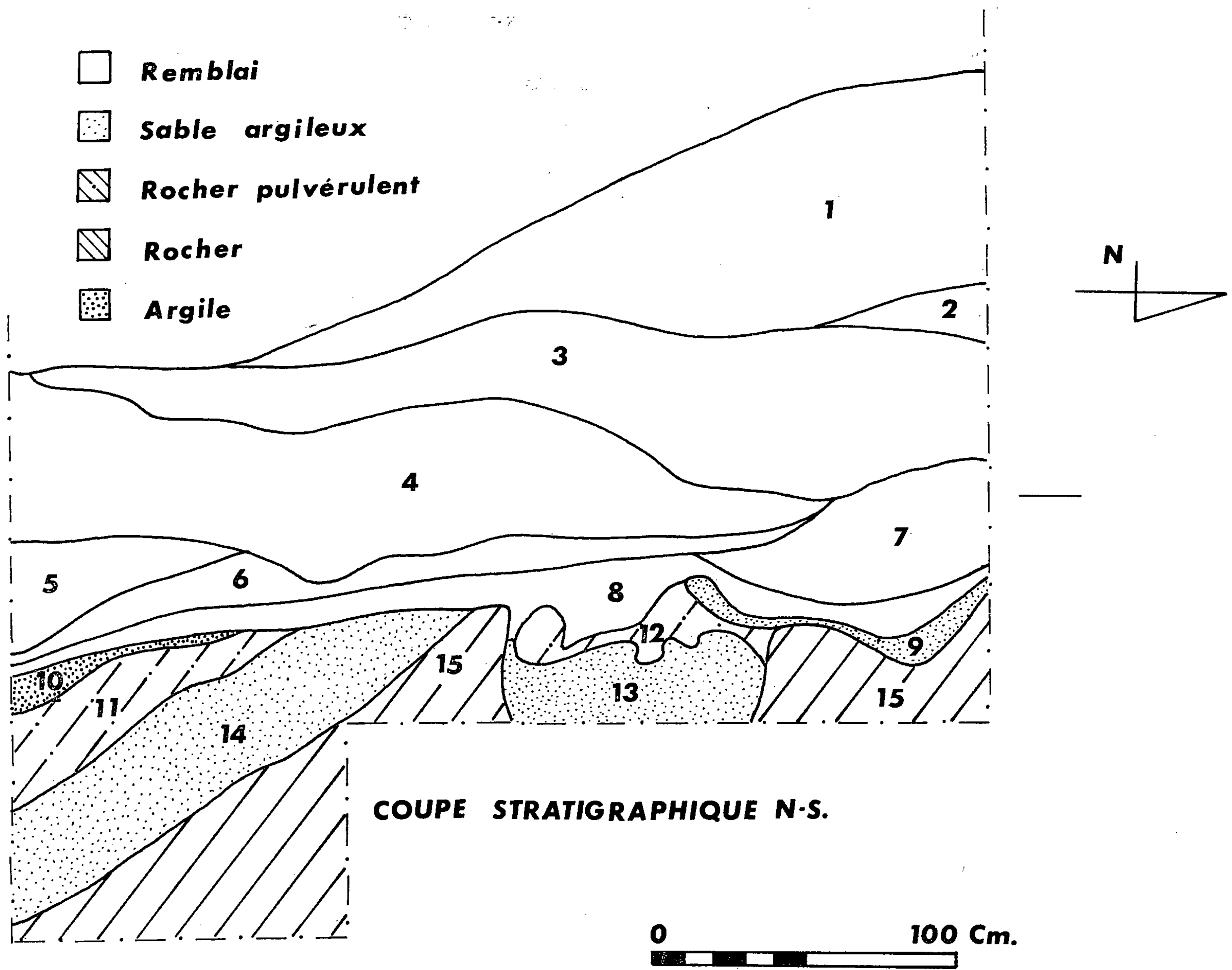


E COUPE *hg*

CRYPTE Coupes

PLAN 01

C. LEYMARIOS



PLAN 02

D-SCHWEITZ

suivre la fouille sur les sépultures S1 et S2 et à faire une fouille de contrôle sur une sépulture intacte : la sépulture S9 fut choisie.

Cette fouille fut conduite seulement sur deux jours, avec une équipe certes suffisamment nombreuse, mais l'impossibilité dans laquelle nous avons été depuis de retourner sur le site ne nous a pas permis de revoir quelques points de détail.

Une étude stratigraphique, à l'extérieur de la crypte, a été réalisée sous la direction de Daniel Schweitz qui la présente ci-après, ainsi que l'étude du matériel céramique. Le Docteur Michel Lacroix a, quant à lui, effectué l'étude anthropologique.

III. — ÉTUDE STRATIGRAPHIQUE

par Daniel Schweitz (Plan 02)

La fouille a révélé une destruction presque totale des couches archéologiques. Ont disparu, non seulement les couches d'occupation du château médiéval (X^e-XVI^e s.), mais également celles qui auraient pu attester une occupation antérieure.

Ces couches sont remplacées par un épais remblai ayant jusqu'à deux mètres de hauteur, constitué au niveau de la coupe stratigraphique de huit couches bien distinctes que nous avons fouillées séparément. Il semble que la couche n° 8 soit à distinguer de l'ensemble du remblai, tant par son aspect, que par l'importance et l'homogénéité de son mobilier céramique, attribuable en majeure part aux XIII^e-XIV^e s. Il est possible que cette couche particulière ait été extraite en grande partie d'un niveau d'occupation de cette époque...

L'ensemble de la céramique recueillie dans ces remblais semble bien correspondre à la période d'occupation du château médiéval. Les quelques couches restées en place sur le rocher sont difficilement interprétables en raison de la disparition de leur contexte. Il semble, néanmoins que la couche sableuse n° 9 soit postérieure au moins à la sépulture n° 3. Elle est de même postérieure à la fosse n° 1 (couches n° 12 et 13). Il est également possible que la couche de rocher pulvérulent n° 11 atteste un travail de creusement, peut-être en relation avec la présence du cimetière. La couche n° 14 a fourni un morceau de fer oxydé et quelques ossements animaux ; par contre, les autres couches fouillées à l'extérieur de la cavité ne contenaient pas de matériel, bien qu'il s'agisse indubitablement de couches d'occupation.

Le remplissage de la sépulture n° 9 a bien fourni des tessons de céramique, dont le plus récent est attribuable au bas Moyen Age, mais l'absence de relations stratigraphiques avec son contexte originel ne permet pas de savoir de façon certaine s'il s'agit d'un apport moderne ou médiéval (travaux du XIV^e s. ?).

Ainsi qu'on le voit, principalement en raison des importants travaux de déblaiements « archéologiques » effectués par l'association « Le Club du Vieux Manoir » vers 1966-1967, l'étude de la stratigraphie n'est pas en mesure, ici, de fournir des données documentaires réellement utilisables.

IV. — ÉTUDE DE LA CÉRAMIQUE

par Daniel Schweitz (Plans 03 et 04)

Le matériel recueilli est assez abondant, en regard de la surface très restreinte qui a été ouverte à la fouille, ce qui en d'autres circonstances aurait pu paraître étonnant puisqu'il s'agissait de la terre provenant de déblaiements « archéologiques ».

Ce matériel, bien qu'il provienne de remblais contemporains, présente néanmoins l'intérêt d'attester la présence en un lieu donné de certains types morphologiques. On n'essaiera pas de commenter les fragments présentés, ni de leur attribuer une datation précise, il nous suffira de dire s'ils sont attribuables à la période proprement médiévale (X^e-XIII^e s.) ou au bas Moyen Age (XIV^e-XV^e s.).

INVENTAIRE

Remplissage de la sépulture n° 9 (couche n° 16)

— n° 1.2.16.1. Tesson de panse. Texture de la pâte homogène et fine. Pâte tendre. Cuisson à tendance réductrice. Couleur de la pâte : brun foncé. (2) Age du fer ?

— n° 1.2.16.2. Tesson de panse. Pâte dure. Cuisson oxydante (3). CP : ext. gris foncé - int. beige rosé. Période médiévale.

— n° 1.2.16.3. Tesson de panse. CP : blanc. Période médiévale.

— n° 1.2.16.4. Tesson de panse. CP : int-ext. gris foncé - cœur blanc. Période médiévale.

— n° 1.2.16.5. Tesson de panse. CP : blanc. Vernis moucheté couvrant irrégulièrement la surface ext. CV : vert pâle. Début du bas Moyen Age (XIII^e-XIV^e s.).

Couche 0 (remblais modernes 1 à 7)

Planche 3

Fig. 1 (n° 1.2.0.1.) Tesson de lèvre. CP : beige très clair.

Fig. 2 (n° 1.2.0.2.) Tesson de lèvre. Cuisson réductrice. CP : gris clair. Deux bandes rapportées verticales partant de l'épaississement ext. de la lèvre.

Fig. 3 (n° 1.2.0.3.) Tesson de lèvre. CP : ext. gris - int. orangé.

— Fin de l'époque médiévale - début du bas Moyen Age (XIII^e-XIV^e s.)

Fig. 4. (n° 1.2.0.4.) Fragment de lèvre et de col. Col divergent. CP : beige. Trace d'exposition au feu sur la face externe et interne de la lèvre et du col.

Fig. 5. (n° 1.2.0.5.) Tesson de lèvre. CP : beige rosé.

Fig. 6. (n° 1.2.0.6.) Fragment de lèvre et de col. CP : beige. Trace d'exposition au feu sur la face externe de la lèvre.

Fig. 7. (n° 1.2.0.7.) Fragment de lèvre et de col. Col convexe. Trace d'une anse fixée à la lèvre. CP : beige rosé.

Fig. 8. (n° 1.2.0.8.) Fragment de lèvre et de col. Col convexe. CP : beige. Trace d'exposition au feu sur la face externe de la lèvre et du col.

— Bas Moyen Age (XIV^e-XV^e s.).

Fig. 9. (n° 1.2.0.9.) Fragment de lèvre. CP : blanc.

— Période médiévale (XII^e-XIII^e s.).

Fig. 10. (n° 1.2.0.10) Fragment de lèvre. CP : beige rosé. Bande de peinture sur l'extrémité de la lèvre. CP : brun-rouge.

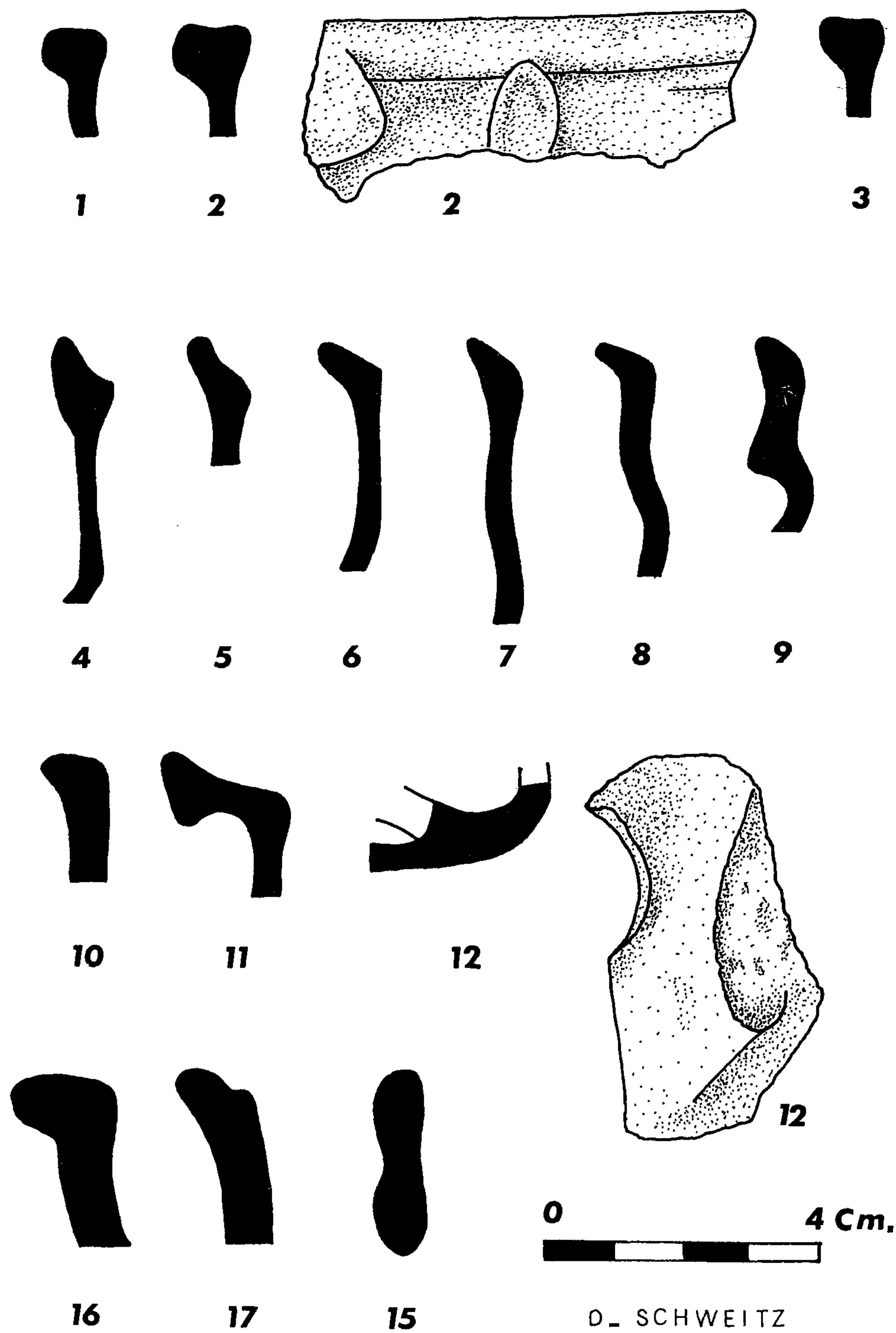
— Période médiévale (XII^e-XIII^e s.).

2) Description d'après : M. LEENHARDT, *Code pour le classement et l'étude des poteries médiévales*, C.R.A.M. - Caen, 1969.

3) Les variations de ces traits distinctifs seront seuls mentionnés.

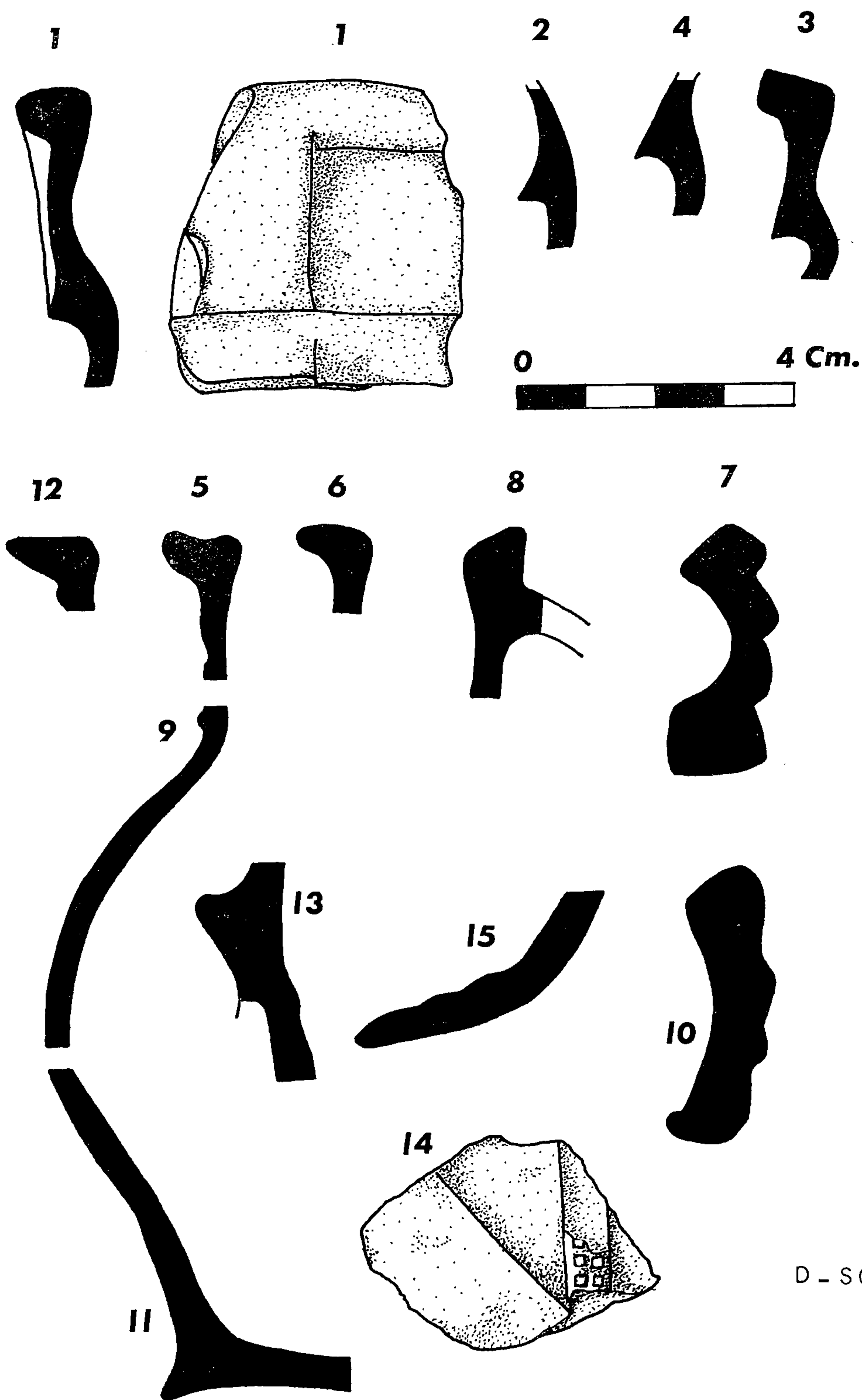
PLAN 03

Matériel CERAMIQUE



PLAN 04

Matériel CERAMIQUE



D-SCHWEITZ

Fig. 11. (n° 1.2.0.11.) Fragment de lèvre. CP : beige très clair. Trace d'exposition au feu sur les deux faces.

— Période médiévale (XI^e-XIII^e s.).

Fig. 12. (n° 1.2.0.12.) Fragment de gourde. Trace d'un bec tubulaire jouxtant une anse horizontale. CP : beige.

— Bas Moyen Age (XIV^e-XV^e s.).

Fig. 13. (n° 1.2.0.13.) Fragment de carreau de pavage. Texture de la pâte hétérogène et grossière. CP : beige rosé. CC : orangé. Vernis couvrant toute la face externe et une partie des faces latérales. CV : vert olive.

Fig. 14. (n° 1.2.0.14.) Fragment de carreau de pavage. (93 mm de côté). Texture de la pâte hétérogène et grossière. CP : jaune clair. CC : brun-rouge foncé. Vernis couvrant toute la face externe et débordant irrégulièrement sur les faces latérales. CV : jaune orangé.

— Bas Moyen Age (XIV^e-XV^e s.).

Fig. 15 (n° 1.2.0.15.) Tesson d'anse. CP : beige.

Fig. 16 (n° 1.2.0.16) Fragment de lèvre et de panse. CP : beige rosé.

Fig. 17 (n° 1.2.0.17) Fragment de lèvre. CP : blanc. Vernis couvrant toute la face externe et une partie de la face interne. CV : vert.

— Bas Moyen Age (XIV^e-XV^e s.).

Couche n° 8 (remblai moderne)

Planche 4

Fig. 1 (n° 1.2.8.1.) Fragment de lèvre. CP : blanc. Bande rapportée fixée à l'épaississement supérieur de la lèvre. Trace d'exposition au feu sur la face externe.

Fig. 2 (n° 1.2.8.2.) Tesson de lèvre. CP : blanc. Trace d'exposition au feu sur la face externe.

Fig. 3 (n° 1.2.8.3.) Fragment de lèvre. CP : blanc. Trace d'exposition au feu sur la face externe de la lèvre.

Fig. 4 (n° 1.2.8.4.) Tesson de lèvre. CP : blanc.

— Fin de la période médiévale - début du Bas Moyen Age (XIII^e-XIV^e s.).

Fig. 5 (n° 1.2.8.5.) Fragment de lèvre. CP : blanc. Engobe sur une partie de la face externe. CE : brun rouge. Taches de vernis sur la face externe. CV : jaune pâle.

Fig. 6 (n° 1.2.8.6.) Tesson de lèvre. CP : blanc. Taches de vernis sur les deux faces. CV : jaune pâle et vert-roseau.

Fig. 7 (n° 1.2.8.7.) Tesson d'anse verticale. CP : blanc. Vernis moucheté et taché couvrant les deux faces. CV : jaune pâle, vert-roseau et vert pâle.

Fig. 8 (n° 1.2.8.8.) Fragment de lèvre. Départ d'anse verticale fixée à la lèvre. CP : blanc. Engobe sur la face externe. CE : brun rouge. Vernis moucheté sur la face externe. CV : jaune pâle et vert pâle.

Fig. 9 (n° 1.2.8.9.) Tesson de panse. CP : blanc. Vernis couvrant toute la face externe. CV : jaune pâle.

Fig. 10 (n° 1.2.8.10.) Tesson d'anse. CP : blanc. Trace d'engobe. CE : brun rouge. Vernis moucheté couvrant irrégulièrement les deux faces. CV : jaune pâle et vert pâle.

Fig. 11 (n° 1.2.8.11.) Fragment de base et de panse. CP : blanc. Trace d'engobe sur la face externe. CE : brun-rouge. Taches de vernis sur la face externe. CV : jaune pâle et vert pâle.

Fig. 12 (n° 1.2.8.12.) Tesson de lèvre. CP : beige rosé. Vernis couvrant l'extrémité et débordant sur la face interne. CV : vert-jaune.

Plusieurs de ces fragments semblent appartenir à un même vase, ou à des vases assez semblables. Fin de la période médiévale - début du Bas Moyen Age (XIII^e-XIV^e s.).

Fig. 13 (n° 1.2.8.13.) Tesson de panse. CP : blanc. Bossette rapportée.

— Fin de la période médiévale - début du Bas Moyen Age (XIII^e-XIV^e s.).

Fig. 14 (n° 1.2.8.14.) Tesson de panse. CP : blanc. Bande rapportée décorée d'un quadrillage à la molette. Vernis moucheté sur la face externe. CV : vert amande.

— Fin de la période médiévale - début du Bas Moyen Age (XII^e-XIV^e s.).

Fig. 15 (n° 1.2.8.15.) Fragment de couvercle. CP : beige très clair. Vernis couvrant la face externe. CV : jaune pâle et vert.

— Bas Moyen Age ?

V. — ÉTUDE ANTHROPOLOGIQUE par le Docteur Michel Lacroix

A. Sépulture intérieure (S 9) - Plan 05

Détermination de la race :

La race est définie par les caractères anthropologiques du crâne et de la face. Les principaux de ces caractères sont :

— les indices céphaliques horizontal, vertical et transverse ;

— l'indice facial supérieur, l'indice nasal et le profil facial supérieur.

(a) Indice céphalique horizontal :

$$\frac{\text{Diam. Transverse Max} \times 100}{\text{Diam. Antéro-Postérieur Max}} = \frac{136 \times 100}{174} = 78$$

78 : crâne arrondi et court de type brachycéphale peu accentué (vraisemblablement du Centre de la France).

(b) Indice céphalique vertical :

$$\frac{\text{Hauteur du crâne} \times 100}{\text{Diam. Antéro Postérieur Max}} = \frac{127 \times 100}{174} = 74$$

74 : crâne d'indice moyen, orthocéphale, Européen.

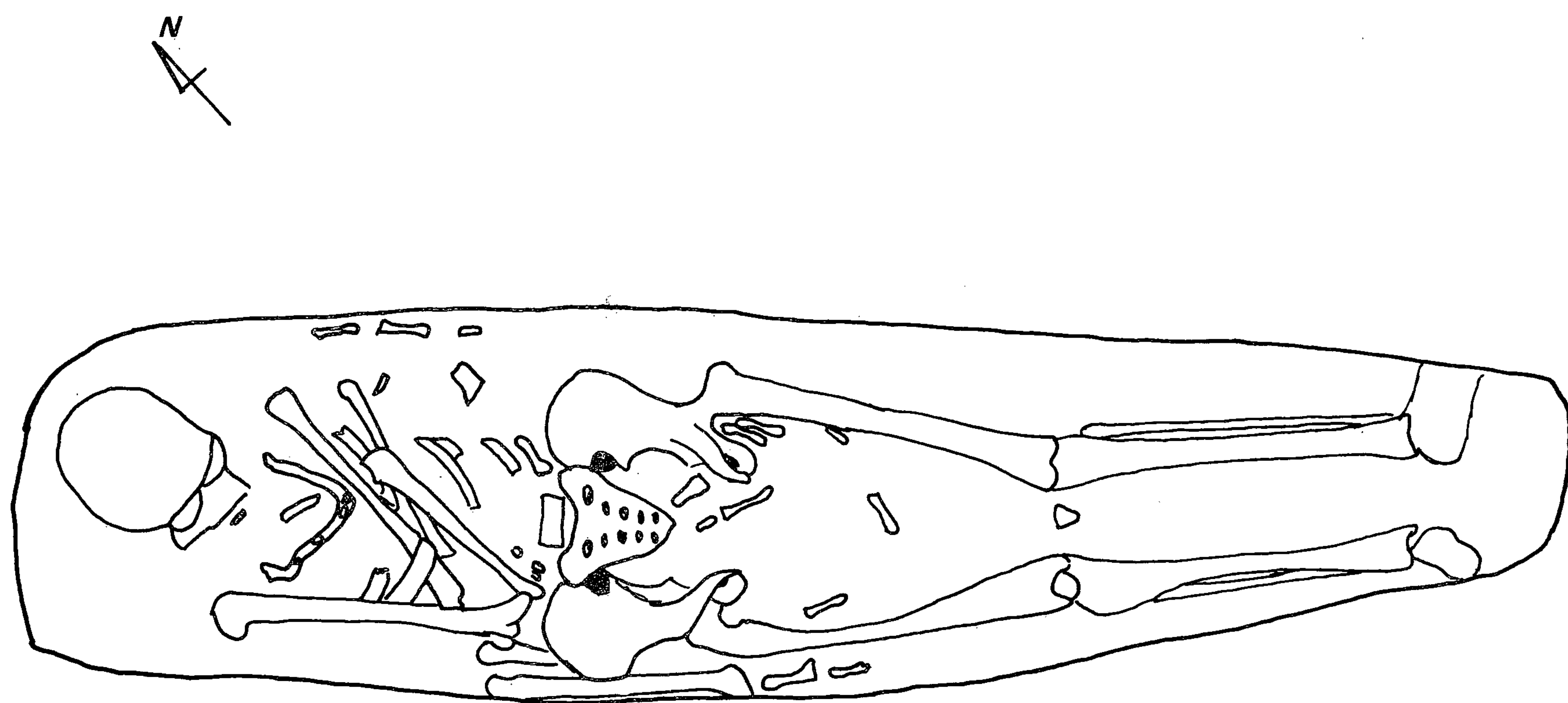
(c) Indice céphalique transverse :

$$\frac{\text{Hauteur du crâne} \times 100}{\text{Diam. Transverse Max.}} = \frac{127 \times 100}{136} = 93$$

93 : crâne large, tapinocéphale peu accentué, de type Européen et même français.

(d) Indice facial supérieur :

$$\frac{\text{Hauteur Nasio Alvéolaire} \times 100}{\text{Diam. bizygomatique Max.}} = \frac{56 \times 100}{124} = 45$$



Sépulture S9

0 10 50 cm

45 : forme brachyfaciale, face basse et large, type auvergnat.

(e) Indice nasal :

$$\frac{\text{Largeur nasale Maxi} \times 100}{\text{Hauteur nasale}} = \frac{24 \times 100}{50} = 48$$

48 : sujet leptorhinien, nez étroit et long des races blanches.

(f) Profil facial supérieur :

85° : sujet orthognathe, appartenance à la race blanche prouvée.

La confrontation de ces indices nous permet d'affirmer que le squelette étudié appartenait à un sujet de race blanche pure, de type Européen, et qu'il pourrait correspondre à celui d'un français actuel, peut-être même du Centre de notre pays.

Détermination du sexe :

La détermination du sexe est principalement déduite du résultat de l'examen du bassin, des fémurs et du crâne, lesquels présentent habituellement des caractères sexuels bien différenciés mais le squelette étudié nous a longtemps laissé perplexe.

Après beaucoup d'hésitations, je pense qu'il s'agit d'un sujet du sexe masculin, les caractères sexuels retrouvés étant plus en faveur de cette détermination que de l'inverse, bien que peu marqués. La forme du bassin, celle du trou obturateur en particulier - de type ovalaire - et l'importance des apophyses mastoïdes à la base du crâne ont emporté notre conviction.

Détermination de la taille :

Elle repose sur l'existence de corrélations constantes entre la longueur des os longs et celle du corps. Nous avons utilisé la table de Rollet avec les corrections d'usage pour les os secs.

Fémur droit :

$$420 \text{ mm} + 7 \text{ mm} + 3 = 430 \text{ mm} = 158 \text{ cm}$$

Tibia droit :

$$350 \text{ mm} + 5 \text{ mm} = 355 \text{ mm} = 161 \text{ cm}$$

Péroné droit :

$$352 \text{ mm} = 352 \text{ mm} = 162 \text{ cm}$$

Humérus droit :

$$309 \text{ mm} + 5 \text{ mm} = 314 \text{ mm} = 160 \text{ cm}$$

Cubitus droit :

$$250 \text{ mm} = 250 \text{ mm} = 161 \text{ cm}$$

Radius droit :

$$225 \text{ mm} + 3 \text{ mm} = 228 \text{ mm} = 156 \text{ cm}$$

Fémur gauche :

$$425 \text{ mm} + 7 \text{ mm} + 3 = 435 \text{ mm} = 159 \text{ cm}$$

Tibia gauche :

$$352 \text{ mm} + 5 \text{ mm} = 357 \text{ mm} = 162 \text{ cm}$$

Péroné gauche :

$$354 \text{ mm} = 354 \text{ mm} = 163 \text{ cm}$$

Humérus gauche :

$$299 \text{ mm} + 5 \text{ mm} = 304 \text{ mm} = 155 \text{ cm}$$

Cubitus gauche :

$$246 \text{ mm} = 246 \text{ mm} = 159 \text{ cm}$$

Radius gauche :

$$226 \text{ mm} + 3 \text{ mm} = 229 \text{ mm} = 156 \text{ cm}$$

Moyenne arithmétique : 159 cm.

Ce qui donne 1,57 m pour un sujet debout.

(Je pense que les difficultés de détermination du sexe sont venues en partie du fait que nous sommes en présence d'un homme de petite taille).

Détermination de l'âge :

L'ossification complète du squelette indique qu'il s'agit d'un adulte et l'étude de diverses surfaces articulaires permet de préciser l'âge au moment du décès :

— les plateaux vertébraux dorsaux et lombaires montrent des bords ostéophytiques qui permettent de penser que le sujet avait atteint l'âge de 50 ans.

— la surface des facettes articulaires ostéocartilagineuses des côtes est creuse, en voie de résorption, ce qui est normal chez un sujet de 45 à 50 ans.

— l'aspect des facettes articulaires sterno-claviculaires des deux clavicules confirme cet âge.

— le coccyx est soudé au sacrum, ce qui approche de l'âge de 50 ans.

L'étude des sutures endo- et exo-crâniennes ne contredit pas l'hypothèse précédente, non plus que l'existence d'un angle mandibulaire de 120°.

— Sept dents sont présentes, mais les alvéoles de la moitié de la dentition existent encore. Nous noterons d'emblée qu'il existe une édentation supérieure droite et inférieure gauche remontant longtemps avant le décès du sujet, lequel devait de ce fait, être gêné dans sa fonction masticatoire.

Selon la nomenclature internationale, les dents actuellement en place sont : 23-28 (en grain de riz) 32-42-43-44 (racine) 47 (avec carie distale).

Il résulte des constatations qui précèdent, que le décès du sujet a dû avoir lieu vers 50 ans, plutôt un peu avant cet âge qu'après.

Nous n'avons pas retrouvé d'anomalie osseuse qui puisse donner une idée de la cause du décès, mais nous avons remarqué que le corps de la 11^e vertèbre dorsale était tassé dans sa partie droite. Ce tassement vertébral pourrait être d'origine traumatique en l'absence d'altération des vertèbres sur- et sous-jacentes qu'aurait entraîné une maladie. S'il s'agit bien d'un traumatisme, le sujet y a longuement survécu, le processus ostéophytique dû à l'âge ayant eu le temps d'atteindre la vertèbre en cause.

B. Sépultures extérieures (S1 et S2)

L'étude des deux squelettes numérotés Sépulture extérieure n° 1 et Sépulture n° 2 n'apporte pas de grands renseignements étant donné le mauvais état de conservation des pièces osseuses dans leur ensemble.

Les résultats obtenus ne peuvent être que fragmentaires et comportent une marge d'erreur importante.

Sépulture extérieure n° 1 (S1)

L'absence de conservation du crâne et de la face ne permet pas le calcul des indices céphaliques : nous n'avons donc pas d'indications concernant l'appartenance ethnique du sujet.

La détermination du sexe est uniquement basée sur l'existence et la mensuration de l'astragale et du cal-

caneum des deux pieds : ces quatre os sont intacts et semblent avoir appartenu à un sujet de sexe masculin.

Les os longs sont en très mauvais état, ceux des membres supérieurs et les fémurs sont inexploitablement. Les malléoles tibiales sont absentes, seuls les péronés sont intacts ; leur mensuration :

349 à droite - 348 à gauche
indiquerait une taille de 1,58 m sur le sujet debout.

L'architecture des os longs montre que les travées osseuses sont lâches ; un fragment crânien permet de constater la soudure interne des sutures occipito-pariétale et occipito-temporale gauches : ces éléments laissent penser que le sujet est mort après 60 ans.

Quelques fragments dentaires subsistent, 15 et 16 sont identifiables, usées.

Sépulture extérieure n° 2 (S2)

Squelette en très mauvais état friable.

Les indices céphaliques n'ont pu être calculés en l'absence de la tête, mais l'hémimandibule droite a cependant été retrouvée : elle indiquerait une morphologie plutôt dolichocéphale.

Comme pour le précédent, la détermination du sexe repose sur l'existence et la mensuration de l'astragale et du calcaneum des deux pieds. Trois de ces os sont intacts, le calcaneum droit est abîmé ; ils semblent avoir appartenu à un sujet de sexe masculin. Les deux omoplates sont également identifiables.

Les os longs sont en très mauvais état, seuls le fémur gauche, le tibia et le péroné droits ont pu être mesurés.

Tibia droit :

$365 \text{ mm} + 5 \text{ mm} = 370 \text{ mm} = 168 \text{ cm}$

Péroné droit :

$361 \text{ mm} = 361 \text{ mm} = 166 \text{ cm}$

Fémur gauche :

$428 \text{ mm} + 7 \text{ mm} + 3 \text{ mm} = 438 \text{ mm} = 160 \text{ cm}$

Ce qui donne une taille approximative, pour le sujet debout, de 162 cm.

L'hémimandibule droite, retrouvée, permet de mesurer un angle mandibulaire de 140° , ce qui, avec un trou mentonnier au rebord supérieur de l'os du fait d'une édentation totale ancienne, laisse penser que nous sommes en présence d'un sujet âgé, ce qui n'implique pas qu'il ait beaucoup dépassé l'âge de 60 ans.

En conclusion, cette étude anthropologique indiquerait la présence dans cette crypte de squelettes d'hommes : 3 sur les trois sépultures fouillées, lesquelles représentent un tiers de l'ensemble des sépultures. Ces hommes seraient assez âgés, cinquantaine voire plus et de taille relativement petite.

VI. — ESSAI D'INTERPRÉTATION

La nature exacte de l'occupation du promontoire durant le Haut Moyen Age, antérieurement à l'existence du château (X^e s.) est fort mal connue.

Cependant des recherches effectuées il y a une vingtaine d'années avaient permis la mise au jour d'un certain nombre de sépultures, prouvant l'existence d'un cimetière qui pourrait être attribuable au Haut Moyen Age. Ces inhumations auraient été effectuées dans « des sarcophages en pierre calcaire, ne présentant pas d'ornementation remarquable. Ils n'auraient contenus que des ossements humains » (4).

Un sarcophage taillé dans la pierre calcaire locale était encore visible en 1975 dans le flanc Sud du premier palier du promontoire, au pied de la tour flanquant, au Sud-Est, la première enceinte du château médiéval (XII^e s.).

Ainsi les découvertes anciennes, jointes aux quelques données documentaires de la présente étude, portent à penser qu'un important cimetière s'étendait sur une bonne partie du flanc Sud du promontoire, au niveau de son premier palier. Cette présence d'un cimetière du Haut Moyen Age en cet endroit n'a rien qui puisse surprendre, puisqu'il correspond très exactement à celui qui, selon Edouard Salin, caractérise l'emplacement des cimetières ruraux mérovingiens :

« Le versant méridional d'une colline calcaire, voisine d'un ruisseau et d'un vieux chemin » (5).

Les sépultures mises au jour sur le promontoire sont certainement en liaison avec un habitat, situé à proximité immédiate, et attesté dès le III^e et IV^e siècles (6).

Si les nécropoles du Haut Moyen Age ne manquent pas dans la Vallée du Loir Vendomois, elles se trouvent, dans leur grande majorité, localisées dans les alluvions récentes de la rivière (Fréteval, Vendôme, Naveil, Thoré, etc...) et les éléments de comparaison avec d'autres sépultures taillées dans le roc restent faibles et peu fiables. De plus, aucune étude d'ensemble n'a été réalisée sur ces sépultures du Haut Moyen Age Vendomois et les relations de découvertes que nous possédons sont, pour la plupart, anciennes.

En 1884, l'Abbé Charles Métais décrit des sépultures trouvées sous le temple Saint Jean des Aizes, commune de Villavard à environ un kilomètre de Lavardin (7). Il est bien difficile de savoir d'après la description donnée par l'auteur, s'il s'agit de sépultures creusées dans le roc ou de sarcophages mobiles — la présence de vases apparemment identiques à ceux trouvés sur l'emplacement du Calvaire à Vendôme — (8) orienterait vers une datation XIV^e-XV^e siècles ; nous opterions toutefois pour la seconde hypothèse, si nous nous reportons à Ernest Nouel qui écrit en 1890 à propos de sépultures taillées dans le roc découvertes à Vendôme :

« La découverte de ces sépultures, taillées dans le roc à ciel ouvert, recouvertes de pierre et de terre ensuite, est fort ancienne et tout à fait nouvelle pour le Vendomois. Les cercueils en pierres mobiles et enterrés dans le sol, sont très fréquents dans notre pays... mais aucune sépulture de cette forme, avec les ossements en place, et ainsi creusée dans le roc même, n'avait été signalée dans notre pays » (9).

Dans cet article, Nouel parle de trois sépultures orientées Est-Ouest, dont une seule était intacte. Elle contenait « un squelette entier » et « au milieu, et à la hauteur de la ceinture, était une petite agraphe de boudrier en fer ».

4) Résultats d'une enquête locale.

5) Edouard SALIN - La civilisation mérovingienne. Paris, 1952, p. 13 et suivantes.

6) Charles METAIS - Chartes vendômoises, Vendôme, 1905, page 12, II.

7) Charles METAIS - Le Temple St Jean des Aizes et ses tombeaux, commune de Villavard, BSAV 1884, 2^e trimestre, pages 75 à 88.

8) Claude LEYMARIOS - Publication en cours.

9) Ernest NOUEL - Note sur une découverte de sépultures dans le roc, rue de la Grève à Vendôme. BSAV 1890. 2^e trimestre, pages 102 à 104.

La cuve sépulcrale avait 1,80 m de long, 0,55 m de large à la tête et 0,25 m aux pieds.

Mais l'intérêt de cet article réside dans la petite note « in fine » indiquant qu'à la suite de la séance, l'abbé Charles Métais, curé de Saint-Rimay, a signalé à l'auteur « une sépulture analogue, c'est-à-dire creusée dans le roc, qu'il a observée dans un coteau du Loir de sa région, avec cette différence que le sépulcre est à mi-côte et surmonté d'une niche creusée elle-même dans le roc ».

C'est là la description qui se rapproche le plus des sépultures du château de Lavardin. On pourra simplement regretter la sécheresse de cette note.

Enfin, en 1907, P. Clément signale trois nouvelles sépultures taillées dans le roc au Gué de la Barre, commune de Montrouveau (10), c'est-à-dire encore très près de Lavardin. Malheureusement, lorsqu'il se rend sur place tout a été en partie détruit et le matériel dispersé.

Là s'arrête notre documentation pour le Vendomois. Il convient cependant de noter qu'il existe d'autres exemples de ce type de sépultures dans les régions avoisinantes, et notamment en Touraine où l'on peut voir des fosses semblables, disposées en rangées, dans la vallée de Courtineau à Sainte-Maure-de-Touraine (Indre-et-Loire).

Le creusement de simples fosses dans le sous-sol calcaire en guise de sarcophages, permet de réaliser, de façon économique, des tombes nettement séparées. Il pourrait donc être révélateur d'une certaine pauvreté des populations rurales de la région, comme l'hypothèse en a été déjà avancée par Charles Lelong pour la Touraine (11).

Il est difficile de préciser la datation du cimetière qui s'étendait sur le promontoire et d'indiquer si cette crypte funéraire est ou non contemporaine de ce cimetière.

Ce cimetière dut être abandonné au profit de celui qui entourait l'église paroissiale, dans le bourg, lorsque fut construit, sur l'éperon, le premier château féodal, vraisemblablement dans le courant du X^e siècle (12).

Les cimetières ruraux de ce genre, dont on connaît d'innombrables exemples, paraissent, généralement, avoir été abandonnés au cours du VIII^e siècle, en raison de l'affaiblissement des traditions païennes et de l'intensification de la christianisation.

Dans des cas d'espèce, comme à St-Lubin-des-Prés, commune de Fréteval, le sanctuaire chrétien a été élevé près du cimetière.

Dans les régions ayant connu des influences germaniques, c'est vers la fin du VII^e siècle et surtout au VIII^e siècle que les dépôts funéraires tombent en désuétude. Cependant là où ces influences germaniques n'ont pas été prépondérantes, comme c'est le cas en Vendomois, les dépôts mobiliers ont toujours été rares et on

ne recueille le plus souvent que des vestiges d'« inhumations habillées » dans les tombes de personnages ayant eu un certain rang social (13).

L'absence de mobilier, dans les sépultures du cimetière de Lavardin, ne peut donc être retenue comme élément fiable de datation, d'autant que ces sépultures pourraient être celles de populations rurales relativement démunies.

La crypte funéraire est-elle contemporaine de ce cimetière du Haut Moyen Age ou faut-il l'en dissocier ?

Les éléments de similitude sont :

- le creusement des fosses dans le roc,
- l'absence de mobilier funéraire.

Pour ce dernier point, nous émettrons cependant une réserve, à savoir que sur neuf sépultures, six n'ont pas été fouillées et deux l'avaient été en grande partie avant notre intervention. Pour celles-ci, nous ne savons pas si elles contenaient un mobilier.

Un élément de datation à ne pas négliger est la présence des couvercles de sarcophage.

Les sépultures S1 et S2 présentaient des fragments de couvercle (plan 06). D'autre part, un troisième couvercle que nous avons vu dans la salle d'exposition, à l'entrée actuelle du château, provenait, nous a-t-on dit, de l'intérieur de la crypte.

Ce couvercle, bien que cassé en deux morceaux, était encore complet lorsque nous en fîmes le relevé en Août 1974 (plan 06 ; figure A). Ses dimensions : 1,90 m de long et 0,45 m à 0,60 m de large permettent d'admettre qu'il a pu être utilisé pour fermer l'une des fosses de la crypte.

Ces trois couvercles étaient, très grossièrement, à deux pentes : couvercles à tétière.

Ce type de couvercle était utilisé aux VI^e et VII^e siècles (14).

Mais si l'on peut admettre que le creusement de simples fosses dans le roc, en guise de sarcophages, peut être le fait de populations relativement démunies, on peut se demander devant une structure aussi élaborée que cette crypte destinée à recevoir plusieurs inhumations, s'il en est ici de même et s'il peut y avoir contemporanéité des deux styles d'inhumation.

Edouard Salin écrit à ce sujet : « par contre, il est certain que des cryptes cémétériales, caveaux funéraires souvent familiaux, analogues à ceux qui existaient à la fin de l'Empire Romain dans les cimetières... ont existé en Gaule mérovingienne » (15).

Caveau familial, ou crypte destinée à des personnages ayant une fonction particulière — religieuse par exemple — au sein de la communauté villageoise qui vivait près de là ?

Pour répondre, avec une assez grande certitude, il eut fallu pouvoir fouiller les six autres sépultures et réaliser une étude anthropologique sur l'ensemble des individus inhumés dans cette crypte.

Il est cependant intéressant de poser la question : trois individus, âgés pour l'époque, et de sexe masculin, peu-

10) CLEMENT - Note sur plusieurs sépultures dans le roc au Gué de la Barre (commune de Montrouveau) - BSAV 1907. 1^{er} trimestre, pages 43 à 46.

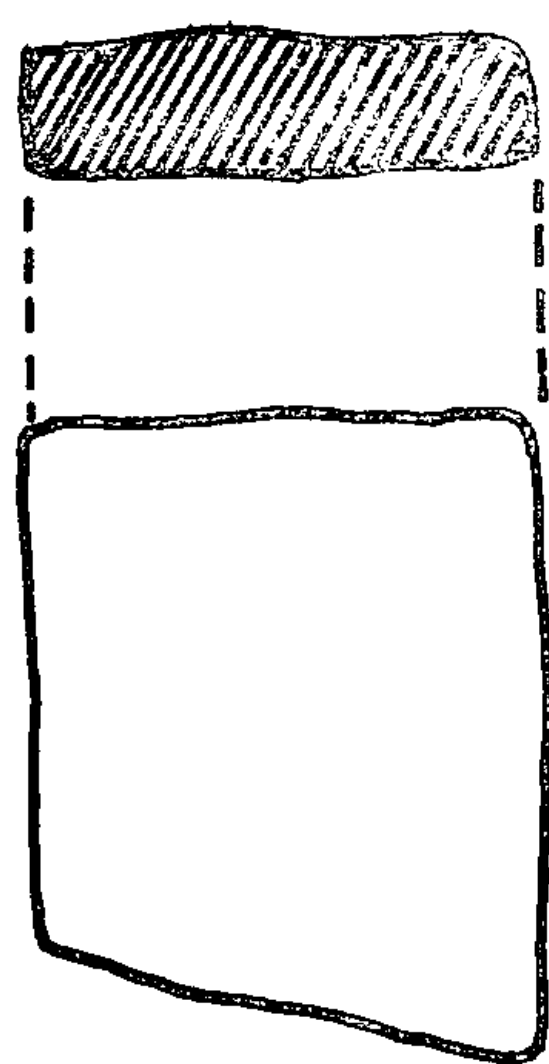
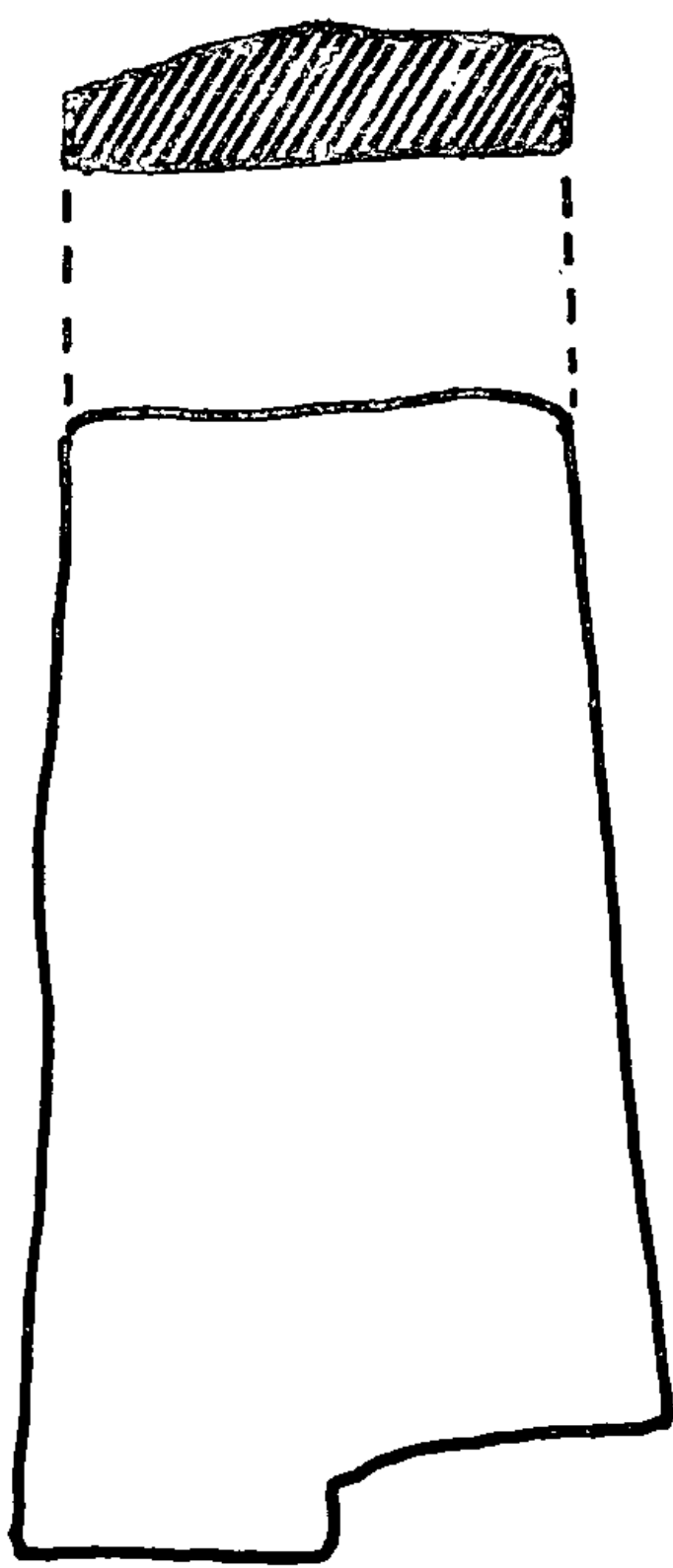
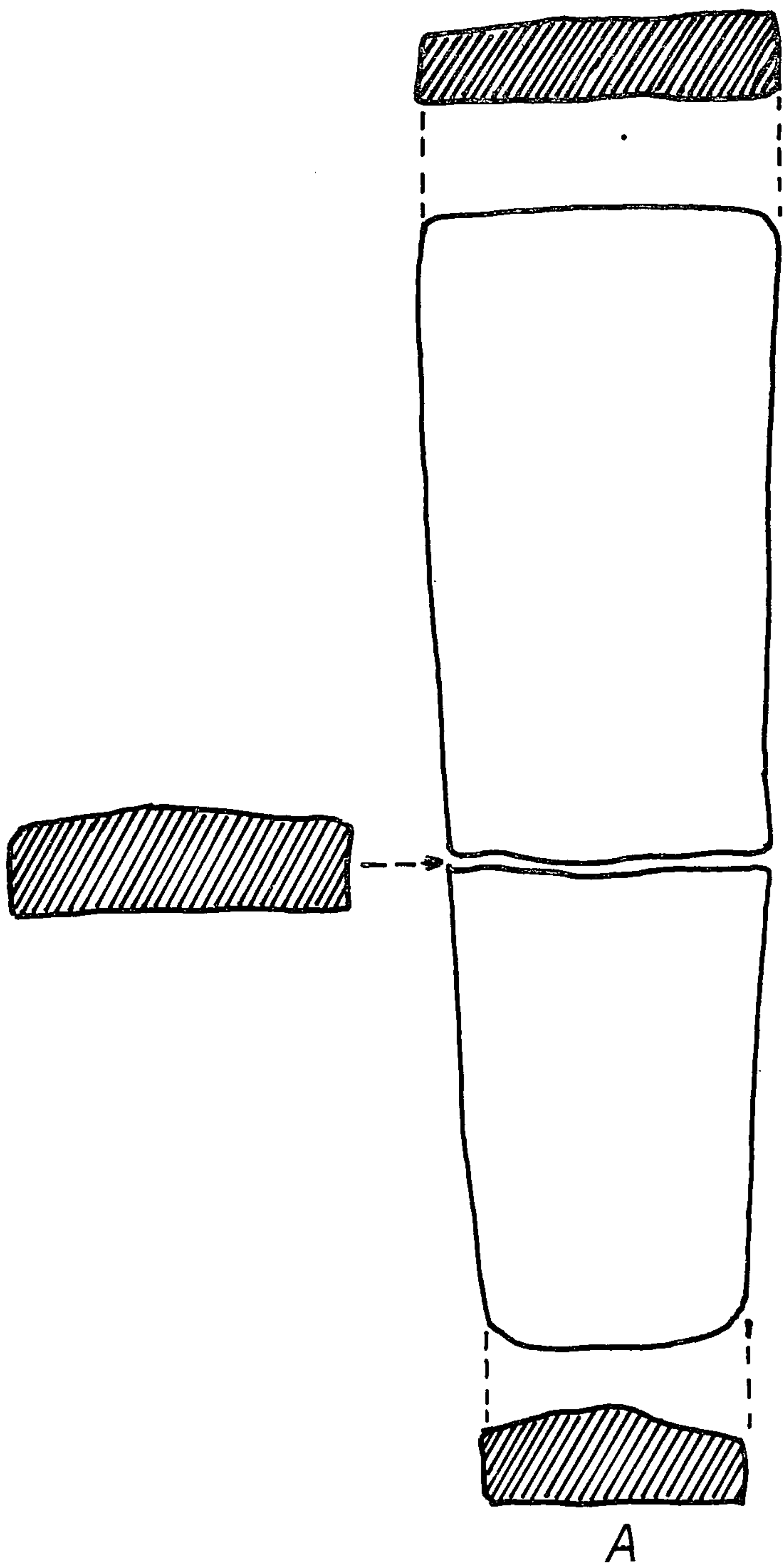
11) Charles LELONG - « La Touraine à l'époque mérovingienne ». Introduction au catalogue du Musée de la Société Archéologique de Touraine (été-automne 1975) - supplément au Tome IX des Mémoires de la S.A.T. 1975).

12) Le premier texte citant le château est daté de 989, mais son authenticité est douteuse et il s'agirait peut-être d'un faux du XII^e s. (Charles METAIS, Cartulaire de l'Abbaye Cardinale de Vendôme, I, Vendôme 1893, p. 11 - IV). L'existence du château est cependant attestée de façon certaine à partir du début du XI^e siècle.

13) Edouard SALIN - Opus cité, II, page 252.

14) Edouard SALIN - Opus cité, Tome II, page 103, figure 55.

15) Edouard SALIN - Opus cité, Tome II, page 38.



0 50cm

C. LEYMARIOS

COUVERCLES de SARCOPHAGES

PLAN 06

vent-ils être les représentants d'une même famille ? Ne sommes-nous pas en présence de trois religieux ?

Le 7 Septembre 1974, soit moins d'un mois après cette fouille de sauvetage, les participants du VII^e Colloque archéologique du « Château Gaillard », tenu à Blois, visitaient le Château de Lavardin sous la conduite de Daniel Schweitz et s'arrêtaient quelques instants devant cette crypte funéraire. Il était difficile aux grands spécialistes présents de proposer une solution à la seule vue de cette structure. Monsieur le Professeur Herrbronn (Allemagne) avança l'hypothèse d'une datation carolingienne à l'examen des couvercles de sarcophage.

L'importance des bouleversements stratigraphiques dus aux déblaiements inconsidérés de l'Association le « Club du Vieux Manoir » n'a pas permis d'appréhender les traces matérielles montrant l'attitude des constructeurs et des occupants du château médiéval envers l'existence de ce cimetière qu'ils ne pouvaient certainement pas méconnaître.

La découverte de tessons qui paraissent attribuables à la période médiévale (sépulture S9 : 1.2.16.2 à 1.2.16.5) pose en effet le problème de sa découverte fortuite aux cours des grands travaux effectués au XIV^e siècle.

Il aurait été en particulier intéressant de savoir si

la petite plate forme rocheuse sur laquelle s'ouvrait la crypte funéraire avait été épargnée pour préserver cette dernière ou afin d'assurer un niveau de départ pour l'escalier permettant d'accéder au second palier du promontoire. Une fouille, menée avec méthode, aurait pu montrer si la cavité était actuellement conservée dans son état originel, ce qui n'est pas certain, où si elle avait été amputée de sa partie antérieure recouvrant les sépultures S1 et S2.

Que reste-t-il en 1980 des six sépultures encore intactes en 1974 ? Nous n'en savons rien. Nous avons simplement constaté quelques jours après la fouille de sauvetage, alors que nous étions revenus effectuer quelques relevés à l'extérieur de la crypte, que deux tranchées avaient été clandestinement réalisées par des membres de l'Association locale.

Si ces six sépultures sont encore intactes, elles mériteraient d'être fouillées intégralement pour pouvoir terminer l'étude anthropologique réalisée par le Docteur Michel Lacroix et éventuellement apporter un complément d'information au matériel archéologique que nous avons recueilli en 1974 et qui reste, conformément à la législation en vigueur, sous contrôle de la Direction Régionale des Antiquités Historiques du Centre. Nous pensons qu'un membre de cette Direction Régionale pourrait conduire directement cette fouille.

Etude archéologique d'un dépotoir domestique du XIV^e siècle au château de Lavardin

par Daniel SCHWEITZ

I. — INTRODUCTION

De 1966 à 1969, puis à partir de 1976, le site du château de Lavardin a fait l'objet de multiples campagnes de travaux archéologiques, organisées par « Le Club du Vieux Manoir », association de loisirs pour adolescents.

En 1974 et 1975, deux fouilles de sauvetage furent menées à bien sur le site, à la demande de la Direction Régionale des Antiquités Historiques, afin d'assurer la sauvegarde de ce qui subsistait de deux « faits archéologiques » en partie détruits par les travaux antérieurs. La seconde fouille a exclusivement porté sur un dépotoir domestique, partiellement déblayé en 1969.

Ce dépotoir, qui a fait l'objet d'une fouille exhaustive, était situé au fond de la tour assurant le flanquement de l'enceinte du second palier du promontoire, au Nord (PL. 1).

On peut certainement estimer qu'environ 1/3 du dépotoir a été déblayé avant la fouille archéologique. Le matériel documentaire recueilli lors de ces travaux a été dispersé vers 1969-1970 et peut être considéré comme irrécupérable.

L'investigation archéologique et l'étude ultérieure du matériel documentaire ont été menées dans une optique épistémologique définie. Les données documentaires ont été traitées, de façon plus ou moins poussée, comme des informations d'ordre ethnographique, susceptibles de permettre l'approche, malgré des lacunes considérables (1), de la « culture matérielle » des occupants du château.

Seuls les ustensiles en céramique ont été étudiés de façon exhaustive, dans le cadre d'une recherche sur la céramique médiévale en Vendomois (2) ; le reste du matériel documentaire, seul présenté dans le présent article, a fait l'objet d'une simple approche.

II. — LE DÉPOTOIR

1. Interprétation de la stratigraphie (PL. 2-3-4)

L'analyse stratigraphique du remplissage de la cave permet de distinguer trois phases principales d'occupation, attribuables à l'état II de la tour (seconde moitié du XIV^e s. - fin du XVI^e s.), qui peuvent être datées de la seconde moitié du XIV^e s.

L'étude des parois rocheuses de la cave, et plus encore celle des parements externes de la tour, démontre l'existence d'un état I (fin du XII^e s. - milieu du XIV^e s.), indiscernable dans la stratigraphie du remplissage de la cave.

— Etat I

Les travaux effectués durant la seconde moitié du XIV^e s. ont fait disparaître les couches d'occupation correspondant à l'état I.

Cependant, l'étude de l'aspect des parois de la cave permet de distinguer deux faciès rocheux (A sur B), séparés par un gros lit de silex, qui pourrait correspondre aux deux états de la tour.

Le faciès A est caractérisé par une forte érosion du rocher où les traces de creusement ont disparu. La paroi rocheuse du faciès A est encrassée, mais cela peut provenir de son contact avec les débris du dépotoir qui occupera le fond de la tour durant la seconde moitié du XIV^e s. Ce faciès est limité par un gros lit de silex, visible partout dans les parois, à environ 2,50 m de la surface du promontoire rocheux. C'est ce lit de silex, relativement malaisé à traverser au pic, qui a dû arrêter le creusement de cette cave.

Le faciès B, qui occupe la partie inférieure de la paroi, sous le lit de silex, sur une hauteur d'environ 1 m, est principalement caractérisé par le relief accentué des traces de creusement au pic. La couleur des parois du faciès B indique que le rocher s'y présente sans encrassage.

Le faciès B est aisément interprétable, il constitue la trace d'un surcreusement du fond de la cave, rebouché sans que ses parois aient été exposées très longtemps (voir état II, phase 1). La stratigraphie du remplissage de la tour permet de le dater de la seconde moitié du XIV^e s.

1) Voir : D. SCHWEITZ, A propos de l'étude de la céramique recueillie dans la fouille archéologique des habitats médiévaux, « *Revue Archéologique du Centre* », n° 67-68, 1978, p. 259 à 262.

2) D. SCHWEITZ, « *Contribution archéologique à l'étude de la céramique du bas Moyen Age en Vendômois* », Mémoire de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1979, 305 p. (dépôt à la bibliothèque de la M.S.H.).

L'interprétation du faciès A est plus difficile ; on peut cependant admettre qu'il est antérieur au faciès B et constitue la seule trace archéologique de la cave dont était munie la tour dans son état I (fin du XII^e s. - milieu du XIV^e s.). On ne peut néanmoins rejeter totalement l'hypothèse d'une détérioration rapide de la partie des parois qui a été exposée au contact des déchets rejetés dans le dépotoir.

L'étude du parement des murs latéraux de la tour montre qu'elle n'a pas été construite au XIV^e s., mais qu'elle a simplement été reconstruite sur un même plan, à partir de pans de murs appartenant à un ouvrage plus ancien, probablement datable de la fin du XII^e s.

On remarquera que la tour flanquant la seconde enceinte au Sud est munie d'une cave analogue creusée dans le rocher, bien qu'elle n'ait pas été remaniée depuis sa construction, vers la fin du XII^e s.

— *Etat II de la tour (milieu du XIV^e s. - fin du XVI^e s.)*

Phase 1.

Le premier fait archéologique appréhendable par l'étude stratigraphique est le surcreusement du fond de la cave, effectué en vue d'y récupérer des pierres de blocage destinées à alimenter une campagne de reconstruction.

La cavité irrégulière résultant de ce recreusement, portant sur toute la surface de la tour, est moins profonde à l'Ouest qu'à l'Est, ce qui prouve qu'il n'avait pas pour but de constituer un nouveau sol à la cave.

Cette cavité est restée exposée très peu de temps, ainsi que le montre la netteté des traces de creusement sur ses parois (voir ci-dessus faciès B), puis elle a été partiellement remplie à l'aide de débris de pierres calcaires, liés par un mortier, formant une sorte de sol de travail incliné, très propre (couche n° 86).

Ce qui restait de la cavité a été ensuite comblé par un remblai très homogène, constitué de débris de pierres calcaires, de mortier pulvérulent rosâtre et de carreaux cassés (couche n° 81), très soigneusement égalisé afin de former un sol de cave tout à fait plan.

Ce remblai, qui était absolument exempt de toute « contamination », provient certainement, sinon de la réfection de la tour elle-même, du moins d'un bâtiment contigu, peut-être du logis occupant l'extrémité du second palier du promontoire.

L'existence de cette cavité, résultant de l'extraction sur place de la pierre indispensable aux constructeurs, n'est pas un fait exceptionnel, on en connaît d'autres exemples dans les châteaux directement établis sur des affleurements rocheux, à Chinon (Indre-et-Loire), à Château-Gaillard (Eure) ou à Coucy (Aisne), par exemple (3).

Elle est fort intéressante, dans la mesure où elle permet d'établir, avec certitude, qu'au moins l'un des bâtiments situés sur la partie Est du second palier, probablement le logis situé à son extrémité, a subi d'importants travaux de réfection vers le troisième quart du XIV^e s., antérieurement à la constitution du dépotoir (vers 1370-1390). On remarquera que cette datation, autorisée par l'évidence stratigraphique, correspond tout à fait à celle que l'on peut raisonnablement avancer pour la réfection du logis situé à l'extrémité du second palier, à partir de l'étude de ses caractères architecturaux, et notamment des moulures de sa cheminée.

Phase 2

Le nouveau sol de la cave, constitué par le remblai

égalisé, paraît avoir été occupé peu de temps, si ce n'est de façon très peu intensive, et il n'est directement recouvert que par une fine couche d'encrassage, épaisse de 3 à 4 cm (couche n° 80).

Il paraît assez difficile de déterminer si les couches qui recouvrent la couche d'encrassage du sol sont les couches d'occupation de la cave, ou si elles sont assimilables à celles du dépotoir. Aussi, par convention, elles sont regroupées avec celles de la partie inférieure du dépotoir dont elles sont, de toute façon, contemporaines.

Phase 3

Il serait peut-être possible de distinguer, dans la partie inférieure du dépotoir, les couches antérieures à la couche n° 62, de celles qui lui sont postérieures, par leur aspect plus « argileux ». Il n'est pas impossible que leur formation ait eu une origine différente. Nonobstant cette possibilité, déterminée subjectivement par la seule étude des données de terrain, les couches du dépotoir formaient un ensemble stratigraphique relativement homogène où il n'a pas été possible de distinguer de véritables phases d'utilisation dissemblables, au delà de la simple distinction des dépôts successifs.

Toutes les couches étudiées ont été constituées par la décomposition des matériaux organiques rejetés dans le dépotoir, par des résidus provenant du nettoyage périodique des sols et des cheminées d'un bâtiment.

La relative régularité de la situation stratigraphique des couches résultant du nettoyage périodique des cheminées (couches n° 79, 71, 25, 19, 8, 4), comme de celles qui contiennent, en moindre quantité, de la cendre et du charbon de bois (couches n° 59, 48, 40, 36, 30, 29, 24, 22, 21, 15, 3, 1), porte à penser que le dépotoir a été utilisé d'une façon continue pour évacuer les déchets domestiques d'un logis, très probablement habité en permanence.

Il est fort difficile d'estimer, même très grossièrement, la durée d'utilisation du dépotoir, principalement du fait de la disparition des couches les plus récentes, qui auraient été susceptibles de fournir des données sur son utilisation finale et l'époque de son abandon. On peut cependant penser que la période d'utilisation correspondant à la séquence stratigraphique étudiée par nos soins a été relativement brève : peut-être une dizaine d'années, une vingtaine au plus. L'étude de la céramique et de la verrerie, recueillies en quantité appréciable dans le dépotoir, leur homogénéité notamment, conforte cette hypothèse.

L'étude du pendage et de l'orientation des couches fouillées a permis de déterminer que les rejets avaient été effectués depuis le plancher inférieur de la tour, par une ouverture pratiquée dans son angle Nord-Ouest. Il est probable que cette ouverture dans le plancher était, à l'origine, destinée à permettre l'accès de la cave à l'aide d'une échelle mobile.

La régularité du pendage des couches, comme la fragmentation importante des récipients en céramique les plus robustes, portent à penser que les tas de déchets rejetés du plancher inférieur de la tour ont été périodiquement égalisés. L'aspect « délavé » de la plupart des couches de la partie supérieure du dépotoir, et principalement des couches les plus argileuses, comme le mauvais état de conservation des objets en métal ou les concrétions visibles à la surface des récipients en céramique, portent également à penser que cette régularité est en

3) M. de BOUARD, « Manuel d'Archéologie médiévale », Paris, 1975, p. 54.

partie due au rejet de liquides, peut-être en quantité assez importante (eau de lavage des sols, liquide des aliments bouillis consommés dans le logis, utilisation comme urinoir ?) Le fait que la plupart des grands fragments de récipients en céramique traversaient dans leur hauteur plusieurs couches, et n'étaient pas, à l'évidence, inclus dans une seule couche, comme le fait que beaucoup des fragments appartenant à un même récipient aient été recueillis dans des couches proches mais différentes, confortent cette hypothèse. Le dernier fait, notamment, est significatif, dans la mesure où, si l'étude de la séquence stratigraphique a effectivement posé des problèmes complexes, il s'agissait, non pas de difficultés pour regrouper les couches, mais évidemment pour les distinguer les unes des autres. Lorsque la distinction objective paraissait impossible, les couches postérieures ont toujours été regroupées avec la première couche sous-jacente à toute leur surface, ce qui rend évidemment difficile pour ne pas dire impossible, toute erreur systématique d'attribution du matériel archéologique — et céramique en particulier — liée à des confusions dans la détermination de la limite exacte des couches incertaines.

La détermination de l'origine des détritiques ayant été rejetés dans le dépotoir est une donnée essentielle de son étude, dans la mesure où elle conditionne son attribution à un groupe humain, identifié avec une certaine précision quant à son identité sociale.

Bien que l'on ne puisse être absolument certain que les matériaux ayant constitué la matière du dépotoir résultent précisément de l'occupation du logis situé à l'extrémité du second palier du promontoire, cela paraît cependant très probable, et les faits confortant cette hypothèse sont même de nature à autoriser une quasi certitude.

La seule façon d'établir une certitude absolue à ce sujet aurait été de pouvoir mettre en relation des vestiges recueillis dans les couches d'occupation du logis et dans le dépotoir, en constatant, par exemple, des recollages entre fragments d'un même récipient en céramique (4). Mais le déblaiement complet du logis, comme de la plus grande partie de la surface du second palier du promontoire, par l'association « Le Club du Vieux Manoir », en dehors de toute préoccupation d'ordre archéologique, a supprimé toute possibilité à ce sujet.

On ne peut donc se fonder que sur la connaissance de la situation du dépotoir dans son contexte monumental, et, surtout, sur la nature des résidus qui y ont été rejetés.

Ainsi, on remarque, tout d'abord, que l'accès au dépotoir se fait uniquement par la tour contenant l'escalier du logis situé à l'extrémité du second palier du promontoire. Les déchets qu'il contient ont donc obligatoirement été descendus, jour après jour, par cet escalier donnant également accès au fond de la tour. On imagine donc mal le rejet ici, dans une des rares parties du château qui devait être habitée en permanence, de déchets provenant d'ailleurs. De plus, apparemment, d'après les vestiges qui subsistent actuellement, le logis était isolé des autres bâtiments du second palier du promontoire par une cour, ce qui confirme notre doute à cet égard.

La régularité apparente des rejets dans le dépotoir, et notamment l'existence de nombreuses couches résultant de l'utilisation de cheminées, comme l'abondance du matériel domestique qu'elles contenaient et, probablement, la relative rapidité de l'exhaussement du tas formé par les déchets, montrent qu'il était lié sans conteste à un bâtiment de l'importance du logis situé à l'extrémité du second palier du promontoire. Ce logis paraît avoir

été la seule construction importante dans cette partie du château au XIV^e s.

Ce que l'on sait, par les textes, de l'évacuation des déchets domestiques dans les châteaux médiévaux, montre qu'elle était à la fois malaisée et coûteuse — et plus encore à Lavardin qu'ailleurs en raison de sa situation — ce qui vient conforter l'hypothèse que les déchets du logis n'ont pu être rejetés au delà de ses abords immédiats (5). Une telle accumulation de déchets domestiques résultant de l'occupation permanente d'un logis, dans le fond d'une tour située à sa proximité immédiate, n'est pas impensable.

La propreté n'était assurément pas toujours une préoccupation majeure dans les châteaux du XIV^e s. Ainsi, par exemple, on sait que le nettoyage des salles du logis royal situé dans le château de Gisors (Eure), réalisé à l'annonce d'un des séjours du roi en 1396, ne demanda pas moins de deux voitures à trois chevaux, durant deux jours... (6).

La nature du matériel métallique et de la verrerie du dépotoir, qui sont étudiés ci-après, permet d'affirmer qu'il contient — pour l'essentiel — les résidus domestiques de personnages d'un niveau social relativement élevé, certainement nobles, qui paraissent ne pouvoir trouver d'habitation à leur mesure que dans le logis situé à l'extrémité du second palier du promontoire.

Phase 3/4

Les couches les plus récentes du dépotoir ont été enlevées lors des travaux effectués par l'association « Le Club du Vieux Manoir », en 1969.

La nature de ces couches était d'après les souvenirs de participants (en 1975) assez semblable à celle des couches qui ont pu être étudiées par nos soins. La céramique, le matériel métallique et la verrerie, recueillis alors, étaient assez similaires à ceux que nous avons mis au jour dans la partie inférieure du dépotoir.

Les remblais provenant de la destruction du château à la fin du XVI^e s., et de sa lente dégradation jusqu'à nos jours, comblaient le fond de la tour, au moins jusqu'au niveau de l'orifice du silo (voir niveau approximatif sur la coupe de la planche 2).

2. Etude des monnaies et datation

La datation précise du dépotoir a été essentiellement fondée sur l'étude des monnaies recueillies en stratigraphie, mais elle a été confirmée par l'étude des autres matériaux documentaires.

7.2. *BLANC AU K de Charles V*, dit le Sage, 20 avril 1365. « DEI : GRACIA », grand K (initiale de Karolus) dans le champ, entre deux fleurs de lys, sous une couronne trifoliée, bordure de douze lys. R/ « FRANCORV : REX », croix et « + BNDICTV : SIT : etc. » en légende extérieure (7).

14.3. *DENIER TOURNOIS de Charles V*, dit le Sage, 20 avril 1365. « + KAROLUS : REX », croix.

4) Voir, par exemple : G. DEMIANS d'ARCHIMBAUD, Monnaies, céramiques et chronologie : Essai d'analyse des fouilles de Rougiers (Var), « *Provence, Historique* », XXV, fasc. 100, Avril-Juin 1975, fig. 2, p. 231.

5) M. de BOUARD, Où en est l'archéologie médiévale ?, « *Revue Historique* », n° 489, Janvier-Mars 1969, p. 15.

6) E. PEPIN, « Gisors et la vallée de l'Epte », Paris, 1963, p. 46.

7) J. LAFAURIE, « Les monnaies des rois de France », Paris, 1951, I p. 67, n° 373.

R/ « TVRONVS CIVIS », châtel surmonté d'une grande fleur de lys (8).

14.4. Pas identifiable en raison de son état de conservation.

35.1. Difficile à identifier en raison de son état de conservation. Il s'agit peut-être d'un *DEMI-DOUBLE TOURNOIS* de Philippe IV, dit le Bel, septembre 1295 (9).

37.5. *GROS A LA QUEUE* de Jean II, dit le Bon, 11 juillet 1355. « IOHANNES », losange au sautoir, « REX », et « +BNDITV : SIT : etc. » R/ « TVRONVS CIVIS », châtel couronné, bordure de douze lys (10).

37.6. Pas identifiable en raison de son état de conservation. Il s'agit d'un fragment de denier du XIV^e s.

50.1. *BILLON NOIR* de Charles de Blois, duc de Bretagne (1341-1364). « KAROLVS DUX » dans le champ, « BRIT » sous une couronne. R/ « MONETA DVPLEX », croix fleurdelysée (11).

72.1. *BILLON NOIR* de Charles de Blois, duc de Bretagne (1341-1364). Atelier de Rennes. « KAROLVS. R. DUX », croix. R/ « BRITANORV », châtel tournois au tympan accosté de deux trèfles (12).

76.8. *DENIER* de l'Abbaye Saint Martin de Tours, fin du XI^e ou XII^e s. « (SCSM)(RT)INV(S) ». châtel. R/ « +TV(RO)NVSC(IVI) », croix (13).

Sur les six monnaies qui ont pu être identifiées avec certitude, cinq datent du milieu du XIV^e s. et une de la fin du XI^e ou du XII^e s.

L'aspect des deux monnaies les plus récentes (n° 7.2. et 14.3.), dont le type a été créé en 1365, porte à penser que leur circulation fut de courte durée, s'il n'est dû à leur thésaurisation, qui est cependant improbable en raison de leur modeste valeur.

L'ensemble de ces monnaies permet de dater la constitution du dépotoir, avec une fiabilité tout à fait satisfaisante, entre 1365 et la fin du siècle, très certainement vers les années 1370-1390.

La monnaie la plus ancienne (76.8) est sans conteste « résiduelle », car elle a été recueillie dans une couche (76) contenant un mobilier tout à fait comparable à celui retrouvé dans toutes les autres couches du dépotoir. Cependant, sa présence dans une couche qui pourrait être interprétée, par la nature particulière des récipients en céramique qu'elle renfermait, comme pouvant résulter d'une opération ponctuelle de nettoyage du château, est fort intéressante, dans la mesure où elle est susceptible de renforcer cette hypothèse. Hormis le fait que les monnaies du bas Moyen Age soient largement diffusées, la présence de monnaies bretonnes est d'autant moins surprenante que le château voisin de Montoire a abrité la retraite d'Alix de Bretagne, fille du duc de Bretagne et veuve de Bouchard de Montoire, comte de Vendôme, VI^e du nom, des années 1365 à 1377 (14). Il est probable que son entourage comptait quelques seigneurs et hommes d'armes bretons, dont certains ont pu séjourner au château de Lavardin. On remarquera d'ailleurs, à l'appui de cette hypothèse, que ce dernier présente des consoles de machicoulis, datables de la seconde moitié du XIV^e s., d'un type qui était alors surtout usité en Bretagne, ce qui laisse supposer la présence de constructeurs bretons dans le comté à cette époque (15).

3. Catalogue commenté des objets

L'ensemble du matériel a été considéré comme homogène, et résultant — pour l'essentiel — des activités et

de la vie domestique des occupants du logis situé à l'extrémité du second palier du promontoire. La fiabilité de l'interprétation ultérieure de leur nature sociale est donc directement fonction de la valeur cognitive de ce postulat.

— Vestiges immobiliers (PL. 5-6-7)

1.1. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. Couleur du verre : bleuté. Couleur de la peinture : brun-rouge foncé (Munsell soil color chart : 10R. 3/3).

5.2. Fragment de vitrail à décor floral peint. CV : brun-rouge foncé (10R. 3/3).

14.1. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : rouge. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/2) sur gris (2.5Y. 5/6).

23.1 fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : rouge. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/2).

24.1. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/2).

57.1. Fragment de vitrail à décor floral peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

57.2. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : bleu. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

57.3. Fragment de vitrail à décor floral peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

57.4. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : vert. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

57.5. Fragment de vitrail à décor floral peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

73.1. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

73.2. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

76.5. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : jaunâtre. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

76.6. Fragment de vitrail à décor floral peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

76.7. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : jaunâtre. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

78.2. Fragment de vitrail à décor floral peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

8) « Ibid », p. 68, n° 376.

9) « Ibid », p. 33, n° 235.

10) « Ibid », p. 53, n° 303.

11). F. POEY d'AVANT, « Monnaies féodales de France », Graz (Autriche), 1961, p. 87, n° 528.

12) « Ibid », p. 78, n° 455 à 457.

13) Recherches inédites de Monsieur C. THEUREAU à partir du matériel archéologique du Laboratoire d'Archéologie Urbaine de Tours, 1977.

14) R. de SAINT-VENANT, « Dictionnaire Topographique, historique, biographique, généalogique et héraldique du Vendômois » Blois, II, 1913-1914, p. 436.

15) Abbé PLAT, Lavardin, « Congrès Archéologique de France », LXXXVIII^e session, Blois, 1925, p. 358 et note 1. Les consoles de machicoulis de ce type apparaissent vers 1355 au pont Valentré à Cahors (Lot), elles sont très fréquentes en Bretagne à la fin du XIV^e s., mais on les retrouvera dans d'autres régions à la fin du XV^e s., sans doute importées par des maçons bretons (J.-F. FINO, « Fortresses de la France médiévale », Paris, 1967, p. 262).

78.3. Fragment de vitrail à décor anthropomorphe (moine) peint. CV : incolore. CP : brun-rouge (10R. 4/3).

79.1. Fragment de vitrail à décor géométrique peint. CV : incolore. CP : brun-rouge foncé (10R. 4/3).

9.2. Fragment de serrure en fer.

14.5. Clef en fer.

71.1. Clef en fer.

— *Équipement militaire (PL. 7-8-9)*

9.3. Carreau d'arbalète en fer.

9.4. Fragment de lame de dague en fer.

20.1. Fragment d'un élément de harnais en fer.

35.4. Fragment d'éperon en fer.

37.7. Fragment de plaque de brigantine en fer avec deux rivets en métal cuivreux. (La couche n° 37 contient quatre autres fragments de brigantine, la couche n° 6 en contient deux fragments).

78.1. Pommeau de dague, ou de couteau à trancher, en métal cuivreux doré à la feuille. Armoiries des familles Du Bosc (A) et Gentien (B).

0.2. Pointe de pique en fer ? (nettoyage de surface préliminaire à la fouille).

— *Accessoires du costume et de la toilette (PL. 10)*

4.1. Attache double, ou applique de ceinture, en métal cuivreux.

5.3. Fragment de mordant en métal cuivreux.

5.4. Boucle « à patte » en métal cuivreux.

5.5. Agrafe en métal cuivreux serrée par un fil du même métal.

9.5. Mordant en métal cuivreux.

14.6. Boucle « à patte » en métal cuivreux.

28.1. Morceau de tissu avec petite boutonnière (non figuré).

29.2. Mordant en métal cuivreux doré à la feuille.

33.2. Épingle en métal cuivreux, longueur : 30 mm, diamètre de la tête : 2 mm. Tête obtenue par enroulement d'un fil du même métal (épingles identiques dans les couches n° 29, 41, 42, 44, 57). Non figurée.

34.1. Grelot en métal cuivreux.

35.3. Ferret en métal cuivreux, obtenu par pliage (ferrets identiques dans les couches n° 31, 37, 41, 42, 51, 61). Non figuré.

41.1. Clou en métal cuivreux.

55.1. Boucle en fer.

2.1. Métal cuivreux.

4.2. Perle en bois dur. CB : noir.

5.6. Manche en os d'un ustensile (de toilette ?) en fer.

41.2. Bague avec chaton en métal cuivreux.

— *Ustensiles domestiques (PL. 10-11-12)*

1.2. Poinçon en corne de cervidé taillé au couteau à son extrémité.

8.1. Dé à coudre en métal cuivreux.

35.2. Forces en fer.

24.2. Louche en métal cuivreux.

57.6. Bassin en métal cuivreux.

63.1. Ecuelle en métal cuivreux.

63.2. Chaudron en métal cuivreux. Rapiécages avec

quatre rivets en métal cuivreux (tôle pliée en T) et deux en fer.

63.3. Rivet en tôle de métal cuivreux, pliée deux fois en T.

6.6. Soie de couteau en fer avec rivet en métal cuivreux.

11.1. Soie de couteau en fer avec rivet en métal cuivreux.

23.2. Manche de couteau en os. Lame en fer avec trois rivets en fer.

29.1. Couteau en fer avec manche en os.

69.1. Manche en os torsadé. Lame en fer et rondelle en métal cuivreux (couteau ?).

6.7. Goulot double de burette en verre.

9.6. Tube en verre, diamètre : 11 mm, épaisseur : 1 mm, longueur : plus de 80 mm. (tubes identiques dans les couches n° 14, 21). Non figuré.

11.2. Verre à pied.

14.7. Anse en verre.

14.8. Tube en verre, diamètre : 18 mm, épaisseur : 1,5 mm, longueur : plus de 210 mm. Non figuré.

14.9. Goulot de bouteille en verre (goulot identique dans la couche n° 37).

28.2. Pied de verre.

28.3. Fragment de base de verre à pied (?).

42.1. Fragment de coupe de verre à pied.

76.8. Goulot de bouteille en verre.

76.9. Fond de bouteille en verre (fonds semblables dans les couches n° 4, 13, 69).

76.10. Fragment de bord de coupe en verre (?).

76.11. Fragment de coupe de verre à pied (coupes identiques dans les couches n° 55, 67, 75, 76).

21.1. Boulette d'argile crue séchée, diamètre : 22 mm. Non figurée.

Les vestiges immobiliers les plus significatifs, quant à la datation du dépotoir et à la détermination du niveau social de ses utilisateurs, sont incontestablement les fragments de vitraux (16).

Un certain nombre de critères techniques (17) et esthétiques (18) permettent de les dater, avec une certitude satisfaisante, du XIV^e s.

16) 47 fragments, 27 sont sans décor et 25 sont en verre incolore.

17) Notamment leur faible épaisseur (J. GRUBER, *Technique*, in « *Le vitrail français* », Paris, 1958, p. 170).

18) La prépondérance du verre incolore (J. GRUBER, « *Ibid* », p. 173) et la nature de l'ornementation. Des motifs végétaux (feuilles et fleurs) ornent souvent les étroites bordures des vitraux de cette époque où ils sont, comme ici, dessinés sans fioriture (J. GRUBER, « *Ibid* », p. 174). Les motifs végétaux ornant les fragments recueillis dans le dépotoir peuvent être comparés aux tiges feuillées qui ornent les marges des manuscrits à partir de la fin du XIII^e s. et surtout au siècle suivant (H. MARTIN, « *La miniature française du XIII^e au XV^e s.* », Paris, 1923, p. 30). On trouve également des motifs semblables dans les tapisseries du XIV^e s., par exemple celles dites de « *L'Apocalypse* », dessinées vers 1375-1380 par le peintre du roi Charles VI (musée du château d'Angers, Maine-et-Loire : tapisseries n°s 32, 34, 37, 42, etc., encadrement des tapisseries n° : 36 à 54).

La facture très soignée (19), comme les thèmes de l'ornementation picturale (20), montre qu'il s'agit de fragments ayant appartenu à des verrières montées dans une (ou plusieurs) construction civile.

L'existence de verrières dans les logis seigneuriaux des châteaux royaux est connue au XIII^e s., en France comme en Angleterre, mais au XIV^e s. elles n'étaient toujours utilisées que pour les logis les plus luxueux (21).

Il est donc certain que les fragments de vitraux recueillis dans le dépotoir ne peuvent avoir été utilisés que dans un (ou plusieurs) logis destiné à des personnages d'un rang social relativement élevé, qui pourrait fort bien être celui qui occupe l'extrémité du second palier du promontoire.

L'état de conservation des fragments de la serrure et des clefs ne permet pas d'analyser précisément leur typologie et d'autoriser leur datation. Néanmoins, il n'est pas impossible que le métal employé pour leur fabrication, le fer, permette de les dater très approximativement du bas Moyen Age (22).

Ces vestiges ne paraissent pas significatifs quant à la nature sociale des utilisateurs de la (des) construction où ils avaient été placés, le château étant pourvu de très nombreuses portes munies de serrures, aussi bien dans les constructions militaires, que dans les logis et les locaux de service.

Les fragments d'équipements militaires recueillis dans le dépotoir peuvent tous être datés, avec plus ou moins de certitude, du XIV^e s., notamment les plaques de brigantine (23), l'éperon (24), et le carreau d'arbalète (25), mais peut-être également la dague (26).

Ils montrent les occupations militaires de certains des utilisateurs du dépotoir et permettent même d'appréhender plus précisément leur fonction particulière en ce domaine. On remarquera, en effet, que la brigantine et la dague faisaient essentiellement partie de l'équipement des hommes d'armes et des « gens de pied » à la fin du XIV^e s. (27). Pour autant que tous ces vestiges puissent être mis en relation, le fragment d'éperon et peut-être aussi ce qui pourrait être un fragment de harnais (28), portent à penser qu'il s'agit plutôt d'hommes d'armes disposant de chevaux que de « gens de pied ».

Le carreau d'arbalète n'est pas obligatoirement destiné à une arme de guerre, il a pu être utilisé avec une arme de chasse, comme cela est d'ailleurs connu pour ce type précis (29). On remarquera cependant que les arbalétriers ont adopté la brigantine à la fin du XIV^e s. et on ne peut tout à fait écarter l'hypothèse d'une relation particulière entre ces deux types de vestiges (30).

Le pommeau de dague, ou de couteau à trancher, orné d'armoiries et doré à la feuille, paraît plutôt conforter l'hypothèse d'une utilisation par des personnages d'un rang social relativement élevé, appartenant probablement à la classe noble.

Il est difficile de déterminer si ces armoiries sont celles de l'utilisateur de la dague, ou du couteau à trancher, ou celles de familles ayant des liens de parenté avec lui. On ne peut également exclure l'hypothèse que cet objet ait été récupéré pour sa facture soignée ou sa valeur d'usage, sans que son dernier utilisateur ait eu de relation particulière avec les familles portant ces armoiries. Cependant, la présence dans le dépotoir de nombreux vestiges ayant appartenu à des personnages d'un rang social comparable rend cette dernière moins probable.

Sur l'une des faces du pommeau sont représentées les armoiries de la famille Du Bosc et sur l'autre celles de la famille Gentien.

La famille Du Bosc (31) est connue en Normandie depuis le XII^e s., ses armes sont : « Quatre lions d'or (ici quatre griffons) lampassés d'azur, sur un écusson de gueules, chargé d'une croix échiquetée d'argent et de sable, de deux traits ». Au XIV^e s., on connaît : Martin Du Bosc, 1^{er} du nom, seigneur de Tendos, La Chapelle, Efmandreville, Coquereaumont, Fécamp, Brétigny, etc..., qui fut l'un des principaux seigneurs donnés en otage au roi d'Angleterre par le traité de Brétigny, en 1360. Il fut lieutenant du grand maître des Eaux et Forêts en Normandie. Son fils aîné, Jean Du Bosc, II^e du nom, fut également maître et enquêteur des Eaux et Forêts en Normandie (1382). En considération des services rendus par Martin Du Bosc, le roi Charles VI accordera des lettres de noblesse à sa descendance en 1405. Guillaume Du Bosc, II^e du nom, fut lieutenant général du maître des Arbalétriers de France en Normandie.

La famille Gentien (32) est, elle, connue en Anjou dès le XIII^e s., ses armes sont : « D'argent à trois fasces vitrées de gueules ; à la bande d'azur, semée de fleurs de lys d'or, brochant sur le tout ». Au XIV^e s. on connaît Jacques Gentien, maître de l'Ecurie du roi Charles IV de 1288 à 1289, et Tristan Gentien, huissier du roi vers 1305.

19) J. LAFOND, Le vitrail au XIV^e s., in L. LEFRANCOIS-PILLON et J. LAFOND, « L'art du XIV^e s. en France », Paris, 1954, p. 228.

20) P. BIVER, E. SOCARD, Le vitrail civil au XIV^e s., « *Bulletin Monumental* », LXXVII, 1913, pl. II et IV.

21) J. LAFOND, « Le vitrail au XIV^e s... », « *Op. Cit.* », p. 228.

22) A. ABRAMOWICZ, J. CHAPELOT, A. NADOLSKI, J.-M. PESEZ, T. POKLEWSKI, Le village bourguignon de Dracy, in « *Archéologie du village déserté* » (« *Cahiers des Annales* », n° 27), Paris, 1970, p. 120.

23) Il semble bien que la brigantine ne soit pas utilisée avant la fin du XIII^e s., au siècle suivant elle est fort couramment adoptée (C. ENLART, « *Manuel d'Archéologie Française* », III, Le costume, Paris, 1916, p. 480).

24) Ce type d'éperon est connu aux XIII^e et XIV^e s. en France. L'exemplaire recueilli dans le dépotoir devait probablement être muni de deux œillets superposés à l'origine (E. VIOLLET-le-DUC, « *Dictionnaire raisonné du mobilier français* », V, Paris, S.D. p. 405).

25) Il correspond au type F des carreaux d'arbalètes recueillis au cours des fouilles menées à Tours par le Laboratoire d'archéologie urbaine, qui est daté des XIV^e-XVI^e s. (« *A propos d'archéologie urbaine à Tours* », bulletin du L.A.U. n° 4, novembre 1977, p. 16).

26) E. VIOLLET-le-DUC, « *Op. Cit.* », V, p. 315.

27) La brigantine fut, en effet, essentiellement portée par les « gens de pied » et les hommes d'armes au XIV^e s., ce n'est qu'au XV^e s. que les plus hauts seigneurs l'adopteront parfois (E. VIOLLET-le-DUC, « *Ibid.* », p. 230 et 236). Il en est de même pour la dague. Le fragment qui a été recueilli dans le dépotoir rappelle les dagues utilisées par les hommes d'armes, avec sa lame épaisse sans tranchant et sa section triangulaire, plutôt que celles employées par les gens de pied (E. VIOLLET-le-DUC, « *Ibid.* », p. 315).

28) Eléments comparables dans : E. VIOLLET-le-DUC, « *Op. Cit.* », II, p. 27 et suiv.

29) « *A propos d'archéologie urbaine à Tours* », « *Op. Cit.* », p. 16.

30) E. VIOLLET-le-DUC, « *Op. Cit.* », V, p. 24.

31) La CHESNAYE-DESBOIS et BADIÉ, « *Dictionnaire de la noblesse* », III, Paris, 1863, col. 573 à 575. Information de M. LAFOND de la VALLEINERIE, généalogiste.

32) J. B. RIESTAP, « *Armorial général* », I, Lyon, 1900, seconde partie, p. 760 ; Père ANSELME, « *Histoire généalogique de la maison royale de France, des grands officiers de la couronne et de la maison du roi* », II, Paris, 1712, p. 1271-1272.

Les accessoires métalliques de costumes recueillis dans le dépotoir peuvent également être datés, de façon relativement certaine pour la plupart, du XIV^e s. (33).

Leur nature suggère un habillement soigné qui paraît ne pouvoir être compatible qu'avec des personnages d'un niveau social relativement élevé, et certainement bien plus considérable que celui d'un simple homme d'armes (34).

La perle de collier et la fine bague (comme les épingles), suggèrent une présence féminine parmi les utilisateurs du dépotoir, qui est confirmée par le dé et les petites forces destinés à la réalisation de travaux de couture (35).

Le dépotoir a également fourni de nombreux ustensiles et récipients destinés à la préparation des aliments, dans la cuisine, et à leur consommation à table, dans le logis, mais seuls les fragments de verres à pied sont datables avec précision du XIV^e s. (36).

Le chaudron rapiécé, et peut-être aussi la cuillère, si elle n'est pas un ustensile de table, montrent que le dépotoir est en relation avec une cuisine (37), qui est probablement celle du premier palier du promontoire, desservant le logis situé à l'extrémité du second.

Au moins deux des couteaux, remarquables par le soin apporté à la finition de leur manche, étaient certainement des ustensiles de table.

Le grand bassin en métal cuivreux a pu également être utilisé à table pour présenter les aliments, ou recueillir les eaux usées résultant du lavage des doigts des convives (38), s'il n'était pas un ustensile utilisé à la cuisine (39).

Les bouteilles sont remarquables par la finesse de leur paroi, montrant qu'elles n'ont pu être utilisées, du fait de leur fragilité, que pour la consommation des boissons à table. Les burettes, quant à elles, ont pu être également utilisées à table, pour contenir des ingrédients liquides destinés à l'assaisonnement des aliments, et devant donc être versés en quantité mesurée (40).

Bien qu'au XIV^e s. les verres à pied soient probablement utilisés par toutes les classes de la société (41) et ne constituent donc pas un critère de différenciation sociale précis en eux-mêmes, associés aux autres vestiges, ils suggèrent plutôt un certain raffinement dans les mœurs de la vie domestique.

III. — CADRE DE VIE DES UTILISATEURS DU DÉPOTOIR (PL. 1)

La tour renfermant le dépotoir est élevée contre le flanc Nord du second palier du promontoire, dans sa partie inférieure, et flanque, dans sa partie supérieure, un logis fortifié, abritant une salle et un corps de garde au rez-de-chaussée, au moins une autre salle au premier étage.

Cette tour était seulement accessible par le corps de garde du logis, dont elle n'était séparée que par un épais mur. Plusieurs corbeaux visibles sur sa paroi Nord, comme l'étagement des archères qui y sont ménagées, portent à penser que l'escalier permettant d'atteindre le premier étage du logis devait être installé dans sa partie supérieure.

La partie basse de la tour, divisée par deux robustes planchers, peu espacés (1,20 m), a certainement servi d'entrepôt. Le plancher inférieur permettait d'accéder à un grand silo ovoïde, de plus de 3 m de profondeur, creusé à même la paroi rocheuse du second palier du promontoire. Ce plancher, comme la cave située dessous,

qui a été transformée en dépotoir, n'était certainement accessible qu'à l'aide d'une échelle.

Les salles du logis sont remarquables par le soin apporté à leur aménagement, les élégantes moulures ornant le chambranle de la cheminée du premier étage et les piédroits de la porte du rez-de-chaussée sont caractéristiques à cet égard.

Deux tables de marelle, gravées à la surface du banc en pierre du corps de garde contigu, paraissent montrer que ce dernier était occupé en permanence par plusieurs hommes d'armes.

Ce logis fortifié, dont on a relativement privilégié l'aménagement lors de la réfection générale du château, durant la seconde moitié du XIV^e s., paraît avoir eu une réelle importance tactique dans le système défensif de la partie Est du premier et du second palier du promontoire (42).

Sa situation lui permettait, en effet, de commander la « basse-cour » dans sa partie la plus vulnérable, face au village et à proximité de l'entrée principale du château. Il pouvait également assurer, depuis son corps de garde, la surveillance, et éventuellement la défense, de l'escalier constituant la liaison principale entre le premier et le second palier du promontoire.

De par la nature de ses aménagements intérieurs, comme de par sa situation privilégiée, ce logis ne peut être que la demeure d'un personnage ayant un niveau

33) Les boucles, les mordants, le clou, du type de ceux recueillis dans le dépotoir, sont couramment employés au XIV^e s. (« Aspect de la vie au Moyen Age », C.A.M.S., Strasbourg, 1973, p. 56, PL. XLV, XLVIII). L'emploi de grelots est également commun à la fin du XIV^e s. (« Objets archéologiques issus des fouilles du Laboratoire d'Archéologie Urbaine de Tours, 1969-1976 », catalogue de l'exposition en l'Abbaye St-Julien de Tours, mars-avril 1977, Op. ronéo., p. 12). Les ferrets d'aiguillettes ne se sont, de même, généralisés qu'à la fin du XIV^e s. (V. GAY, « Glossaire archéologique du Moyen Age et de la Renaissance », Paris, 1887, I, p. 16).

34) La dorure à la feuille d'un des petits mordants (29.2.) porte à le penser. On peut cependant remarquer que la fouille archéologique du village bourguignon de Dracy (XIV^e s.) a permis de recueillir des clous et des boucles en bronze analogues (A. ABRAMOWICZ, « Op. Cit. », p. 187, fig. 102).

35) Les épingles sont particulièrement significatives, car elles étaient alors indispensables à l'ajustement du costume et de la coiffure, et apparaissent, de ce fait, en quantité considérable dans les comptes de dépenses (H. R. d'ALLEMAGNE « Les accessoires du costume et du mobilier depuis le XIII^e s. jusqu'au milieu du XIX^e s. », Paris, 1928, I, p. 65). On ne peut tout à fait exclure que les forces aient été utilisées à la cuisine pour couper les ficelages (F. PIPONNIER, « Equipements et techniques culinaires en Bourgogne au XIV^e s. », « Cahiers d'Anthropologie médiévale », E.H.E.S.S., n° 1, 1976, p. 11).

36) J. BARRELET, le verre de table au Moyen Age d'après les manuscrits à peintures, « Cahiers de la céramique, du verre et des arts du feu », n° 16, 1959, p. 202 et suiv.

37) Ce modeste fragment de chaudron présente les traces de deux réparations effectuées à l'aide de pièces (B et C), maintenues par des rivets en fer ou en métal cuivreux, ce qui montre certainement le prix élevé de ce genre d'ustensile que l'on cherchait à faire durer. Le chaudron, ou le pot, en métal cuivreux (airain ou cuivre) est un des ustensiles essentiels de l'équipement de la cuisine du XIV^e s. (F. PIPONNIER, « Op. Cit. », p. 12).

38) V. GAY, « Op. Cit. », I, p. 93.

39) Il servait alors indifféremment à préparer, mélanger ou conserver les aliments, voire à les cuire (F. PIPONNIER, « Op. Cit. », p. 10).

40) Des récipients destinés à cet usage sont connus au XIV^e s. (J. BARRELET, « La verrerie en France de l'époque romaine à nos jours », Paris 1953, p. 53). Voir des récipients semblables, ainsi interprétés, dans : D. FOY, L'Artisanat du verre creux en Provence médiévale, « Archéologie médiévale », V, 1975, p. 112.

41) J. BARRELET, « La verrerie en France... », « Op. Cit. », p. 49.

42) Voir : A. de SALIES, « Notice sur le château de Lavaradin », Tours, 1865, p. 21 à 26.

social relativement élevé et remplissant certainement une fonction d'encadrement. Il permet d'ailleurs de surveiller sans difficulté, l'activité des travailleurs œuvrant dans les locaux de service, disposés le long de la première enceinte, ou creusés dans le second palier du promontoire. Une telle occupation pourrait d'ailleurs seule expliquer l'existence de liaisons directes entre la cuisine du premier palier du promontoire, d'une part (43), la cour de la troisième enceinte et le logis fortifié, d'autre part, malgré les dangers certains que cela représentait en cas d'attaque du château.

IV. — ESSAI DE DÉFINITION DE LEUR IDENTITÉ SOCIALE

Le matériel archéologique non céramique recueilli dans le dépotoir constitue un ensemble homogène quant à sa datation, qui correspond tout-à-fait à celle qui a été fournie par les monnaies, c'est-à-dire la seconde moitié du XIV^e s., mais la nature sociale de ses utilisateurs paraît plus composite, quoique formant très probablement un ensemble sociologique cohérent.

Ainsi qu'on l'a vu, un certain nombre de vestiges suggèrent des utilisateurs masculins d'un niveau social relativement élevé, habillés avec soin et manifestant un certain raffinement dans les mœurs de leur vie quotidienne.

D'autres vestiges portent à penser qu'ils exerçaient dans le château une fonction militaire d'une certaine importance.

Une présence féminine dans leur entourage est suggérée par quelques vestiges, mais leur nature ne permet pas de savoir s'il s'agissait de leurs compagnes ou de femmes de service.

Enfin, de nombreux vestiges sont liés au travail de préparation des aliments à la cuisine, par le personnel de service, et à leur consommation à table, par les personnages mentionnés précédemment.

Cette interprétation est confortée par la nature des vestiges immobiliers qui indiquent un cadre de vie et d'activité luxueux, correspondant tout à fait au niveau social présumé des utilisateurs du dépotoir et s'accordant également avec la nature architecturale du logis qui leur est attribué.

Si les données documentaires résultant de l'étude du dépotoir peuvent être raisonnablement mises en relation avec celles qui proviennent de l'étude de logis, qui lui est contigu — ce qui paraît probable, pour ne pas dire certain — il semble intéressant de pousser l'analyse encore plus avant, pour tenter d'appréhender l'identité sociale de leurs utilisateurs.

Une interprétation de l'identité sociale des occupants du logis situé à l'extrémité du second palier du promontoire avait déjà été proposée, au milieu du XIX^e s., par M. A. SALIES (44). Ce dernier, en se fondant uniquement sur une analyse des vestiges architecturaux alors visibles, proposait de le considérer comme l'habitation du capitaine-châtelain, commandant la garnison castrale à la fin du XIV^e s.

La vérification des données documentaires publiées par M. A. SALIES au XIX^e s., comme l'étude des vestiges architecturaux mis au jour récemment, au cours des déblaiements réalisés par l'Association « Le Club du Vieux Manoir », portaient à considérer cette interprétation comme tout à fait plausible. Les données documentaires résultant de la fouille archéologique du dépotoir, pour autant que ce dernier résulte bien de son occupation à la fin du XIV^e s., confirment la valeur de cette interprétation et permet de considérer qu'elle couvre bien la réalité des faits.

Cette interprétation est également en accord avec ce que les textes permettent d'entrevoir de l'histoire du château aux XIV^e et XV^e siècles.

Dès la fin du XIII^e s., ou le début du XIV^e s., le château a, en effet, cessé d'être la résidence des fils apanagés des comtes de Vendôme, qui en assuraient eux-mêmes la défense auparavant, avec l'aide de leurs vassaux (45), pour être confié à la garde d'un officier comtal (46).

La sécurité du château, qui constituait la plus puissante fortification du comté, devint une donnée stratégique essentielle dans la seconde moitié du siècle, en raison du conflit franco-anglais, et notamment de l'action des bandes de routiers incontrôlées dans la région, à partir des années 1360 (47). De plus, il servait occasionnellement de résidence à la famille comtale, dont il fallait assurer l'absolue sécurité (48), et ce rôle dut s'amplifier après la réfection du donjon et la modernisation des systèmes de défense, vers le dernier quart du siècle.

La défense des châteaux de l'importance de celui de Lavardin, qui pouvait contribuer à garantir efficacement toute une région contre les dévastations des routiers et les incursions des troupes anglaises, était une des préoccupations majeures de l'époque, non seulement pour leurs propriétaires, mais également pour le pouvoir royal qui en faisait d'ailleurs une obligation à leurs occupants. Durant le dernier quart du XIV^e s., les habitants non privilégiés du royaume furent même contraints par ce dernier à assurer le guet et la garde des châteaux où ils trouvaient refuge, lorsque leur défense, par le capitaine (ou le seigneur) et la garnison, était jugée insuffisante (49).

A Lavardin, le capitaine-châtelain était un officier recruté et gagé par le comte de Vendôme, certainement astreint à exercer cet office en personne, ce qui nécessitait donc l'existence d'un logis de fonction convenablement aménagé (50).

43) D. et A. SCHWEITZ, Contribution archéologique à l'étude du château de Lavardin : la cuisine troglodytique de la « basse-cour » et son four (XIV^e-XV^e s.), « *Bulletin de la Société archéologique du Vendômois* », 1976, p. 63 à 73.

44) « *Op. Cit.* », p. 25.

45) Tel Guillaume Morchier, seigneur des Clotereaux, aux Roches-l'Evêque, qui devait y assurer un mois de garde armée à cheval, en 1276 (R. de SAINT-VENANT, « *Op. Cit.* », I, 1912-1913, p. 365). Guillaume de Saint-Amen lui, avait obligation d'y assurer une garde d'un mois, pour un droit inféodé perçu sur chaque poinçon de vin vendu en détail au bourg de Lavardin (« *Ibid.* », II, 1913-1914, p. 262). Pour d'autres fiefs, l'obligation était seulement de huit à quinze jours de garde (« *Ibid.* », p. 270). Au sujet des seigneurs de Lavardin, fils apanagés de la maison de Vendôme, voir : « *Ibid.* », p. 272.

46) Comme cela était l'usage pour les seigneurs qui ne pouvaient assurer eux-mêmes le commandement de la garnison d'un château particulier, alors qu'ils en possédaient plusieurs (P.C. TIMBAL et al., « *La guerre de Cent ans vue à travers les registres du Parlement (1337-1369)* », Paris, 1961, p. 131).

47) Des bandes de routiers prennent les châteaux de Trôo et de Montoire vers 1360 (R. de SAINT-VENANT, « *Op. Cit.* », II, 1913-1914, p. 436), celui de Vendôme en 1362 (« *Ibid.* », IV, 1917, p. 30) et, retranchés dans ces places, ils dévastent la région.

48) En 1362, la comtesse de Vendôme et sa fille avaient été capturées, et rançonnées, par ces routiers, lors de la prise du château de Vendôme (« *Ibid.* »). Il est probable que cet événement incita le comte de Vendôme à renforcer la garnison des châteaux qui étaient susceptibles de leur servir de refuge.

49) P. CONTAMINE, « *Guerre, état et société à la fin du Moyen Age (1377-1454)* », Paris, 1972, p. 231.

50) Les capitaines des châteaux royaux devaient ainsi exercer leur office en personne et être constamment présents dans leur place (P. C. TIMBAL et al., « *Op. Cit.* », p. 118).

Comme cela était la règle générale aux XIV^e et XV^e s. même dans les châteaux et les villes fortifiées les plus importants, la garnison placée sous son commandement devait être peu considérable ; elle comptait certainement au plus, quelques dizaines d'hommes d'armes durant les périodes de conflit ou les séjours de la famille comtale, probablement moins en période calme (51). Elle pouvait être cependant renforcée par la population avoisinante, susceptible de se réfugier au château, et, de ce fait, soumise à l'obligation du guet et de la garde (52).

La faiblesse de la garnison castrale explique certainement le peu d'importance des aménagements des cuisines de la « basse-cour », comme l'exiguïté des corps de garde situés à proximité du logis présumé du capitaine-châtelain.

On connaît l'identité de certains des capitaines-châtelains, à partir de la première moitié du XV^e siècle :

— Pierre de la Châtaigneraie (53), seigneur de la Chesnuère (54) et de la Blotinière (55), cité comme capitaine du château en 1436, 1444, 1456. Il avait épousé en 1435, au château de Lavardin, Marguerite de Vendôme, fille de Geoffroy de Vendôme, seigneur de la Chesnuère et de l'Epine en Gastine (56). Cette dernière était veuve de Jean de Vallaines, seigneur de Fargot (57). Pierre de la Châtaigneraie achètera, en 1457, les fiefs du Grand et Petit Gué (58), du Petit Ranay (59). En 1480, un Pierre, bâtard de la Châtaigneraie, possède, du fait de son mariage, le fief d'Asnières (60).

— Jean des Loges, seigneur de Toucheronde (61), cité comme capitaine du château dans la seconde moitié du XV^e s. Il était marié à Louise de Vendôme, fille de Jean, bâtard de Bourbon-Vendôme, et de Gilette Perdriel (62). En 1458, Jean des Loges, écuyer, seigneur des Loges (Sarthe), rend hommage au comte de Vendôme pour le fief d'Artins, relevant de la seigneurie de Montoire, dont ce dernier est propriétaire (63).

— Jean de la Vallée, cité comme capitaine du château en 1480 (64). En 1445, la seigneurie de Villebazin appartient à Jeanne de la Vallée, fille de Jean de la Vallée qui l'avait achetée en 1408 (65).

Ainsi qu'on le voit, les capitaines du château au XV^e siècle, tout au moins ceux qui nous sont connus, sont issus des familles nobles du Vendomois, déjà bénéficiaires de petits fiefs relevant des seigneuries de Lavardin ou de Montoire, possédées directement par le comte de Vendôme à cette époque, ou d'autres seigneuries vendomoises relevant de lui (66).

Les fiefs possédés en propre par ces officiers comtaux sont apparemment peu importants, et ils ne devaient leur assurer que des revenus relativement modestes. Les alliances, par mariage, contractées par ces officiers comtaux présentent également un caractère de relative modestie : Jean des Loges est marié à la fille d'un bâtard du comte de Vendôme, Pierre de la Châtaigneraie à la fille d'un écuyer, descendant lointain d'un cadet de Jean de Montoire, seigneur de Montoire (qui deviendra comte de Vendôme en 1217). On remarquera cependant que ces deux mariages — dont l'un fut contracté au château même — les rapprochaient de la famille comtale, dont ils étaient certainement parmi les plus proches serviteurs, et il n'est pas impossible qu'ils aient été contractés dans ce but, peut-être même à l'instigation de cette dernière.

Il est très probable que ces caractères, et notamment la relative modestie sociale, qui paraissent pouvoir être inférés des données concernant les capitaines-châtelains du XV^e siècle, caractérisent également ceux de la seconde moitié du siècle précédent. Cela correspond d'ailleurs à l'estimation que l'on peut avoir de leur rang social, tant à partir de l'aspect du bâtiment qui paraît pouvoir leur être attribué pour le dernier quart du XIV^e et le XV^e s., qu'en se fondant sur les vestiges recueillis dans ce qui est considéré comme son dépotoir domestique.

51) P. CONTAMINE, « Op. Cit. », p. 163.

52) P. C. TIMBAL, « Op. Cit. », p. 159.

53) R. de SAINT-VENANT, « Op. Cit. », I, 1912-1913, p. 218-342.

54) Ruillé-sur-Loir (Sarthe). Fief relevant de la seigneurie de Lavardin à foi et hommage (« Ibid », p. 342).

55) Lunay. Fief relevant de la seigneurie des Roches-l'Evêque à foi et hommage (« Ibid », p. 131).

56) Branche issue d'un fils cadet de Jean de Montoire, comte de Vendôme, IV^e du nom, de 1217 à 1239 (« Ibid », p. 218).

57) Fief relevant de la seigneurie de Lavardin à foi et hommage (« Ibid », II, 1913-1914, p. 3).

58) Saint-Martin-des-Bois. Fiefs relevant de la seigneurie de Ranay à foi et hommage (« Ibid », p. 169).

59) Saint-Martin-des-Bois. Fief relevant de la seigneurie de Ranay à foi et hommage (« Ibid », III, 1914-1915, p. 158).

60) Lunay. Fief relevant de la seigneurie des Roches-l'Evêque à foi et hommage (« Ibid », I, 1912-1913, p. 35).

61) Le Gault. Fief relevant de la seigneurie de Courtalain à foi et hommage (« Ibid », III, 1914-1915, p. 443).

62) Abbé SIMON « Histoire de Vendôme », Blois, 1834, p. 237 (mémoire manuscrit du XVIII^e s.). Jean, bâtard de Vendôme, était le fils de Louis de Bourbon, comte de Vendôme, 1^{er} du nom, et de Sybille de Bostum, que ce dernier avait connue en Angleterre durant sa captivité (« Ibid »).

63) R. de SAINT-VENANT, « Op. Cit. », I, 1912-1913, p. 29.

64) Texte de la fabrique de la paroisse des Roches-L'Evêque (« Ibid », II, 1913-1914, p. 273).

65) Saint-Rimay. (« Ibid », IV, 1916-1917, p. 236).

66) Ces fiefs ne sont guère éloignés du château de Lavardin. Dans certains cas, c'est le seigneur du fief voisin qui est nommé capitaine-châtelain. Ainsi, en 1418, le roi de France nomme Philippot Mauvoisin, capitaine du château de Fréteval, pendant la captivité de Charles d'Orléans, son propriétaire. (« Ibid », II, 1913-1914, p. 99. La famille Mauvoisin possédait à cette époque, les 2/3 de la seigneurie de Fréteval, dont le comte de Blois possédait le reste avec le château (« Ibid », p. 359).

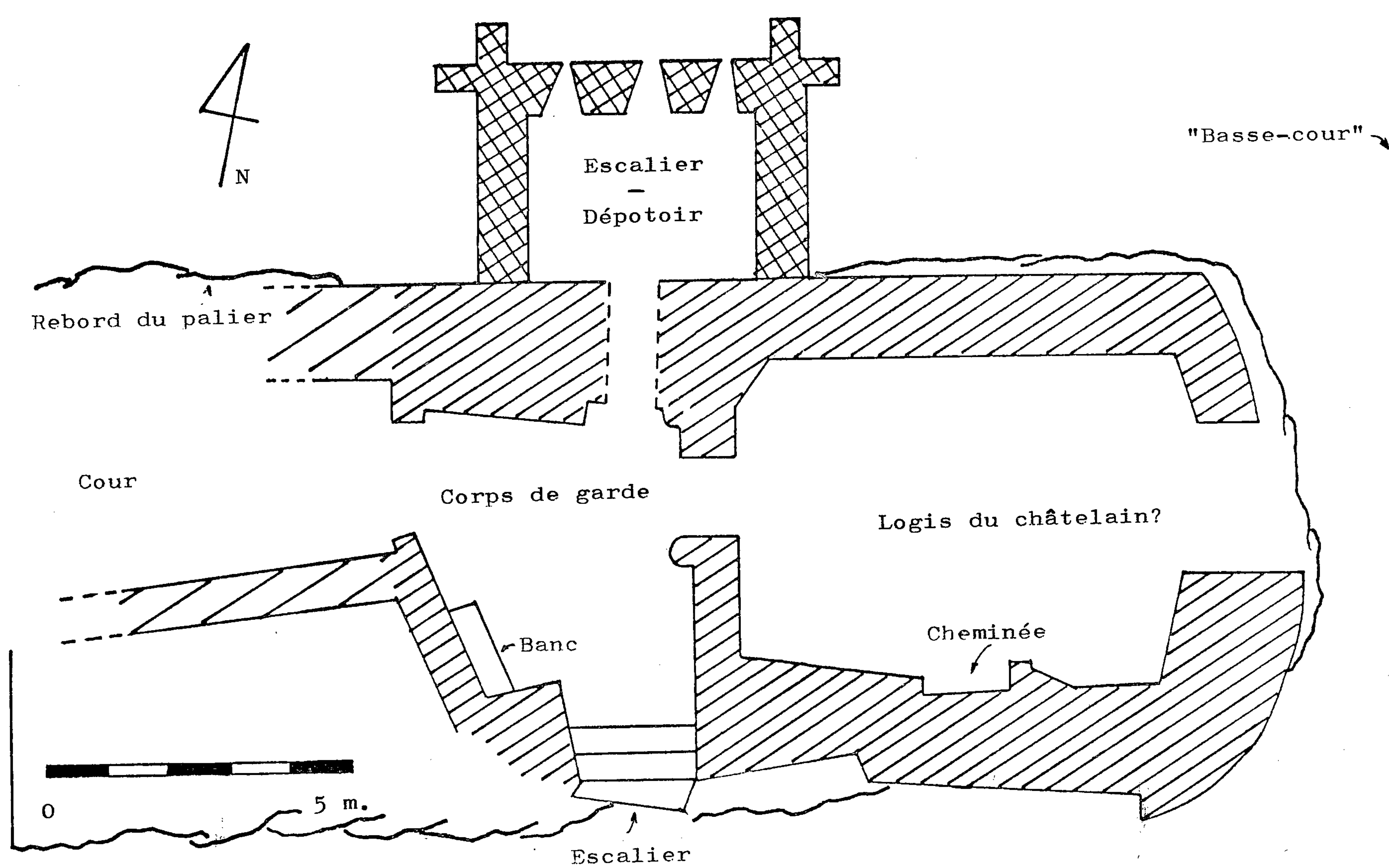
La fouille archéologique a été réalisée avec le concours de Mademoiselle A. SCHWEITZ, étudiante en archéologie.

L'identification des monnaies a été effectuée par Monsieur C. THEUREAU, numismate du Laboratoire d'Archéologie Urbaine de Tours.

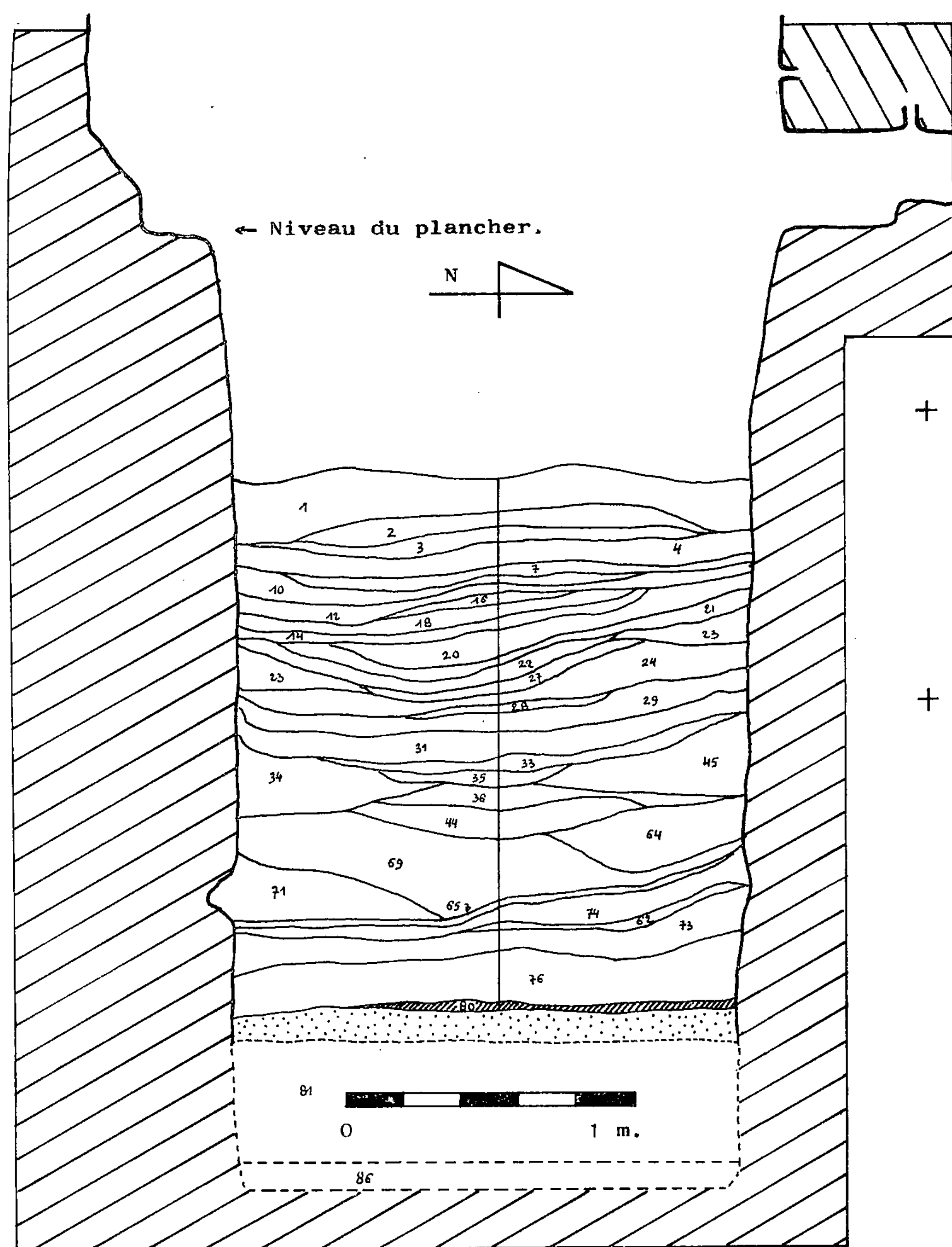
Mademoiselle M.-A. GARNIER a réalisé les dessins de la planche 9, ainsi que des travaux d'enregistrement documentaire.

L'étude des ossements animaux a été réalisée par Monsieur J.-R. TROCHET, ostéologue au Groupe de Recherches Anthropologiques Médiévales de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

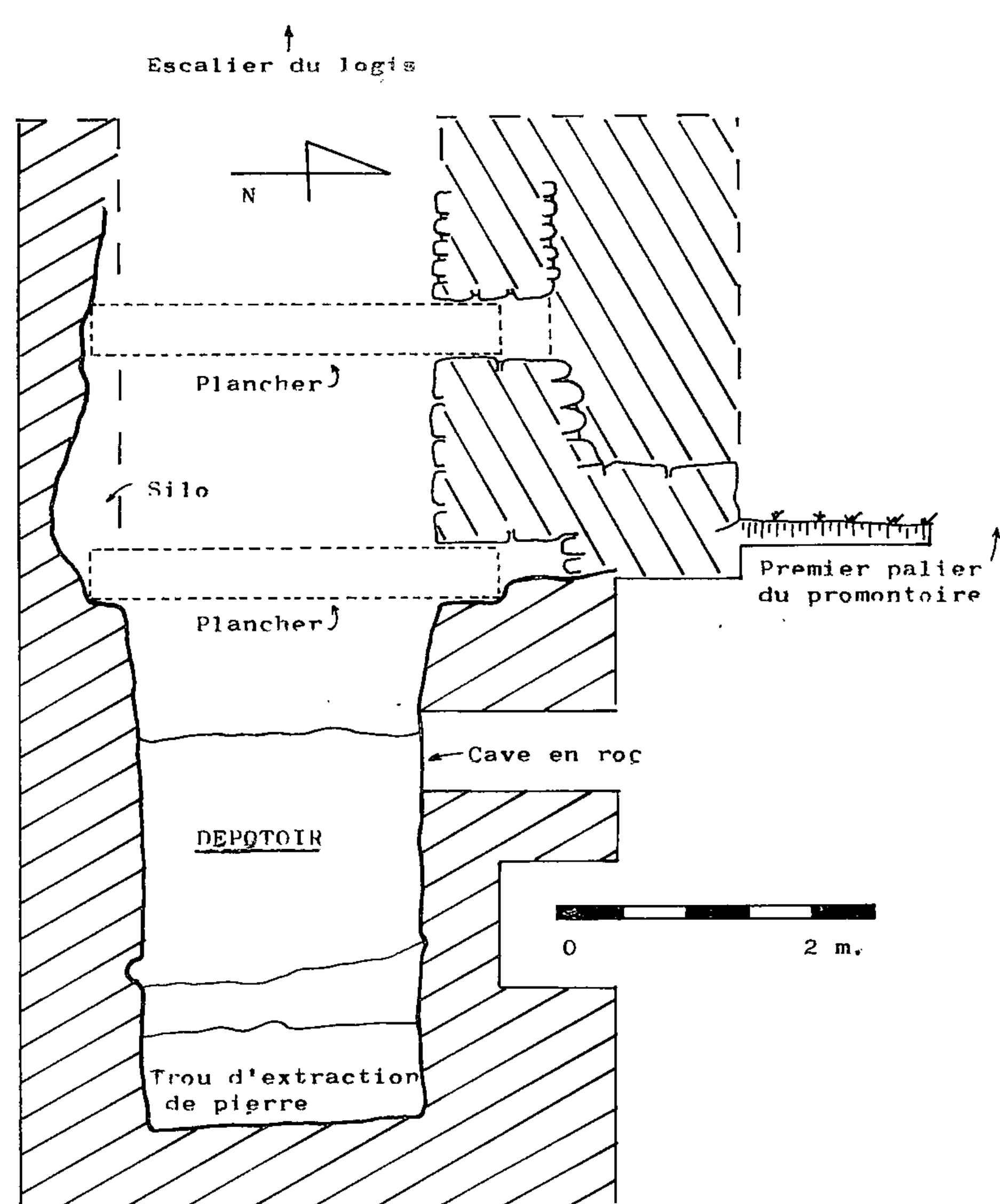
Le matériel documentaire recueilli dans le dépotoir a été remis à la Direction Régionale des Antiquités Historiques du Centre, en 1978, conformément à la législation en vigueur et à l'accord conclu avec la Nouvelle Association de Sauvegarde du Château de Lavardin (lettre du 2 juillet 1975). Une partie de ce matériel, notamment toute la verrerie et les ustensiles en céramique, a été placée en dépôt au Musée de Vendôme, sous le contrôle de la D.R.A.H.C., en 1979.



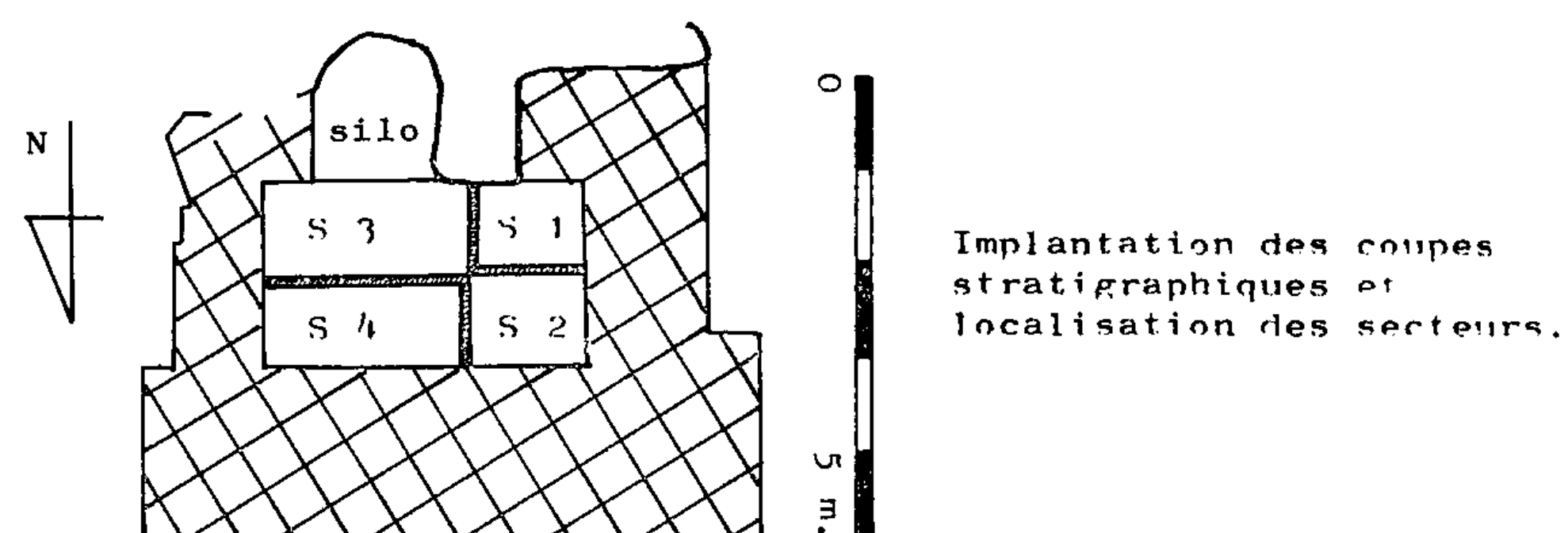
PL. 1 - Localisation du dépotoir dans le logis du second palier du promontoire



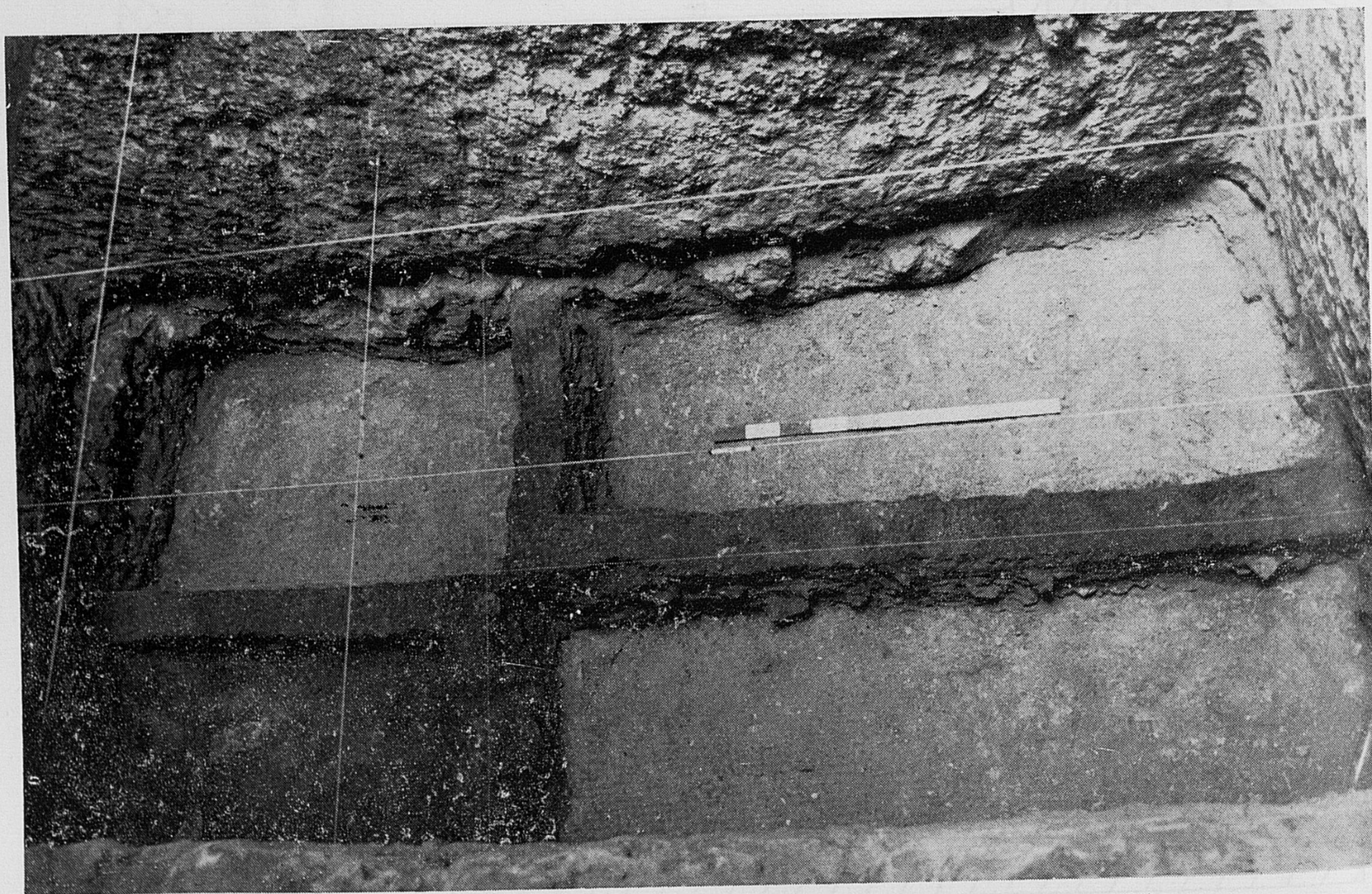
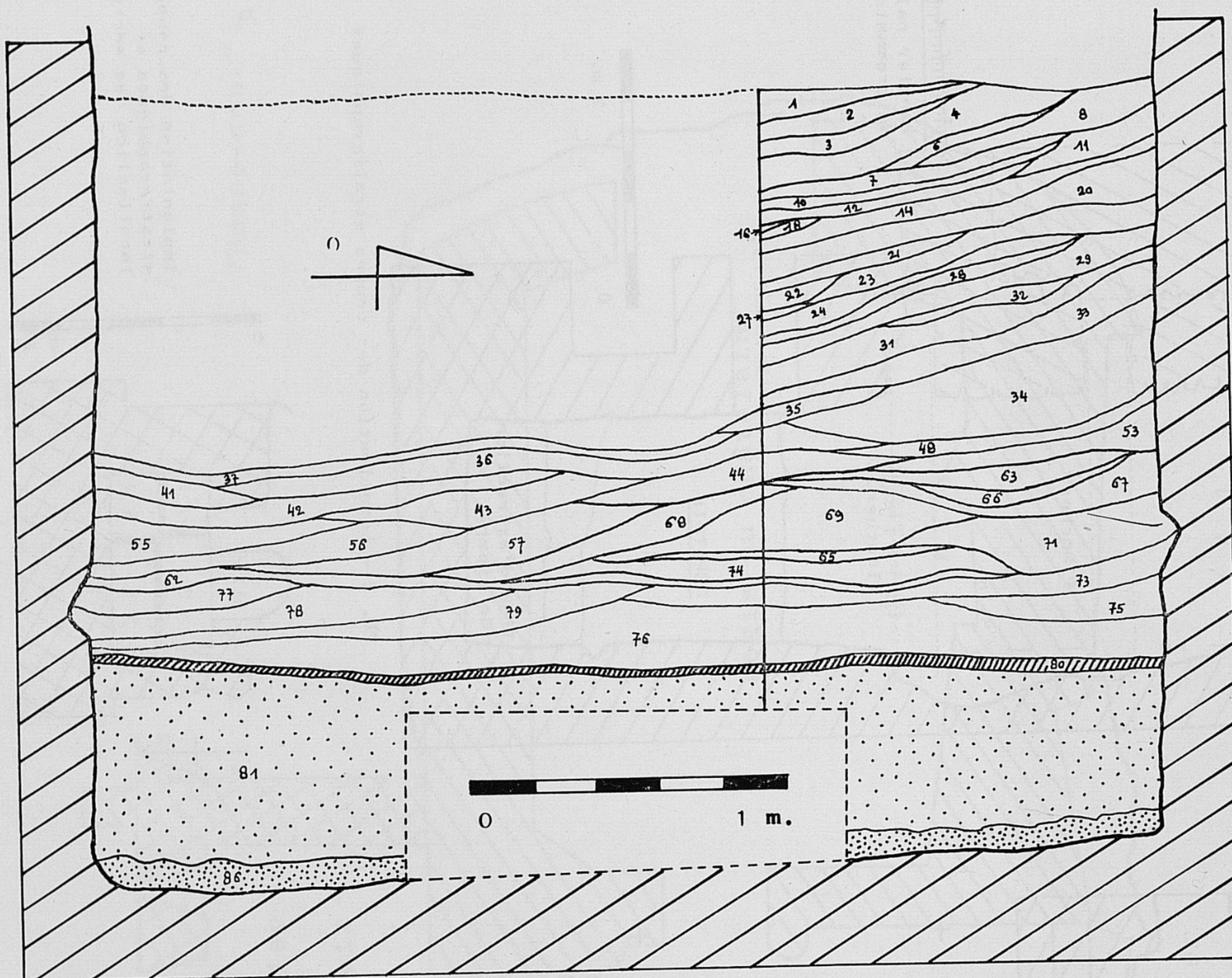
PL. 3 - Coupe stratigraphique N/S



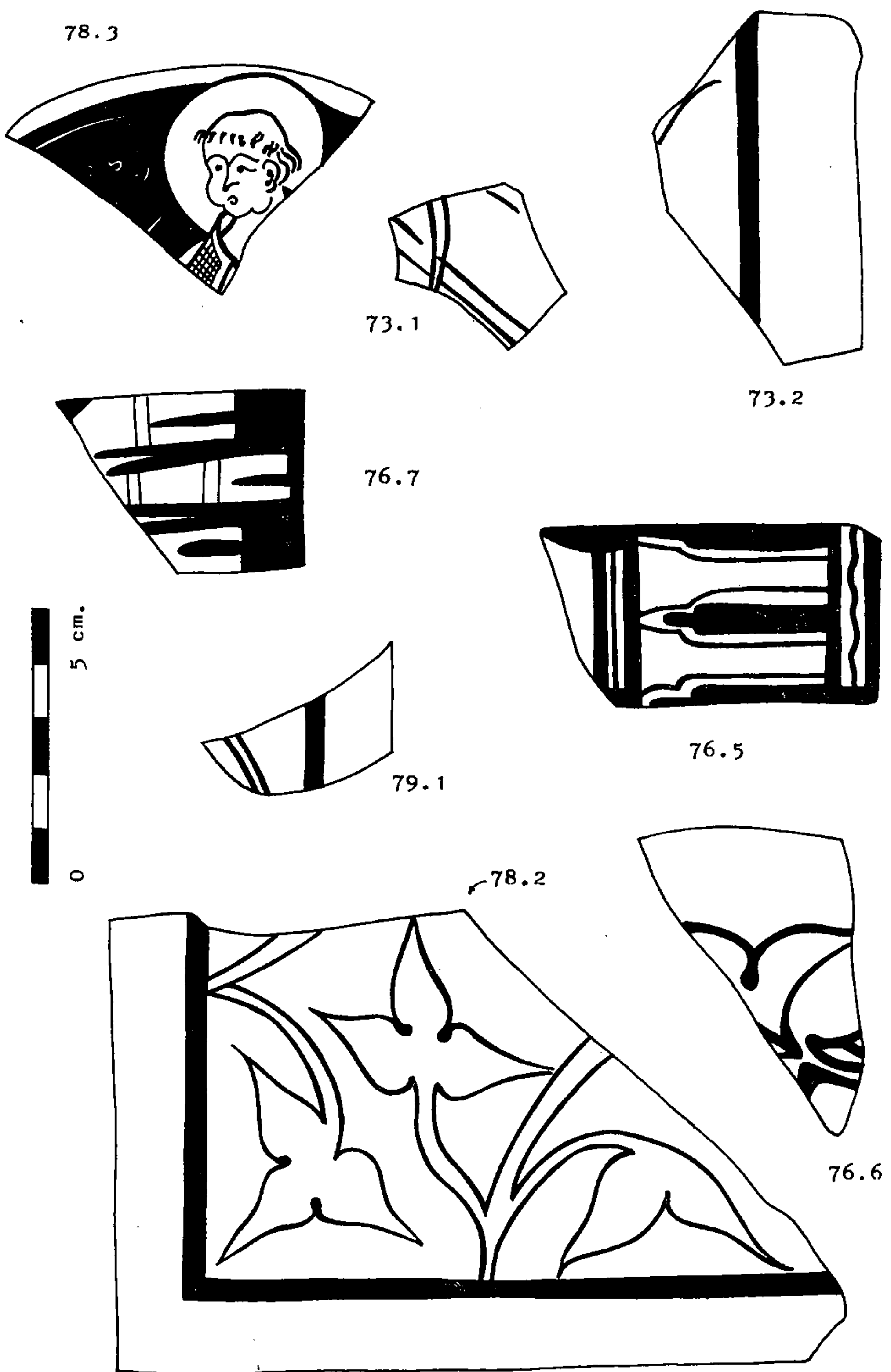
PL. 2 - Localisation des coupes stratigraphiques



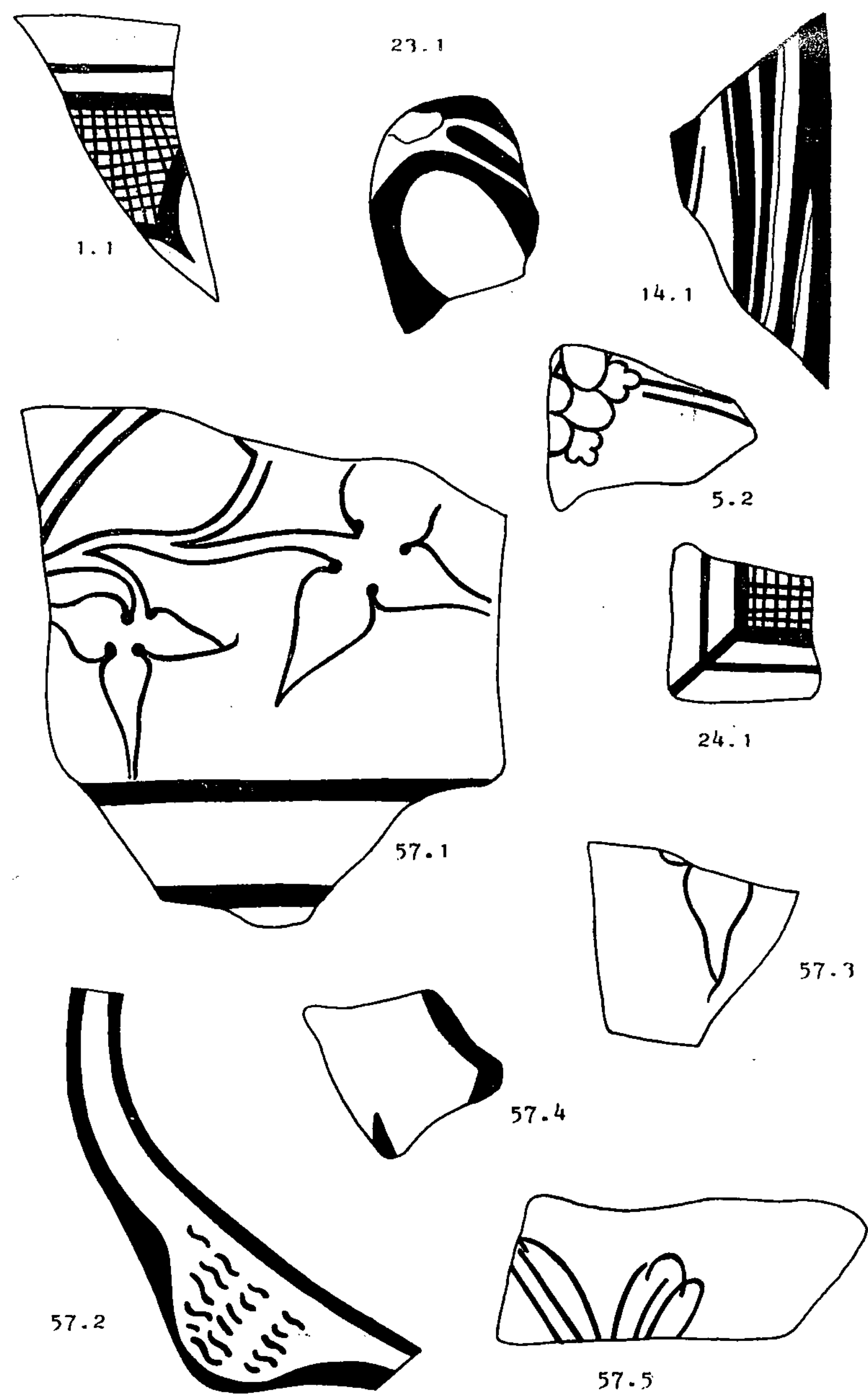
PL. 4 - Coupe stratigraphique E/O



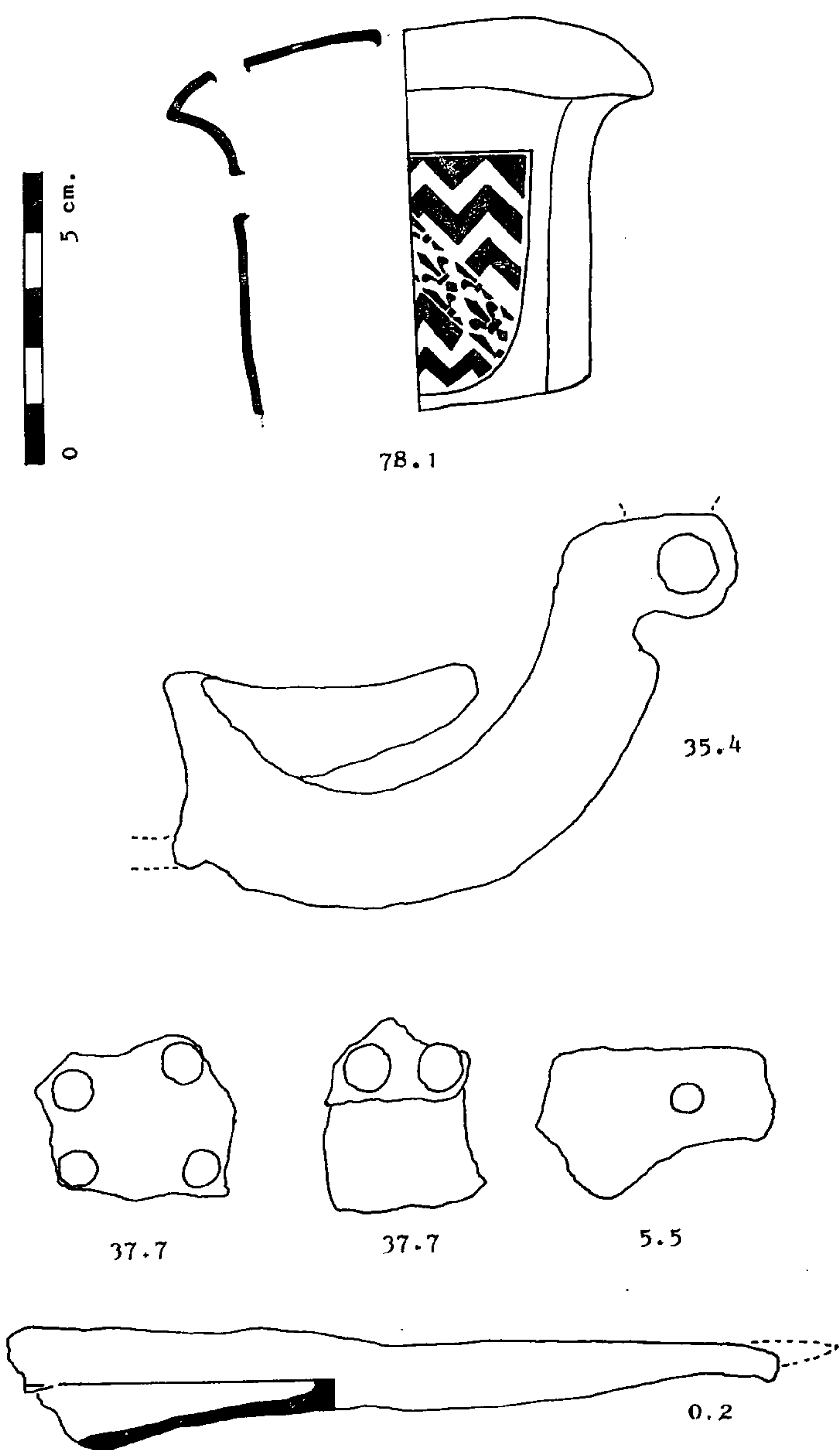
Partie inférieure du dépotoir et couche de construction comblant le fond de la cave (81)



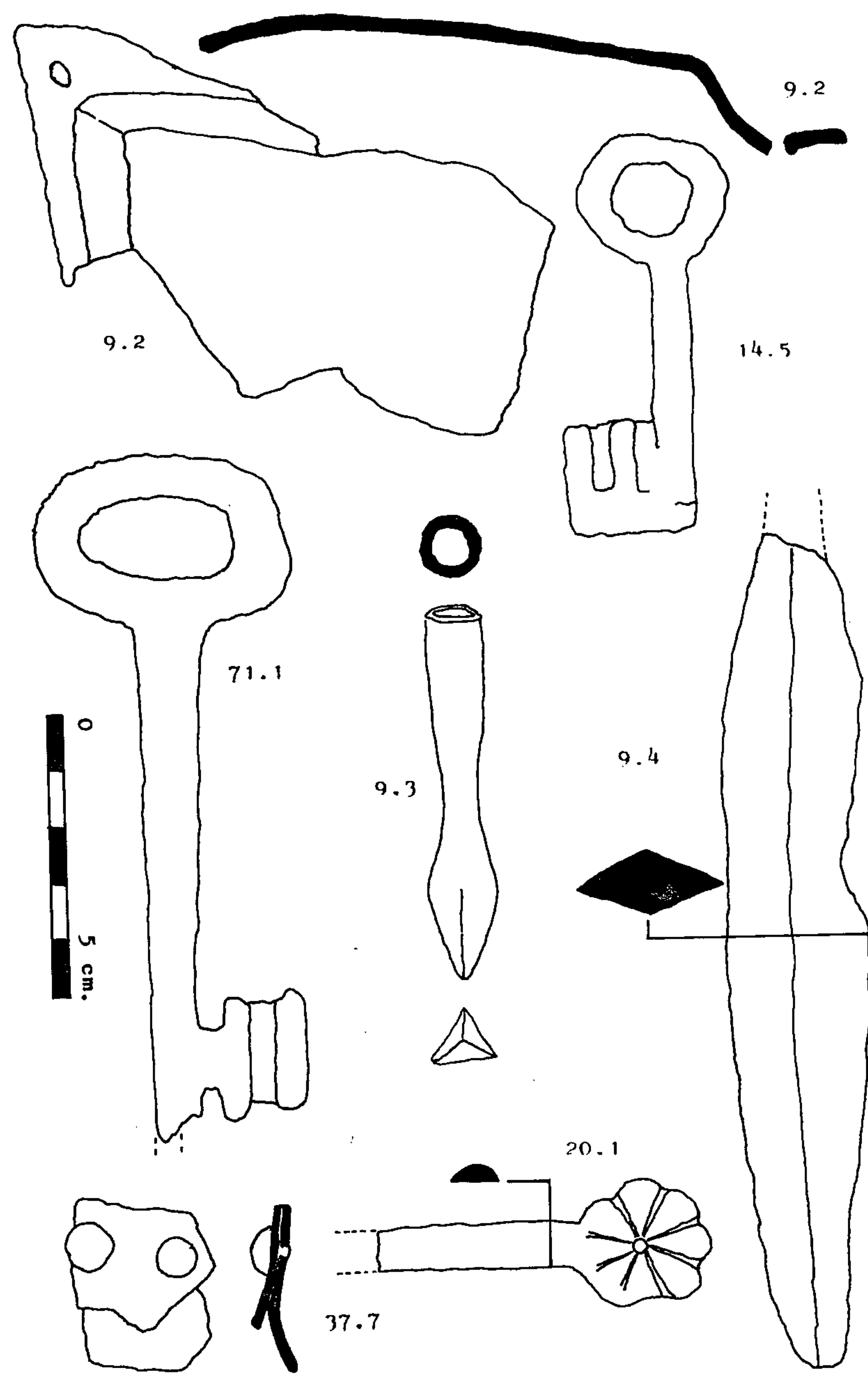
PL. 6 - Vestiges immobiliers



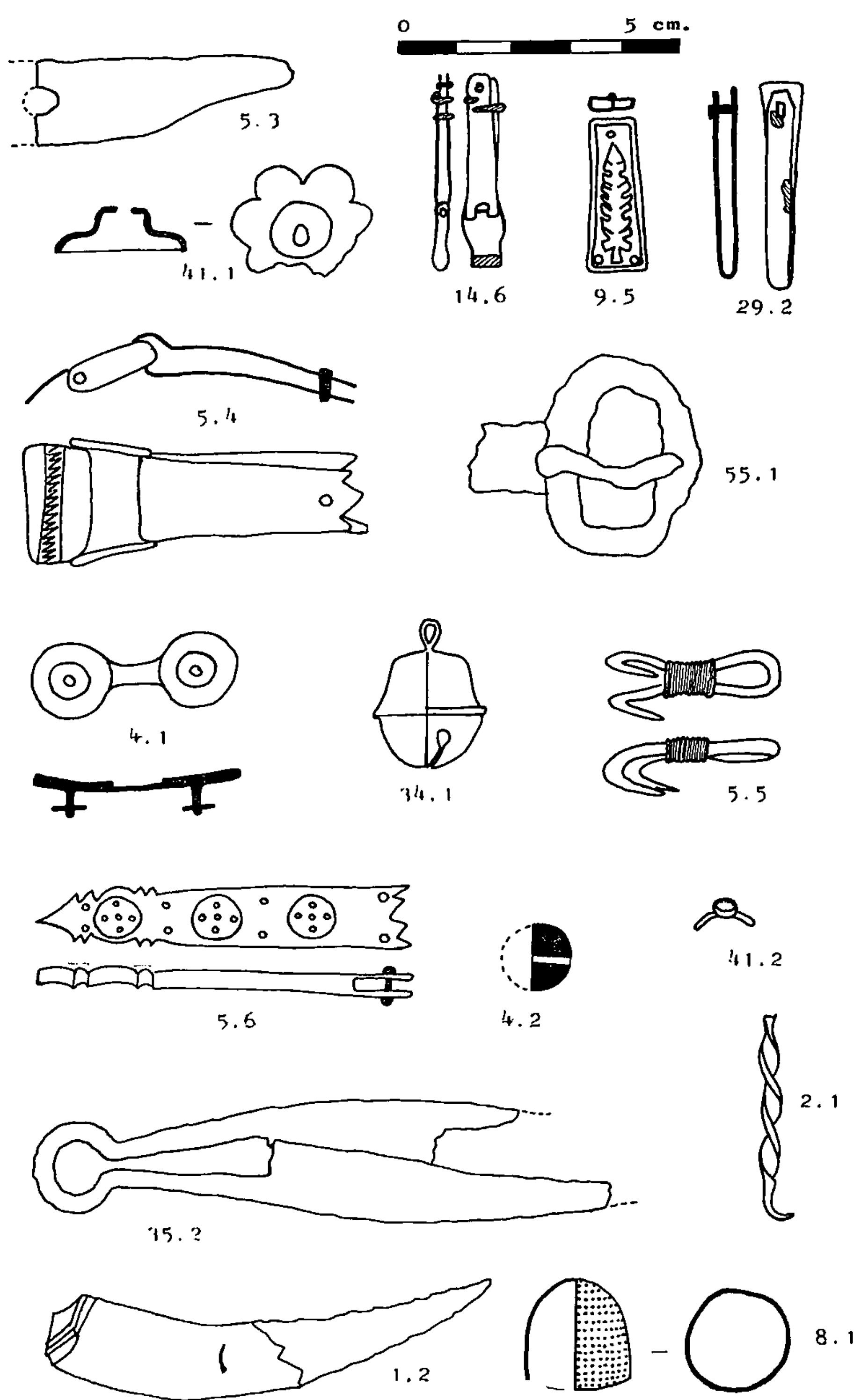
PL. 5 - Vestiges immobiliers



PL. 8 - Equipement militaire

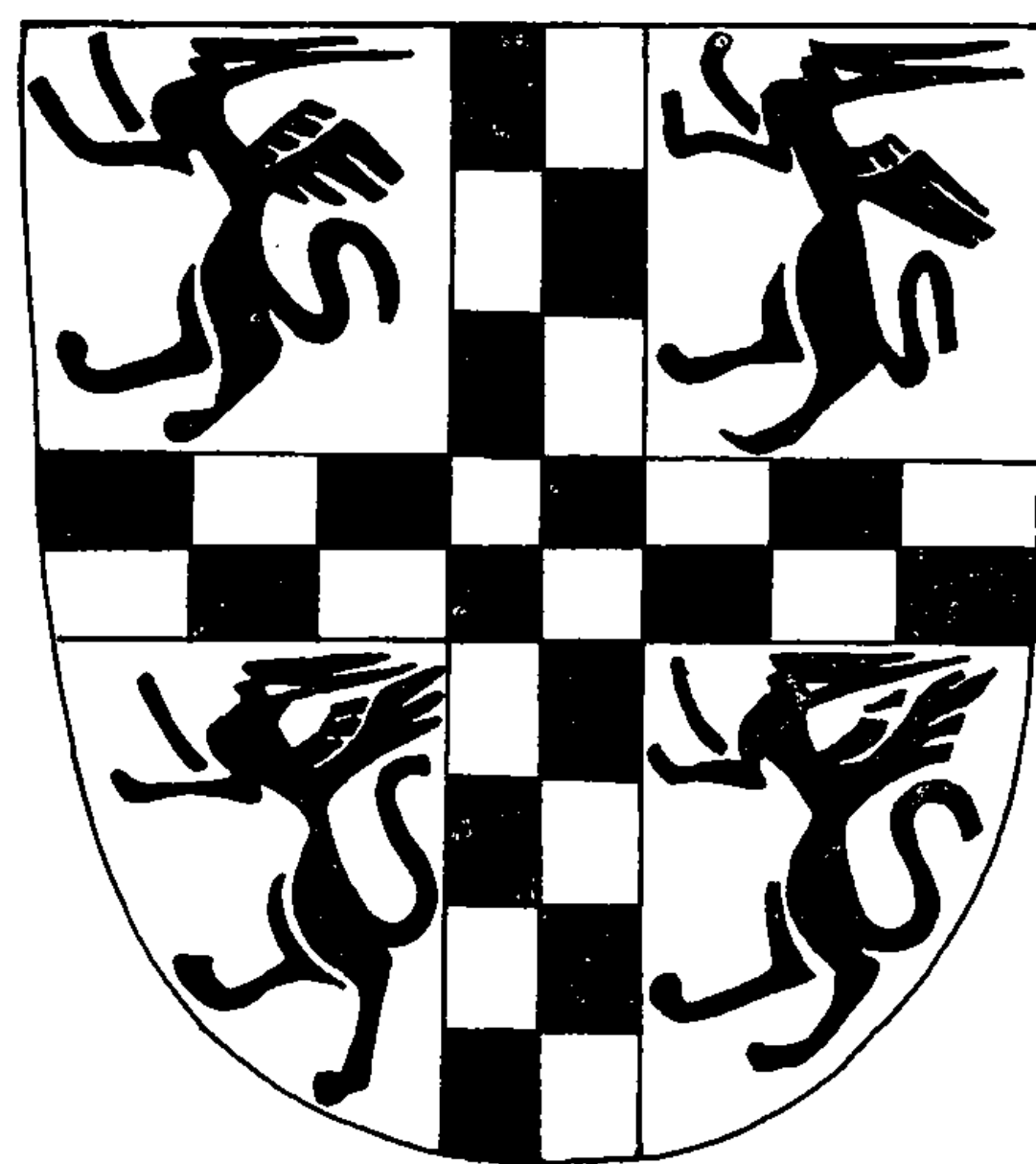


PL. 7 - Vestiges immobiliers - Equipement militaire



PL. 10 - Accessoires du costume et de la toilette,
ustensiles domestiques

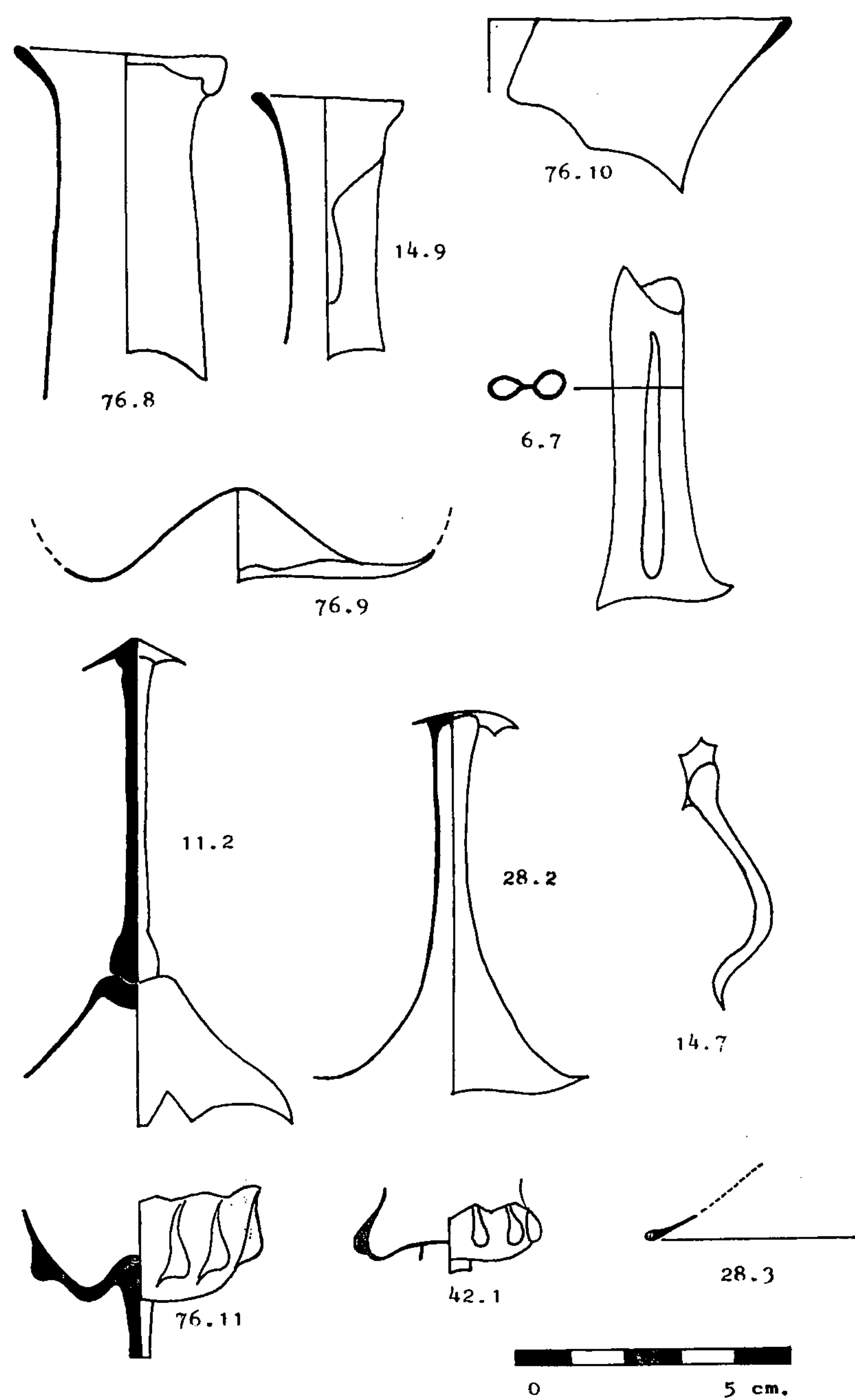
78.1.A - FAMILLE DU BOSQ.



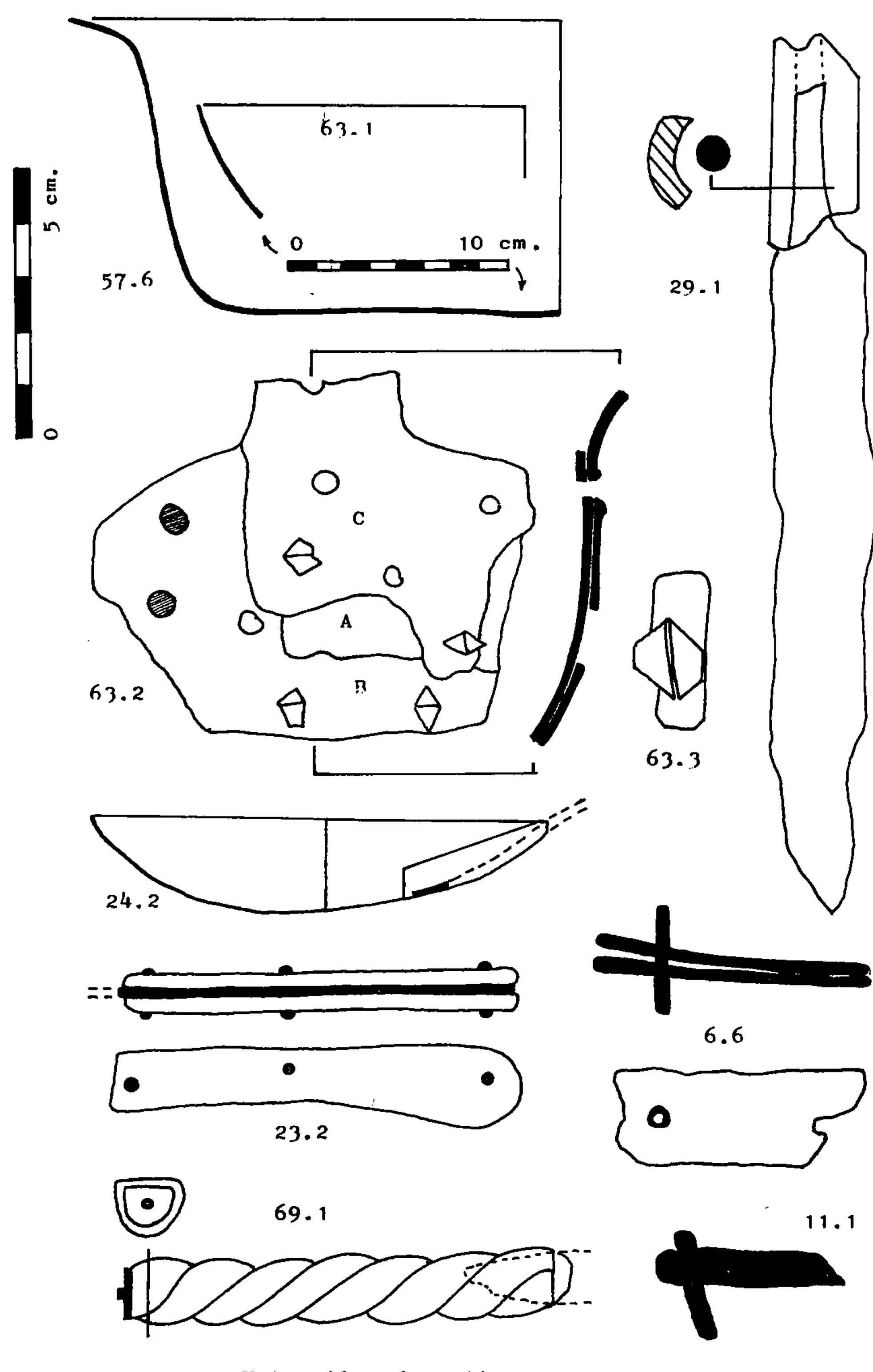
78.1.B - FAMILLE GENTEN.



PL. 9 - Equipement militaire



PL. 12 - Ustensiles domestiques



PL. 11 - Ustensiles domestiques

La commune de Saint-Martin de Sargé

(1789-1792)

par M. Jean ARNOULD

Lorsqu'on arrive à Sargé-sur-Braye, commune du canton de Mondoubleau, on est surpris de découvrir deux clochers voisinant parmi les toits.

L'étonnement cesse dès qu'on apprend que jusqu'à la Révolution ce pays de Sargé était partagé en deux paroisses avec deux communautés d'habitants vivant parallèlement mais séparément leur quotidienne histoire.

Les deux paroisses :

De toute antiquité, Saint-Cyr de Sargé comme Saint-Martin du même nom ont appartenu au diocèse du Mans, doyenné de Saint-Calais.

C'est la réorganisation administrative entreprise par l'Assemblée Constituante qui provoquera leur rattachement au diocèse de Blois, diocèse tardivement créé en 1697 par démembrement de celui de Chartres.

Le bourg s'étant bâti dans la vallée de la rivière de Braye, rive gauche, la paroisse de Saint-Cyr s'étendait sur cette même rive. Saint-Martin couvrait la rive droite avec, — dit-on —, une légère enclave rive gauche au hameau des Conillons.

Fait remarquable : Saint-Martin n'avait pas de bourg sur son territoire, seulement des fermes et des hameaux. Et, inexplicablement, son église et son presbytère étaient bâtis rive gauche donc en Saint-Cyr, à cent mètres environ de l'église de ce nom.

L'organisation administrative avant 1789 :

L'organisation administrative s'est lentement constituée de siècle en siècle, par apports successifs, maladroitement surajoutés. Les deux communautés de Sargé relevaient de l'élection de Château-du-Loir, une des seize élections de l'énorme Généralité de Tours couvrant les trois provinces de Touraine, Anjou et Maine des temps féodaux.

Les deux paroisses dépendaient en même temps du Gouvernement général de l'Orléanais, cette très ancienne division territoriale dont le gouverneur militaire, autrefois seul représentant du pouvoir royal dans les provinces, n'avait plus, depuis longtemps qu'une charge honorifique.

Ces circonscriptions s'enchevêtrent, source de difficultés pour les administrés. Pour le grenier à sel, on se rend à Mondoubleau. Les eaux-et-forêts mènent à Vendôme. Si, pour les finances, les deux paroisses relèvent de Château-du-Loir, c'est du sous-bailliage de Mondoubleau qu'elles dépendent pour la justice. Encore, Saint-Martin n'en dépend-il que pour partie.

Féodalement, la seigneurie des deux paroisses appartient aux seigneurs de Montmartin. Successeurs, depuis le XVII^e siècle des seigneurs de la Trousserie pour

Saint-Martin, ils ont obtenu du Roi, baron de Mondoubleau, d'exercer les mêmes prérogatives sur Saint-Cyr, à partir de 1767.

Enfin, avec la réforme de 1787 créant des assemblées provinciales, Saint-Martin dépend de celle du Mans et de la commission intermédiaire siégeant à Saint-Calais. Le curé Housseau, de Saint-Martin en fait partie auprès de personnages comme Louis de Musset de Cogners ou d'hommes de loi tels Javary de Saint-Calais et Martin-Destouches de Mondoubleau. Cellule de base, la communauté a une municipalité composée du curé et du seigneur, membres de droit et d'élus choisis parmi les plus imposés dont un syndic. Comme quoi les réformes de la Constituante furent souvent l'aboutissement de lents cheminements.

Taille et population :

Le plus important pour les communautés était le poids des impôts. La « *Revue du Maine* » (année 1883) a publié un article traitant des tailles de l'élection de Château-du-Loir entre 1742 et 1756.

La taille, imposition levée sur les roturiers, en proportion de leurs biens et de leurs revenus, est un impôt territorial et personnel. En sont exempts les titulaires d'offices royaux, la noblesse et le clergé.

En 1742 la paroisse de Saint-Martin paiera 2270 livres, celle de Saint-Cyr 4785 livres. Saint-Martin est donc taxé à moins de 50 % de la taille de Saint-Cyr (exactement 47,5 %).

A quoi attribuer cette différence ? On pense tout de suite à une disproportion entre les populations d'autant que Saint-Martin n'est que campagne.

Pour Saint-Cyr, une estimation peu avant la Révolution indique 274 feux et 700 communians. A quatre âmes, à cinq âmes par feu, cela donne entre 1 100 et 1 370 habitants ; si nous doublons le nombre des communians nous obtenons 1 400 individus.

Pour Saint-Martin nous n'avons pas d'estimation. Mais une statistique des baptêmes, mariages et sépultures établie année par année de 1700 à 1789 fait apparaître 3,5 fois moins de baptêmes à Saint-Martin qu'à Saint-Cyr, 3 fois moins de mariages, 3,8 fois moins de sépultures.

Doit-on conclure que la population de Saint-Martin est trois fois, sinon quatre fois moins importante que celle de Saint-Cyr ?

Cernons le problème autrement. Le 6 mars 1793, c'est la levée de 300 000 hommes. L'état de population de la commune de Sargé-sur-Braye indique 1 534 habitants (un autre recensement, du 18 avril 1795, totalise 1 496 individus).

Si nous acceptons le chiffre de 320 habitants que la municipalité de Saint-Cyr s'adressant au district attribue à Saint-Martin, — objet de convoitise —, le 8 février 1792, nous arrivons à une même conclusion : 300 plus 1 200 à Saint-Cyr donnent 1 500 âmes si la fusion se fait.

La population de Saint-Martin représente environ le quart de celle de Saint-Cyr.

Ainsi, avec quatre fois moins d'habitants, Saint-Martin payait presque moitié de la taille exigée de Saint-Cyr. Saint-Martin serait donc une communauté plus riche que sa grande voisine ?

Sur Saint-Cyr, le sol argilo-siliceux est froid et humide ; la couche végétale est peu épaisse. Les carrières de sable, de grès roussard ont de tout temps été nombreuses. De vastes étendues ne peuvent porter que la forêt. Les broussailles, les bruyères, malgré un effort de défrichement entrepris après 1750 sont considérables. Des terrains, ainsi vers la Crousille, sont parfaitement stériles.

Par contre, sur Saint-Martin, le sol est réputé plus fertile. La terre végétale est plus abondante aussi bien sur les plateaux que sur les pentes. Pas de forêts, peu de bruyères, d'étendues sableuses. C'est là que sont les meilleures fermes puisque souvent propriétés ecclésiastiques, nobles ou bourgeoises.

Voilà qui peut aussi expliquer la disproportion du montant des tailles des deux paroisses. Il nous faudrait encore faire intervenir les superficies comparées, la répartition sociologique et professionnelle. Le bourg, concentré sur Saint-Cyr regroupe artisanat et commerce. Saint-Martin n'est que campagne seulement piquetée de quelques moulins et des misérables maisons de tisserands besogneux. Il est impossible de conclure après ce trop rapide survol. Disons cependant que les deux paroisses paraissent, à bien des égards, comme complémentaires.

L'année 1788 :

L'année 1788 fut dans tout le royaume une année piteuse : crise du blé, crise du pain, disette et tumultes. A Sargé, on parle de 300 pauvres. La récolte des blés est en perte d'un tiers sur les années moyennes car on n'a pu ensemer à cause des pluies. Les foin sont perdus aux trois-quarts, entraînés par les crues ou pourris. Le flottage des bois sur la Brayé est en accusation. Et encore, rien n'est dit de l'orage historique du 13 juillet 1788, ni de l'échaudage des blés durant ce si bel été qu'il resta pour beaucoup « l'été du siècle ». Ce silence ne prouve pas que les gens de Sargé furent épargnés.

Par contre « l'Histoire du canton de Mondoubleau » de Beauvais de Saint Paul rapporte que les deux paroisses supportèrent en août 1788 une épidémie de dysenterie si grave que même l'intendant s'en émut et délégua un médecin sur place pour la combattre.

Pour achever ce malheureux tableau, lisons ce qu'a consigné le curé d'Oigny sur l'hiver 1788-1789 : « L'hiver, cette saison qui ordinairement ne se fait pas sentir avec beaucoup de violence sous notre sphère a été tel que l'histoire ne fournit pas d'exemple d'un froid aussi long et aussi constant. Dès le 24 novembre la gelée a commencé ; le 5 décembre, il est tombé une abondance de neiges qui ont rempli tous les chemins ; le 25, il y a eu apparence d'un dégel ; le 31, à 7 heures trois quarts du matin... le thermomètre était à 18 degrés et demi au-dessous de la glace ; la plupart des moulins ne pouvaient moudre, la glace avait au moins un pied et demi d'épaisseur. Le dégel a commencé le 13 janvier 1789 ».

Le curé de Saint-Martin de Sargé a simplement retenu que l'encre était gelée dans son encrier le jour de l'an. C'est peut-être la raison qui a empêché messire Joachim Housseau de nous entretenir plus longtemps de ses occupations ce jour-là.

L'ouverture des Etats généraux :

Qu'apportera l'an nouveau ? Météorologiquement, nul n'est prophète. Politiquement, on peut aventurer quelques hypothèses. La France est en effervescence, chacun en est conscient, surtout depuis que le bon roi a ordonné la tenue des Etats.

Justement l'abbé Housseau, toujours lui, écrira sur la dernière page du registre paroissial de 1789 : « En cette année, les Etats Généraux du Royaume, qui n'avoient pas été tenus depuis 1614, ont été convoqués à Versailles par Louis XVI et durent encore, quoique assemblés dès le mois de may ».

On peut remarquer une certaine déconvenue, un peu d'impatience dans le propos du curé. C'est intéressant, car nous avons à faire à un politique : il avait été élu à Vendôme député du clergé aux Etats généraux et avait refusé invoquant son grand âge.

Il nous manque l'avis de plus humbles. Soyons assurés que l'écho des grandes journées révolutionnaires arriva très affaibli et très en retard dans les campagnes. On y sera plus sensible à la récolte donc aux subsistances, au prix des choses donc aux salaires, à la charge de l'impôt. Et puis on n'aime pas perdre ses vieilles habitudes ainsi que nous allons le voir :

Pétition des habitants de Saint-Martin pour changer de département :

Voici que la France se donne de nouvelles divisions administratives. Chaque département part à la recherche de ses limites.

« Les députés de Blois, écrit Mlle Asfaux étudiant la formation du département de Loir-et-Cher, auraient voulu englober Saint-Calais. Mais ils ne semblent pas avoir insisté dès qu'ils surent que cette ville avait été attribuée au Mans... obtenant d'ailleurs le siège d'un district... Les députés de Blois durent borner une fois de plus leurs ambitions et accepter ici une démarcation naturelle : la rivière du Loir jusqu'à l'embouchure de la Brayé et ensuite le cours de cette dernière ».

Mondoubleau à qui un siège de district était promis ne dit mot, non plus que Saint-Cyr, Baillou et Souday. Une seule requête fut présentée, émanant de Saint-Martin. Ce mémoire est « extrait du registre des délibérations de la municipalité de Saint-Martin de Sargé, à présent du district de Mondoubleau ». Regrettons au passage la perte du dit registre.

Le document est daté du 18 septembre 1790. Il porte en marge : « Demande en désertion du district de Mondoubleau pour être remis à celui de Saint-Calais, département de la Sarthe ». On ne peut être plus précis.

« A Messieurs les officiers composans le Département de Loir-et-Cher.

Messieurs,

L'Assemblée nationale par son décret du 22 décembre 1789 a tracé les limites de chaque département et de chaque district telles qu'elles ont paru convenables au premier aperçu, mais elle a dans sa sagesse, laissé aux corps administratifs le pouvoir de faire entre eux les rectifications, dont les limites respectives se trouvent (susceptibles), tant pour les convenances locales, que pour concilier l'intérêt des particuliers, avec le bien général.

D'après cette décision dont les effets sont présente-

ment subordonnés à vos lumières, la municipalité de Saint-Martin de Sargé, cy-devant du district de Saint-Calais, le procureur de la commune et les notables de la dite municipalité, osent espérer qu'il vous sera agréable de prendre en considération les détails de l'exécution, c'est-à-dire les raisons et les motifs de la dite municipalité aux fins d'obtenir sa réunion au district de Saint-Calais et au département de la Sarthe établi au Mans.

La vérité est que le clocher de la dite paroisse de Saint-Martin de Sargé est placé à la rive gauche de la rivière de Braye qui sert de ligne de démarcation par un assez long espace entre les départements de Loir-et-Cher et celui de la Sarthe. C'est cette position du clocher qui a fait attacher la paroisse au district de Mondoubleau.

Il est encore vrai qu'à cette rive gauche de la Braye entre l'église et presbiterre sont situés trois petits bordages dont la population et les impôts ne vont pas au vingtième du reste de la paroisse située à la rive droite de la Braye et dans le voisinage de Saint-Calais. On dit voisinage parce que en effet les limites de la paroisse de ce côté-là, et dans un espace ou longueur d'une lieue et demie, ne sont éloignés de Saint-Calais, au plus, que de la distance de cinq quarts de lieue. A cette raison de proximité et de plus grande commodité, se joignent plusieurs autres motifs non moins importants, et que vous êtes suppliés, Messieurs, de considérer :

Que la susdite paroisse entretient avec Saint-Calais une relation continuelle et journalière tant pour les affaires particulières que pour son commerce ordinaire qu'elle y fait avec d'autant plus de facilité que la grande route qui la traverse conduit à Saint-Calais qui est son marché ordinaire tant pour le bétail et grain que pour les autres denrées et comestibles.

Qu'aux foires et marchés de Saint-Calais se fait en grande partie la recette des deniers nationaux quand un chacun des contribuables a reçu le produit de sa marchandise ; que le collecteur peut dans l'instant verser dans la caisse du district le montant de sa recette sans s'exposer à aucuns risques. Personne ne peut douter que cet avantage ne soit précieux.

Que la facilité pour la correspondance avec le district de Saint-Calais se trouve prouvée par les raisons cy-dessus, que la même facilité pour la correspondance du district avec le département du Mans se trouve également établie à cause de la grande route susmentionnée, du départ de la poste deux fois la semaine, de celui du messenger deux fois également ; outre toutes les occasions que fournit la réciprocité du commerce entre les deux villes.

Que Mondoubleau, plus éloigné, ne peut dans aucuns cas offrir tant d'avantages réunis. Saint-Martin y fait peu de commerce, y a fort peu de relations ; les dépêches du Bureau ne peuvent que rarement être rendues avec la même célérité : tout le monde sait que le chemin de Sargé à Mondoubleau est mauvais en grande partie, et par conséquent difficile, lorsqu'il n'est pas tout à fait dangereux au temps des inondations.

Qu'enfin la suppression du district de Mondoubleau est très présumée dans le public, et ce cas arrivant, Saint-Martin par suite seroit réuni à Vendôme distante de cinq grandes lieues, chemins affreux, communications interceptées dans les temps de pluies abondantes, retardement dans tous les objets de correspondance, difficultés multipliées et dispendieuses pour l'entretenir, vu le grand éloignement d'une part, et de l'autre le défaut d'occasions et de relations tant à Vendôme qu'à Blois.

Afin que pour ces considérations et des motifs si justes, il vous plaira, Messieurs, faire usage des pouvoirs

qui vous sont confiés pour consentir la réunion de la paroisse de Saint-Martin de Sargé au district de Saint-Calais et au département de la Sarthe la dite paroisse joindra sa reconnaissance à ses prières pour le succès de vos importants travaux et votre prospérité individuelle ».

Les arguments des « déserteurs » :

Le département de Blois avait sur la question des idées très arrêtées dues aux circonstances : repoussé par Saint-Calais, ne pouvant absorber Châteaudun, contraint au recul vers Tours, le jeune département de Loir-et-Cher pour exister avec une superficie suffisante ne pouvait que rogner partout où il y aurait moindre résistance.

C'est son excuse. Mais l'avocat de la commune de Saint-Martin, son procureur et curé, Joachim Housseau aurait mérité plus de succès, ayant avec talent, clarté, précision et raison, exposé sans passion mais avec fermeté et le sentiment de son droit, tout ce qui militait en faveur du rattachement de sa commune et paroisse à la Sarthe.

Habilement, il reconnaît d'entrée que la situation particulière de l'église, cœur de toute communauté, est l'argument sérieux des partisans du rattachement au Loir-et-Cher, la Braye formant une frontière naturelle idéale, reconnue et admise par les deux départements voisins.

Il n'empêche que l'ensemble du territoire de la paroisse (les dix-neuf vingtièmes), est bien situé rive droite de la rivière, donc en pays sarthois. L'abbé Housseau n'utilise aucun argument invoquant les anciennes limites administratives (province) ou religieuses (diocèse). Il s'appuie sur quelque chose de permanent : la proximité et la commodité.

Saint-Martin est proche de Saint-Calais. Il est éloigné de Mondoubleau : c'est mesurable. La grand'route mène à Saint-Calais. Un mauvais chemin conduit à Mondoubleau : c'est évident.

Ce méchant chemin est impraticable en temps d'inondation. On se trouve coupé du chef-lieu. Car on ne peut compter sur des ponts souvent rompus quand ils ne sont pas inexistantes durant des décennies. Rien de tout cela si on se tourne vers Saint-Calais.

Ce qui est vrai et le reste même au temps de l'automobile c'est que Saint-Martin a des relations quotidiennes avec Saint-Calais tant pour les affaires particulières que pour le commerce. Il est indéniable que les paysans du lieu fréquentent les boutiques, marchés et foires de la petite ville et cela de temps immémorial. C'est leur pôle d'attraction le plus voisin, Le Mans et non Blois étant le plus lointain.

Et Saint-Calais a besoin de « sa » campagne. Pendant la Révolution sa municipalité entrera souvent en conflit avec Mondoubleau. Elle rappellera qu'avant 1789, Saint-Martin approvisionnait chaque semaine le marché de Saint-Calais. Cela doit continuer. Mondoubleau s'incline ou feint de le faire. Ainsi le 16 frimaire an 2 (A.D.-L. et-C. - L. 1289) : « Les habitants possesseurs de grains dans la commune de Saint-Martin au-delà de la rivière seront assujettis à approvisionner le marché de Saint-Calais sous la réserve du droit que l'administration de Mondoubleau a de requérir sur toutes les communes du district... des grains pour les armées et (des) secours... pour Romorantin et autres ».

Il faut dire que les deux paroisses et de nos jours la commune de Sargé, ont toujours été écartelées entre les commerces et marchés environnants. La commune est vaste, si longue et si large que celui qui se ravitaille ou

commerce à Mondoubleau ignore Savigny ou Saint-Calais et inversement. Certains Sergettiers ne fréquentent le bourg que lorsqu'ils ont à faire à la mairie, peut-être à l'église. De nombreux écoliers s'égaillent selon la rose des vents. Des habitants n'ont connu leur village qu'aux temps pénibles de l'occupation allemande pour percevoir leurs tickets de rationnement. Il a dû en être de même aux époques troublées de la Révolution.

Le curé Housseau qui connaît les difficultés de l'administration à faire rentrer les impôts tente de sensibiliser ses interlocuteurs : si nous sommes rattachés à Saint-Calais les citoyens y recevant le montant de leurs ventes s'acquitteront sur place de leurs contributions. Le collecteur « sans effort, ni risque » versera au district. L'opération sera plus indolore, — déjà —, et elle découragera les détrousseurs de fonds publics. Housseau s'abuse. Pourquoi les administrateurs de Blois s'inquièteraient-ils de ce qui pourrait aider les collecteurs sarthois ?

L'abbé termine par des considérations sur la correspondance et les messageries. Là, il n'a pas de mal à prouver que Saint-Calais, mieux situé, est mieux desservi que Mondoubleau. Enfin, prophétisant la disparition du district de Mondoubleau il ne lui est pas difficile de triompher vu l'éloignement de Vendôme avec lequel on n'a pas de relations et dont les chemins, pour s'y rendre ne sont pas autrement qu'affreux.

Le document que nous venons d'étudier porte en marge : « Renvoyé à l'Assemblée générale du département pour y avoir les égards que de droit ». Nous ne connaissons pas ce qui y fut dit. Mais nous avons la conclusion : le clocher de Saint-Martin étant rive gauche de la Braye, sa campagne suivra son sort et restera Loir-et-Chérienne.

Municipaux et autres notables :

Cette pétition du 18 septembre 1790 est signée par les membres de la municipalité. Seuls, deux notables, peut-être absents, n'ont pas donné leur signature.

Un autre document va nous aider à mieux connaître les habitants de Saint-Martin. Il s'agit de la « liste des citoyens actifs extraite du registre de la garde nationale projetée dans la paroisse et devant se former d'après le décret de l'Assemblée nationale du 18 juin 1790 (A.D. L.-et-C. - L. 236).

Cette liste établie le 5 septembre comprend 47 noms de citoyens actifs payant au moins 10 livres de toutes impositions et de ce fait devenant électeurs.

Le premier inscrit est Pierre Palamède de Montmarin. L'ancien seigneur de la paroisse fut le premier maire élu par une population respectueuse des traditions. Devenu, le 9 juin 1790 un des douze membres du Directoire de district il abandonne sa charge municipale le 11 juillet. Suivent, dans l'ordre :

J.N. Housseau, procureur de la commune et curé ;

François Landier, maire, laboureur à la Grande Barre ;

François Lebert, 1^{er} officier municipal, laboureur ;

Pierre Doucin, 2^e officier, laboureur à la Trousserie ;

Jacques Leroy, premier notable ;

Christophe Auriat, 2^e notable, laboureur ;

Julien Deshayes, 3^e notable ;

Pierre Poirier, 4^e notable, laboureur ;

Jean Flachet, 5^e notable ;

puis sont énumérés 32 autres laboureurs, 3 meuniers (François Barbier à Crousteau ; Michel Hérault à Comme ; Pierre Durand à Cour d'Etain), un charron (Jacques

Bonnefoy à Taillefer), un sabotier (Marin Deniau à la Gendrerie).

Les laboureurs ont le monopole des affaires municipales. Pourrait-il en être autrement dans ce pays sans bourg, tout en campagne, avec le poids de la taille portant sur la terre ?

Sont encore inscrits 9 autres citoyens « actifs » payant de 3 à 10 livres de contributions donc ne pouvant être qu'électeurs et non éligibles. Il s'agit de 6 journaliers, un tisserand, un vigneron (René Cottureau à Montmarin), un maçon (Louis Venot à Taillefer).

Au total 56 personnes plus ou moins aisées, mais qui sont les exclus, particulièrement ces tisserands à domicile tels ceux des loges de la Vallée de Misère, un lieu-dit assez évocateur ? Leur Révolution n'a pas encore sonné.

La réunion des deux communes :

L'importante question de la fusion des deux communes va occuper les esprits. Où, quand, comment naquit cette idée ? Les notables de Saint-Martin s'y sont opposés : n'était-ce pas une fuite en avant que de demander le rattachement à la Sarthe ? Quelle fut dès l'origine la position de la municipalité de Saint-Cyr ? Y eut-il des réactions populaires dans l'une ou l'autre commune ? Le fait que dès 1767 le seigneur de Montmarin avait groupé les deux communautés sous son autorité n'a-t-il pas préparé les esprits à cette réunion ? Beaucoup de points nous restent obscurs.

Ce serait le 5 novembre 1790 que les officiers municipaux auraient tenu réunion chez leur curé-procureur pour délibérer. L'administration du district était favorable au regroupement. Il fallait se décider. Mais François Landier, maire appuyé par Pierre Doucin et François Lebert s'y opposa. Les citoyens actifs de Saint-Martin réunis au son de la cloche, à l'issue de la messe chargèrent leur municipalité de faire les remontrances nécessaires au district dont faisait partie M. de Montmarin et déclarèrent s'en remettre à la décision de l'Assemblée nationale. Parmi les signataires on relève les noms de Montmarin, Landier, Housseau, J. Flachet, Fr. Lebert, P. Doucin, P. Durand.

Dans sa séance du 15 novembre 1790 le Directoire de district de Mondoubleau prend connaissance d'une requête de la municipalité de Saint-Cyr demandant que la municipalité de Saint-Martin soit réunie à la sienne. A l'appui cette raison : « parce que les deux églises sont situées dans le même bourg et si proches l'une de l'autre que leur situation semble naturellement demander cette réunion, plus indispensable encore que celle de la paroisse de Saint-Oustrille à Saint-Laurent de Montoire, laquelle a été précédemment effectuée quoique les deux paroisses soient séparées l'une de l'autre par le Loir ».

Le district, après délibération, déclare « la réunion proposée utile et avantageuse » et transmet le dossier au département pour avis.

Celui-ci délibère le 18 et à la date du 24 novembre le registre du district livre l'arrêt définitif : « La municipalité de Saint-Martin de Sargé est réunie à celle de Saint-Cir du même lieu ». « Sur convocation du procureur de la commune les citoyens actifs se réuniront pour nommer une nouvelle municipalité ».

Combats retardateurs :

Encore un moment, monsieur le bourreau, s'exclament en chœur les annexés. Les officiers municipaux de Saint-Martin présentent le 3 décembre une requête au district. Ils accusent réception, à la date du 27 novembre de la décision du département du 18 portant réunion. « Ils sont convenus que cette réunion auroit lieu le dimanche

5 (décembre)... à l'effet de procéder à... l'élection d'une nouvelle municipalité... Ajoutant que s'ils se sont soumis d'abord... ils ont fait depuis de mûres réflexions et demandent... de leur accorder... un délai au moins de quinzaine à l'effet de se pourvoir directement au département... pour y faire leurs représentations, disant que n'ayant point été ni entendus ni consultés... ils désirent au moins que cette faveur leur soit accordée ».

Le directoire conclut qu'« il n'y a pas lieu à délibérer ». Mais le 12 janvier 1791 il lui faudra constater « que la ci-devant municipalité de Saint-Martin réunie à celle de Saint-Cyr de Sargé exerce les fonctions municipales contre le vœu du département »... Il ne reste donc au district qu'à transmettre à Blois « les pièces qui constatent l'opposition ».

C'est la petite guerre, mais qui a de sérieuses conséquences. La marche de l'administration est bloquée. Le 21 février 1791, la municipalité de Sargé se plaint au district que la veille les habitants de Saint-Martin réunis en assemblée générale se sont opposés à la nomination des commissaires pour l'assiette de la contribution foncière. Grand embarras à Sargé. A quoi Mondoubleau répond qu'étant donné l'importance de ces nominations « dès dimanche prochain, (les officiers municipaux de Sargé) procéderont, assemblée préalablement annoncée aux prônes, au choix du nombre des commissaires qui leur paraîtra convenable »... passant outre l'opposition des habitants de Saint-Martin ».

Après la commune, la paroisse :

On peut soupçonner qu'il y eut d'autres incidents, mais qu'après tout il fallut bien se rendre. Le document suivant, du 8 juin 1792 —, quinze mois ont passé —, le certifie en même temps qu'il montre avec quelle rapidité se font désormais les transformations : qui aurait parlé, il y a peu, de supprimer après la commune, la paroisse ?

Reportons-nous encore au registre des délibérations du district : « Le directoire assemblé, le procureur syndic a donné lecture d'une lettre en date du 30 may dernier à lui écrite par le substitut du procureur général du département de Loir-et-Cher par laquelle il est engagé à requérir l'avis du directoire sur la suppression de la paroisse de Saint Martin de Sargé et sa réunion à celle de Saint Cir de Sargé ».

« Le directoire considérant :

1. que la population de la paroisse de Saint Martin est peu considérable puisqu'elle n'est que de 320.
2. que le territoire de la dite paroisse est si peu étendu que le hameau le plus éloigné n'est distant de l'église de Saint-Cir que de trois quarts de lieue et que celui le plus proche ne l'est que d'un seizième de lieue et moins.
3. que les églises des deux paroisses sont absolument voisines et qu'elles sont dans le même bourg.
4. que l'église de Saint-Cir est suffisamment vaste pour contenir la population des deux paroisses.
5. que les paroissiens de Saint-Martin n'éprouveront pas plus de difficultés pour parvenir à l'église de Saint-Cir qu'à celle de Saint-Martin vu la proximité et la situation des dites deux paroisses.
6. considérant en outre que la réunion de ces deux paroisses a déjà tellement été prévue que les deux municipalités sont réunies.
7. que les réparations des presbytères étant regardées comme des charges locales les habitants de l'une et de l'autre paroisse se trouveront plus dans le cas d'en supporter les frais.

8. que la nation éprouvera un bénéfice réel tant par la vente qu'elle fera de l'église de Saint-Martin que du presbytère.

9. considérant enfin que la réunion des deux paroisses ne causera jamais le moindre inconvénient sous tous les rapports possibles.

Est d'avis, après avoir entendu le procureur syndic que la paroisse de Saint-Martin soit supprimée et qu'elle soit réunie à celle de Saint-Cyr de Sargé.

signé : Quesnot, Crépin, Met, Hervet, Trécul.

Parmi ces signataires, Quesnot, alors président du district est curé de Saint-Cyr ; le citoyen Met est maire de Sargé. Ils peuvent avoir un intérêt certain ou au moins un certain intérêt à favoriser cette nouvelle réunion. Quesnot pourra « biner » c'est-à-dire doubler son ministère en annexant les paroissiens de Saint-Martin. Le 22 octobre 1792, prétextant ce « binage » il demandera à être relevé de ses fonctions administratives. On l'en dissuade ; il se laisse convaincre. Met peut espérer des charges communales amoindries et un bénéfice à réaliser par la vente des bâtiments rendus vacants.

L'attitude de Housseau, lequel n'a pas prononcé un serment conforme ce qui le pose en accusé face à l'administration aide à créer l'événement. Le 30 octobre 1792 la paroisse de Saint-Martin est supprimée par décret et rattachée à Saint-Cyr.

Comme rien n'est jamais simple, Housseau est sauvé de la prison par ses paroissiens et la mansuétude de certaines autorités locales. Le 24 octobre il est « maintenu dans sa place et exerce de ses fonctions ». Son église est rouverte. Malgré la décision du 30, il obtient pour lui-même une sorte de sursis puisqu'encore le 21 décembre 1792 (A.D. - L. et C. - L. 924) « la suppression de la cure de Saint-Martin de Sargé est dite utile quoique non vacante ». Concluons abruptement qu'on attend la disparition de Housseau lequel, âgé de 78 ans décédera le 21 mai 1793.

Un dernier détail : la laïcisation des registres d'état-civil s'accomplit le 9 décembre 1792. Les registres des deux églises sont arrêtés et remis à Lecerf, officier de santé promu officier d'état-civil en présence de Met, maire, J. Lucas, procureur et François Landier, officier municipal mais ancien maire de Saint-Martin.

Commune et paroisse de Saint-Martin de Sargé sont administrativement supprimées. Ne reste-t-il pas qu'à Sargé après plus de 180 ans on se sent encore de Saint-Cyr ou de Saint-Martin. Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas.

SOURCES

Dictionnaire du Vendomois de R. de Saint-Venant.

Histoire du canton de Mondoubleau de Beauvais de Saint-Paul.

Mémoires de la Société archéologique de Touraine : tome LVII ; le partage de la Généralité de Tours et la délimitation du département d'Indre-et-Loire (1787-1790) par L. Leveel.

Revue du Maine (1883) : les tailles de l'élection de Château-du-Loir (1742-1756) par M. de Courtilloles.

La formation du département de Loir-et-Cher, diplôme d'études supérieures par Mlle D. Asfaux.

Registres paroissiaux de St-Cyr et de St-Martin de 1700 à 1800

Notes manuscrites de l'abbé Duchesne, curé de Sargé.

A.D. Loir-et-Cher : L. 1286 - L. 1288 - L. 1289 - L. 1290.

L. 401 : pétition des habitants de St-Martin pour changer de département.

L. 236 : Liste des citoyens actifs de St Martin.

A propos de l'exposition

Roger REBOUSSIN

du 15 Juin au 15 Septembre 1979

au Musée de VENDÔME

Peintre animalier né à Sargé-sur-Braye en 1881, où son père possédait une affaire familiale de tannerie, Roger Reboussin est toujours resté très attaché à cette région où il conserva la maison paternelle dans laquelle il fit de longs et fréquents séjours.

Très tôt il s'enthousiasme pour l'observation de la nature et des animaux dont il cherche à reproduire les attitudes par le dessin.

(1)...« Après l'école, après pour mieux dire, la vie dans un pays ravissant où les paysages sont aussi nombreux que les oiseaux, où les bois couronnant les collines du Perche dévalent vers les cultures entourées de haies vives, jetées comme le réseau d'un filet sur toute la campagne, vers les prairies, où coulent deux rivières calmes (2), ombragées de peupliers et d'aulnes, laissant des échappées sur les lointains, après l'école, les vacances, mais aussi le lycée »...

Après des études secondaires au Lycée Ronsard à Vendôme où son intérêt pour le dessin et l'histoire naturelle s'affermait au détriment des « humanités », de son propre aveu (3), il entre en 1898 à l'Ecole de Commerce du Havre où la rencontre avec Arcade Noury, professeur de dessin et naturaliste décide définitivement de sa vocation. En 1901 à la sortie de l'Ecole, son père, après bien des réticences, accepte de l'envoyer étudier la peinture à Paris.

De 1902 à 1906 Roger Reboussin suit les cours d'anatomie de l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux Arts, fréquente l'atelier de Lefebvre et Fleury à Montmartre, le Jardin des Plantes et les cours de Frémiet au Muséum d'Histoire Naturelle.

... « Le Louvre et les séries Impressionnistes chez Durand-Ruel et à la salle Caillebotte font mon admiration. Mais Herrmann excède les Impressionnistes. A moi de continuer à peser ces antipathies.

Le lyrisme de Monet m'enthousiasmait tout comme celui de Daubigny et les sourds accords des paysagistes de 1830 où les peintures de Barye sont une révélation

aux couleurs très rares. Multiplicité d'émotions où je me complais à étudier librement encore »...

... « Aussi mes fugues à Sargé sont-elles nombreuses. Et là je retrouve avec joie les paysages de mon enfance, accueillants et frais comme des modèles dispos et qui ne vieillissent jamais. Je sais avant de quitter Paris que les digitales sont poussées dans telles clairières des bois, que telle autre fois je pourrai aller admirer dans les aulnaies croissant au bord de l'eau toute cette végétation de forêt vierge que le mois d'août lâche avec une superbe sauvagerie. Et ces vacances sont remplies d'efforts vers la lumière qui m'aveugle et m'enchantent loin de l'atelier de Paris. Au retour je cause un peu l'étonnement d'Herrmann qui voit sur ma toile la révélation d'une palette violente. Le vieux maître gémit, mais laisse faire, critique l'école moderne, tonne contre ses tendances, prédit son déclin rapide. Je fais la sourde oreille. Je connais les résultats, je les compare à la vie »...

Grâce à l'appui de son maître particulier Herrmann-Léon il obtient une mention honorable pour sa première participation au Salon avec « Un Taureau ».

1) Les citations de Roger Reboussin sont extraites de manuscrits ayant servi à l'élaboration d'ouvrages ou d'articles destinés à diverses revues.

2) La Braye et la Grenne qui confluent légèrement en aval de Sargé.

3) Prix obtenus par l'élève Reboussin pendant toutes ses études secondaires. (Extraits du « Palmarès du Lycée Ronsard » - Launay, place St-Martin, Vendôme. Bibliothèque Municipale de Vendôme).

1891-1892 - 7^e : Certificat d'Etudes. Prix d'écriture, de dessin, d'histoire-géographie et de sciences naturelles.

Mention : Allemand, Langue Française et Récitation.

1892-1893, 6^e classique : rien.

1893-1894 : 5^e classique : prix de dessin d'imitation, accessit de botanique et d'enseignement religieux.

1894-1895, 4^e classique : prix de dessin d'imitation ; mention d'histoire-géographie.

1895-1896, 3^e classique : prix ex-aequo de dessin d'imitation.

1896-1897, 2^e classique : prix de dessin d'imitation.

1897-1898, Mathématiques élémentaires : prix de tableau d'honneur et de dessin d'imitation. Mention de dessin géométrique.

Dès 1912, ses illustrations pour le premier livre de la Jungle dans la traduction de L. Fabulet et R. d'Humières attirent l'attention sur lui. Il participe à la guerre 1914-1918 comme infirmier et reçoit deux citations.

Après la guerre, il multiplie les expositions particulières, les voyages en Europe, participe régulièrement au Salon d'Automne et de la Société Nationale des Beaux Arts, reçoit des commandes de l'Etat et de la ville de Paris, ainsi que des commandes particulières. Il publie plusieurs ouvrages dont « Livre couleur du temps, l'oiseau chez lui » PUF (1927), « Nature aux cent visages », Paris Mercure de France (1943) et « Contes de ma vie sauvage, chasses et rencontres », Paris Crépin-Leblond (1953).

Il en illustre d'autres tout au long de sa carrière et rédige de nombreux articles pour des revues spécialisées de chasse et d'histoire naturelle.

... « Ma carrière a compté de nombreuses illustrations de livres : Kipling, Pergaud, Selma Lagerlöf, La Fontaine, Foudras, des gouaches dont quatre cents planches (4) représentant « in situ » tous les oiseaux de France, de nombreux dessins et articles dans la revue cynégétique « Saint Hubert » (5), des aquarelles pour « portraits d'oiseaux de Jacques Delamain » etc...

... « Il me fut demandé aussi des conférences tant à la Société d'Ornithologie qu'aux Sociétés Savantes, à l'Ecole des Beaux Arts (6), à la Sorbonne, à la Société d'Acclimatation, afin de dire au cours de ma carrière mes idées sur les animaux dans la nature comme dans l'Art, sur mes voyages en Scandinavie, en Afrique ou en France »...

Membre de la Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois depuis 1925, il est décoré dès 1936 de la Légion d'Honneur et élu maître de dessin appliqué aux animaux au Muséum (7) où il enseignera pendant 27 ans.

Pendant la seconde guerre mondiale il effectue de longs séjours à Sargé.

En 1948 et 1950 il fait deux importants voyages en Afrique Equatoriale Française d'où il rapporte une quantité fabuleuse de dessins, de gouaches à partir desquels il réalisera des toiles et deux expositions au Musée de la France d'Outre Mer. Il est cette année là nommé Président de la Commission des Sites de Loir-et-Cher.

Jusqu'à la fin de sa vie il maintiendra une intense activité de peintre, d'écrivain, d'illustrateur et de voyageur.

Il s'éteint en 1965 et repose dans le cimetière de Sargé.

Le Muséum d'Histoire Naturelle en 1967 lui consacra une rétrospective, l'exposition « l'Animal de Lascaux à Picasso (1976-1977) » présenta une vingtaine de ses œuvres. Depuis rien. Notre Musée conservant de lui une peinture, quelques dessins et gouaches (8) c'est à la faveur d'une visite de Madame Reboussin au cours de l'été 1977 qu'un contact se noua et que naquit le projet d'une exposition. Il semblait légitime en effet que le Vendômois rendît hommage à un artiste qui, par des observations assidues et passionnées dès l'enfance, étayées par l'étude des grands naturalistes et la pratique du dessin sur le motif, parvint à un très haut degré de connaissance des milieux naturels et de leurs hôtes.

Au Havre vers 1900 la révélation des « paysagistes de 1830 » puis à Paris pendant ses études artistiques de 1902 à 1906 le choc produit par les Impressionnistes le déterminent pour toujours. Jusqu'à la fin de sa carrière il restera fidèle à une technique apparentée à l'Impres-

sionnisme et c'est sous ce vocable qu'il est (un peu hâtivement) classé.

Cela est justifié s'il s'agit d'exprimer que pour lui « la vie doit être éprouvée sur place » « qu'il ne faudra pas craindre de peiner, être patient, silencieux, solitaire pour épier pendant des heures... » et que sa touche sera toujours fractionnée, comme celle des Impressionnistes et de ses « aînés Bonnard et Vuillard ». Mais il faut dépasser ces premiers critères. Son profond désir de représenter une nature « en mouvement non suspendu, en vie continue, telle qu'[il] l'a observée et ressentie » lui fait rechercher « à l'écart de tout ce qui n'est pas la nature surprise et sauvage » son « métier personnel [qui] ne s'invente pas sur des bases académiques »...

« La main doit traduire l'âme du peintre, comme ses accords de couleurs, sa pâte lisse ou abondante disent sa vision et sa fougue ou son mystère ».

Il s'agit donc bien d'un métier personnel acquis par la pratique de façon à coller le plus étroitement possible au sujet : l'animal sauvage dans son milieu » de telle sorte que l'habitat et l'habitant restent intimement unis » (9), selon le principe du « mimétisme plus exactement [de] l'homochromie et [du] camouflage dont sont parés les animaux dans la nature qui les dissimule ».

« Cette thèse » dit Reboussin je ne m'en targue point car la nature me l'a toujours imposé ainsi ».

Et « dans toute toile [il] cherche à atteindre un but différent de celui cherché dans les toiles qui précèdent. C'est pour cela qu'[il] éprouve le besoin de peindre pour se renouveler sans se répéter ».

Il suffira en effet d'observer quelques-unes des toiles de Reboussin pour saisir la justesse d'analyse relevée dans ses notes manuscrites (10).

A partir d'un métier encore mal dégagé de l'influence d'Herrmann-Léon dans les années 1910 (la palette est encore sombre, les touches ont tendance à se séparer mais comme timidement sur un fond de matière encore lisse, classique) on atteint, après la coupure de la première guerre mondiale la maturité des années vingt. « Progressivement et surtout en 1919 et 1920, la palette s'aère de nouveaux tons.

4) Travail commandé par un amateur lors de l'exposition de 1935 à la Galerie Charpentier. Il fallut 7 ans à Roger Reboussin pour épuiser le sujet.

5) Roger Reboussin apportait à cette revue une collaboration mensuelle.

6) Mentionnées dans les carnets personnels de Roger Reboussin 8 conférences en 1939, 3 en 1943, 3 en 1945, 5, puis 6 en 1946.

7) Roger Reboussin succédait comme maître de dessin appliqué aux animaux à Barye (de 1854 à 1875) et à Frémiet (de 1875 à 1910) dont il avait été l'élève assidu.

8) Grâce à un achat auprès de Madame Reboussin et au don de deux toiles qu'elle voulut bien consentir au Musée de Vendôme, ce dont nous tenons à la remercier, notre collection s'est enrichie de :

— **La Ferme du Château des Radrets (Sargé)** - Huile sur toile - 0,65 m × 0,80 m - Signé, 1937.

Don de Madame Reboussin.

— **Cerf Couché** - Huile sur toile - 0,38 m × 0,55 m - Signé, 1943.

Achat du Musée de Vendôme.

— **Chouette sur un arc butant de la Trinité de Vendôme** - Huile sur toile - 0,61 m × 0,46 m - Signé, non daté.

Don de Madame Reboussin.

9) Le Petit Provençal 18 février 1929.

10) Le catalogue de l'exposition contient des extraits de ses notes que Madame Reboussin nous a prêtées. La Bibliothèque de travail du Musée conserve la photocopie intégrale de tous les manuscrits de Roger Reboussin qui ont été consultés.

Je déblaie des tons trop lourds ou trop ternes la palette que j'avais usitée ».

Chaque touche alors devient expressive, serrée, large, longue, en faisceaux, en zébrures... ; dans sa variété, sur une même toile ou d'une toile à l'autre elle est partout vibrante, nerveuse, parfaitement signifiante.

Vers la fin de sa vie on trouve sur certaines toiles une touche plus large, moins vive peut être, mais comme synthétique d'une expression totalement maîtrisée.

« Après tout cela, il résulte de tout ce travail une peinture avec ses défauts et ses mérites... Mon acquit, mes admirations dans les musées, les influences de maîtres que j'ai choisis composent une force qui doit être moi-même si j'ai suivi dans la vie ce que j'ai aimé et que j'éprouve, de longtemps, le besoin de traduire... ».

« Se trouver pour l'homme d'une vocation, c'est trouver la langue de son esprit, le métier de son caractère d'artiste ou peindre suivant les variantes de son souhait en modifiant sa manière, en la renouvelant et en trouvant à chaque fois un métier simple pour se faire comprendre doublement ».

L'exposition qui s'est tenue du 15 Juin au 16 Septembre 1979 a permis de rassembler grâce à l'obligeance de collectionneurs privés et de Musées plus d'une centaine d'œuvres de Roger Reboussin : une quarantaine de toiles une cinquantaine de dessins, illustrations originales pour le Livre de la Jungle et divers ouvrages illustrés, des carnets de croquis, textes autographes etc...

Il s'agissait de retracer la carrière du peintre sous ses différents aspects tout au long d'une vie qui fut riche et bien remplie.

Le choix était difficile car la générosité des prêteurs ne nous a pas fait défaut. Nous les remercions d'avoir contribué au succès de cette exposition qui a accueilli plus de 3500 visiteurs.

Parmi ceux-ci beaucoup sont venus pour voir ou revoir des œuvres qu'ils aimaient mais aussi pour rendre hommage à la personnalité d'un homme qui a laissé une profonde empreinte sur tous ceux qui l'ont connu.

Dominique SOMMIER-PAGE,
Conservateur du Musée.



CHRONIQUE VENDOMOISE

En ouvrant cette nouvelle rubrique « Chronique Vendomoise », dans notre bulletin, nous voudrions pouvoir donner la parole à toutes celles et à tous ceux dont l'existence, ou celle de leur famille, a pu être liée à l'évolution de notre région sous toutes les formes que ce soit : économique, culturelle, architecturale, etc... A tous ceux qui ont donc à témoigner d'un passé encore proche dans le temps, mais que les bouleversements de la vie moderne rend cependant chaque jour de plus en plus lointain.

En accueillant aujourd'hui, Mademoiselle Laure MARTELLIERE, pour cette première chronique, c'est un peu de l'histoire d'une famille très liée à notre Société que nous allons entendre, mais c'est également un hommage que nous voulons rendre à cette grande artiste peintre encore trop méconnue de son Vendomois natal.

Une famille liée à notre Société et celà dès les premières années avec Paul et Louis MARTELLIERE, les deux frères, qui de 1873 à 1905, publièrent de très nombreux articles dans notre bulletin, faisant preuve d'un très grand éclectisme intellectuel. Paul MARTELLIERE, qui était juge, publia par ailleurs sous les auspices de notre Société, en 1893, son remarquable « Glossaire du Vendomois » (1). Louis MARTELLIERE, architecte, fut également Conservateur du Musée de Vendôme de 1876 à 1890.

Jean (Didier) MARTELLIERE, avocat avoué, fils du cousin germain des deux précédents, publiera dans le Bulletin de la Société Archéologique de 1898 à 1913, s'orientant vers des sujets plus littéraires. On lui doit une très intéressante étude sur les « rues, places et maisons de Vendôme » qui reste fort d'actualité. Il exerça aussi les fonctions de bibliothécaire-archiviste, de 1901 à 1908, passant alors le flambeau à l'Abbé PLAT.

Quant à Mademoiselle Laure MARTELLIERE, nièce de Jean (Didier) MARTELLIERE, auteur du texte de cette première Chronique Vendomoise, elle réserva ses talents artistiques principalement à la peinture. Exposant à Paris dès 1912, son œuvre fut régulièrement présente chaque année au Salon des Artistes Parisiens jusqu'en 1940 (2).

En 1971, une exposition lui était consacrée au Musée du Château de Blois, qui conserve d'ailleurs l'une de ses toiles intitulée « Une femme bordelaise ». Et l'on peut espérer que Vendôme pourra accueillir un jour prochain une semblable exposition en hommage à cette artiste qui n'a cessé de proclamer son attachement à la ville de son enfance.

C. L.

1) Cet ouvrage a été réédité en 1978 par une maison d'édition de MARSEILLE, sans que notre Société en ait été préalablement informée, et surtout semble-t-il, sans que les descendants de

l'auteur aient été consultés et aient donné leur accord.

2) La Bibliothèque municipale de BLOIS possède un exemplaire du catalogue de ses expositions.

La rue Saint-Jacques

par Mademoiselle Laure MARTELLIÈRE

A notre époque où les familles se dispersent par la force des choses, n'est-il pas bon de rappeler où les générations se succédaient dans la même ville, la même maison, et souvent la même charge, assurant ainsi, avec d'autres familles, la stabilité des institutions au dedans ? Autre temps !

Et, puisqu'il est question de la rue Saint-Jacques dans une chronique récente qui regrette ne pas connaître ses anciens habitants, les voici, côté nord (1).

D'abord, deux maisons que les Vendomois de nos jours n'ont cependant pas oubliées. Elles portent les numéros 10 et 12, ont appartenu à la même famille, l'une pendant cent ans, l'autre pendant 175 ans, et c'est l'un des nôtres, maître Jean Martellière, avoué, avec sa compétence d'historien, nos archives et son souci d'exactitude qui nous a transmis le fruit de ses recherches.

La maison qu'il occupait, le numéro 10, lui a permis de retrouver les vestiges du XI^e siècle. Ce fut d'abord une portion de la propriété de Mainville, qui fut l'ancien couvent des Béguines (supprimées en 1312, ainsi que les Templiers et les Béghards). Au XVI^e siècle ce fut le jeu de paume à l'enseigne de « la Rose » où Ronsard a pu venir car l'hôtel Ronsart ou des Ronsarts se trouvait en face du portail actuel. Bien des transformations se sont produites au cours des siècles par le travail des eaux sur le niveau des constructions. Voilà pour le côté historique.

C'est en 1829 que notre aïeul Bourgogne l'a achetée de notre cousin Deschamps-Larivière. Il l'a cédée à son gendre Martellière ainsi que l'étude d'avoué. Les générations s'y sont succédées, prospères tout le XIX^e siècle, jusqu'à la mort de notre oncle en 1923. Avec lui finissait l'étude d'avoué demeurée sans interruption dans la famille pendant 145 ans.

Passons à la propriété numéro 12 qui fut la principale de nos maisons de famille.

C'est en 1778 que notre quadraïeul Moulmier-Chicault acquit cette maison de la succession de Mlle Olivier. Il était procureur au bailliage de Vendôme et directeur des Carrosses et Messageries de Vendôme, Paris et retour. Sa femme y avait travaillé, jeune fille chez son oncle Delasalle en 1763. Ses petites-filles en firent autant. Le procureur et le coche firent bon ménage et les familles Moulmier et Bourgogne s'entassèrent dans cette maison. Ce n'est qu'en 1842 que les demoiselles Bourgogne pûrent louer des chambres sur la rue aux vieilles dames de leur connaissance.

Cette maison réunit plusieurs maisons de plusieurs siècles : face à la chapelle Saint-Jacques, pignon du XV^e sur la rue ; formant une longue façade sur la cour, deux maisons du XVII^e ; enfin, appartenant au XVI^e un grand salon, cuisine au-dessous. Ici, la grande cheminée Renaissance est sortie de l'obscurité (où deux cloisons l'enfermaient) grâce à notre père, le docteur Martellière, qui retrouva ainsi une grande salle de 9 mètres de long, supposée (?) avoir été la salle capitulaire du couvent des Béguines.

Notre père a acheté cette maison de famille à la succession de ses grand'tantes en 1883. Il s'y installa médecin et la restaura avec science et art, mais y mit près de quinze ans, — avec prudence aussi, connaissant son sous-sol —. Nous nous en sommes séparées avec amertume en 1954. Notre mère, après la mort de notre père l'avait entretenue avec sagesse de 1903 à 1941, louant une partie et habitant l'autre. Nous avons continué jusqu'à la vente, mais après ? Il est toujours pénible de voir nous succéder des étrangers, souvent indifférents et même capables de détruire en peu de jours ce qui a été sagement respecté, restauré et installé pour durer...

La rue Saint-Jacques ? une rue triste, dit-on ? Le lycée et nos maisons se chargeaient de l'animer !

Au XVIII^e siècle et moitié du XIX^e le coche y circulait avec ses voyageurs en transit. Plus tard, la campagne, qui venait à la consultation du docteur, en carriole ou en landau, circulait sans se disputer le passage.

Le grand mur austère s'élevait déjà au XVIII^e siècle, tel que nous le voyons aujourd'hui. Il figure sur le vieux plan de la construction du collège. On peut consulter celui-ci au musée du Château, sur la Montagne. Il est intitulé : « Vue et plan perspectifs du collège royal militaire de Vendôme, d'après nature et dédié à monsieur de Balagny, supérieur ».

Les notables universitaires, proviseur, censeur, économiste, aumônier et deux religieuses infirmières, nous les avons connus dans le lycée même, occupant de beaux appartements. Quant aux notables ecclésiastiques de la Madeleine, ils habitent le presbytère actuel depuis 1859, à la mort de l'abbé Moulmier qui fit don à l'évêché de sa propriété, la maison et son mobilier Louis XVI.

1) Bull. municipal n° 8, 1978-79, Chronique du temps passé : Promenade rue St-Jacques, page 78.

AVIS IMPORTANTS

— Pour compléter ses collections, la Société accepterait avec reconnaissance le don d'exemplaires anciens du Bulletin (depuis 1862).

— Les opinions émises au cours des communications ou publiées dans le Bulletin n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

— Tout article est strictement la propriété de l'auteur et de la Société. Tous droits de reproduction partielle ou totale sont formellement réservés.



— Tout travail remis à la Société pour être publié au Bulletin, doit être dactylographié et porter indication des paragraphes, des sous-titres et de la ponctuation. En bref, être définitif.

— Tout auteur d'article peut demander un tiré à part à ses frais. Dans ce cas, il sera de son intérêt de s'entendre directement avec l'imprimeur dès la première correction d'épreuves.

— Nul ne peut, individuellement ou collectivement, se réclamer de la Société archéologique sans autorisation préalable.

— Toute demande de renseignements doit être accompagnée d'une enveloppe affranchie pour la réponse.




Imp. Typo-Impress
 **41000 Blois**